UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

(pour 2050)



tome 1

Essai sur l'état de la société Française

Redonner un sens à la vie

Une certaine idée de la France

-2050-

- L'Avenir Nous Rassemble -

Avertissement sur les éventuels problèmes d'impression :

Ce livre est imprimé directement par le service Amazon et nous savons qu'il peut y avoir de légers soucis concernant l'impression sur certains exemplaires.

Si vous recevez une copie dont l'impression ne vous convient pas, nous vous invitons à nous le faire savoir sur l'adresse suivante :

livre@elysee-conseils.fr

N'hésitez pas à faire une réclamation auprès du service clients Amazon, si vous rencontrez un problème lors de la réception de votre livre papier, nous vous laissons les contacter :

Site internet : https://lesservicesclients.fr/amazon/

Téléphone : 0805 10 14 20 (France) et + 33 1 74 18 10 38 (hors de France)

Avertissement sur la version de cette édition.

Nous apprécierions recevoir vos commentaires, tant sur le fond que sur la forme.

Ce livre évolue continuellement et de nouvelles versions seront régulièrement mises à jour.

Si vous avez acheté cet ouvrage, nous vous encourageons à vous inscrire à l'adresse email suivante : livre@elysee-conseils.fr, afin de recevoir gratuitement les mises à jour au format PDF.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Avant toute chose, permettez-nous de vous remercier et de vous féliciter d'avoir choisi de vous procurer cet ouvrage — livre, essai, manifeste… nous vous laissons volontiers le soin de le qualifier.

Nous avons écrit ces pages pour mettre noir sur blanc notre vision de la philosophie de la vie, de la vie politique en France, et pour vous livrer quelques éclairages sur ce que pourrait être la France en 2050.

Comme la grande majorité d'entre vous, nous sommes de simples citoyens — et non (pas encore, du moins 😊) des auteurs aguerris. Nous avons donc fait de notre mieux pour rédiger un ouvrage qui, nous l'espérons sincèrement, vous parlera et vous servira de base solide pour nourrir vos échanges avec votre entourage sur l'avenir de notre pays.

Nous avons l'intention de faire évoluer ce livre au fil du temps. Chaque nouvelle version vous sera automatiquement transmise gratuitement, en témoignage de notre reconnaissance pour votre confiance. Vous disposerez ainsi, en permanence, d'une édition à jour.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture, et n'oubliez pas que vos remarques constructives seront toujours les bienvenues.

Merci du fond du cœur.💕

Philippe Agnelli – Philip Belhassen

Préface

J'ai longtemps hésité avant d'écrire ces lignes. J'ai toujours été curieux de la machine politique. Elle m'a toujours semblé être un domaine réservé à quelques-uns : ceux qui ont fait carrière dans les partis, ceux qui parlent en jargon, ceux qui occupent les plateaux télé et s'installent dans les palais de la République. Pourtant, au fil des années, une évidence s'est imposée à moi, ces professionnels de la politique m'ont semblé de plus en plus en dehors de ma réalité, en dehors de la réalité du quotidien des Français et des Françaises. Résultat des décisions dénuées de tout sens commun et à l'encontre de l'intérêt général pourtant flagrant. Laisser les choses en l'état, se contenter de subir, c'est accepter que le mensonge triomphe et que le pays s'enfonce.

J'écris ce livre parce que j'aime la France. Non pas comme une abstraction ou un drapeau brandi dans les discours, mais comme une terre, une histoire, pour un peuple qui mérite tellement mieux que la résignation. Je vois aussi un peuple trahi, un peuple auquel on a confisqué ses rêves, sa capacité de s'émanciper et ses libertés, un peuple que l'on a convaincu que tout effort est peine perdue, que tout espoir n'est que naïveté.

Ce livre n'est pas le programme d'un candidat en quête de suffrages, c'est un cri de vérité, un appel au sursaut. Je veux mettre des mots sur ce que tant ressentent en silence : l'imposture des élites, la corruption d'un système, la confiscation de notre avenir par quelques-uns au détriment de tous.

Ce livre naît aussi d'une conviction : je crois encore fermement que le destin d'une nation ne se résume pas à des bilans comptables. Je crois que la politique doit retrouver son sens premier : construire le bonheur commun, protéger la dignité de chacun, ouvrir des horizons.

Enfin, j'écris ce livre pour chacun d'entre nous, pour nos enfants et pour les générations qui viendront. Qu'ils sachent que nous n'avons pas tous baissé la tête. Qu'ils trouvent ici des raisons d'espérer, et peut-être les fondations d'un monde meilleur que celui qu'on se prépare à leur laisser.

Nous vivons dans un monde où le sens s'efface. Nos vies sont saturées d'images, de slogans, de désirs fabriqués, mais derrière ce vacarme, une question revient toujours : *pourquoi ?* Pourquoi vivons-nous ? Pourquoi travaillons-nous ? Pourquoi nous levons-nous chaque matin, sinon pour courir après des buts qu'on nous a imposés ?

Comme beaucoup d'entre vous, je ressens ce vide autour de nous et en nous, cette fracture entre ce que nous sommes et ce que nous pourrions être. Ce livre n'est pas seulement une critique du système, il est avant tout une quête : une quête de sens pour le peuple, pour chacun d'entre nous, et aussi pour moi-même.

Je ne prétends pas avoir toutes les réponses. Mais je souhaite ouvrir la voie à une réflexion, à une recherche commune, à une réinvention. Je vous propose, lecteur, un pacte : celui de cheminer ensemble. De lire ces pages non comme un simple constat, mais comme une promesse partagée. Une promesse que nous pouvons, que nous devons : retrouver le sens perdu. Ce livre est un acte de foi en l'homme en son humanité, en sa capacité à se libérer des chaînes de l'illusion pour retrouver ce qui compte vraiment : la dignité, la vérité, et le bonheur profond.

Trouver un sens à sa vie, c'est l'acte le plus intime, le plus libre, le plus humain qui soit. C'est cette liberté qui donne à l'existence sa profondeur et sa beauté. Mais cette liberté nous a été volée. Le

système qui nous gouverne ne veut pas d'individus accomplis, souverains d'eux-mêmes et de leurs désirs. Il veut des consommateurs en manque, perpétuellement insatisfaits, prisonniers d'un cycle où l'on achète pour combler un vide que l'on nous impose sans cesse. Là où devrait s'élever la quête de sens, on a installé la tyrannie du besoin artificiel. Et ainsi, sous le masque de la prospérité et du progrès, on nous a dépossédés de notre plus précieux trésor : la liberté de devenir pleinement nous-mêmes.

Si j'ai décidé d'écrire ce livre, ce n'est pas uniquement pour dresser un constat *froid* et implacable sur l'état de notre société et sur les forces qui la gouvernent. Les rapports, les statistiques, les analyses techniques abondent déjà. Mais ce dont nous manquons, ce dont nous avons été dépossédés, c'est d'une vision qui parle au cœur autant qu'à l'esprit. Ce livre n'a pas pour but de démontrer mécaniquement ce qui dysfonctionne – bien que je le ferai – mais d'ouvrir un chemin de transformation, en puisant dans la foi que nous pouvons encore réinventer notre avenir.

Car analyser le système tel qu'il est aujourd'hui, c'est constater une mécanique sans âme : un appareil politique, économique et médiatique qui se nourrit de ses propres mensonges, qui entretient artificiellement le manque et la dépendance, et qui n'a pour horizon que sa propre survie. Mais un peuple ne vit pas de statistiques, ni de pourcentages de croissance. Un peuple vit de sens, de justice, de confiance et d'espérance. C'est là que ce livre prend racine : dans le refus de croire que nous serions condamnés à n'être que des rouages passifs, et dans la volonté d'affirmer que nous pouvons redevenir acteurs de notre destin.

La transformation que j'appelle de mes vœux ne pourra pas naître uniquement de réformes techniques ou de réajustements institutionnels. Elle doit naître d'un mouvement intérieur, d'une réconciliation entre la raison et le cœur. Elle doit s'appuyer sur une foi nouvelle : la foi que le bonheur n'est pas dans l'accumulation, mais dans l'accomplissement ; que la liberté n'est pas un privilège concédé par un pouvoir, mais une condition fondamentale de notre humanité ; que la justice n'est pas une option politique, mais une exigence morale.

Ainsi, ce livre est une invitation : à regarder sans détour les failles du système, à déchirer les masques qui nous étouffent, mais aussi à rêver ensemble une société plus digne, plus libre, plus vivante. Je ne propose pas un simple mode d'emploi, je propose un pacte de foi et de courage.

La foi que la France peut se relever et redevenir une terre de sens, et le courage d'y œuvrer, pas à pas, avec nos mains, nos cœurs et nos voix.

J'ai foi en l'humain. Ce n'est pas une formule, ce n'est pas un slogan : c'est une conviction profonde, une certitude qui m'habite depuis toujours. Je crois en toi, lecteur, qui prends le temps de lire ces lignes, car je crois que si tu es ici, c'est que toi aussi tu cherches plus qu'un simple divertissement ou une nouvelle distraction pour combler le vide. J'ai foi en la vie, dans sa capacité à nous surprendre, à nous élever, à nous mettre à l'épreuve pour que nous devenions plus grands que ce que nous pensions pouvoir être.

J'ai foi dans l'idée que nos existences individuelles ne sont pas de simples accidents biologiques ou des trajectoires mécaniques sans autre fin que la survie. Chacune de nos vies a un sens. Et trouver ce sens, c'est beaucoup plus que découvrir une mission ou un objectif : c'est offrir une direction, une énergie et une force qui transforment l'effort en bonheur, et même en quelque chose qui dépasse le bonheur terrestre, *en une joie qui touche à l'expérience du divin*. Quand un être humain trouve le

sens de son existence, il n'est plus seulement un consommateur, un producteur, il devient un créateur ; il n'est plus seulement une ombre errante, il devient une lumière qui éclaire d'autres vies autour de lui.

Mais à l'inverse, j'ai trop vu, trop souvent, ces âmes perdues, enfermées dans un cercle stérile de désirs programmés et d'attentes artificielles. J'ai vu des vies **qui n'attendent que le prochain shoot d'endorphine**, le prochain objet à la mode, qui promet une évasion mais ne fait qu'approfondir le vide. J'ai vu cette tristesse muette, cette dépendance entretenue par un système qui préfère des citoyens dociles, saturés de biens inutiles, plutôt que des individus libres et accomplis. Et je le dis avec douleur : ce n'est pas la faute des personnes elles-mêmes, c'est la conséquence directe d'un système qui organise l'oubli du sens, qui détourne l'énergie de nos vies vers le futile, afin que jamais nous ne devenions dangereux pour lui.

Mon combat, à travers ce livre, c'est de réhabiliter la foi dans l'humain, dans la vie, et dans le pouvoir transformateur du sens. Je crois que si chacun retrouvait ce fil intérieur, si chacun se donnait la permission de chercher sa vérité **et de l'incarner dans ses actes**, alors notre société changerait radicalement, non pas par décret ou par loi, mais par la puissance d'une conscience réveillée. Car une seule vie qui retrouve son sens est déjà une révolution silencieuse. Et des milliers de vies qui reprennent feu, c'est une civilisation entière qui peut renaître.

Dans ce livre, je n'ai pas seulement voulu exposer un système malade ou dénoncer les trahisons des élites : j'ai voulu tracer une vision. Une vision pour les Français, pour la France, et même au-delà, pour le monde. Une vision où l'humanité ne s'oppose plus à la nature, mais s'y inscrit à nouveau comme une force d'harmonie et de respect. Une vision qui ne se veut pas une révolution sanglante ni un renversement brutal de table, mais bien un virage, ferme et nécessaire, pour nous éviter la catastrophe annoncée.

Certains parlent du « syndrome du Titanic »[1] : nous savons que nous allons droit vers l'iceberg, mais nous continuons à danser, à festoyer, à fermer les yeux, comme si la fête pouvait durer éternellement. Je dis que le temps est venu de reprendre la barre, d'affronter la réalité avec courage et de changer de cap avant qu'il ne soit trop tard. Ce livre est ma manière d'appeler à ce sursaut, de tendre la main à celles et ceux qui veulent bâtir autre chose, qui veulent croire encore que l'avenir peut être plus grand, plus juste et plus lumineux que le présent.

« Ce livre est un pacte : si tu acceptes de l'ouvrir avec sincérité, alors tu prends part à cette traversée, et ensemble nous pouvons infléchir le destin »

[1] Nicolas Hulot, Le Syndrome du Titanic, Calmann-Lévy, 2004 ; adapté au cinéma sous le même titre en 2009.

Premier pilier

(Re)Donner du sens à la vie

La crise du sens dans le monde moderne

Une société d'abondance matérielle mais appauvrie spirituellement

Épicure l'avait compris vingt-trois siècles avant nous : celui qui cherche le bonheur dans la satisfaction de ses désirs passera sa vie à nourrir ce qui l'en tient éloigné. Le sage, écrit-il à Ménécée, apprend à distinguer les désirs naturels et nécessaires de ceux qui sont vains et sans limite.[2]

Nous vivons dans une société qui, jamais dans l'histoire, n'a offert autant de confort matériel. Jamais les foyers n'ont été si remplis d'objets, de vêtements, de nourritures venues du bout du monde, de divertissements disponibles à chaque instant, dans la poche, sur un écran. Jamais l'être humain n'a disposé d'autant de moyens techniques pour faciliter son quotidien, réduire la fatigue physique, répondre à ses envies immédiates.

Et pourtant, malgré cette abondance, une impression tenace domine : nous ne sommes pas heureux. Pire, nous semblons collectivement sombrer dans une forme de vide intérieur, une lassitude diffuse qui ronge les âmes. Le paradoxe est immense : **alors que nous avons tout, il nous manque l'essentiel. "L'essentiel est invisible pour les yeux" Saint-Exupéry**[3]

Ce paradoxe tient à la confusion entre **l'avoir** et **l'être, l'être et le paraître**.[4] Nous avons cru que posséder plus, accumuler, remplir nos vies de biens et d'objets suffirait à combler nos cœurs. Nous avons cru que l'augmentation continue du pouvoir d'achat, de la vitesse, de la consommation, créerait automatiquement du bonheur. Mais l'avoir est insatiable : dès que l'on obtient quelque chose, on désire déjà autre chose.

L'avoir ne connaît pas de repos, il ne comble jamais ; il nourrit sans cesse la faim de ce que l'on n'a pas. L'être, lui, demande autre chose : de la profondeur, de la relation, de la conscience. Être ne s'achète pas, être se construit, être s'éprouve dans le temps long, dans l'effort, dans le lien aux autres et dans la quête de sens.

Notre monde moderne a peu à peu étouffé l'être sous la tyrannie de l'avoir. L'éducation elle-même prépare à produire, consommer, rivaliser, mais rarement à se connaître, à s'écouter, à se relier à ce qui nous dépasse. Le langage du marché a envahi nos existences : on parle de « capital humain », de « valeur ajoutée personnelle », de "ressources humaines", d'« optimisation du temps », comme si chaque minute devait être comptabilisée, comme si chaque geste devait générer du rendement.

[2] Épicure, Lettre à Ménécée, vers 306 av. J.-C. La formule est une paraphrase de la doctrine épicurienne des désirs naturels, nécessaires et vains, et non une citation littérale.
[3] Antoine de Saint-Exupéry, Le Petit Prince, chapitre XXI, Gallimard, 1943.
[4] Erich Fromm, Avoir ou être ?, 1976, traduction française Robert Laffont, 1978. La distinction est plus ancienne : voir Gabriel Marcel, Être et avoir, Aubier, 1935.

L'homme est devenu une ressource parmi d'autres, une variable d'ajustement dans les bilans comptables des grandes entreprises ou des États. Dans cette logique, la personne disparaît derrière le rôle de producteur ou pire de simple consommateur . L'individu n'est plus perçu comme un être porteur de mystère, de dignité et de liberté intérieure, mais comme une bouche à nourrir, un portefeuille à séduire, un clic à obtenir.

Or, cette réduction de l'homme à l'avoir détruit peu à peu la possibilité du bonheur véritable. Car le bonheur, le vrai, ne naît pas d'une succession de plaisirs éphémères. Le bonheur se trouve dans la conscience d'accomplir quelque chose qui a du sens. Il se trouve dans l'œuvre patiemment construite, dans le lien authentique tissé avec autrui, dans l'effort consenti pour grandir, pour se dépasser. Le bonheur est le fruit d'un chemin intérieur, pas l'effet d'une dopamine offerte par la prochaine consommation ou la dernière nouveauté technologique. Quand la société n'offre plus ce cadre de sens, quand elle n'élève plus mais réduit, quand elle confond liberté avec permissivité, bonheur avec plaisir et rêves avec désirs, elle appauvrit ses citoyens, même au cœur de l'abondance.

Nous voilà "riches" en biens et pauvres en âmes. Nous voilà entourés de confort et remplies de vide. Nous avons appris à consommer, mais pas à être. Nous avons construit des supermarchés gigantesques, mais détruit les lieux de silence, de partage et de réflexion. Nous avons fait croître le PIB, mais laissé dépérir l'esprit. Et tout cela nous renvoie à une question fondamentale : quelle vie voulons-nous mener ? Une vie d'avoir, sans fin et sans fond, ou une vie d'être, profonde et féconde ?

Cet appauvrissement spirituel ne reste pas une abstraction philosophique, il se traduit dans les corps, dans les esprits et dans nos vies quotidiennes. Les chiffres sont là. En France, la proportion d'adultes ayant vécu un épisode dépressif caractérisé au cours de l'année est passée de 9,8 % en 2017 à 13,3 % en 2021 ; chez les 18-24 ans, elle a presque doublé, bondissant de 11,7 % à 20,8 %.[5] Un jeune adulte sur cinq. Le pays a enregistré près de 8 850 décès par suicide en 2023, dont trois sur quatre chez des hommes, et plus de 97 000 hospitalisations pour geste auto-infligé en 2024, en hausse de 7 % en une seule année.[6] Chez les adolescentes de dix à quatorze ans, ces hospitalisations ont encore progressé de 22 % sur la seule année 2024.[7] Ce ne sont pas des courbes, ce sont des vies. Dans les pays les plus développés, là où le confort est maximal, la souffrance psychologique l'est tout autant. C'est bien le signe que l'équation entre possessions et bonheur est fausse.

Le vide de sens se paie cher : il se paie par des âmes perdues qui ne trouvent plus de raison de se lever le matin, par des travailleurs épuisés qui ne voient plus de but à leur effort, par des jeunes qui cherchent désespérément à combler le manque par l'alcool, la drogue, les écrans via la quête de plaisirs immédiats. Derrière chaque addiction moderne, il y a un trou béant : le manque d'être.

Quand une société valorise uniquement l'avoir, elle crée mécaniquement des individus qui doutent de leur valeur s'ils ne possèdent pas, s'ils ne réussissent pas matériellement. L'enfant apprend très tôt qu'il doit se définir par ses notes, par ses performances, puis par ses diplômes, son salaire, son statut social. Celui qui échoue à cette course est rejeté, considéré comme « en marge ».

[5] Santé publique France, « Prévalence des épisodes dépressifs en France chez les 18-85 ans : résultats du Baromètre santé 2021 », Bulletin épidémiologique hebdomadaire, 2023.
[6] Santé publique France, données « Suicides et tentatives de suicide », mise à jour 2025 : 8 848 décès par suicide en 2023 et 97 302 hospitalisations pour geste auto-infligé en 2024.
[7] DREES, « Le nombre d'adolescentes et de jeunes femmes hospitalisées pour tentatives de suicide et automutilations progresse à nouveau en 2024 », juin 2025.

Celui qui réussit est applaudi, mais souvent au prix d'un burn-out, d'une vie sociale sacrifiée à la compétitivité, et d'un profond sentiment de vacuité une fois les objectifs atteints. Cette logique mène dans le mur : car même les « gagnants » de ce système finissent par ressentir que l'abondance de biens ne nourrit pas l'âme. Et c'est alors que surgit une angoisse plus terrible encore : « J'ai tout, et pourtant je ne suis rien ».

Le malaise contemporain n'est pas un hasard ni une fatalité, c'est le symptôme d'un système malade. On nous a fait croire qu'en remplissant nos caddies, nos écrans et nos comptes en banques, nous remplirions nos cœurs, nos âmes et nos esprits.

Mais ce qu'il nous faut, ce n'est pas davantage d'objets, c'est davantage de sens. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas accumuler, mais s'élever. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas produire plus, mais vivre mieux. Tant que nous n'opérerons pas cette bascule de l'avoir vers l'être, tant que nous ne redonnerons pas à l'existence une dimension spirituelle, relationnelle et profonde, nous resterons prisonniers de ce cercle vicieux, de ce système d'ultra consommation, qui épuise nos ressources, nos âmes et consume nos vies.

Le capitalisme et la publicité : l'invention du besoin permanent

Si le vide de sens s'est si rapidement propagé, c'est parce que le système économique et culturel s'est chargé d'organiser et d'entretenir ce vide pour mieux en tirer profit : le capitalisme moderne et **son bras armé, la publicité.**

L'un des plus grands génies pervers de notre époque a été de transformer le désir naturel en besoin artificiel, et de faire de la frustration permanente le moteur même de l'économie. La publicité, omniprésente, ne se contente pas de nous présenter des produits : elle façonne notre imaginaire, colonise nos rêves, dicte nos comportements.

Elle murmure à chaque instant que nous ne sommes jamais "assez" : pas assez beaux, pas assez jeunes, pas assez performants, pas assez modernes.

Elle installe dans nos esprits une insatisfaction chronique, une faim qui ne peut jamais être rassasiée, car à peine un besoin est comblé qu'un autre est immédiatement inventé.

Le capitalisme contemporain n'a plus pour objectif de répondre aux besoins réels des humains – se loger, se nourrir, se vêtir, vivre dignement –, mais de créer une spirale de besoins artificiels afin d'alimenter une consommation sans fin.

L'industrie publicitaire a compris que pour vendre, il fallait d'abord fabriquer le manque. Le corps humain devient un champ de bataille : trop gros, trop vieux, pas assez musclé, pas assez parfait. La vie quotidienne est dénigrée pour imposer des standards irréalistes : la maison doit être plus grande, la voiture plus neuve, le téléphone plus récent.

Chaque objet devient obsolète avant même d'avoir été utilisé à sa pleine capacité, uniquement pour relancer le cycle de production et de profit. L'obsolescence programmée n'est pas seulement dans les machines, elle est inoculée dans nos esprits.

Ce mécanisme fabrique des esclaves consentants, piégés dans la roue infernale du travail-consommation. Il faut travailler toujours plus, pour consommer toujours plus, afin de satisfaire des besoins qui n'existent pas vraiment.

Ce cercle vicieux est légitimé par des campagnes publicitaires qui ne se contentent plus d'envahir les affiches et les écrans, mais qui colonisent jusqu'à nos conversations, nos désirs les plus intimes, et même nos rêves. Le capitalisme ne se contente plus de vendre des produits : il vend des identités. « Tu es ce que tu consommes », voilà le dogme silencieux qui conditionne des millions de vies. Georges Perec en avait fait, dès 1965, la matière d'un roman entier ; Jean-Jacques Goldman en a tiré, quarante ans plus tard, une chanson qui porte le même titre.[8]

Le plus inquiétant, c'est que cette logique s'est faite système. Ce ne sont pas seulement les entreprises qui en vivent, mais tout l'édifice économique, bancaire et politique qui repose sur cette croissance infinie, alimentée par l'invention perpétuelle du manque.

On ne nous demande plus de vivre, on nous demande de consommer. On ne nous demande plus de penser, on nous demande d'acheter. Le citoyen est transformé en simple consommateur, privé de sa liberté de jugement, happé par la machine publicitaire qui orchestre la mise en scène de la rareté, de la compétition, et de la comparaison sociale permanente.

Les politiques eux même nous tendent ce piège morbide en nous vendant un "pouvoir d'achat" quand nous avons un besoin d'un "pouvoir d'exister".

Ce processus n'est pas neutre. Il produit des sociétés épuisées, des individus prisonniers d'une quête insatiable, et surtout un peuple dépossédé de sa capacité d'agir politiquement. Car un être humain obsédé par sa prochaine acquisition, anxieux de ne pas être « à la hauteur » des standards publicitaires, n'a ni le temps, ni l'énergie, ni l'envie de penser au bien commun.

La publicité et la consommation sont ainsi devenues des instruments de contrôle social : elles distraient, elles manipulent, elles fragmentent, elles aiguisent la frustration pour alimenter le système et empêcher la révolte.

Derrière les panneaux lumineux, les spots de trente secondes, les influenceurs qui nous vendent des vies de rêve standardisées, il y a une stratégie bien plus vaste : maintenir les peuples dans un état de dépendance permanente, à la fois matérielle et psychologique.

Le capitalisme, en inventant sans cesse des besoins, empêche l'homme de s'interroger sur le sens. **Car un homme qui retrouve le sens n'a plus besoin de posséder toujours plus ; il n'a besoin que de vivre pleinement. Et c'est précisément ce que ce système redoute : un peuple libre, autonome, centré sur l'être plutôt que sur l'avoir.**

Le règne de la publicité et de l'invention permanente des besoins n'est pas apparu du jour au lendemain. Il s'inscrit dans une longue trajectoire historique, celle de la montée en puissance du capitalisme industriel, puis financier et maintenant numérique.

[8] Georges Perec, Les Choses. Une histoire des années soixante, Julliard, 1965, prix Renaudot ; Jean-Jacques Goldman, « Les Choses », album Chansons pour les pieds, 2001.

Pour comprendre le piège actuel, il faut revenir en arrière, à l'époque où l'économie a basculé de la production de biens nécessaires vers la production de désirs illimités.

La révolution industrielle du XIXe siècle a marqué un premier tournant.[9] Pour la première fois, les machines permettaient de produire plus vite et en plus grande quantité que jamais. Mais très vite, un problème est apparu : comment écouler cette production excédentaire ?

Les besoins essentiels des populations – se nourrir, se vêtir, se loger – trouvaient une satisfaction relative dans cette abondance nouvelle. Il fallait donc inventer d'autres débouchés, créer artificiellement de la demande.

C'est à ce moment qu'a émergé la publicité moderne, d'abord sous la forme d'affiches colorées vantant des savons, des bicyclettes ou des boissons. Elle ne se contentait pas de décrire un produit : elle commençait déjà à raconter une histoire, à associer une image de prestige, de confort ou de statut social à un objet de consommation.

Le XXe siècle a vu cette mécanique s'affiner et se systématiser. Après la Première Guerre mondiale, aux États-Unis d'abord, l'économie de masse s'est accompagnée d'une ingénierie sociale de masse. Edward Bernays, neveu de Freud, fut l'un des artisans de cette mutation : il a transposé les découvertes de la psychanalyse à la manipulation des foules, inventant littéralement les bases du marketing moderne.[10]

Selon lui, il ne suffisait plus de proposer un produit, il fallait travailler sur l'inconscient des masses, flatter leurs pulsions, orienter leurs désirs les plus intimes. La publicité n'était plus une simple information : **elle devenait une arme psychologique**.

Dans l'après-guerre, avec l'avènement des Trente Glorieuses[11], la consommation de masse s'est imposée comme modèle universel de prospérité. En Europe comme en Amérique, **la télévision est devenue l'autel quotidien où se célébrait le culte des marques**.[12] Le citoyen-soldat d'hier se transforme en consommateur-citoyen : l'accomplissement individuel se mesure désormais au nombre et à la qualité des biens possédés. Posséder une voiture, un électroménager, une maison moderne devenait synonyme de réussite. Dans le même temps, l'obsolescence programmée a été théorisée et pratiquée : les produits n'étaient plus conçus pour durer, mais pour être remplacés.[13]

Puis vint l'ère de la mondialisation néolibérale, à partir des années 1980. Les grandes industries délocalisent leur production, les marchés dérégulés, et la publicité entre dans une nouvelle dimension. Avec l'arrivée des GAFAM, le numérique déploie des outils de manipulation encore plus puissants : collecte de données, ciblage comportemental, algorithmes capables de prédire et d'orienter nos désirs en temps réel.[14]

---

[9] Karl Polanyi, La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, 1944, traduction française Gallimard, 1983.

[10] Edward Bernays, Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie, 1928, traduction française Zones / La Découverte, 2007. Voir aussi le documentaire d'Adam Curtis, The Century of the Self, BBC, 2002.

[11] Jean Fourastié, Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975, Fayard, 1979.

[12] Jean Baudrillard, La Société de consommation, Denoël, 1970, et Le Système des objets, Gallimard, 1968.

[13] Bernard London, Ending the Depression Through Planned Obsolescence, 1932 ; Vance Packard, The Waste Makers, 1960 ; Serge Latouche, Bon pour la casse, Les Liens qui libèrent, 2012. En droit français, le délit d'obsolescence programmée a été créé par la loi du 17 août 2015.

[14] Shoshana Zuboff, L'Âge du capitalisme de surveillance, 2019, traduction française Zulma, 2020.

La publicité n'a plus seulement pour mission de vendre un produit, mais de **modeler** entièrement nos vies, de **surveiller** nos gestes, de nous **enfermer** dans des bulles cognitives où **nos désirs** sont anticipés et guidés avant même que nous en ayons conscience.

Aujourd'hui, ce processus est arrivé à maturité. Les entreprises n'attendent plus que nous exprimions un besoin : elles le fabriquent, elles l'inoculent dans nos esprits, elles le propagent à travers des réseaux sociaux conçus pour capter notre attention comme une ressource exploitable.

Le capitalisme est devenu une machine à orienter nos comportements, à réduire notre liberté intérieure, à confondre notre identité avec nos choix de consommation.

En un siècle et demi, nous sommes passés d'une économie visant à répondre aux besoins humains fondamentaux à une économie entièrement tournée vers la manipulation et la fabrication de nos désirs.

Ce basculement historique explique pourquoi tant de nos contemporains se sentent prisonniers d'une vie vide de sens, tout en étant entourés d'objets et de confort matériel. L'histoire nous montre ainsi que ce système n'est pas une fatalité naturelle, mais une construction politique et culturelle – et qu'il peut donc, en théorie, être déconstruit et réinventé.

Hédonisme contre spiritualité : quand la quête de plaisir nous éloigne du bonheur

Dans nos sociétés contemporaines, le plaisir est devenu un objectif en soi. Il est élevé au rang de moteur, de mesure de la réussite individuelle, de critère ultime du bien-être. Les médias, la publicité et la culture populaire nous incitent sans cesse à rechercher le confort immédiat, la gratification instantanée, le plaisir sensoriel et matériel.

Pourtant, cette obsession du plaisir n'est pas synonyme de bonheur ; bien au contraire, elle nous en éloigne souvent. Car le plaisir, lorsqu'il est poursuivi comme fin ultime, devient une impasse. Il ne crée pas de profondeur, il ne construit pas l'âme, il satisfait l'éphémère et laisse le vide derrière lui.

L'hédonisme moderne repose sur une logique simple : plus nous multiplions les expériences agréables, plus nous accumulons de satisfactions, et plus nous croyons progresser vers le bonheur.[15] Mais ce modèle ignore une vérité fondamentale : le bonheur n'est pas une question d'accumulation, il est une question de réalisation, de sens et d'alignement avec ce qui nous dépasse.

La spiritualité, au sens large, n'est pas une doctrine religieuse obligatoire : c'est la capacité de relier nos vies à quelque chose de plus grand que nous-mêmes, de trouver une direction intérieure, de donner un sens à nos actions. Là où l'hédonisme crée des cycles de désir et de satisfaction provisoire, la spiritualité propose un chemin vers l'accomplissement durable.

Cette opposition se manifeste dans nos comportements quotidiens. L'individu centré sur le plaisir immédiat recherche le confort, évite l'effort, fuit la frustration et cherche constamment des distractions. Il est esclave de ses émotions et de ses envies.

[15] Pascal Bruckner, L'Euphorie perpétuelle. Essai sur le devoir de bonheur, Grasset, 2000. Sur le mécanisme d'accoutumance, voir Philip Brickman et Donald Campbell, « Hedonic Relativism and Planning the Good Society », 1971.

À l'inverse, celui qui cultive la spiritualité accepte l'effort, la discipline, la patience, et reconnaît que certaines satisfactions ne sont pas instantanées mais se construisent dans la durée.

L'effort, loin d'être une punition, devient un moyen d'élever l'existence et de goûter à la joie : la joie de l'accomplissement.

Le piège du plaisir immédiat est renforcé par le système néolibéral et la publicité omniprésente. Ces derniers créent un état de désir permanent : nous ne sommes jamais satisfaits, jamais pleinement comblés.

Chaque expérience agréable est immédiatement suivie de l'angoisse du manque suivant, et notre énergie vitale est absorbée par cette course sans fin. Nous devenons des consommateurs insatiables, non plus seulement d'objets, mais de sensations, d'émotions artificielles, d'endorphines instantanées générées par le numérique, les écrans, les produits ou les loisirs

Dans ce contexte, l'homme libre de tout désir – **celui qui se tourne vers l'être plutôt que l'avoir – devient une menace pour le système.** Car un être accompli n'est pas manipulable par le marketing ni asservi par les besoins artificiels.

Le bonheur exige une tension entre l'instant et le long terme, entre le désir et le sens. Il ne réside pas dans la multiplication des plaisirs, mais dans la qualité de nos expériences, dans la profondeur de nos relations et dans la réalisation consciente de nos potentialités.

Il exige de prendre conscience que chaque effort, chaque sacrifice temporaire, chaque moment de réflexion et de dépassement de soi est en réalité une semence de joie durable. L'hédonisme nous promet des instants fugaces, mais c'est la spiritualité qui nous offre le flux continu de sens et de plénitude, capable de transformer le quotidien en expérience riche et vivante.

En un sens, la société moderne nous détourne volontairement de cette voie : elle nous pousse à confondre le plaisir avec le bonheur, à oublier que l'âme ne se nourrit pas d'objets ni de distractions, mais de sens, de beauté et de réalisation intérieure. La quête de sens n'est pas un luxe, elle est vitale.

Sans elle, nous devenons des individus fragmentés, perdus, consumés par des désirs que nous n'avons pas choisis. Avec elle, même dans un monde imparfait, nous pouvons accéder à la liberté, à l'accomplissement et à ce bonheur profond qui échappe à toute mesure matérielle.

L'individualisme de la jouissance face au besoin universel de transcendance (narcissisme et bulle de réseau sociale)

Dans le monde moderne, l'individu est de plus en plus invité à se centrer sur lui-même, à cultiver sa satisfaction personnelle et à mesurer sa valeur à travers la quantité de plaisir qu'il accumule ou la reconnaissance qu'il reçoit.

Cette logique, qui s'est intensifiée avec l'essor des réseaux sociaux, a transformé la société en une vaste scène de narcissisme collectif.[16]

[16] Christopher Lasch, La Culture du narcissisme, 1979, traduction française Climats, 2000 ; Jean Twenge et Keith Campbell, The Narcissism Epidemic, Free Press, 2009.

Chaque like, chaque notification, chaque partage devient un instrument de validation personnelle, mais également un instrument de contrôle.

Le moi devient une marchandise, exposée, comparée, jugée. La liberté individuelle se réduit à la jouissance, et le lien social se fragmente en bulles de gratification instantanée.

Cette focalisation sur le plaisir immédiat et sur la valorisation personnelle crée une tension dramatique avec ce que l'être humain recherche profondément : la transcendance. La transcendance n'est pas un concept abstrait réservé aux mystiques ; c'est le besoin universel de se relier à quelque chose qui dépasse notre simple existence, d'inscrire notre vie dans un ordre plus grand, de sentir que nos actes ont un sens au-delà de nous-mêmes.

Elle est la source de la créativité, de l'engagement social, de l'altruisme et de la profondeur spirituelle. Là où l'individualisme de la jouissance domine, la transcendance se meurt : l'attention est absorbée par l'ego, par l'apparence, par la quête d'émotions artificielles, et non par la construction d'un monde commun ou l'accomplissement d'un dessein supérieur.

Les réseaux sociaux amplifient ce phénomène en créant des micro-univers où chacun vit dans sa bulle, recevant un flux constant de contenus calibrés pour flatter son narcissisme ou stimuler ses désirs. Ces plateformes transforment l'expérience sociale en compétition permanente, où la reconnaissance virtuelle devient un substitut de l'estime de soi et où la mesure de la réussite personnelle se réduit à des chiffres : likes, followers, vues.

Dans ces bulles, l'individu croit exercer sa liberté et son choix, alors qu'il est en réalité manipulé par des algorithmes conçus pour maintenir son attention et prolonger sa dépendance à la gratification instantanée.

Le problème est que cette logique nourrit un appauvrissement de l'âme. L'homme ou la femme qui se réduit à sa propre jouissance ne se confronte jamais à l'effort nécessaire pour transcender ses limites, pour se relier aux autres ou pour s'inscrire dans une histoire collective. Il est prisonnier d'un cycle où la vie se mesure à l'éphémère et au superficiel, incapable de saisir l'énergie et la joie profonde qui naissent lorsque l'on agit pour quelque chose qui nous dépasse.

L'individualisme de la jouissance fabrique des êtres fragmentés, coupés de leurs aspirations profondes et de la richesse que procure le lien tissé avec autrui et avec le monde.

Le paradoxe est cruel : plus la société nous offre de moyens de nous satisfaire individuellement, plus nous nous éloignons de ce qui nous rend vraiment humains. Le narcissisme numérique et l'obsession du plaisir immédiat sont les symptômes d'une époque qui a perdu le contact avec la transcendance. Et pourtant, ce besoin de se dépasser, de contribuer à quelque chose de plus grand que soi, reste universel et vital.

Il ne disparaît jamais complètement ; il appelle en silence, et c'est à travers sa reconnaissance que peut naître un rééquilibrage, une réappropriation de notre liberté intérieure, et une réinvention de ce que signifie être pleinement vivant.

Le piège du consumérisme et de l'illusion de liberté

Le consommateur comme citoyen réduit à son désir

Il est des époques où l'homme était défini avant tout par son appartenance à une communauté, par son rôle social, par sa contribution au bien commun.

Aujourd'hui, dans les sociétés modernes, **l'identité de l'individu tend à se confondre avec son rôle de consommateur.** On ne lui demande plus ce qu'il pense, ce qu'il souhaite construire, ni quel avenir il veut léguer à ses enfants : on lui demande uniquement ce qu'il désire acheter.

Le citoyen a été progressivement vidé de sa substance politique pour être reconstruit en consommateur docile, piégé dans un système où sa liberté s'exprime principalement à travers ses choix de consommation.

Cette réduction de l'être humain à son désir n'est pas un accident.[17]

Elle est le fruit d'un processus historique et idéologique. Le capitalisme contemporain, après avoir saturé les marchés de biens matériels, a dû inventer sans cesse de nouveaux désirs pour maintenir sa croissance. Les publicitaires et les stratèges du marketing se sont ainsi attachés à coloniser l'imaginaire, à faire du désir non plus une force intérieure et libre, mais un moteur dirigé, orienté, manipulé.

Le citoyen croit choisir, alors qu'il répond à des stimuli soigneusement programmés. Son pouvoir politique, celui de décider collectivement du futur, a été remplacé par un simulacre : le pouvoir d'acheter tel produit plutôt qu'un autre.

Cette illusion de liberté est redoutable car elle détourne l'attention des enjeux essentiels. On parle de "liberté de choix" lorsque l'on choisit son forfait téléphonique ou la couleur de sa voiture, mais on ne parle plus de liberté lorsqu'il s'agit de décider du modèle énergétique du pays, du contrôle démocratique des multinationales ou du partage équitable des richesses. La consommation a colonisé le langage de la liberté, jusqu'à en faire un masque qui cache la dépossession politique. L'homme moderne croit qu'il est libre parce qu'il peut commander en un clic ce que son désir a anticipé, mais cette pseudo-liberté n'est qu'un leurre qui empêche de voir la prison invisible dans laquelle il vit.

Cette réduction de l'homme à son désir a aussi un coût spirituel immense. Car le désir, lorsqu'il est arraché de tout sens et de toute transcendance, devient insatiable. Le consommateur, toujours poussé vers le prochain objet, la prochaine expérience, la prochaine distraction, n'atteint jamais la pleine satisfaction. Le vide qu'il ressent le pousse à consommer encore, dans une spirale sans fin qui profite au système économique mais qui épuise son âme. L'individu n'est plus porteur d'un projet collectif, il est réduit à une mécanique d'envie et de frustration, oscillant entre euphorie éphémère et sentiment de manque.

Ainsi, le citoyen d'hier, acteur de la vie publique, capable de s'unir avec ses semblables pour construire une société juste, a été transformé en consommateur solitaire, enfermé dans la bulle de

[17] Zygmunt Bauman, S'acheter une vie, 2008, traduction française Jacqueline Chambon, 2009 ; Benjamin Barber, Comment le capitalisme nous infantilise, Fayard, 2007.

ses désirs, convaincu que sa liberté se limite à ses choix privés. Ce glissement est l'un des plus grands drames de notre époque. Car une démocratie peuplée de consommateurs n'est plus une démocratie : elle devient un marché géant où les individus, séduits et manipulés, renoncent à leur pouvoir d'agir sur le réel.

La question centrale est donc : comment redonner au citoyen sa dignité, son rôle véritable, son pouvoir de participer à l'histoire ? Prisonniers de cette illusion de liberté par la consommation, nous ne pourrons jamais retrouver la force de construire une société qui transcende les désirs immédiats pour se projeter dans un futur commun. La reconstruction démocratique passera nécessairement par une libération de l'homme de cette cage dorée où on l'a enfermé.

Le néo-libéralisme et la marchandisation du bonheur

Le néo-libéralisme s'est construit sur une promesse séduisante : celle de la liberté. Liberté d'entreprendre, liberté de circuler, liberté de consommer, liberté de jouir sans entrave.

Le slogan de Mai 68 — « Vivre sans temps mort, jouir sans entraves »[18] — est un hymne au capitalisme : jouir sans entrave, c'est la consommation sacralisée. Michel Clouscard l'avait démontré dès 1981[19] : la libération des mœurs et la libération du marché ont avancé main dans la main, la première ouvrant au second des marchés que la morale ancienne lui fermait. Le slogan a depuis été rattrapé par les smartphones et les réseaux sociaux — vivre sans temps mort —, les grandes plateformes étant à l'affût de notre moindre instant de vacance.

Ce néo-libéralisme dans son récit officiel, il ne prétend rien imposer, seulement ouvrir des horizons, élargir le champ des possibles, laisser chacun choisir son destin. Mais derrière cette façade éclatante se cache une réalité beaucoup plus sombre : le néo-libéralisme n'accorde pas la liberté, il la confisque. Il la réduit, il la déforme, il la maquille, jusqu'à en faire une caricature.

Car la véritable liberté, celle qui permet à l'être humain de se réaliser, de chercher un sens, de cultiver son intériorité et de développer ses talents, ne peut s'exprimer dans un système qui transforme tout en marchandise. Le bonheur lui-même, ce bien intime, fragile, mystérieux, est désormais soumis aux lois du marché. L'injonction a été : "sois heureux" … mais pour y parvenir: "consomme" .

Le bonheur n'est plus une quête personnelle, spirituelle, philosophique, il devient un produit vendu en kit : une voiture qui promet l'évasion, un téléphone qui promet la connexion, une application qui promet la sérénité, un abonnement qui promet l'amour.

Ce n'est pas un hasard : un individu libre, vraiment libre, n'est pas un bon client.

S'il trouve son bonheur dans la contemplation, dans la fraternité, dans la nature, dans la foi ou dans l'art, il n'alimente pas la machine de la consommation. Le néo-libéralisme le sait, et il refuse de laisser

[18] Le mot d'ordre est issu de la mouvance situationniste : Raoul Vaneigem, Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, Gallimard, 1967 ; Guy Debord, La Société du spectacle, Buchet/Chastel, 1967.
[19] Michel Clouscard, Le Capitalisme de la séduction. Critique de la social-démocratie libertaire, Éditions sociales, 1981.

l'homme libre de sa quête intérieure. Il le bombarde de messages, de publicités, d'algorithmes, de normes sociales, pour lui inculquer l'idée que son bonheur dépend de ce qu'il achète.

Il n'y a pas de place pour l'autonomie spirituelle, car l'autonomie spirituelle échappe à l'économie marchande.

Voilà pourquoi la marchandisation du bonheur est une forme de servitude volontaire. L'homme croit être libre parce qu'il choisit son modèle de chaussures, sa marque de soda ou sa destination de vacances.

Mais ce choix est illusoire : il se limite à sélectionner parmi une offre prédéterminée, conçue pour capter son désir et le maintenir dans un état de manque permanent.

Cette pseudo-liberté de consommation masque le refus radical du système de voir émerger une liberté réelle :

celle de ne pas avoir besoin de consommer pour exister.

Le plus grand succès du néo-libéralisme n'est pas d'avoir colonisé nos marchés, mais d'avoir colonisé nos imaginaires.

Désormais, beaucoup ne conçoivent même plus que le bonheur puisse être autre chose qu'un achat. Ils confondent liberté et pouvoir d'achat, réussite et possession, plaisir et distraction. Or, dans cette confusion, l'homme se perd. Il devient un simple rouage dans une machine qui l'utilise pour sa croissance, et qui se nourrit de son insatisfaction.

Refuser la marchandisation du bonheur, c'est donc affirmer un droit fondamental :

celui de chercher la joie en dehors des circuits marchands.

C'est **redonner à la liberté son sens profond** : non pas la liberté d'acheter, mais **la liberté d'être**.

C'est briser l'illusion que le système néo-libéral entretient avec tant d'acharnement, pour retrouver cette vérité simple et révolutionnaire : l'homme ne naît pas pour consommer, il naît pour s'accomplir.

L'argent et la possession matérielle comme horizon indépassable

Dans les sociétés modernes, l'argent est devenu l'alpha et l'oméga de toute existence collective et individuelle.[20]

Nous mesurons la réussite à la fortune accumulée, la sécurité à l'épargne disponible, la valeur d'un individu à sa capacité à produire et à consommer.

La possession matérielle n'est plus un moyen parmi d'autres pour faciliter la vie, mais l'horizon indépassable de la pensée sociale et politique.

[20] Georg Simmel, Philosophie de l'argent, 1900, traduction française PUF, 1987.

Tout se juge à l'aune de la croissance économique, des marchés financiers, des profits et des courbes du PIB.

Dans ce monde, exister sans argent n'est pas seulement difficile : c'est impensable.

Ce conditionnement n'est pas le fruit du hasard. Il est le produit d'un système économique et politique qui a compris que pour régner sans contestation, il fallait coloniser l'imaginaire.

Le capitalisme, puis son extension **néo-libérale**, ont construit un récit/système où l'argent est la clé de toute liberté, et où l'accumulation matérielle représente le sommet de la réussite humaine.

Mais ce récit agit comme un verrou mental : il interdit de penser autrement, il empêche d'imaginer d'autres horizons.

Un système qui réduit la vie humaine à une équation comptable n'a aucun intérêt à ce que les citoyens questionnent son fondement.

C'est pourquoi tout est organisé pour entretenir l'illusion que l'argent est à la fois une fin et une nécessité.

Les gouvernements mesurent leur succès à la croissance économique, les entreprises à leurs profits trimestriels, les individus à leur pouvoir d'achat. Les médias répètent ce mantra jour après jour, jusqu'à ce qu'il devienne une vérité intangible.

Le résultat est que la sphère politique, loin d'offrir une alternative, joue exactement le même jeu que la sphère économique : celui de la réduction du sens de la vie à la richesse matérielle.

Les partis politiques de droite comme de gauche, prônent le roi "pouvoir d'achat" sur tous les plateaux de télévision, au lieu de prôner un pouvoir de bien vivre.

Cette réduction est une forme subtile d'asservissement.

Car un citoyen qui croit que son destin se limite à gagner de l'argent et à acheter des biens n'interroge plus la finalité de sa vie, ni la structure même du système dans lequel il évolue.

Il se contente de participer, en se persuadant qu'il est libre parce qu'il peut choisir sa carrière, ses investissements, sa consommation. Mais la véritable liberté – celle de redéfinir collectivement nos besoins, nos priorités, nos manières de vivre – reste hors d'atteinte.

Il faut mesurer la puissance de ce verrou.

Lorsqu'un discours politique ose mettre en question la centralité de l'argent, il est immédiatement qualifié d'utopique, d'irresponsable ou de dangereux.

Lorsqu'un citoyen choisit une vie de sobriété volontaire, il est souvent perçu comme marginal, voire suspect.

C'est que le système ne tolère pas d'alternatives crédibles : il fonctionne comme un logiciel qui ne connaît qu'un seul langage, et qui plante dès que l'on tente de lui en proposer un autre.

Pourtant, limiter l'horizon humain à l'argent, c'est mutiler la richesse de l'existence. C'est refuser à l'homme la possibilité de chercher dans la fraternité, dans la culture, dans la contemplation, dans la foi ou dans la créativité les sources de sens. C'est réduire l'infini des possibles à une seule obsession : posséder toujours plus.

Et cette obsession n'a rien de naturel : elle est inculquée, entretenue, imposée par un système qui ne vit et survit que grâce à elle.

L'argent et la possession matérielle ne sont pas seulement des outils : ils sont devenus un dogme, un horizon indépassable.

Prisonniers de ce dogme, nous resterons incapables de concevoir un monde où l'homme n'est pas défini par ce qu'il possède, mais par ce qu'il est. Briser ce verrou est sans doute le premier pas vers une véritable libération, car ce n'est qu'en desserrant l'emprise de l'argent que nous pourrons enfin redonner à nos vies la profondeur, la transcendance et le sens qu'elles méritent.

L'illusion démocratique et la marchandisation du vote

La démocratie moderne, telle qu'elle est pratiquée dans nos sociétés occidentales, se présente encore comme l'expression suprême de la liberté collective.

On nous répète que nous avons le pouvoir de choisir nos représentants, que chaque citoyen dispose d'une voix, que la souveraineté réside dans le peuple. Mais derrière ce récit noble se cache une réalité beaucoup plus sombre : le vote, au lieu d'être l'acte sacré d'une citoyenneté éclairée, a été progressivement vidé de sa substance et transformé en simple produit de consommation.

Le processus électoral lui-même ressemble désormais à une gigantesque campagne publicitaire.

Les candidats sont présentés comme des marques, leurs slogans comme des logos, leurs programmes comme des emballages colorés qui masquent la pauvreté du contenu. L'électeur est alors réduit à un consommateur politique, sommé de "choisir" entre plusieurs options prédéfinies, sans jamais pouvoir remettre en cause le système qui les fabrique.

Comme dans un supermarché, il peut comparer des étiquettes, mais les produits restent issus du même modèle de production, obéissant aux mêmes logiques de marché, aux mêmes contraintes financières, aux mêmes impératifs de croissance.

Cette marchandisation du vote a deux conséquences dramatiques. La première est l'érosion de la confiance. Les citoyens sentent confusément qu'ils n'élisent plus des représentants porteurs d'une vision, mais des gestionnaires qui administrent un système dont les fondations ne sont jamais débattues.

La deuxième est la réduction du champ du politique : tout ce qui échappe au discours dominant – l'écologie radicale, la remise en question des inégalités structurelles, la transformation profonde du modèle économique – est exclu d'emblée comme "utopique", "irréaliste", ou pire, "dangereux".

En réalité, cette illusion démocratique n'est que le prolongement de la logique consumériste.

De même que le consommateur croit choisir librement un produit alors qu'il répond à un conditionnement publicitaire, l'électeur croit exercer son pouvoir politique alors qu'il se contente de valider l'une des options que le système lui propose. L'offre politique est calibrée pour maintenir l'ordre établi, et la véritable liberté – celle d'inventer un autre futur – est soigneusement disqualifiée.

L'acte de voter est devenu un rituel vidé de sens.[21] Tous les cinq ans, on nous invite à "exercer notre devoir citoyen", mais ce devoir se réduit à cocher une case, comme on clique sur un bouton d'achat. L'énergie citoyenne, au lieu d'être canalisée vers la délibération collective, le débat d'idées, l'invention démocratique, est confinée dans un geste unique, ritualisé, qui donne l'illusion de la souveraineté tout en garantissant l'impuissance réelle.

Ce simulacre nourrit une frustration profonde. Beaucoup ressentent que leur voix ne change rien, que les décisions se prennent ailleurs – dans les conseils d'administration des multinationales, dans les instances opaques de l'Union européenne, dans les marchés financiers mondialisés. La démocratie n'est plus vécue comme un pouvoir, mais comme un spectacle. Un spectacle qui, comme tout produit, doit séduire, distraire, attirer l'attention, mais qui ne permet pas de transformer la réalité.

L'illusion démocratique est donc une prison mentale. Confondre le geste du vote avec l'acte démocratique, c'est rester enfermé dans ce rôle passif de consommateur politique. La véritable démocratie n'est pas un marché d'opinions, mais une œuvre collective qui exige participation, imagination, responsabilité. Redonner sens au mot démocratie, ce sera redonner sens à la citoyenneté elle-même : sortir de la logique de l'achat pour retrouver celle du bien commun.

Le faux récit du changement : promesses politiques trahies, réformes confisquées

L'histoire politique moderne est jalonnée de promesses de changement. Chaque campagne électorale, chaque nouveau mandat, chaque réforme annoncée s'accompagne d'un vocabulaire séduisant : rupture, transformation, refondation, espoir. Ces mots nourrissent l'imaginaire collectif, ils font naître l'attente d'un renouveau. Mais trop souvent, ils ne sont qu'un écran de fumée, une mise en scène destinée à canaliser la colère, à domestiquer l'espérance. Le peuple croit voter pour une alternative, mais retrouve, après quelques mois, les mêmes politiques, les mêmes logiques, les mêmes intérêts défendus.

Ce mécanisme n'est pas un accident. Il est constitutif du fonctionnement du système politique contemporain. Les institutions, telles qu'elles sont construites, laissent très peu de marge pour de profondes transformations. Les puissances économiques dictent leur agenda ; les lobbies veillent à ce que rien ne vienne perturber leurs profits ; les élites politiques, formées dans les mêmes écoles et nourries des mêmes idéologies, finissent par reproduire inlassablement les mêmes recettes. Ainsi, même les réformes présentées comme courageuses ou audacieuses se transforment, une fois adoptées, en versions édulcorées, technocratiques, vidées de leur portée initiale.

[21] Jacques Rancière, La Haine de la démocratie, La Fabrique, 2005.

La conséquence psychologique de ce cycle de promesses et de trahisons est profonde. Elle produit chez le citoyen une forme d'usure morale, un sentiment de trahison récurrent qui installe peu à peu le cynisme et le désenchantement. Croire au changement, voter, s'engager, espérer… pour découvrir que rien ne change vraiment, crée une blessure intime. Cette blessure, répétée à chaque échéance électorale, finit par devenir un traumatisme collectif : l'impuissance apprise.[22] L'électeur cesse de croire que sa voix compte, il cesse de croire que l'action politique a un sens. Le mensonge permanent fabrique ainsi une génération de résignés.

Le drame est que cette résignation n'est pas neutre : elle profite au système. Un peuple désabusé, convaincu que tout est joué d'avance, devient plus facile à gouverner. Moins il croit au changement, plus il se replie sur la sphère privée, cherchant des compensations dans la consommation, le divertissement, ou la fuite individuelle. Pendant ce temps, le pouvoir en place peut poursuivre ses choix sans réelle opposition, puisque les citoyens eux-mêmes ont intériorisé l'idée que toute contestation est vaine.

Mais la trahison répétée a un autre effet, plus insidieux encore : elle détruit la confiance. Et sans confiance, aucune société ne peut fonctionner sainement[23]. Lorsqu'un citoyen ne croit plus aux paroles de ses représentants, lorsqu'il est persuadé que chaque promesse est un mensonge en devenir, il se coupe de l'espace collectif. La politique devient un théâtre où l'on ne joue plus qu'un rôle d'observateur amer. Cette fracture psychologique prépare deux écueils : soit l'abstention massive, soit la tentation d'un recours autoritaire, d'un homme providentiel censé balayer la corruption et « restaurer » la confiance par la force. Dans les deux cas, c'est la démocratie qui s'effondre.

Ainsi, le faux récit du changement est plus qu'un simple mensonge politique : c'est une arme psychologique. Il canalise l'espérance pour mieux la neutraliser. Il fabrique une population désorientée, oscillant entre résignation et colère, entre cynisme et désir d'un sauveur. Et tant que ce mécanisme perdure, tant que la classe politique continue de promettre ce qu'elle sait ne pas pouvoir (ou ne pas vouloir) accomplir, l'horizon restera bouché.

Il est urgent de briser ce cycle. Car le citoyen n'est pas condamné à l'impuissance. Retrouver le sens du politique, ce n'est pas attendre encore une promesse vide ; c'est réapprendre à agir, à penser collectivement, à reprendre la maîtrise de nos choix. Mais cela suppose de nommer la trahison pour ce qu'elle est, de reconnaître que le récit du changement a été confisqué, et d'oser inventer de nouveaux récits qui ne reposent pas sur des illusions, mais sur des actes concrets, tangibles, vérifiables.

[22] Martin Seligman, Helplessness. On Depression, Development and Death, Freeman, 1975 ; article fondateur : Martin Seligman et Steven Maier, Journal of Experimental Psychology, 1967.
[23] Pierre Rosanvallon, La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance, Seuil, 2006 ; Francis Fukuyama, Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity, Free Press, 1995.

Le système verrouillé : quand le changement devient impossible

Une démocratie sous contrôle : l'impossibilité de réformer sans nuire au système

La démocratie est présentée comme le régime de la liberté, de la participation et de la souveraineté populaire. On nous répète que nous vivons dans un monde où chacun peut exprimer ses choix, où le peuple est maître de son destin, où les institutions garantissent la justice et l'équilibre des pouvoirs. Mais derrière cette façade séduisante, se cache une réalité plus sombre : celle d'une démocratie sous contrôle, soigneusement encadrée, où toute tentative de réforme profonde se heurte immédiatement aux garde-fous d'un système conçu pour se protéger de son propre peuple.

Les institutions actuelles ne sont pas neutres. Ce n'est pas une thèse militante : Bernard Manin a établi que le gouvernement représentatif fut conçu, à la fin du XVIII[e] siècle, comme une alternative à la démocratie et non comme sa forme moderne.[24] Nos institutions ont été pensées et construites pour limiter l'impact de la volonté populaire, afin de préserver la continuité de l'État et surtout la stabilité des intérêts économiques dominants. Dès qu'une idée de transformation surgit, dès qu'une force politique ose parler de rupture avec l'ordre établi, le système tout entier se met en branle pour l'étouffer : médias, experts, marchés financiers, institutions européennes, cours de justice, tout concourt à rappeler les limites de ce qui est possible. La démocratie devient alors un théâtre où l'électeur croit décider, mais où les grandes orientations sont déjà verrouillées.

Cette impossibilité de réformer sans nuire au système se traduit par une mise en scène récurrente : on autorise le débat, mais à l'intérieur d'un cadre très restreint. Les « réformes » acceptées sont celles qui ne dérangent pas les structures profondes de pouvoir : ajustements fiscaux, aménagements techniques, gestes symboliques. En revanche, toute réforme touchant aux fondements – la répartition des richesses, la souveraineté économique, la sortie du marché de l'énergie, la régulation stricte des multinationales – est aussitôt diabolisée, criminalisée, déclarée « impossible ».

L'argument du réalisme est brandi comme une arme : « On ne peut pas faire autrement. »[25]

En effet, dans un monde ouvert avec une mondialisation économique galopante du libre-échange dans tous les sens, il est compliqué de prendre des décisions drastiques et radicales dans un pays sans voir fuir soit les emplois, soit les capitaux, soit les deux.

C'est le chantage systémique de la peur économique. Le système libéral a organisé cette interdépendance comme une forme de contrôle : toute velléité de souveraineté ou de choix divergent est immédiatement punie par la menace de la délocalisation ou de la spéculation.

Le message est clair : si vous ne jouez pas selon nos règles, vous serez marginalisés et votre peuple en subira les conséquences.

[24] Bernard Manin, Principes du gouvernement représentatif, Calmann-Lévy, 1995. L'auteur montre que les fondateurs des régimes représentatifs, en France comme aux États-Unis, revendiquaient explicitement de ne pas instaurer une démocratie.
[25] La formule « There Is No Alternative », attribuée à Margaret Thatcher au début des années 1980, a fait l'objet d'une analyse systématique par Mark Fisher, Le Réalisme capitaliste, 2009, traduction française Entremonde, 2018.

Cependant, accepter cette contrainte comme une fatalité est le plus grand renoncement. C'est confondre la réalité des faits (la mondialisation existe) avec leur inéluctabilité.

La fuite des capitaux et des emplois n'est pas un phénomène naturel ; elle est le résultat de choix politiques délibérés : l'ouverture totale des frontières financières, la dérégulation du travail, la pression fiscale sur les PME au profit des multinationales. Les ordres de grandeur donnent le vertige. La Commission européenne estime que trois cents milliards d'euros d'épargne européenne partent chaque année s'investir aux États-Unis[26] : c'est notre argent qui finance les entreprises qui écrasent les nôtres. Dans le même temps, à peine 5 % de l'épargne des Français est placée en actions cotées, quatre fois moins qu'aux États-Unis, et le rapport Draghi chiffre à huit cents milliards d'euros par an l'investissement supplémentaire dont l'Europe aurait besoin pour rester dans la course.[27] Nous avons donc l'épargne, et nous n'avons pas l'investissement. Ce n'est pas une fatalité économique : c'est une architecture juridique et fiscale que nous avons nous-mêmes bâtie, et que nous pouvons donc défaire. Pour briser ce verrou, il faut donc non pas ignorer la réalité internationale, mais s'armer d'une vision de long terme et d'une souveraineté retrouvée.

La solution ne réside pas dans un repli nationaliste stérile, mais dans une stratégie de phare.

La France doit être le premier pays à affirmer que l'être passe avant l'avoir, et que la justice sociale et écologique est une priorité supérieure à la croissance du PIB par n'importe quel moyen.

En agissant ainsi, elle ne s'isole pas, elle crée un précédent et propose un modèle que d'autres peuples, eux aussi victimes de l'aliénation marchande, pourront rejoindre.

C'est en forgeant un nouveau récit, centré sur le sens, la production locale et l'écologie, qu'elle peut attirer, non pas les capitaux qui fuient la contrainte, mais les énergies créatives et les investissements qui cherchent la durabilité et la valeur ajoutée humaine. C'est la seule manière de transformer le piège de la mondialisation en opportunité de leadership moral et civilisationnel.

Ce verrouillage institutionnel produit un double effet destructeur. Sur le plan politique, il empêche toute innovation réelle, réduisant l'action publique à la gestion d'un statu quo toujours plus fragile.

Sur le plan psychologique, il brise la foi des citoyens en la démocratie elle-même. Car que reste-t-il d'un régime où le peuple peut voter, mais où ses choix sont systématiquement neutralisés ? Le

[26] Estimation de la Commission européenne présentée en mars 2025 à l'appui du projet d'Union pour l'épargne et l'investissement, qui vise à mobiliser environ 10 000 milliards d'euros d'épargne européenne.
[27] Mario Draghi, The Future of European Competitiveness. A Competitiveness Strategy for Europe, Commission européenne, 9 septembre 2024.

citoyen finit par conclure que sa voix ne compte pas, que sa volonté n'est qu'un simulacre. C'est la mort lente du sens politique, l'abandon progressif de la lutte, et avec elle, la perte de foi en la possibilité même d'un avenir collectif.

Ce processus n'est pas anodin. Lorsqu'un peuple cesse de croire à sa capacité d'agir, lorsqu'il se persuade que toute révolte est inutile parce que le système trouvera toujours un moyen de la récupérer ou de la réprimer, il se replie sur lui-même. L'énergie qui pourrait nourrir une transformation sociale et spirituelle se dissout dans l'apathie, ou se déforme dans des explosions de colère incontrôlées. La démocratie verrouillée produit alors ce qu'elle prétend combattre : la montée des extrêmes, le rejet des institutions, le désespoir collectif.

Et pourtant, il ne s'agit pas d'une fatalité. L'impasse politique que nous vivons n'est pas le fruit d'un destin, mais le résultat d'un système conçu pour préserver ses privilèges. Le reconnaître, c'est déjà briser le sortilège. Car ce que ce système redoute par-dessus tout, c'est que le peuple se réapproprie le sens de la démocratie, qu'il cesse d'accepter ce cadre étroit et ose inventer un autre horizon, où la volonté citoyenne ne serait plus un spectacle, mais une réalité.

En vérité, la démocratie telle qu'on la vit aujourd'hui n'est pas morte : elle est captive.

Et toute la question est de savoir si nous aurons le courage de reprendre la clé.

L'aversion au risque, arme des élites contre la liberté d'entreprendre et d'innover

L'un des traits fondamentaux de la psychologie humaine est l'aversion au risque[28] : face à l'incertitude, nous préférons la sécurité, même médiocre, à l'aventure dont l'issue est incertaine. Ce réflexe naturel, profondément ancré dans nos instincts de survie, a été compris depuis longtemps par les élites politiques et économiques. Plutôt que de le combattre ou de le dépasser, elles l'exploitent méthodiquement, en construisant un système de gestion par la peur. Car un peuple qui a peur est un peuple docile, et un citoyen qui craint de perdre ce qu'il possède — son emploi, son logement, sa stabilité précaire — ne se risquera jamais à défier l'ordre établi.

Depuis l'après-guerre, chaque grande crise a été l'occasion d'utiliser cette aversion au risque pour restreindre les libertés, tout en renforçant le pouvoir des élites. Les chocs pétroliers des années 1970 ont justifié le virage néolibéral ; les attentats du 11 septembre 2001 ont servi de prétexte à une surveillance généralisée[29] ; la crise financière de 2008 a permis le sauvetage massif des banques aux frais des citoyens ; la pandémie de 2020 a normalisé l'ingérence étatique dans la vie privée et la paralysie économique. À chaque fois, le discours est le même : *« Nous devons céder un peu de liberté pour plus de sécurité. »* À chaque fois, l'aversion au risque est instrumentalisée pour faire accepter l'inacceptable.

Cette stratégie du choc — théorisée par Naomi Klein[30] et vérifiable dans l'histoire contemporaine — repose sur une mécanique simple : frapper les populations par un événement brutal, puis présenter comme solution unique une mesure qui, en temps normal, aurait été rejetée. Ainsi, la peur devient

[28] Daniel Kahneman et Amos Tversky, « Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk », Econometrica, vol. 47, n° 2, 1979 ; Daniel Kahneman, Système 1 / Système 2. Les deux vitesses de la pensée, Flammarion, 2012.
[29] USA PATRIOT Act, 26 octobre 2001 ; en France, loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement.
[30] Naomi Klein, La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre, 2007, traduction française Actes Sud, 2008.

un outil de gouvernement. Elle anesthésie l'esprit critique, neutralise la volonté de réforme et réduit l'horizon des possibles.

Mais cette manipulation psychologique ne concerne pas seulement la sphère des libertés civiles.

Elle s'étend aussi à l'économie et à l'innovation. En entretenant l'idée que tout changement est risqué, que toute initiative est dangereuse, le système confisque au citoyen la liberté d'entreprendre. Les petites entreprises sont étouffées par une montagne de normes, de taxes, de règlements complexes, alors que les grands groupes, eux, disposent de l'ingénierie juridique et des réseaux de connivence pour transformer ces mêmes règles en barrières protectrices contre la concurrence. Les chiffres de cette accumulation sont accablants. Le droit français pesait vingt-deux millions de mots en 2002 ; il en pèse quarante-huit millions six cent mille en 2026.[31] Il a plus que doublé en une génération, et il faudrait désormais deux mille sept cents heures de lecture continue pour en prendre connaissance. Le coût de cette inflation a été évalué à soixante milliards d'euros par l'OCDE, soit 2,8 % du produit intérieur brut, et jusqu'à cent douze milliards par des travaux plus récents ; pour plus de la moitié des très petites entreprises, il représente entre 1 et 3 % du chiffre d'affaires.[32] La comparaison européenne est instructive par ce qu'elle révèle : personne, en Italie, n'est capable de dire combien de lois y sont en vigueur, tandis que l'Allemagne a fait le choix inverse en confiant depuis 2006 à un conseil indépendant l'évaluation du coût de chaque norme nouvelle.[33] Le seul indicateur véritablement comparable, celui de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits, situait la France à 1,57 quand la moyenne de la zone euro s'établissait à 1,23[34] — plus le score est élevé, plus la réglementation entrave l'entrée sur le marché. Le discours officiel vante l'« esprit d'entreprise », mais dans les faits, on décourage l'audace et on tue l'innovation à la racine.

Cette aversion au risque, devenue politique d'État, a un effet dévastateur sur l'esprit collectif. Elle génère une société paralysée, où chacun préfère préserver son petit acquis plutôt que d'oser construire autre chose. Elle produit des générations qui, bercées par la peur de perdre, finissent par ne plus rien tenter. Et pendant ce temps, ceux qui détiennent le pouvoir — politiques, financiers, multinationales — avancent leurs pions, à l'abri d'un système qui leur garantit que la masse ne contestera jamais leur domination, trop effrayée qu'elle est par l'idée même de changement.

Or, une société qui refuse le risque est une société condamnée à la stagnation et au déclin. L'innovation, la création, l'émancipation naissent toujours d'un saut dans l'inconnu, d'une prise de risque assumée. C'est ce que l'on nie aux citoyens en instrumentalisant leur peur : la possibilité de transformer le monde et de donner un sens à leur vie par l'effort et par l'audace.

Le gouvernement menteur : la répétition des promesses non tenues

Il est un point commun à presque tous les gouvernements français depuis un demi-siècle : celui d'avoir trahi la parole donnée. Cette trahison ne se réduit pas à de simples écarts ou à des

[31] Christophe Éoche-Duval, conseiller d'État, comptage établi à partir de la base Légifrance et publié dans La Tribune, 26 avril 2026 ; voir aussi son ouvrage L'Inflation normative, Plon.
[32] Sénat, rapport d'information n° 743 (2022-2023), La sobriété normative pour renforcer la compétitivité des entreprises, Olivier Rietmann, Gilbert-Luc Devinaz et Jean-Pierre Moga, 15 juin 2023, qui reprend l'évaluation de l'OCDE (2010) et celle de la Fondation iFRAP.
[33] Le Nationaler Normenkontrollrat allemand, institué en 2006, évalue le coût de conformité de chaque projet de norme. En Italie, aucun décompte fiable du nombre de lois en vigueur n'existe, malgré l'opération dite « taglia-leggi » : c'est précisément cette absence qui rend la comparaison directe impossible.
[34] OCDE, indicateurs de réglementation des marchés de produits (Product Market Regulation), édition 2018, cités par le rapport sénatorial précité.

ajustements imposés par le réel : elle constitue une méthode de gouvernement, un mode opératoire presque institutionnalisé. Promettre le changement pour être élu, puis gouverner dans l'exacte continuité des intérêts établis. Ainsi se construit, année après année, l'érosion de la confiance des citoyens, et avec elle, la lente agonie de la démocratie.

Les exemples abondent. François Mitterrand, élu en 1981 sur la promesse d'un grand tournant socialiste, de nationalisations et de rupture avec l'ordre capitaliste, opéra dès 1983 le fameux « tournant de la rigueur »[35] : une volte-face brutale dictée par les marchés financiers et par la pression européenne.

La gauche du peuple s'était mobilisée pour un changement radical ; elle récolta une austérité inédite et la première grande désillusion contemporaine.

Jacques Chirac, en 1995, dénonçait la « fracture sociale »[36] et promettait de redonner sens et dignité aux classes populaires. Quelques mois plus tard, son gouvernement menait l'une des réformes les plus dures du système de retraites et de la fonction publique, déclenchant une grève générale historique. La fracture sociale, loin d'être réduite, s'en trouva aggravée.

Nicolas Sarkozy, en 2007, promit la « République irréprochable »[37] et le retour de la morale en politique. Dix ans plus tard, ses proches étaient englués dans des affaires de corruption, et lui-même faisait face à des mises en examen pour financement illégal de campagne. La République irréprochable ne fut qu'un slogan creux.

François Hollande, en 2012, jura que son ennemi était « la finance »[38]. Ce même ennemi se révéla rapidement son partenaire le plus fidèle, à travers une série de réformes favorables aux grandes entreprises et un renoncement total à l'encadrement des banques. Le peuple avait cru à un contre-pouvoir, il trouva une soumission.

Emmanuel Macron, enfin, incarne l'apothéose de ce gouvernement menteur. Élu en 2017 sur la promesse de renouveler la vie politique, de dépasser le clivage gauche-droite, et de rendre le pouvoir « en même temps » plus proche du citoyen, il a en réalité accentué la verticalité du pouvoir, réduit les espaces de délibération populaire, et multiplié les promesses non tenues : la baisse des impôts compensée par de nouvelles taxes, la promesse écologique trahie par un doublement des concessions aux multinationales polluantes, le « grand débat » post-Gilets jaunes vite oublié dans les tiroirs de l'Élysée. La réforme des institutions n'a jamais été entamée.

Cette mécanique répétitive du mensonge n'est pas une simple faiblesse morale : c'est une stratégie politique.

Elle vise à neutraliser l'espérance. Car un peuple qui espère encore se bat pour transformer ; mais un peuple qui, à force de promesses brisées, n'y croit plus, finit par se résigner. Le mensonge gouvernemental est une arme psychologique redoutable : il crée un sentiment d'impuissance

[35] Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-Louis Bianco (dir.), François Mitterrand, les années du changement 1981-1984, Perrin, 2001.
[36] L'expression est popularisée par la campagne présidentielle de 1995, dont Henri Guaino est la plume. Sa paternité conceptuelle demeure disputée entre Marcel Gauchet et Emmanuel Todd.
[37] Discours de campagne de 2007. La formule sera reprise par la Commission de rénovation et de déontologie de la vie publique, Pour un renouveau démocratique, rapport remis le 9 novembre 2012.
[38] Discours du Bourget, 22 janvier 2012 : « Mon véritable adversaire [...] c'est le monde de la finance. »

collective, une impression que « rien ne change jamais », même quand on croit voter pour l'alternance.

Voilà pourquoi le gouvernement menteur ne tue pas seulement la confiance : il tue l'envie même de démocratie. Il pousse les citoyens à se détourner des urnes, à abandonner la lutte, à se réfugier dans l'abstention ou dans les extrêmes. Et pendant que la population sombre dans le désenchantement, les élites, elles, continuent leur œuvre, protégées par ce voile d'impuissance qu'elles ont elles-mêmes tissé par le mensonge répété.

Préparer la rupture : pourquoi il faut restaurer la confiance et la vérité

Si la démocratie française semble paralysée, ce n'est pas uniquement à cause de ses institutions verrouillées ou de ses élites corrompues : c'est aussi parce que la confiance a disparu.

Confiance en l'État, confiance dans la parole publique, mais aussi, et peut-être surtout, confiance en soi. Un citoyen qui n'a plus foi dans la sincérité de ses dirigeants finit par perdre foi dans sa propre capacité à agir, à peser, à construire. C'est cette double faillite de la confiance — verticale envers les institutions, horizontale envers soi-même et ses semblables — qui nourrit aujourd'hui l'impuissance collective et le désespoir politique.

Restaurer la confiance est donc le premier acte de toute rupture réelle. Non pas une confiance aveugle, naïve, dans des gouvernants toujours tentés de trahir, mais une confiance bâtie sur la vérité, la transparence et la responsabilité. Car la vérité est le socle sur lequel peut se reconstruire un pacte entre l'État et le citoyen. Sans vérité, la parole publique devient mensonge et manipulation ; sans transparence, la démocratie n'est qu'un théâtre d'ombres ; sans responsabilité, le pouvoir n'est plus qu'un privilège sans contrepartie.

Dire la vérité, même lorsqu'elle est dure, est un acte révolutionnaire dans un monde où les gouvernants ont pris l'habitude de masquer, de détourner et de promettre sans jamais tenir. La vérité n'est pas seulement une exigence morale : elle est un outil politique. Elle permet au citoyen de se réapproprier le réel, de comprendre la situation, d'accepter les efforts nécessaires et de s'engager avec lucidité dans la construction collective.

Un peuple qui connaît la vérité peut se tromper, certes, mais il peut aussi se relever et corriger ses erreurs. Un peuple nourri au mensonge est condamné à la passivité et à l'impuissance.

La transparence, elle, est la condition de la confiance retrouvée. Cacher les décisions derrière des comités opaques, des institutions éloignées ou des réseaux d'influence, c'est condamner d'avance la démocratie. Mais rendre visible les choix, rendre accessibles les données, rendre explicites les débats, c'est redonner au citoyen sa place de co-acteur. La transparence n'est pas un luxe moral, mais une exigence politique.

Enfin, restaurer la confiance implique de refonder le lien entre pouvoir et responsabilité. Aujourd'hui, le pouvoir politique est trop souvent conçu comme un privilège : celui d'accéder à des avantages, à des protections, à une impunité.

Mais le véritable pouvoir est indissociable de la responsabilité. Gouverner, ce n'est pas dominer : c'est répondre. Répondre de ses actes, répondre devant le peuple, répondre aux conséquences de

ses choix. Tant que cette équation sera rompue — pouvoir sans responsabilité, responsabilité sans pouvoir — la confiance sera impossible.

Or, cette restauration de la confiance politique a un effet direct sur la confiance individuelle. Car lorsqu'un citoyen se sent écouté, respecté, lorsqu'il voit que sa voix compte, qu'elle peut changer le cours des choses, il reprend confiance en lui-même. Le cercle vicieux de l'impuissance devient cercle vertueux de l'action. Le citoyen cesse d'attendre des autres qu'ils construisent à sa place : il redevient acteur de son destin, responsable de sa vie, porteur de sens.

Préparer la rupture, c'est donc bien plus qu'un changement institutionnel : c'est un changement spirituel et psychologique. C'est briser le sortilège de l'impuissance et réapprendre la puissance collective. C'est redécouvrir que nous avons, en tant que citoyens, un pouvoir immense, mais que ce pouvoir n'a de sens que s'il s'accompagne de responsabilité, d'effort et de vérité.

Car le pouvoir sans responsabilité n'est que tyrannie, et la responsabilité sans pouvoir n'est que servitude. Restaurer les deux, ensemble, c'est rouvrir le chemin de la construction, du projet, du futur. Et c'est cette voie que ce livre veut tracer : celle d'un peuple qui retrouve la confiance en l'État parce que l'État retrouve la confiance en son peuple.

Repenser le bonheur, retrouver la communauté

Bonheur comme libération du désir : être plutôt qu'avoir

Le bonheur véritable ne se mesure pas à la quantité de biens accumulés, ni à la rapidité avec laquelle nos désirs immédiats sont satisfaits.

Cette illusion, entretenue par le capitalisme et la publicité, nous a conduit à croire que posséder plus équivaut à vivre mieux. Mais en vérité, l'avoir est une prison : une cage dorée qui enferme l'individu dans un cycle infini de manque et de frustration. Car chaque désir satisfait en appelle un autre, chaque objet acheté ouvre le vide d'un nouvel objet à convoiter.

Le système vit de cette spirale : il a besoin que nous soyons perpétuellement insatisfaits, toujours en quête du prochain achat, du prochain plaisir, du prochain ersatz de bonheur.

Libérer l'homme de ce cycle, c'est lui rendre la possibilité d'« être » plutôt que d'« avoir ». Être, c'est se construire à travers l'effort, la création, la relation à l'autre, l'accomplissement d'une œuvre ou d'un projet qui transcende l'instant. L'effort n'est pas une punition, comme on le présente trop souvent aujourd'hui : il est au contraire le seul chemin vers la fierté, vers la dignité, vers ce sentiment profond que l'on appelle bonheur.

Ce bonheur n'est pas une jouissance passagère : il est une plénitude durable, parce qu'il naît du dépassement de soi et de l'inscription de notre vie dans un horizon plus vaste que notre seule consommation.

Être, c'est aussi se libérer du désir imposé par le système. Cela ne signifie pas abolir tout désir, car le désir fait partie de la vie humaine : il est moteur, il nous pousse en avant. Mais il faut distinguer le désir authentique — celui qui correspond à notre être profond, à nos aspirations créatives, spirituelles, communautaires — du désir artificiel, produit par la publicité et l'industrie culturelle, qui ne fait que remplir nos esprits de besoins fabriqués. Retrouver le bonheur, c'est donc purifier le désir, retrouver sa source, réapprendre à vouloir ce qui a du sens plutôt que ce qui est vendu.

Ainsi, l'accomplissement personnel devient un acte de résistance. Travailler à son œuvre, cultiver son corps, son esprit, son lien avec les autres, c'est refuser de se laisser réduire à une fonction de consommateur. C'est briser la logique qui nous enferme dans l'avoir, et c'est retrouver la dignité de l'être. Chaque fois qu'un individu choisit l'effort créatif plutôt que la consommation passive, il s'arrache un peu à l'esclavage doux du capitalisme.

Le bonheur comme libération du désir est donc un projet politique autant qu'un projet personnel. Il s'agit d'apprendre à vivre autrement, mais aussi de bâtir une société qui encourage l'être au lieu de l'avoir, qui valorise la contribution plutôt que l'accumulation, qui reconnaît la valeur d'une existence accomplie plutôt que le poids d'un compte bancaire.

En réhabilitant l'effort et l'accomplissement comme fondements du bonheur, nous pouvons offrir à chacun une sortie hors du piège consumériste, et rendre à la communauté un peuple plus libre, plus digne et plus fort.

Retisser le lien social par l'éducation, la culture et la participation citoyenne

La crise du sens que traverse notre époque n'est pas seulement une affaire individuelle, elle est collective. L'isolement croissant des individus, prisonniers de nos écrans, de nos réseaux virtuels et de notre logique consumériste, a fragmenté notre société en une multitude d'atomes solitaires. Pour retrouver le bonheur et le sens, il faut donc réapprendre à tisser le lien social, à recréer une communauté vivante, consciente d'elle-même et orientée vers le bien commun. Trois piliers sont essentiels à cette reconstruction : l'éducation, la culture et la participation citoyenne.

L'éducation est le premier de ces piliers, car elle ne saurait se réduire à une simple transmission de compétences techniques destinées à alimenter le marché du travail.

Si l'État a pour mission d'enseigner et d'instruire, c'est au cœur de la Communauté et des familles que l'éducation doit redevenir un apprentissage du sens.

Elle doit s'affirmer comme une école de la liberté intérieure et de la responsabilité. Éduquer, ce n'est pas seulement préparer des « producteurs-consommateurs » ; c'est former des êtres humains capables de discernement, de jugement et d'esprit critique, tout en cultivant l'aptitude à la coopération et à la solidarité.

L'éducation vise à libérer plutôt qu'à conformer.[39] Elle ne se contente pas de remplir des têtes, elle ouvre l'esprit à la beauté, à la complexité du monde et à l'expérience partagée de l'humanité. Sans cette dimension éthique et relationnelle, il n'y a pas de société digne de ce nom, mais seulement une juxtaposition d'individus en compétition, privés de destin commun.

La culture, ensuite, est le ciment invisible qui unit une communauté. Elle n'est pas un luxe, ni un divertissement secondaire : elle est ce par quoi une société se reconnaît, s'élève et dialogue avec elle-même. La culture permet de transmettre une mémoire, de nourrir une imagination collective, de relier les vivants entre eux et avec les générations passées et futures. Dans une époque où l'industrie du divertissement a réduit la culture à une marchandise, il faut réapprendre à la vivre comme une expérience commune, un langage universel qui relie plutôt qu'il n'isole. Un peuple privé de culture est un peuple vulnérable, facilement manipulable, réduit à n'être qu'un marché.

Enfin, la participation citoyenne est la condition indispensable pour que chacun se sente acteur et non spectateur de la vie collective. Trop longtemps, la démocratie a été confisquée par une élite professionnelle, transformant le citoyen en simple électeur passif, désenchanté et résigné. Retisser le lien social, c'est rendre aux citoyens la possibilité d'agir, de débattre, de décider ensemble. C'est leur redonner confiance en leur pouvoir, en leur capacité à orienter le destin collectif. La participation citoyenne, quand elle est réelle et sincère, rétablit la dignité de l'individu, qui cesse de se voir comme un pion et retrouve la conscience de sa valeur et de sa responsabilité.

[39] Paulo Freire, Pédagogie des opprimés, 1968, traduction française Agone, 2021 ; Condorcet, Cinq mémoires sur l'instruction publique, 1791.

En conjuguant éducation, culture et participation, il devient possible de reconstruire une société solidaire et résiliente, où le bonheur cesse d'être une quête privée pour devenir un bien commun. Car un être humain ne peut s'accomplir seul : il se déploie dans la rencontre, dans l'échange, dans l'œuvre collective. Retisser le lien social, c'est rouvrir la voie d'un bonheur partagé, enraciné dans la fraternité et dans la conscience que l'on appartient à quelque chose de plus grand que soi.

Un peuple qui reprend l'initiative du changement

Aucun système politique, économique ou social ne peut se transformer véritablement sans que le peuple lui-même en soit l'acteur principal. L'histoire est pleine de révolutions confisquées, de promesses trahies, d'élans populaires détournés au profit de minorités qui ont su capter l'énergie collective pour la retourner contre ceux qui l'avaient déclenchée. Reprendre l'initiative du changement signifie donc, pour un peuple, ne plus déléguer son destin à une élite qui parle en son nom mais agit dans son propre intérêt. Cela signifie se remettre debout, redevenir souverain de ses choix et maître de son avenir.

Le changement ne peut venir uniquement « d'en haut », par décret ou par réforme cosmétique. Il naît toujours dans la conscience collective, dans ce moment où les citoyens cessent de croire au récit officiel et commencent à inventer leur propre horizon. Ce sursaut est à la fois spirituel et politique : il repose sur la redécouverte d'une dignité individuelle et partagée. Chaque citoyen doit retrouver la conviction que sa voix compte, que son action n'est pas insignifiante, que son engagement, même modeste, peut contribuer à orienter la trajectoire commune.

Reprendre l'initiative, c'est aussi refuser le piège du fatalisme.

Les élites gouvernantes entretiennent souvent l'idée que « rien ne peut changer », que la mondialisation et les traités internationaux sont des réalités intangibles. S'il est vrai que nous évoluons sur un terrain dont les règles sont déjà écrites — **on ne joue pas au basket sur un terrain où tout le monde joue au football sans risquer l'isolement** — cette résignation ne doit pas devenir un verrou définitif.

Certes, le monde est aujourd'hui une trame serrée où l'économie, la culture et même nos familles sont imbriquées, et où des structures comme l'ONU ou l'OMC semblent figées par les vétos et l'inertie. **Mais constater cette réalité n'est pas accepter une fatalité.** Un peuple qui reprend l'initiative ne cherche pas à imposer brutalement d'autres règles, mais à **devenir un phare**. Il s'agit de prouver, par l'exemple, que les institutions et les règles économiques sont des constructions humaines qui, bien qu'omniprésentes, peuvent être réorientées. L'enjeu n'est pas de nier le terrain existant, mais de retrouver la force de proposer un autre jeu, assez inspirant pour que d'autres aient, à leur tour, envie de le rejoindre.

L'initiative du changement implique une réappropriation des moyens de décision, mais elle exige surtout une réappropriation des savoirs, comme y insiste Étienne Chouard.[40]

Les citoyens doivent pouvoir décider des grandes orientations qui engagent leur avenir — énergie, santé, souveraineté économique — mais ce pouvoir est illusoire s'il ne s'appuie pas sur une connaissance réelle des dossiers. Comme le rappelle l'idée d'une citoyenneté éclairée, décider sans savoir, c'est s'exposer à faire "n'importe quoi".[41]

Cette reprise de pouvoir ne peut donc se limiter à un vote intermittent ; elle suppose des **parcours d'instruction civique et technique**, des assemblées locales et des référendums d'initiative populaire où le temps du débat est protégé par le temps de l'apprentissage.

Il s'agit de bâtir des contre-pouvoirs capables de contester l'expertise officielle par une contre-expertise citoyenne. Sans ce pilier de la connaissance, le peuple reste prisonnier d'un théâtre politique où l'émotion remplace le jugement et où tout est joué d'avance par ceux qui détiennent seuls l'information.

Enfin, cette initiative ne peut être purement politique : elle doit être aussi culturelle, sociale et spirituelle.

Changer, ce n'est pas seulement voter autrement ou remplacer des dirigeants par d'autres. C'est repenser nos manières de vivre, nos liens, nos valeurs, nos priorités. C'est inventer une économie qui serve la vie au lieu de l'exploiter. C'est refuser d'être défini par notre rôle de consommateurs et redécouvrir notre rôle de bâtisseurs. Reprendre l'initiative, c'est donc retrouver une foi commune en notre capacité créatrice, en la puissance de la communauté humaine lorsqu'elle choisit de se libérer des chaînes de l'illusion et de l'habitude.

Quand un peuple reprend l'initiative du changement, il n'est plus soumis au cycle stérile des promesses politiques trahies. Il devient un corps vivant, conscient et souverain. Il retrouve le goût de l'histoire et le courage de tracer son propre chemin. Et c'est là que réside la véritable espérance : dans ce moment où les citoyens, unis par un sens retrouvé, prennent la barre de leur destin et choisissent, ensemble, d'éviter l'iceberg.

Une France qui propose un autre modèle que l'Occident marchandisé

Il est des moments de l'histoire où un pays, une civilisation, une culture, porte en elle plus qu'un destin national : elle incarne une espérance universelle. La France a déjà assumé ce rôle, au siècle des Lumières, lorsqu'elle a porté dans le monde l'idée révolutionnaire que l'homme naît libre et égal en droits[42], que la raison peut briser les chaînes de l'obscurantisme, que la dignité humaine est au-dessus des privilèges et des tyrannies.

[40] Étienne Chouard, Notre cause commune. Instituer nous-mêmes la puissance des citoyens, Max Milo, 2019. Est reprise ici sa thèse sur le processus constituant et la réappropriation citoyenne du droit, à l'exclusion de ses autres prises de position.
[41] Cornelius Castoriadis, La Montée de l'insignifiance, Seuil, 1996 : une société démocratique est d'abord « une immense institution éducative ».
[42] Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, article 1er.

Elle a encore assumé ce rôle lorsque, au XXe siècle, elle a donné au monde la Déclaration universelle des droits de l'homme[43], ou lorsqu'elle a opposé à l'uniformisation américaine une certaine idée de la culture et de la souveraineté.

Aujourd'hui, le monde traverse une crise de civilisation : la marchandisation de toutes choses a atteint son apogée. L'Occident, dominé par le modèle néo-libéral, réduit les individus à des consommateurs, les peuples à des marchés, la culture à un produit, et la planète elle-même à une ressource exploitable. Derrière l'apparente prospérité se cache une misère spirituelle, une fragmentation sociale, une destruction écologique. L'Occident marchandisé n'offre plus ni horizon, ni rêve, ni transcendance. Il ne propose qu'un cycle sans fin de production et de consommation, où le plaisir immédiat tient lieu de projet collectif.

C'est dans ce vide que la France peut et doit retrouver sa vocation. Non pas en cherchant à dominer, mais en proposant une alternative crédible, un modèle de civilisation où l'économie est replacée au service de l'homme, où la politique est réorientée vers la vérité et le bien commun, où la culture et l'éducation redeviennent des leviers d'émancipation et non des industries de divertissement. Ce modèle ne serait pas seulement institutionnel : il serait psychologique, philosophique et spirituel. Car cette transformation ne se décrète pas par loi, elle s'enracine dans une vision de l'homme et de sa place dans le monde.

Une France qui reprend l'initiative peut montrer qu'il existe un autre chemin que celui de l'aliénation marchande. Elle peut démontrer qu'une nation moderne n'est pas condamnée à choisir entre le repli identitaire et l'absorption dans un marché globalisé. Elle peut être pionnière d'une troisième voie :

Celle d'une souveraineté éclairée qui assume ses responsabilités envers la planète, tout en affirmant une exigence de justice et de solidarité.

Ce modèle français ne s'impose pas par la force des armes ni par la domination économique : il rayonne par l'exemple, par la cohérence entre les principes et les actes, par la fidélité à une vision supérieure de l'homme et de la société.

Cette vocation universelle suppose de renouer avec l'esprit des Lumières, non pas comme un héritage muséifié, mais comme une force vivante. À l'époque, la France avait su inspirer le monde en affirmant des vérités simples mais puissantes : l'homme a des droits, la raison est une arme d'émancipation, le pouvoir doit être limité par la justice. Aujourd'hui, elle peut inspirer à nouveau en affirmant que l'homme ne se réduit pas à un consommateur, que la liberté ne se confond pas avec le choix entre des produits, que la dignité humaine exige une économie et une politique orientées vers le sens, et non vers le profit.

Le rôle de la France n'est pas de dicter au monde ce qu'il doit être, mais de rappeler à l'humanité ce qu'elle peut devenir. De la même manière qu'elle avait, en 1789, ouvert un horizon universel de liberté, elle peut, au XXIe siècle, ouvrir un horizon universel de réconciliation entre l'homme et la nature, entre l'économie et la dignité, entre la technique et la spiritualité.

[43] Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée à Paris le 10 décembre 1948. La France y a joué un rôle déterminant, notamment par l'action de René Cassin, prix Nobel de la paix 1968 ; le texte demeure toutefois une œuvre collective des Nations unies et non une création française.

Cette mission ne sera pas facile : elle exigera un courage politique inédit, une rupture avec les dogmes de la finance mondialisée, et une capacité à résister aux pressions de ceux qui profitent du système actuel. Mais elle est possible, parce qu'elle répond à une attente silencieuse qui traverse le monde : l'attente d'un modèle qui donne sens, qui propose une direction, qui redonne confiance en l'avenir.

Si la France ose ce pas, elle pourra redevenir ce qu'elle a toujours été dans ses meilleurs moments : une lumière dans la nuit, une voix qui parle au nom de l'humanité, un phare qui n'impose pas mais qui éclaire. Et dans ce rôle, elle ne sera pas seule : car ce qu'elle propose n'est pas une exception nationale, mais un appel universel à retrouver la grandeur de l'homme.

L'effort, clef du vrai bonheur

Le rejet contemporain de l'effort : fruit de la société de confort et d'immédiateté

L'effort, autrefois considéré comme un chemin vers la maîtrise de soi et la réalisation personnelle, est aujourd'hui perçu comme une contrainte pénible, une punition à éviter. Cette perception n'est pas un accident : elle est le produit d'une société qui a transformé le confort et l'immédiateté en normes absolues.

L'industrialisation, puis la révolution numérique, ont façonné un monde où chaque désir peut être satisfait instantanément, où chaque plaisir est accessible en un clic, où l'attente elle-même est ressentie comme un scandale. Dans ce contexte, l'effort apparaît comme un obstacle inutile, une souffrance volontaire, un déni de la jouissance immédiate.

Cette aversion contemporaine pour l'effort est profondément liée à la logique capitaliste et consumériste qui domine nos vies. Le système n'a pas seulement besoin de consommateurs : il a besoin de consommateurs impatients, habitués à la gratification instantanée, incapables de différer la satisfaction de leurs désirs. L'effort, qui exige discipline, patience et dépassement de soi, est l'antithèse de cette logique. Un citoyen ou un consommateur qui sait investir du temps et de l'énergie dans une œuvre personnelle ou collective devient dangereux pour le système, car il échappe à la tyrannie du plaisir immédiat et du désir manufacturé.

Les conséquences sont multiples. Sur le plan individuel, elles engendrent une dépendance à la stimulation externe : divertissements constants, réseaux sociaux, consommation effrénée, recherche permanente de dopamine. La souffrance de l'attente, du travail, de l'apprentissage prolongé est évitée à tout prix, au détriment de la profondeur de l'expérience humaine.

Sur le plan collectif, elles produisent des sociétés fragiles, peu résilientes, incapables d'endurer les efforts nécessaires pour construire une économie solide, protéger l'environnement ou entretenir la cohésion sociale. Les nations qui valorisent la facilité et la gratification immédiate sacrifient la longévité et la profondeur de leurs projets au bénéfice de résultats rapides et superficiels.

Mais le rejet contemporain de l'effort n'est pas seulement une question culturelle : il est politique. Les élites ont intérêt à ce que l'effort soit perçu comme négatif, car il érode la capacité des citoyens à entreprendre, à innover, à se mobiliser pour des causes collectives.

Une population qui refuse l'effort est une population docile, dépendante des solutions imposées « d'en haut », incapable de créer par elle-même et donc de remettre en question l'ordre établi. L'effort, en ce sens, est une clef de liberté : celui qui apprend à s'accomplir par le travail, la discipline et la persévérance devient maître de sa vie, et non simple spectateur ou consommateur.

Redonner à l'effort sa valeur, c'est donc bien plus qu'une question morale ou éducative : c'est un acte politique et philosophique. C'est rappeler que le bonheur durable ne réside pas dans l'abolition de la difficulté, mais dans la capacité à la traverser.

Chaque geste entrepris avec intention, chaque projet mené jusqu'au bout, chaque connaissance acquise par persévérance est un antidote au vide créé par la société de confort et d'immédiateté. L'effort transforme le temps en expérience, le travail en accomplissement, et le dépassement de soi en bonheur véritable.

De fait, ce chapitre ne se contente pas de dénoncer une tendance culturelle : il montre que l'effort est la clef oubliée d'une vie pleine de sens. En renouant avec cette exigence, l'individu retrouve sa liberté, sa dignité et la capacité de choisir son destin. Et, à l'échelle collective, une société qui valorise l'effort peut enfin dépasser l'immédiateté et le consumérisme, construire des projets durables et rétablir une relation saine entre le bonheur et la réalisation de soi.

L'effort vu comme punition, quand il devrait être vu comme accomplissement

Dans notre société contemporaine, l'effort est devenu synonyme de souffrance, de contrainte et de renoncement. Cette perception est profondément erronée et reflète une inversion des valeurs qui gouvernent nos existences depuis l'essor du capitalisme et de la culture de consommation. Alors que l'effort est, par essence, le chemin vers l'accomplissement, la maîtrise de soi et la création durable, il est aujourd'hui présenté comme un obstacle à éviter, un mal nécessaire que l'on tolère uniquement lorsqu'il est imposé par des impératifs extérieurs.

Le confort et l'immédiateté sont érigés en critères de progrès et de modernité, alors que l'histoire de l'humanité démontre que le vrai progrès naît de la persévérance, de l'engagement et de la capacité à dépasser les obstacles.

Cette déformation des valeurs n'est pas accidentelle. Le capitalisme contemporain a tout intérêt à nous faire croire que la satisfaction immédiate de nos désirs est un accomplissement.

Chaque publicité, chaque produit, chaque application renforce l'idée que le bonheur réside dans l'acquisition et non dans l'œuvre personnelle, que la réussite s'achète plutôt qu'elle se construit. Ainsi, l'effort est diabolisé, transformé en punition sociale et morale, et la persévérance dans l'apprentissage, la création ou l'action collective est présentée comme archaïque ou inutile. Ce renversement total des valeurs est devenu un marqueur de modernité : être « moderne » signifie désormais éviter l'effort et privilégier le plaisir instantané, même si cela conduit à l'épuisement intérieur et à la vacuité existentielle.

Pourtant, l'effort est le moteur du véritable accomplissement. C'est par lui que l'individu se transforme, qu'il découvre ses capacités, qu'il inscrit sa vie dans une trajectoire de sens et de contribution. L'effort donne valeur au temps, à l'action et à l'existence ; il transforme le labeur en création, le défi en fierté, et l'énergie dépensée en force personnelle.

Le rejet contemporain de l'effort n'est donc pas seulement une erreur individuelle : il est la conséquence d'une manipulation systémique qui cherche à réduire l'homme à un rôle de consommateur passif, dépendant de stimulants immédiats et incapable de se réaliser par lui-même.

Redonner à l'effort sa valeur, c'est inverser cette logique perverse. C'est réapprendre que chaque tâche accomplie, chaque projet mené à terme, chaque connaissance assimilée par travail et discipline est une source de liberté et de bonheur authentique. L'effort n'est plus une punition, mais un outil de réalisation de soi et de contribution au bien commun. Il devient le moyen par lequel nous nous libérons du carcan consumériste, reprenons notre pouvoir sur notre existence et inscrivons notre vie dans une dynamique de création durable et significative.

Reconnaître la valeur de l'effort, c'est non seulement restaurer notre vision du bonheur et de la modernité, mais c'est également préparer le terrain pour une société où le sens, la responsabilité et l'accomplissement collectif reprennent leur place centrale. L'effort, loin d'être un mal à subir, redevient le vecteur de la liberté, de la dignité et du véritable progrès.

Le plaisir instantané face à la joie durable de l'œuvre réalisée

Dans le monde contemporain, le plaisir instantané est érigé en norme, présenté comme la finalité de l'existence. Il s'agit de ce confort immédiat qui envahit notre quotidien : un divertissement, un achat, un « like » sur un écran, une gratification rapide. Mais ce plaisir, bien que séduisant, est superficiel et éphémère. Il nourrit la dopamine à court terme mais laisse le vide persistant[44], car il ne nécessite ni effort, ni engagement, ni dépassement de soi. À force de chercher la jouissance immédiate, l'individu s'éloigne de la source profonde du bonheur, celle qui naît de l'accomplissement et de la création durable.

La psychologie humaine nous montre que la satisfaction des désirs immédiats produit une illusion de plénitude, mais qu'elle ne transforme pas l'être.[45] La joie durable, elle, est liée à la construction, à l'œuvre réalisée. Que ce soit dans l'art, dans le travail, dans l'apprentissage ou dans l'engagement collectif, la joie profonde surgit lorsque l'on observe le fruit de son effort. L'énergie dépensée pour atteindre un objectif, surmonter des obstacles, créer quelque chose qui a du sens, forge une satisfaction profonde et irréversible. Ce bonheur, contrairement au plaisir instantané, ne dépend pas d'éléments externes ou changeants : il s'enracine dans l'expérience intime de la maîtrise, de la créativité et de la contribution à quelque chose de plus grand que soi.

Philosophiquement, cette distinction entre plaisir et joie durable renvoie à une vérité ancienne[46] : l'homme ne se réalise pas dans l'accumulation ou la jouissance immédiate, mais dans la transformation de sa propre énergie en œuvre. Être pleinement humain, c'est investir sa vie dans un projet qui exige concentration, patience et persévérance. C'est ressentir la valeur de chaque étape,

[44] Anna Lembke, Dopamine Nation, 2021, traduction française Dopamine. La fabrique du bonheur, Trédaniel, 2022.
[45] Philip Brickman, Dan Coates et Ronnie Janoff-Bulman, « Lottery Winners and Accident Victims: Is Happiness Relative? », Journal of Personality and Social Psychology, 1978 — l'effet dit d'adaptation hédonique.
[46] Aristote, Éthique à Nicomaque, livres I et X, sur l'eudaimonia opposée au simple plaisir ; Mihály Csíkszentmihályi, Vivre. La psychologie du bonheur, 1990, traduction française Robert Laffont, 2004.

de chaque obstacle surmonté, et découvrir que le vrai bonheur n'est pas l'abolition de l'effort, mais la rencontre de l'effort avec la réussite authentique.

Psychologiquement, le confort immédiat et la gratification rapide ont un effet addictif : ils anesthésient la volonté et réduisent notre capacité à viser le long terme. Le plaisir instantané devient un substitut au sens, un palliatif qui empêche l'individu de se confronter à lui-même et à ses limites. À l'inverse, la joie née de l'œuvre réalisée éduque l'esprit à la patience, au dépassement, à l'attention. Elle transforme l'individu : il devient capable de se projeter, de donner de la valeur à son temps, et de construire une existence qui ne se limite pas à la satisfaction des besoins immédiats.

La différence entre plaisir et bonheur n'est pas seulement une question de temporalité, mais de profondeur et de sens. Le plaisir instantané peut remplir un vide passager, mais il ne transforme pas l'être. La joie durable, fruit de l'œuvre réalisée, élève l'âme, confère une force intérieure et une dignité qui se prolongent bien au-delà du moment vécu. Comprendre cette distinction, et choisir l'effort de l'accomplissement plutôt que la facilité du plaisir immédiat, est au cœur de la quête de sens et de bonheur que ce livre propose.

Sans effort : pas de création, pas de dépassement, pas de bonheur

L'effort est le fondement invisible mais indispensable de toute existence digne et pleine de sens. Sans effort, il n'y a ni création, ni dépassement, ni véritable bonheur. Dans notre société contemporaine, nous avons trop souvent été détournés de cette vérité essentielle. Le confort, la facilité et la gratification immédiate nous ont fait oublier que l'accomplissement, qu'il soit personnel, collectif ou national, exige énergie, patience et courage. Et pourtant, chaque grande œuvre humaine – artistique, scientifique, sociale ou politique – naît toujours de l'effort, de la discipline, de la persévérance face aux obstacles et aux doutes.

Repenser l'effort, c'est donc réhabiliter une valeur fondamentale : il n'est pas un mal à subir, mais le moyen par lequel l'homme transforme son désir en réalisation, son temps en œuvre, sa vie en accomplissement. L'effort est le chemin qui nous relie à notre propre potentiel, qui nous permet de dépasser nos limites, de franchir les frontières de nos habitudes et de nos peurs. C'est lui qui transforme l'énergie dispersée de la vie quotidienne en puissance créatrice. Choisir l'effort, c'est choisir de se donner, de s'engager pleinement, de construire quelque chose qui dépasse le simple moi.

Mais l'effort n'est pas seulement personnel : il est collectif. Une nation est d'abord un berceau pour l'action, un espace où l'individu peut déployer ses forces au service d'un projet commun. Chaque effort individuel, lorsqu'il est mis au service de la communauté, devient multiplicateur, génère un élan, une dynamique de transformation. La grandeur d'une nation ne se mesure pas à sa richesse matérielle immédiate, mais à sa capacité à mobiliser l'énergie de ses citoyens pour créer, innover, protéger, enseigner et bâtir un futur durable. Le bonheur collectif, la prospérité partagée et la dignité sociale ne naissent pas par magie : ils sont le reflet direct des efforts soutenus et orientés vers le bien commun.

Ce livre invite donc le lecteur à se réapproprier l'effort comme une source de sens et de puissance. Retrouver le plaisir d'agir, le goût de se dépasser, la satisfaction de bâtir, c'est se reconnecter à la force originelle qui donne vie à l'œuvre humaine.

C'est comprendre que le bonheur intense, durable et profond ne se trouve jamais dans la facilité, mais dans la conquête, dans l'engagement et dans la création. Chaque effort accompli, chaque obstacle surmonté, chaque acte généreux orienté vers le bien commun est une victoire sur le vide et la superficialité du monde marchandisé.

L'effort est donc un hymne, un appel à la grandeur, une invitation à transformer nos vies et notre nation. Il est la voie par laquelle nous redonnons à notre existence sa valeur, à notre société sa dignité et à notre pays sa puissance créatrice. En choisissant l'effort, chacun contribue à faire de la France non seulement un lieu de liberté et de sens, mais aussi le réceptacle des bienfaits d'une énergie collective orientée vers le vrai bonheur. Sans lui, point de création, point de dépassement, point de joie authentique : il n'y a que l'illusion du plaisir passager, alors que la puissance de l'œuvre réalisée attend d'être conquise.

Pour une société française qui revalorise l'effort comme chemin de liberté et d'accomplissement

Si l'effort est le moteur du bonheur individuel, il est tout autant la pierre angulaire de l'accomplissement collectif. Une société qui valorise et encourage l'effort permet à chacun de se réaliser, tout en construisant un tissu social plus solide, plus juste et plus résilient.

La France, avec son histoire de création, de résistance et d'innovation, a le potentiel de redevenir ce cadre dans lequel l'effort n'est pas une contrainte, mais un levier de liberté et de sens. Dans une telle société, l'individu peut retrouver confiance en lui-même et en ses capacités, et la nation dans son ensemble peut tirer profit des énergies et des talents de chacun.

Revaloriser l'effort signifie repenser nos institutions, notre culture, notre rapport au travail et à l'éducation. Il s'agit de reconnaître la valeur des parcours exigeants, de célébrer ceux qui persévèrent dans la création, la recherche, l'engagement social, l'innovation ou l'enseignement. Il s'agit aussi de construire des environnements où les obstacles ne paralysent pas, mais stimulent ; où les réussites ne sont pas seulement mesurées en termes financiers ou matériels, mais en termes de contribution au bien commun et d'épanouissement humain.

L'effort devient alors le moyen par lequel chacun retrouve sa dignité, et par lequel la société se dote d'une énergie collective orientée vers le progrès réel, durable et inclusif.

Dans cette perspective, l'effort individuel et collectif se nourrissent mutuellement. Quand la société soutient et valorise l'effort, l'individu se sent autorisé et encouragé à se dépasser ; et quand l'individu choisit d'investir son énergie et sa créativité dans une action signifiante, il enrichit la collectivité et renforce le lien social. Cette dynamique vertueuse transforme le rapport au travail, à la réussite et à la contribution sociale : l'effort cesse d'être perçu comme une obligation subie et devient une source de fierté, de liberté et de bonheur.

Une société qui revalorise l'effort devient également une société qui protège la liberté de choisir son destin. Elle offre à chacun la possibilité de poursuivre des projets qui ont du sens, de participer à la création de biens, de services, d'œuvres ou de structures collectives qui enrichissent le tissu social et culturel. Elle favorise l'engagement citoyen, la responsabilité individuelle et collective, et encourage la recherche d'un bonheur durable plutôt que la satisfaction immédiate. Dans un tel cadre, le progrès cesse d'être seulement matériel ou économique : il devient humain, spirituel et civil, et la société elle-même se transforme en un catalyseur d'accomplissement pour tous ses membres.

La France peut redevenir un pays où l'effort n'est plus subi mais choisi, où le dépassement de soi est valorisé et encouragé, et où la quête du bonheur individuel et collectif devient une mission partagée. Redonner à l'effort sa valeur, c'est donner à la nation les moyens de retrouver sa puissance créatrice, sa cohésion et sa capacité à construire un futur où le bonheur n'est plus un luxe, mais une possibilité réelle pour chaque citoyen. En ce sens, l'effort devient la clé de voûte d'une société française tournée vers la liberté, la dignité et l'accomplissement.

Un horizon français pour le XXIe siècle

Une société qui cultive la dignité, la créativité et la solidarité

L'horizon français que nous proposons pour le XXIe siècle repose sur une vision profonde : une société où chaque individu retrouve sa dignité, où la créativité est célébrée et encouragée, et où la solidarité n'est pas une contrainte imposée mais une valeur incarnée dans le quotidien. La dignité ne se limite pas à des droits formels ; elle se manifeste dans la reconnaissance des efforts de chacun, dans l'accès à des conditions de vie qui permettent de se réaliser, dans le respect de l'autonomie et de la liberté de chacun. Une nation qui cultive la dignité transforme chaque citoyen en acteur conscient de sa vie et du destin collectif.

La créativité, quant à elle, est le moteur de l'innovation sociale, culturelle et économique. Elle ne se réduit pas à l'art ou à la technologie, mais s'étend à chaque initiative qui apporte sens et valeur. Dans cette société, l'effort n'est plus vécu comme une contrainte, mais comme le chemin qui permet de matérialiser des idées, de résoudre des problèmes complexes et de bâtir un monde meilleur. La créativité devient un pont entre l'individuel et le collectif, entre l'énergie personnelle et l'intérêt général, offrant à chacun la possibilité de contribuer à un héritage durable.

La solidarité complète ce triptyque en reliant les citoyens entre eux, en tissant des liens qui dépassent l'égoïsme immédiat et la compétition stérile. Elle n'est pas un simple principe moral ou légal, mais un principe structurant de la société. La solidarité transforme la puissance individuelle en force collective : elle permet aux efforts de chaque citoyen de produire un impact qui dépasse le cadre de sa vie personnelle et nourrit la communauté tout entière. Dans ce contexte, la justice sociale et la coopération ne sont plus des idéaux abstraits, mais des réalités concrètes qui s'expriment dans l'éducation, le travail, l'engagement civique et la protection des plus vulnérables.

Cette combinaison de dignité, de créativité et de solidarité constitue le socle d'une société capable de redonner du sens au XXIe siècle. Elle propose un horizon où le bonheur individuel se nourrit de l'accomplissement et de la contribution au bien commun, où l'effort retrouve sa valeur, et où le

citoyen n'est plus réduit à un rôle de spectateur ou de consommateur. Dans cette France, chaque action, chaque projet, chaque initiative devient une expression de liberté, une source de fierté et un vecteur de transformation collective.

L'horizon français que nous dessinons n'est pas un rêve abstrait, mais une direction concrète, possible, et nécessaire : une société où l'homme retrouve sa place, où la nation devient le réceptacle des efforts collectifs, et où le bonheur durable ne dépend plus du plaisir immédiat, mais de l'accomplissement, de la créativité et de la solidarité. C'est dans cette vision que s'ouvre le chemin vers les transformations politiques et institutionnelles que nous développerons dans la deuxième partie de ce livre.

Une vision de la liberté : non pas accumuler, mais s'accomplir

La véritable liberté ne réside pas dans l'accumulation des biens, dans la jouissance immédiate ou dans la satisfaction de tous nos désirs. Elle se trouve dans l'accomplissement de soi, dans la capacité à donner un sens à sa vie et à ses actions, dans le dépassement de l'égo pour contribuer à quelque chose de plus grand que soi. Dans ce cadre, la richesse matérielle et la gratification instantanée apparaissent non pas comme des buts, mais comme des illusions, des mirages qui détournent l'homme de sa quête profonde. La liberté authentique implique de choisir consciemment l'effort, la discipline et l'investissement dans des actions qui construisent, nourrissent et élèvent.

On retrouve ce principe dans la sagesse de nombreuses traditions spirituelles et religieuses. Les textes anciens évoquent souvent le danger d'une vie centrée sur la jouissance individuelle et le désir excessif, qualifiant ce chemin de source de chaos ou de perdition. Les récits de Sodome et Gomorrhe[47], ou d'autres histoires symboliques, ne sont pas simplement des avertissements moraux, mais des métaphores de l'aliénation de l'homme lorsqu'il confond le plaisir immédiat avec le bonheur durable. La spiritualité, sous toutes ses formes, rappelle que l'accomplissement exige effort, vigilance et discernement : il s'agit de résister aux séductions faciles, de ne pas céder aux excès de l'ego et de consacrer sa vie à ce qui élève l'âme plutôt qu'à ce qui la vide.

Dans notre vision pour la France et pour la société du XXIe siècle, ces enseignements prennent une forme concrète et universelle. La liberté politique et sociale ne consiste pas à permettre à chacun de consommer sans limites, mais à offrir un cadre où chacun peut s'accomplir pleinement, trouver un sens à son existence et participer à la construction d'un collectif porteur de valeur. La société devient alors un instrument d'émancipation, un terrain où la discipline, l'effort et le dépassement de soi ne sont pas perçus comme des contraintes, mais comme des moyens d'exprimer sa liberté et de contribuer au bien commun.

Accomplir sa vie, c'est aussi se battre contre les forces qui détruisent le sens et la dignité : contre l'individualisme destructeur, contre l'avidité qui asservit, contre l'illusion que le bonheur se mesure par ce que l'on possède plutôt que par ce que l'on devient. Cette lutte n'est pas imposée de l'extérieur, mais choisie librement, consciente de l'enjeu et de l'objectif : devenir un acteur de sa propre vie, capable de créer, de nourrir, de protéger et de transmettre. C'est ce chemin qui transforme l'effort en force, la discipline en joie, et la vie en accomplissement.

Proposer une vision de la liberté centrée sur l'accomplissement plutôt que sur l'accumulation, c'est offrir aux individus et à la nation une direction claire : celle d'une société où le bonheur durable est indissociable de la responsabilité, de la créativité et du sens. Une société qui, subtilement mais profondément, intègre la dimension spirituelle de l'existence, où la quête de soi et la lutte contre ce qui nous écarte du bien et du sens deviennent naturelles, inspirantes et sources d'épanouissement pour tous.

Pouvoir et responsabilité : les deux faces d'une même pièce

Le pouvoir n'est pas ce que l'on croit. Il n'est pas d'abord une position, un statut, un droit accordé par une fonction ou une élection. Le pouvoir, en réalité, est plus discret, plus intime, plus exigeant : il est

[47] Genèse, chapitres 18 et 19.

la **capacité d'assumer les conséquences de ses choix**[48]. Là où la responsabilité disparaît, le pouvoir devient illusion ; là où la responsabilité est pleinement assumée, le pouvoir renaît, même sans titre, même sans autorité formelle. Ces deux notions ne sont pas opposées, elles sont indissociables, comme les deux faces d'une même pièce que l'on ne peut séparer sans la rendre inutilisable.

Notre époque a profondément déséquilibré ce rapport. Elle a concentré le pouvoir entre les mains de ceux qui échappent le plus souvent à ses conséquences, et elle a distribué la responsabilité à ceux à qui l'on refuse toute prise réelle sur le cours des choses. Les citoyens sont sommés d'être responsables — de leur consommation, de leur santé, de leur réussite ou de leur échec — sans disposer du pouvoir de transformer les règles qui organisent ces réalités. À l'inverse, ceux qui décident à grande échelle peuvent exercer un pouvoir immense tout en se protégeant de la responsabilité, diluée dans les institutions, les procédures, les discours techniques. Ce déséquilibre est l'une des grandes sources du mal-être contemporain.

Car le pouvoir sans responsabilité engendre l'arbitraire, la domination, le cynisme. Il permet de décider sans porter le poids moral des conséquences, de trancher sans jamais payer le prix humain des choix effectués. À l'inverse, la responsabilité sans pouvoir engendre l'impuissance, la culpabilité stérile, la colère rentrée. On demande à l'individu de répondre de tout, tout en l'empêchant d'agir sur l'essentiel. Dans les deux cas, l'être humain est nié dans sa dignité profonde : celle d'un sujet capable de choisir et d'assumer.

Redonner du sens à la vie suppose donc de **réunifier pouvoir et responsabilité**. Cela commence par une exigence simple et radicale : nul ne devrait exercer un pouvoir sans être exposé à ses conséquences, et nul ne devrait être tenu pour responsable sans disposer d'un véritable pouvoir d'action. Cette exigence vaut pour les gouvernants comme pour les citoyens, pour les institutions comme pour les individus. Elle est le socle invisible de toute société juste.

Mais ce lien n'est pas seulement politique ; il est existentiel. À l'échelle de la vie personnelle, refuser la responsabilité de ses choix, c'est abandonner son pouvoir. Se dire que tout vient des autres, du système, du hasard ou du passé, c'est peut-être parfois exact, mais c'est toujours paralysant. À l'inverse, accepter d'être responsable — non pas coupable de tout, mais responsable de ce que l'on fait de ce qui nous arrive — c'est reprendre la main sur son existence. La responsabilité n'écrase pas, elle **libère**, parce qu'elle rend à l'individu sa capacité d'agir.

Il y a là une vérité souvent oubliée : on ne reprend pas le pouvoir sur sa vie en cherchant à contrôler le monde, mais en cessant de se mentir sur sa part de choix. Dire « je n'y peux rien » est parfois un constat, mais trop souvent une abdication. Dire « je fais ce que je peux avec ce que j'ai » est déjà un acte de souveraineté intérieure. Là où l'on assume, quelque chose se remet en mouvement. Là où l'on fuit, tout se fige.

Cette reconquête du pouvoir par la responsabilité n'est ni héroïque ni spectaculaire. Elle commence dans les gestes modestes : choisir en conscience, refuser la facilité du déni, accepter l'effort qui accompagne toute décision libre. Elle se prolonge dans la vie collective lorsque des citoyens cessent d'attendre que d'autres décident à leur place, et réclament — puis exercent — leur part de pouvoir, non pour dominer, mais pour **co-construire**.

[48] Max Weber, Le Savant et le Politique, 1919, sur l'opposition entre éthique de conviction et éthique de responsabilité ; Hans Jonas, Le Principe responsabilité, 1979, traduction française Cerf, 1990.

Pouvoir et responsabilité forment ainsi le cœur battant du sens. Là où l'un est séparé de l'autre, la vie se vide de sa substance : soit elle devient oppression, soit elle devient résignation. Là où ils se rejoignent, quelque chose d'essentiel se réveille : la dignité d'être auteur de ses actes, et non simple produit des circonstances. En refusant l'irresponsabilité, individuelle comme collective, nous ne nous chargeons pas d'un fardeau supplémentaire ; nous reprenons le pouvoir le plus précieux qui soit : **celui de donner une direction à notre vie**.

L'élection est le choix d'un responsable à notre place, nous transférons notre responsabilité individuelle sur une personne, qui, en accumulant toutes les responsabilités, devient surpuissante[49]. La puissance des élus n'est pas une convention ou une création ex-nihilo, elle est la conséquence directe de leur responsabilité et donc de notre irresponsabilité.

Tant que nous refuserons notre responsabilité, nous offrirons à nos responsables (politiques), le pouvoir que nous refusons d'exercer nous même. En acceptant d'être responsable de notre vie, nous reprenons le pouvoir sur notre existence. A titre politique, citoyen, mais plus fondamentalement pour chaque choix et évènements de nos vies.

Le rôle de la France dans le monde : réinventer une civilisation du sens

Au-delà des frontières, la France a toujours porté un idéal, une vision qui dépasse ses propres intérêts et qui résonne dans l'imaginaire collectif de l'humanité. Lumières, droits de l'homme, philosophie, arts et sciences : ces contributions ont forgé une aura particulière, un modèle de pensée et de créativité capable d'influencer le monde. Aujourd'hui, cette aura peut être transformée en moteur pour une civilisation du sens, une direction qui ne se limite pas à des objectifs économiques ou politiques, mais qui vise à libérer les esprits, éveiller les consciences et offrir à chacun la possibilité de trouver sa place et son bonheur.

Réinventer une civilisation du sens, c'est montrer qu'il est possible de concevoir la société et le monde autrement : non pas comme un espace d'accumulation matérielle et de compétition acharnée, mais comme un terrain où l'individu et la collectivité peuvent s'épanouir, où l'effort devient synonyme de liberté, et où le dépassement de soi se conjugue avec la solidarité et le bien commun. La France, par sa capacité historique à produire des idées et des modèles qui transcendent les nations, peut proposer cette voie au monde entier. Elle peut lancer une flèche symbolique vers l'avenir : un message clair que le bonheur, la liberté et la dignité ne dépendent pas de la seule possession, mais de la construction, de l'accomplissement et du sens.

Cette vision n'est pas utopique, elle est pragmatique dans son approche : il s'agit de créer les conditions politiques, sociales et culturelles pour que chaque citoyen puisse agir, contribuer et se réaliser. Mais son écho va bien au-delà : une nation qui valorise l'effort, la créativité et le sens peut inspirer d'autres sociétés à repenser leurs propres modèles, à réinventer leurs relations entre individus, et à créer des réseaux de solidarité et de transformation capables de réduire la souffrance physique et mentale à grande échelle. Le rôle de la France devient alors celui d'un catalyseur : par

[49] Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social, 1762, livre III, chapitre 15 ; Étienne de La Boétie, Discours de la servitude volontaire, 1576.

l'exemple, par l'action et par l'inspiration, elle peut amplifier la force des individus et des peuples pour générer un changement global.

Ainsi, ce livre se termine sur une projection ambitieuse : non pas un projet limité aux Français, mais une proposition pour l'humanité entière. Une société qui reconnecte liberté et accomplissement, effort et bonheur, sens et solidarité, peut transformer la manière dont nous voyons le monde et la manière dont nous y vivons. La France, avec son histoire, sa culture et sa capacité d'influence, a la possibilité de redevenir un phare, une flèche lancée vers le futur, capable de guider l'humanité vers une civilisation où la dignité, la créativité et le sens ne sont plus des luxes réservés à quelques-uns, mais des droits et des réalités pour tous. C'est là notre pari, notre mission et notre appel : montrer qu'un autre monde est possible, un monde où l'homme retrouve sa place, son pouvoir et son bonheur, et où la France tient la barre de ce changement collectif et universel.

La France assise sur les rives de Babylone

C'est l'idée qu'un peuple ne se définit pas seulement par sa richesse, mais par sa capacité à partager un sens, une direction, une lumière.
Sion, c'est la France que nous avons aimée, celle que nous voulons retrouver :
une France industrieuse et cultivée, qui pense avant de consommer,
qui débat avant de juger,
qui unit avant de diviser.

Notre Babylone moderne nous a appris la puissance, mais elle nous a fait perdre le sens.

Elle a multiplié les voix, mais éteint le silence.
Elle a créé la vitesse, mais oublié la profondeur.
Alors, il est temps de se relever, de reprendre le chant suspendu.
Non pas pour pleurer un passé révolu, mais pour **réinventer un avenir à hauteur d'homme**.

Car la politique n'est grande que lorsqu'elle se souvient qu'elle est d'abord une affaire d'âme.

Nous ne voulons plus être un peuple d'exilés dans notre propre pays.

Nous voulons redevenir les bâtisseurs de notre Sion intérieure :

celle de la justice, du travail bien fait, du respect du vivant et de la transmission.

Et peut-être qu'alors, sur les rives de Babylone, renaîtra le chant — non plus de la nostalgie, mais de la renaissance.

Deuxième pilier

Restaurer la probité et

éradiquer la corruption

Le procès des élites et du système

Introduction – La fin de l'esprit gaullien

De Gaulle : l'indépendance et le primat du peuple

Charles de Gaulle a incarné, à un moment crucial de l'histoire de la France, une vision politique et nationale d'une rare clarté et d'une force incomparable. Après les ruines de la Seconde Guerre mondiale, alors que le pays était meurtri et son peuple désorienté, il a placé l'indépendance de la France et la primauté de l'intérêt national au-dessus de tout compromis opportuniste. Pour de Gaulle, un système politique digne de ce nom devait servir le peuple, et non des intérêts partisans, financiers ou étrangers. La puissance de la France ne se mesurait pas seulement à sa force militaire ou à son rayonnement diplomatique, mais à sa capacité à garantir la liberté et la dignité de ses citoyens, à préserver leur capacité à décider de leur destin.

Sa vision reposait sur une noblesse de l'État et une exigence morale envers ses dirigeants : l'autorité politique ne pouvait se légitimer que par le service rendu à la nation et la défense de ses valeurs fondamentales. De Gaulle refusait toute soumission extérieure qui affaiblirait la France ou compromettrait son indépendance. Il considérait que la grandeur d'un pays résidait autant dans sa souveraineté que dans la cohésion et la confiance de son peuple envers ses institutions. Cette ligne de conduite, fondée sur la lucidité, le courage et la responsabilité, a permis à la France de se relever d'une période de désolation, de retrouver sa place dans le monde et de redonner à ses citoyens le sentiment que leur destin collectif avait un sens.

Plus encore, de Gaulle plaçait le peuple au centre de la politique. L'État n'était pas une fin en soi, et l'exercice du pouvoir devait refléter la volonté et le bien-être des Français. Il croyait profondément que le peuple devait être respecté, écouté et protégé contre les excès de l'argent, de la corruption et des influences étrangères. La souveraineté nationale, pour lui, n'était pas un concept abstrait : elle se traduisait concrètement par des décisions qui assuraient la liberté, la sécurité et la dignité des citoyens. Cette approche, qui alliait vision stratégique et souci constant de l'éthique, a fait de son action un exemple de leadership responsable, capable de transcender les intérêts individuels pour servir le bien commun.

En redéfinissant ainsi le rôle de l'État et la place du citoyen, de Gaulle a jeté les bases d'un système politique où l'indépendance, la probité et le service de la nation étaient au cœur de l'exercice du pouvoir. Sa méthode et sa rigueur morale sont devenues des repères historiques essentiels : elles rappellent que la politique peut et doit être un instrument de transformation positive, que la

grandeur d'un pays ne se mesure pas seulement à sa puissance, mais à l'intégrité et à l'exemplarité de ceux qui le dirigent. Dans ce contexte, la fin de l'esprit gaullien marque le début d'une période où ces principes ont été progressivement érodés, et où le système s'est éloigné de sa mission première : servir le peuple avec probité et responsabilité.

Après lui : la financiarisation (professionnalisation) progressive du politique

Après le départ du général de Gaulle, la politique française s'est progressivement éloignée de l'idéal d'indépendance nationale et de primauté du peuple. Peu à peu, elle a été happée par un double mouvement : la financiarisation de l'économie d'une part, et la professionnalisation de la classe politique d'autre part. Ces deux dynamiques, étroitement liées, ont transformé la République en un espace de connivence entre élites politiques, administratives et financières, au détriment de l'intérêt général.

Dès le début des années 1970, un tournant majeur s'opère. Sous la présidence de Georges Pompidou, ancien directeur général de la banque Rothschild, est votée[50] la loi du 3 janvier 1973 sur la Banque de France, que l'on désigne souvent, à tort, sous le nom de « loi Rothschild ». Disons les choses honnêtement, car la vérité sert mieux notre cause que la légende : cette loi n'a pas interdit à l'État de se financer auprès de sa banque centrale. Son article 25 se borne à disposer que « le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France », clause technique qui reprenait une disposition en vigueur depuis 1936[51], et le Trésor a continué d'emprunter à la Banque de France par voie d'avances. La rupture véritable est venue vingt ans plus tard, et elle fut autrement plus radicale : c'est le traité de Maastricht qui, en 1992, a interdit purement et simplement tout financement des États par leur banque centrale, interdiction transposée en droit français par la loi du 4 août 1993, laquelle a rendu la Banque de France indépendante du pouvoir politique[52]. Voilà le vrai moment de bascule. Ce n'est pas une disposition technique de 1973 qui a placé la puissance publique sous la dépendance chronique de ses créanciers : c'est un traité ratifié de justesse par le peuple français, puis une loi votée sans lui. Alors que de Gaulle avait défendu une souveraineté monétaire permettant à la France de se financer pour investir dans son avenir, ses successeurs ont accepté de soumettre la République au pouvoir du capital financier.

Cette imbrication entre politique et finance n'est pas un hasard : elle reflète les trajectoires personnelles de plusieurs présidents et figures majeures de la Ve République. Pompidou, comme rappelé, était banquier chez Rothschild avant d'entrer à l'Élysée. François Mitterrand, sans carrière directe dans la finance, a néanmoins ouvert grand les portes à la mondialisation et mené, dès 1983, le fameux « tournant de la rigueur » qui aligna la France sur les logiques financières européennes. Jacques Chirac, ancien inspecteur des finances et proche des milieux d'affaires, accompagna la vague des privatisations dans les années 1986–1988[53] sous son Premier ministre, Édouard Balladur,

[50] Georges Pompidou fut fondé de pouvoir puis directeur général de la banque Rothschild frères de 1954 à 1958, avant de devenir directeur de cabinet du général de Gaulle.
[51] Loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France, article 25. La lecture selon laquelle ce texte aurait interdit à l'État de se financer auprès de sa banque centrale est très répandue mais erronée : elle est contredite par la lettre de l'article et par la pratique des avances au Trésor, maintenue après 1973.
[52] Traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992, article 104 du traité instituant la Communauté européenne, devenu article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; loi n° 93-980 du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.
[53] Loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations. Les opérations conduites de 1986 à 1988 portèrent notamment sur Saint-Gobain, Paribas, la Société générale et TF1.

lui-même ex-banquier chez Paribas. Nicolas Sarkozy, avocat d'affaires avant d'accéder au pouvoir, s'entoura d'hommes issus des grandes banques, et c'est sous son quinquennat que l'État vola au secours du système bancaire lors de la crise financière de 2008[54]. François Hollande, diplômé de l'ENA et de Sciences Po, incarna cette technocratie façonnée dans les grands corps de l'État, qui entretient une porosité permanente avec le privé. Enfin, Emmanuel Macron est l'exemple le plus éclatant de cette continuité : ancien associé-gérant de la banque Rothschild, il accéda à la présidence porté par une partie des milieux financiers et médiatiques, qui virent en lui l'incarnation d'une France arrimée aux logiques des marchés mondiaux.

Sur plus d'un demi-siècle, la France a vu se succéder des dirigeants dont les parcours personnels ou les choix politiques renforçaient cette fusion entre l'État et le capital financier. Loin d'être anecdotiques, ces biographies révèlent une tendance de fond : le pouvoir politique est devenu une « chasse gardée » des élites économiques, reproduites par les grandes écoles (ENA, Sciences Po, HEC) et souvent recyclées dans les banques d'affaires ou les multinationales. Cette professionnalisation, censée apporter compétence et expertise, a eu pour effet pervers de couper les gouvernants des réalités quotidiennes des citoyens. L'homme ou la femme politique n'est plus celui qui incarne la volonté populaire, mais celui qui gère la France comme une entreprise soumise aux impératifs de rentabilité et aux pressions des marchés financiers.

Les conséquences pour le peuple français furent lourdes. D'un côté, la dette publique s'est envolée, non pas en raison d'une gabegie sociale, mais parce que l'État s'est interdit d'utiliser l'outil monétaire pour se financer sans intermédiaire. De l'autre, les grandes privatisations (Renault, France Télécom, EDF partiellement, GDF, autoroutes, etc.)[55] ont transféré des pans entiers du patrimoine national vers des acteurs privés, souvent au profit de fonds étrangers, réduisant la capacité de l'État à agir en stratège économique. Enfin, les scandales à répétition – de l'affaire Elf aux affaires Cahuzac et Bygmalion – ont nourri un climat de défiance et de cynisme, renforçant le sentiment qu'une oligarchie politico-financière gouverne en vase clos, loin de l'intérêt général.

La financiarisation et la professionnalisation du politique n'ont donc pas seulement déformé le visage de la République : elles en ont miné les fondations mêmes, en subordonnant la puissance publique aux logiques de profit privé. Là où de Gaulle voyait dans l'État l'incarnation de la souveraineté nationale et du peuple, ses successeurs ont peu à peu fait de l'État un gestionnaire dépendant, asservi à la finance.

La République se transforme en entreprise, le citoyen en simple variable comptable

La République n'est plus ce lieu de souveraineté populaire où l'État garantissait l'intérêt général ; elle est devenue une succursale du capitalisme mondialisé, gérée comme une entreprise dont les véritables actionnaires sont les marchés financiers, les banques et les multinationales. Derrière le masque de l'impuissance politique — « nous n'y pouvons rien », « c'est Bruxelles », « les marchés l'exigent » — se cache en réalité une volonté parfaitement orchestrée : réduire l'homme à son rôle de

[54] Loi n° 2008-1061 du 16 octobre 2008 de finances rectificative pour le financement de l'économie, créant la Société de financement de l'économie française et la Société de prise de participation de l'État, adossées à une garantie publique de 360 milliards d'euros.
[55] Sur la cession des sociétés concessionnaires d'autoroutes en 2006, voir Cour des comptes, Les relations entre l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes, rapport public thématique, juillet 2013, qui estime le prix de cession inférieur à la valeur des actifs cédés.

consommateur, neutraliser sa liberté politique pour l'enfermer dans la seule liberté d'acheter. Ce que l'on présente comme de l'incompétence ou de la faiblesse n'est rien d'autre qu'une stratégie de dépossession, où chaque réforme, chaque traité, chaque décision « technique » vise à retirer au peuple un peu plus de son pouvoir au profit d'intérêts privés.

Dans ce système, tout est calculé : l'éducation forme des producteurs-consommateurs plutôt que des citoyens éclairés ; la culture est vidée de sa force critique pour devenir une industrie de divertissement ; la santé et la retraite se voient transformées en marchés lucratifs ; et la démocratie elle-même n'est plus qu'une mise en scène où le choix se limite à différentes variantes d'un même projet : maintenir l'ordre capitaliste. Les élites financières et politiques, dans leur connivence, ont méticuleusement construit ce décor d'impuissance pour masquer leur véritable pouvoir : celui de soumettre l'ensemble du corps social à la logique du profit.

Voilà comment le citoyen est reprogrammé : il n'est plus porteur d'un destin commun, mais une donnée solvable ou insolvable, un panier moyen, un « segment » marketing. Son rôle n'est plus de participer à la cité, mais de consommer pour faire tourner la machine. Et s'il faiblit, s'il refuse ou s'il se révolte, le système dispose déjà de ses instruments de contrôle — médiatiques, économiques, policiers — pour le remettre au pas. La République s'est travestie : sous les apparences de l'État, elle n'est plus que l'agent docile du capitalisme globalisé. Derrière les discours d'austérité et de « rigueur budgétaire » se cache une entreprise froide et cynique, qui a substitué au citoyen souverain le consommateur comptabilisé, interchangeable et manipulable.

La trahison des élites politiques et financières

L'alignement des gouvernants sur les banques et la finance internationale

Depuis plusieurs décennies, un fait massif structure la vie politique française et plus largement occidentale : les gouvernants ne gouvernent plus au nom du peuple, mais dans l'intérêt des marchés financiers et des grandes banques internationales. Derrière les apparences de la démocratie représentative, derrière les promesses électorales et les discours vibrants sur « l'intérêt général », se cache une réalité brutale : la classe politique a choisi son camp. Elle n'est plus l'expression d'une souveraineté populaire, mais l'exécutante docile d'une oligarchie financière qui a pris en main les leviers du pouvoir.

Le citoyen, réduit à son rôle d'électeur, n'a plus d'autre horizon que celui d'élire périodiquement ses maîtres. Mais ces maîtres-là, une fois installés au pouvoir, ne lui rendent jamais de comptes. Ils agissent en fonction des intérêts de ceux qui ont financé leurs campagnes, écrit leurs programmes en coulisses, ou promis des portes de sortie dorées dans les conseils d'administration internationaux. L'élu ne représente plus son électeur : il représente son créancier.

L'histoire récente de la France en est truffée d'exemples. Nicolas Sarkozy entouré de banquiers d'affaires au moment de la crise de 2008, François Hollande, élu sur la promesse de s'opposer à « la finance » et dont la politique économique, une fois à l'Élysée, s'aligna sur les exigences de Bruxelles et des marchés. Emmanuel Macron, ancien banquier d'affaires chez Rothschild, illustre quant à lui cette continuité entre l'État et la finance, entre l'oligarchie politique et la haute finance qui la façonne.

Il ne s'agit pas d'accidents ou de trahisons individuelles, mais d'un mouvement systémique : l'État, qui autrefois pouvait s'opposer au marché, est désormais intégré à lui.

Sous couvert de néo-libéralisme, un discours idéologique a justifié cette reddition organisée. On a expliqué aux peuples que l'État devait être « modernisé », que les services publics devaient être « rationalisés », que la dette devait être « maîtrisée » en réduisant toujours plus les droits sociaux, que les marchés devaient être « libérés » pour favoriser la croissance. Mais derrière ce vocabulaire technique et trompeur, la logique est implacable : tout doit être subordonné aux intérêts de la finance internationale. La santé, l'éducation, l'énergie, l'eau, l'information, la culture : tout devient marchandise, tout devient source de profit, tout devient objet de spéculation.

Et la finance, loin d'être ce système abstrait et lointain, est en réalité un organisme vorace qui ne peut survivre qu'en maintenant la population dans un état de dépendance et de soumission. Les banques et fonds d'investissement prospèrent sur la dette des États, qu'ils ont eux-mêmes rendue inévitable par l'interdiction faite aux gouvernements d'emprunter directement auprès de leurs banques centrales. La « contrainte des marchés » n'est pas une fatalité : c'est une construction politique volontaire, pensée et mise en œuvre par les élites elles-mêmes pour se lier définitivement au capital globalisé et priver le citoyen de son pouvoir.

Le cycle se répète à l'infini : les gouvernants promettent aux peuples des réformes justes, une reprise en main, une « souveraineté retrouvée ». Mais une fois élus, ils se révèlent être les gestionnaires d'une mécanique qui leur échappe ou qu'ils feignent de ne pas pouvoir contrôler. La finance internationale dicte la feuille de route, et les élites politiques s'exécutent. Les lois votées ne sont pas celles qu'exigent les citoyens, mais celles que réclament les marchés. Les réformes économiques ne visent pas le bien-être collectif, mais la stabilité du système bancaire. Les grandes orientations diplomatiques et militaires obéissent moins à des stratégies nationales qu'aux intérêts d'un capital mondialisé en quête de nouveaux territoires, de nouvelles ressources et de nouveaux profits.

Le résultat est connu : un citoyen dépossédé, réduit à une liberté fictive, celle de voter tous les cinq ans pour des candidats qui, quelle que soit leur couleur politique affichée, appliqueront peu ou prou la même politique dictée par la finance. Ce n'est plus la démocratie, mais une mise en scène : l'électeur peut choisir la couleur du rideau, mais la pièce reste la même. Et derrière ce théâtre d'ombres, le pouvoir de l'argent poursuit son œuvre : concentrer la richesse, privatiser les biens communs, et soumettre l'État lui-même aux logiques de profit.

Voilà pourquoi il ne s'agit pas seulement d'un constat amer mais d'une accusation directe : la classe politique française a trahi. Elle a trahi l'esprit gaullien de souveraineté et d'indépendance, elle a trahi la confiance du peuple, elle a trahi la promesse républicaine d'égalité et de justice. En s'alignant sur les banques et la finance internationale, elle n'a pas seulement abandonné le peuple, elle l'a livré, pieds et poings liés, à une puissance qui n'a d'autre but que d'exploiter, contrôler et consommer jusqu'à l'os ce qu'il reste de notre humanité.

La dépendance des États à la finance par la dette

Il est un moment clé dans l'histoire contemporaine de la France et, plus largement, de l'Occident : le basculement volontaire des États dans la dépendance vis-à-vis des banques privées. Pendant les

trois décennies de l'après-guerre, un principe simple prévalait : l'État, lorsqu'il devait financer ses investissements, pouvait emprunter directement auprès de sa propre banque centrale, à des taux quasi nuls, puisque la monnaie émise servait l'intérêt général et restait dans le cadre de la souveraineté nationale. Ce mécanisme, qui avait permis à la France d'investir massivement dans la reconstruction d'après-guerre, de financer des infrastructures, des écoles, des hôpitaux et un État providence puissant, garantissait une certaine indépendance vis-à-vis des marchés.

Tout changea avec le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992 et ratifié par référendum le 20 septembre de la même année, à 51,04 % des suffrages exprimés[56]. Son article 104, devenu depuis l'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, interdit à la Banque centrale européenne comme aux banques centrales nationales d'accorder le moindre découvert ou crédit aux États membres. La loi du 4 août 1993, en rendant la Banque de France indépendante, a inscrit cette interdiction dans notre droit interne. Autrement dit, l'État se plaça volontairement sous la coupe des banques privées, qui dès lors devinrent les créancières exclusives des nations. Cette décision, présentée comme une modernisation technique du système monétaire, fut en réalité une abdication de souveraineté. À partir de ce moment, le peuple français, par le biais de son État, devint prisonnier d'une dette contractée non plus auprès de lui-même, mais auprès de puissances financières extérieures, dont le seul but est le profit.

Les conséquences furent immédiates et terribles : chaque déficit, chaque plan de relance, chaque dépense publique devait désormais être financé en empruntant de l'argent sur les marchés, à des taux fixés par ces mêmes marchés. L'État, au lieu d'être le maître de sa monnaie, devenait débiteur de ses créanciers. La République, au lieu d'incarner la volonté populaire, devenait garante des revenus des banques. C'est cette mécanique qui explique l'explosion continue de la dette publique : non pas parce que l'État aurait soudainement dépensé plus qu'avant, mais parce qu'il a cessé de se financer auprès de lui-même et a choisi de nourrir les intérêts composés d'une dette infinie.

Ce piège s'est institutionnalisé à l'échelle européenne avec le **traité de Maastricht** (1992) et plus encore avec le **traité de Lisbonne** (2007), qui inscrivent noir sur blanc l'interdiction pour les États membres de l'Union européenne d'être financés directement par leurs banques centrales. Cette règle, qui prive les peuples de leur souveraineté monétaire, est présentée comme un « garde-fou contre l'inflation ». En réalité, elle n'a fait que renforcer la domination des marchés financiers, qui disposent désormais d'un pouvoir exorbitant : ils prêtent aux États l'argent que ceux-ci ne peuvent plus créer eux-mêmes, et exigent en retour des intérêts qui s'accumulent année après année.

Derrière le jargon technocratique se cache une réalité simple : les États se sont volontairement mis en esclavage. Au lieu d'être au service de leurs citoyens, ils se sont faits les débiteurs éternels des banques. Les « réformes » exigées des peuples — réductions de dépenses publiques, privatisations, démantèlement des droits sociaux — ne sont pas des choix politiques, mais les conditions imposées par les marchés pour continuer à prêter. La dette est devenue l'arme absolue pour soumettre les nations à la logique financière : celui qui doit est celui qui obéit.

Ce mécanisme explique pourquoi, depuis quarante ans, aucun gouvernement n'a véritablement tenu tête aux banques ou aux marchés. Tous, qu'ils soient de gauche ou de droite, se sont pliés à cette discipline de fer, car sans l'argent des marchés, ils ne peuvent financer ni leurs promesses ni

[56] Référendum du 20 septembre 1992 sur le traité sur l'Union européenne : 51,04 % de « oui », 48,96 % de « non », pour une participation de 69,7 %.

leurs ambitions. Mais cet argent n'est pas gratuit : il se paie au prix de l'indépendance, au prix de la liberté des peuples, au prix de la vérité démocratique.

Le citoyen est tenu dans l'ignorance. On lui répète que la dette est la faute de son « train de vie », qu'il vit « au-dessus de ses moyens », que la France doit « se serrer la ceinture ». En réalité, ce n'est pas le peuple qui vit au-dessus de ses moyens, c'est l'État qui a volontairement renoncé à sa souveraineté monétaire pour se placer sous la coupe d'intérêts privés. Ce n'est pas l'enseignant, l'infirmière, l'ouvrier ou le retraité qui ruinent les finances publiques : ce sont les intérêts versés aux banques, intérêts qui n'auraient jamais dû exister si l'État avait gardé la maîtrise de sa propre monnaie.

La dette publique française, qui atteint 3 536 milliards d'euros au premier trimestre 2026, soit 117,5 % de la richesse produite en un an[57], est avant tout une rente perpétuelle offerte aux marchés financiers. Les intérêts versés atteignent 58 milliards d'euros en 2026 ; ils dépasseront 70 milliards en 2027, 90 milliards en 2029, et pourraient franchir la barre des 100 milliards vers 2030[58]. Autrement dit, la France paiera bientôt à ses créanciers davantage que le budget de son éducation nationale. Sans cette dépendance organisée depuis 1992, et sans les traités européens qui l'ont verrouillée, une immense partie de cette dette n'existerait pas. Elle n'est pas la conséquence d'un excès de générosité publique, mais le résultat d'une trahison politique qui a livré la nation aux griffes de la finance.

La soumission par la dette est ainsi devenue le mode de gouvernement réel. Derrière le décor démocratique, ce sont les créanciers qui fixent les règles, et les élites politiques qui, sous couvert de « réalisme » et de « responsabilité », les appliquent docilement. Ce système ne tombera pas de lui-même : il est verrouillé par ceux qui en profitent. Mais il doit être dénoncé pour ce qu'il est : une chaîne invisible, forgée volontairement par nos dirigeants, et qui réduit la souveraineté des peuples à une illusion.

Le langage économique imposé : déficit, croissance, productivité

On ne pense pas librement avec des mots qui ne nous appartiennent pas. Le langage, cet outil fondamental de la pensée, peut être l'instrument de notre libération comme celui de notre servitude. Or, depuis des décennies, les élites politiques et économiques ont forgé et imposé un vocabulaire dont la finalité est de contraindre notre imaginaire collectif, de réduire le champ des possibles et d'imposer comme naturelles des logiques qui ne servent en réalité que les intérêts d'un système. Les mots « déficit », « croissance », « productivité » ne sont pas neutres. Ils façonnent une manière de voir le monde, d'évaluer la société, de juger ses choix et ses priorités.

Prenons l'exemple du « déficit ». Le terme, issu du vocabulaire comptable, suggère une faute, un manque, une dette à combler, comme si l'État devait être géré comme une entreprise qui équilibre son budget à l'euro près. Or, l'État n'est pas une entreprise : il est la structure politique qui garantit le bien commun, et ses investissements ne peuvent être mesurés uniquement à l'aune d'une colonne de chiffres. Une école construite aujourd'hui n'est pas une « charge », c'est une promesse d'avenir.

[57] INSEE, Dette publique au sens de Maastricht, Informations rapides, premier trimestre 2026 : 3 536,1 milliards d'euros, soit 117,5 % du produit intérieur brut.
[58] Sénat, commission des finances, rapport sur le projet de loi de finances pour 2026, mission Engagements financiers de l'État : 58,0 milliards d'euros en comptabilité budgétaire pour 2026, 60,4 milliards en comptabilité générale.

Un hôpital n'est pas un « coût », c'est une condition de la dignité humaine. Pourtant, en imposant ce vocabulaire, les gouvernants obligent le citoyen à penser l'action publique uniquement en termes de pertes et de profits.

De même, le mot « croissance » est devenu un fétiche. Croissance du PIB, croissance de la consommation, croissance des échanges : peu importe de quoi il s'agit, pourvu que cela « croisse ». Mais la croissance n'est jamais interrogée sur son contenu, sur sa qualité, sur ses conséquences sociales ou écologiques. Elle est une idole qui occupe tout l'espace du discours, au point que l'absence de croissance est vécue comme une catastrophe nationale. Comme si la seule finalité de nos vies et de nos institutions était d'augmenter la production matérielle, sans jamais se demander si cette production répond à des besoins réels ou artificiels, si elle sert le bonheur humain ou simplement les profits des multinationales.

Enfin, « productivité » est devenue le critère ultime. On ne parle plus de l'épanouissement au travail, de la valeur sociale d'un métier, du lien humain qu'il permet de tisser : seule compte la productivité, c'est-à-dire la quantité de biens ou de services produits par heure travaillée. L'infirmière, l'enseignant, l'artisan, le paysan sont jugés non pas sur leur contribution à la société, mais sur leur rendement économique. Là encore, le langage trahit une vision du monde : celle où l'homme n'est plus une fin en soi, mais un moyen au service de la machine capitaliste.

En imposant ce vocabulaire, le système enferme le citoyen dans une grille de lecture étroite. On ne parle plus d'égalité, de solidarité, de justice, mais de compétitivité, d'attractivité, d'efficacité. Les mots changent, et avec eux le monde que nous sommes capables d'imaginer. Car penser un pays comme une entreprise n'est pas une simple métaphore : c'est un projet politique. C'est faire croire que la France n'a d'autre vocation que d'être « performante » sur le marché mondial, que ses citoyens ne sont que des ressources humaines à optimiser, que ses paysages ne sont que des territoires à rentabiliser.

Ce langage impose un modèle néo-libéral qui se présente comme indépassable. À force d'entendre ces mots, de les répéter, de les intégrer, le citoyen finit par les croire évidents. Qui oserait remettre en cause la croissance ? Qui oserait dire qu'un déficit public peut être légitime ? Qui oserait affirmer que la productivité n'est pas le critère suprême du travail ? Ceux qui osent sont immédiatement disqualifiés comme « irréalistes », « archaïques » ou « populistes ». Ainsi, le champ politique est verrouillé non par des lois visibles, mais par des mots qui nous enferment dans un récit unique : celui du capitalisme mondialisé.

Ce n'est pas seulement une question de rhétorique : c'est une question de pouvoir. Celui qui définit les mots définit les possibles. En acceptant de penser le monde avec ce langage imposé, nous acceptons la logique qui l'accompagne : celle d'un pays géré comme une entreprise, celle d'une société réduite à ses indicateurs comptables, celle d'une humanité asservie à des chiffres. Retrouver notre liberté politique et spirituelle, c'est aussi reprendre le contrôle de nos mots, réinventer un langage qui exprime autre chose que la logique froide du profit : un langage qui parle de dignité, de beauté, de justice, de bonheur.

La gestion comptable contre le bonheur collectif

Lorsque l'État se met à raisonner comme une entreprise, il ne sert plus son peuple : il le gère, le mesure, le calibre, comme une simple ligne d'un bilan financier. Tout ce qui ne se traduit pas en profit devient suspect, inutile, voire nuisible. Or, le bonheur collectif, cette recherche d'épanouissement humain, de solidarité, de dignité partagée, n'entre dans aucune colonne comptable. Il ne se chiffre pas, il ne se convertit pas en dividendes, il échappe à la logique des tableaux Excel. Dès lors, il est considéré comme un obstacle à la rentabilité, comme une perte de temps ou de ressources.

Ce glissement idéologique transforme le rôle du gouvernement. Celui-ci ne se vit plus comme l'incarnation de la volonté générale, mais comme le bras armé d'une logique capitaliste qui impose sa dictature douce. Le bonheur, parce qu'il ne génère pas de croissance immédiate, devient un luxe secondaire. Un peuple heureux consomme moins, résiste mieux aux injonctions publicitaires, échappe à l'addiction des crédits, des écrans et des modes. Mais un peuple épuisé, inquiet pour son avenir, enfermé dans le culte de la performance et de la dette, est un peuple manipulable. Il se laisse convaincre qu'il n'a pas d'autre choix que de travailler plus, produire plus, consommer plus.

La gestion comptable de l'État finit ainsi par inverser les priorités. La santé publique, l'éducation, la culture, l'environnement, tout ce qui contribue directement au bonheur collectif, devient une charge budgétaire, un poste de dépense qu'il faut réduire. Les hôpitaux sont fermés au nom de « l'efficience », les écoles manquent de moyens pour « réduire les coûts », les subventions culturelles s'évaporent car « elles ne rapportent rien ». Derrière chaque formule technocratique se cache une violence politique : l'éradication progressive de tout ce qui rend la vie humaine plus belle et plus digne.

Sous couvert de neutralité économique, c'est bien une idéologie qui s'impose : celle qui considère que la seule mesure du progrès est la rentabilité. Dans ce paradigme, la joie de vivre, la beauté des paysages, la paix sociale, la fraternité ne valent rien si elles ne se convertissent pas en valeur marchande. Ainsi, l'État devient la lance armée d'un capitalisme dont il n'est plus que le gestionnaire local, au service d'une minorité de possédants. Cette minorité ne cherche pas le bien commun, mais la maximisation de ses profits, et elle instrumentalise les gouvernements pour transformer les peuples en simples rouages de sa machine à produire et à consommer.

Le paradoxe est terrible : l'État, qui devrait être le garant de la liberté et du bonheur collectifs, devient le premier obstacle à leur réalisation. En se soumettant au dogme comptable, il trahit sa mission essentielle et se fait l'ennemi de ce qu'il devrait protéger. Car le bonheur, pour être réel, suppose du temps, de la gratuité, du lien humain, tout ce que la logique marchande ne peut tolérer. Ainsi, le peuple, au lieu d'être souverain, se retrouve réduit au rang de client, d'usager, de variable comptable — prisonnier d'un système qui l'empêche de s'épanouir pour mieux l'exploiter.

La nation entreprise au profit de ses actionnaires

Lorsque l'on pousse à son terme la logique de financiarisation de l'État, la nation elle-même cesse d'appartenir à ses citoyens : elle se transforme en entreprise au service de ses actionnaires invisibles. Les citoyens, qui devraient être les copropriétaires de la République, en deviennent les simples salariés, parfois précarisés, souvent maltraités, toujours soumis aux injonctions d'une gouvernance qui n'a plus pour objectif leur bien-être, mais la maximisation des profits d'une minorité.

Les « actionnaires » de cette nation-entreprise ne sont pas les habitants qui paient leurs impôts et qui bâtissent la richesse collective par leur travail quotidien. Ce sont les marchés financiers, les grandes banques internationales, les fonds d'investissement, les multinationales capables de faire pression sur les gouvernements. Chaque décision publique est analysée à travers le prisme de son impact sur la « confiance des marchés » ou sur la « compétitivité ». Les gouvernants se comportent alors comme des directeurs financiers : ils ajustent, rationalisent, privatisent, vendent à la découpe ce qui appartenait au peuple — ses services publics, ses infrastructures, ses ressources naturelles — pour satisfaire les exigences des créanciers et des investisseurs.

Dans ce modèle, l'État n'a plus pour mission d'assurer la justice sociale, la sécurité collective ou le développement de la culture. Il doit séduire ses actionnaires, leur promettre des rendements, leur garantir la stabilité des règles du jeu qui leur permettent d'exploiter les populations. Les plans d'austérité, les réformes des retraites, les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation ne sont pas des choix accidentels : ce sont des dividendes versés aux nouveaux propriétaires de la nation. Chaque « effort » demandé aux citoyens n'est pas une contribution au bien commun, mais un transfert direct de richesse vers ceux qui, sans avoir jamais labouré un champ ou bâti une école, s'approprient le fruit du travail de tous.

Cette logique transforme radicalement la gouvernance. Là où il y avait une volonté politique au service du peuple, il ne reste plus qu'un conseil d'administration déguisé en gouvernement. Les campagnes électorales deviennent des opérations de communication financées par ces mêmes puissances économiques, et les élus ne sont plus que des gestionnaires choisis pour leur loyauté au système. Le peuple peut voter, protester, manifester : il n'a plus la main sur les décisions essentielles, car celles-ci se prennent désormais dans les salles de marchés, les conseils d'administration des multinationales ou les bureaux du FMI et de la BCE.

La nation, qui devrait être le lieu de la souveraineté populaire, se trouve ainsi convertie en usine géante dont les « ressources humaines » — les citoyens — sont exploitées pour nourrir le rendement attendu. Le langage économique achève la transformation : on ne parle plus de citoyens, mais de contribuables, d'usagers, de consommateurs. On ne parle plus de culture, mais d'« industries créatives ». On ne parle plus de soin, mais de « flux patients ». Tout devient indicateur, chiffre, variable d'optimisation.

Cette mutation, présentée comme une nécessité ou comme le fruit naturel de la modernité, est en réalité une dépossession. La France, comme d'autres nations, est confisquée à son peuple et placée entre les mains d'une aristocratie financière mondiale. Derrière le masque de la démocratie parlementaire, c'est une oligarchie actionnariale qui décide. Sans une rupture avec cette logique, le peuple restera enfermé dans une nation qui ne lui appartient plus.

La corruption au sens platonicien

Le politique exposé à l'argent et à son petit pouvoir, se dénature

Chez Platon, la corruption ne désigne pas seulement l'acte de détourner des fonds ou de vendre son influence : elle est avant tout une déformation de l'âme. Dans **La République**, il décrit les différents régimes politiques comme des déclinaisons de la justice ou de son absence[59], et montre comment le pouvoir, lorsqu'il n'est plus guidé par le Bien, dégénère en tyrannie. La corruption platonicienne est ce moment où l'homme, initialement habité par des idéaux ou une certaine droiture, se laisse progressivement envahir par les passions les plus basses : l'avidité, l'orgueil, le désir de domination. Elle est la lente érosion de la vertu par la fréquentation de l'argent et la fascination pour le pouvoir, qui transforment l'âme politique en une âme viciée.

Appliquée au monde moderne, cette conception éclaire d'une lumière crue la métamorphose du politicien contemporain. Beaucoup de ceux qui accèdent à la sphère du pouvoir y entrent avec des intentions sincères : servir leur pays, défendre une idée de justice, améliorer la vie des citoyens. Mais le système dans lequel ils plongent est saturé de tentations et de compromissions. L'argent circule partout : dans les campagnes électorales financées par des mécènes intéressés, dans les cabinets de lobbying qui entourent chaque ministère, dans les promesses d'un poste confortable dans le privé une fois le mandat achevé. Le pouvoir, même limité, flatte l'ego, crée une dépendance, et installe chez celui qui en jouit une peur panique de le perdre.

Peu à peu, l'individu change. La proximité avec les milieux financiers et industriels reconfigure sa pensée : ce qui paraissait scandaleux hier devient « normal » aujourd'hui, ce qui devait être défendu au nom du peuple est sacrifié au nom de la « compétitivité » ou de la « réalpolitik ». Le politicien se moule dans son environnement, adopte ses codes, ses manières de parler, ses réflexes mentaux. Comme dans l'allégorie de la caverne[60], il finit par prendre les ombres pour la réalité, et perd toute conscience du Bien qui devrait guider son action.

Ce phénomène n'épargne personne : qu'il soit issu de la gauche ou de la droite, du monde universitaire ou du monde ouvrier, l'élu placé dans cet univers clos où argent et pouvoir s'entrelacent, tend presque toujours à devenir semblable à ses congénères. Platon aurait dit : son âme est corrompue, car elle cesse de chercher la vérité pour ne chercher que la conservation de ses privilèges. Ainsi se forme une caste politique homogène, dont les membres semblent interchangeables, tant leurs idéaux se dissolvent dans la logique d'un système qui les dépasse.

La corruption au sens platonicien[61] ne consiste donc pas seulement dans les affaires visibles — pots-de-vin, emplois fictifs, favoritisme — mais dans cette **transformation intime de l'homme politique en gestionnaire servile des intérêts dominants**. Ce n'est pas un accident, c'est la conséquence mécanique d'une exposition prolongée à l'argent et au pouvoir. Comme le fer plongé trop longtemps dans l'eau se couvre de rouille, l'âme plongée trop longtemps dans le bain de la finance et des

[59] Platon, La République, livres VIII et IX, 543a-580a, sur la dégénérescence de l'aristocratie en timocratie, oligarchie, démocratie puis tyrannie. Traduction de référence : Georges Leroux, GF-Flammarion, 2002.
[60] Platon, La République, livre VII, 514a-517a.
[61] L'expression n'est pas de Platon et ne relève pas du vocabulaire consacré des commentateurs : nous l'employons ici pour désigner ce que le philosophe décrit sans le nommer ainsi, à savoir la dénaturation progressive de l'âme du gouvernant. Voir le portrait de l'âme tyrannique, La République, livre IX, 571a-580c, et l'argument de l'anneau de Gygès, livre II, 359a-360d, selon lequel nul ne demeure juste dès lors qu'il cesse d'être vu. La formule « le pouvoir corrompt » est de Lord Acton, lettre à Mandell Creighton, 1887.

privilèges finit par se dénaturer. Et tant que la politique restera immergée dans cet univers, la corruption ne sera pas une dérive isolée, mais une fatalité systémique.

La corruption des idées : liberté réduite à consommer

Il existe une corruption plus insidieuse encore que celle des enveloppes discrètes ou des comptes dissimulés dans les paradis fiscaux : c'est la corruption des idées. Elle n'est pas volontaire, ni nécessairement consciente. Elle est le résultat mécanique d'une immersion prolongée dans un environnement saturé de pouvoir et d'argent. Comme un vin trop longtemps exposé à l'air finit par tourner, l'esprit du politique, exposé en permanence aux logiques de la finance et aux séductions de la réussite sociale, se déforme, se plie, puis se dissout dans une idéologie qui n'est plus la sienne.

Ainsi, celui qui entre en politique avec l'ardeur de servir finit par penser avec les catégories de ceux qui financent ses campagnes et lui ouvrent les portes du pouvoir. L'élection elle-même est devenue une sorte de concours de beauté politique, comparable à une compétition de Miss France : l'image prime sur le fond, la communication sur la conviction, le sourire sur le projet. Le candidat doit séduire, plaire, incarner un « produit » vendable aux foules. Et qui finance ce spectacle permanent ? Toujours les mêmes : les détenteurs du capital, qui avancent leurs pions sur l'échiquier électoral comme des actionnaires plaçant leurs investissements.

La conséquence est terrible : la liberté politique, au lieu d'être l'art de décider ensemble du destin commun, est réduite à une illusion de choix entre des figures interchangeables, toutes conditionnées par le même bain idéologique. Le mot même de liberté est détourné. Il ne désigne plus l'autonomie d'un peuple souverain, mais la capacité de consommer. Liberté de choisir sa marque de téléphone, sa banque, sa mutuelle, sa voiture électrique subventionnée — voilà le nouvel horizon qu'on nous vend. L'homme libre, dans ce système, n'est plus le citoyen éclairé capable de délibérer sur la justice et le bien commun : c'est le consommateur qui change de forfait mobile ou de service de streaming.

Cette corruption des idées est d'autant plus redoutable qu'elle ne nécessite ni complot ni manœuvre secrète. Elle est naturelle, organique, inscrite dans la durée. Un politicien qui réussit plusieurs élections, qui survit dans cet univers clos où se mêlent journalistes, lobbyistes, conseillers en communication et bailleurs de fonds, se transforme malgré lui. Il respire l'air du système, il finit par s'y adapter, jusqu'à confondre son propre langage avec celui des marchés. Il ne parle plus de justice sociale, mais de « compétitivité ». Il ne parle plus de citoyens, mais de « capital humain ». Il ne parle plus de culture, mais d'« industries créatives ». Chaque mot trahit la corrosion de sa pensée, chaque discours prouve que son esprit a été colonisé.

Le résultat est une classe politique qui ne pense plus le monde qu'avec les outils forgés par le capitalisme financier. Ils croient être libres, mais ils ne font que recycler des slogans conçus par les communicants des grandes multinationales. Ils croient défendre la République, mais ils ne servent qu'un marché mondialisé qui les dépasse. Ils croient gouverner, mais ils administrent, comme des managers obéissants, un pays réduit à l'état d'entreprise dont les citoyens ne sont plus que des clients captifs.

Voilà le cœur de cette déchéance platonicienne transposée à notre époque : l'âme du politique ne se vend pas nécessairement, elle se dénature. Et de cette dénaturation découle la pire des servitudes : une société où l'idéal de liberté est rabattu sur le simple droit de consommer, où le

peuple n'est plus souverain mais client, où l'horizon de la vie humaine n'est plus l'accomplissement, mais l'achat compulsif de biens inutiles.

La fatigue des institutions, incapables de se réinventer

Les institutions françaises portent aujourd'hui les stigmates d'une fatigue profonde, une usure qui ne tient pas seulement au temps mais à cette dérive intérieure que Platon avait déjà décrite. Comme un vieux chêne rongé de l'intérieur, qui garde son écorce intacte mais s'effondre au premier coup de vent, nos structures politiques, saturées par l'argent, la carrière et le pouvoir, se sont progressivement dénaturées. Leur forme extérieure demeure — palais de la République, cérémonial républicain, élections rituelles — mais leur substance s'est vidée. Le citoyen sent confusément que ces édifices solennels ne sont plus que des coquilles creuses, incapables de produire autre chose que de l'inertie, de la défiance et du mensonge.

Les institutions se sont corrompues dans leur essence même. La séparation des pouvoirs n'est plus qu'un slogan, tant l'exécutif, le législatif et le judiciaire évoluent dans le même bain idéologique, respirant le même air, soumis aux mêmes contraintes économiques. L'alternance politique a perdu sa valeur : elle ne change plus rien d'essentiel, puisqu'elle ne modifie ni les règles de la dette, ni les dogmes de la finance, ni les priorités néo-libérales qui gouvernent désormais chaque décision publique. Comme un organisme malade qui survit mécaniquement, nos institutions avancent encore, mais elles ne portent plus d'élan vital.

Cette fatigue institutionnelle se traduit par des blocages répétés, des crises sans fin, une incapacité à se réinventer. Chaque réforme promise se heurte à la résistance d'un appareil dont le seul instinct est de préserver ses privilèges. Chaque tentative de modernisation tourne à la mascarade, car le système ne peut accoucher que de lui-même. C'est la logique de la corruption platonicienne : immergées trop longtemps dans l'univers clos du pouvoir et de l'argent, nos institutions ont perdu leur intégrité originelle. Elles sont devenues incapables de se transformer sans se détruire.

Et c'est bien ce qui s'annonce : une fracture inévitable, une rupture interne. Tel le capitalisme décrit par Karl Marx[62], condamné à s'autodétruire sous le poids de ses contradictions, notre système politique est arrivé à son point de non-retour. Il ne s'effondrera pas parce qu'une force extérieure viendra l'abattre, mais parce qu'il est déjà rongé de l'intérieur, incapable de retrouver la noblesse de sa mission première : servir le peuple. Les élites se débattent, multiplient les artifices de communication, mais leur impuissance est nue.

Nos institutions, vieillissantes et corrompues jusque dans leurs pensées et leurs pratiques, n'ont plus de souffle. Elles ne peuvent qu'avancer vers leur propre effondrement, entraînant dans leur chute la confiance des citoyens et le pacte social qui faisait tenir la République. Comme tout matériau fatigué, elles ne plieront pas éternellement : elles casseront. Et ce jour-là, il nous faudra choisir : reconstruire sur les ruines, ou laisser d'autres — financiers, multinationales, puissances étrangères — imposer leur ordre nouveau.

[62] Karl Marx, Le Capital, livre I, 1867, et livre III sur la baisse tendancielle du taux de profit. Traduction française de référence : Éditions sociales, 1976.

La corruption mafieuse et institutionnelle

Pantouflage et revolving doors

S'il fallait un symbole éclatant de la corruption organisée qui gangrène nos institutions, ce serait celui-ci : la pratique du **pantouflage**, ou de son équivalent moderne, les *revolving doors*. Ce mécanisme est simple, brutal, presque caricatural : les responsables publics, élus ou hauts fonctionnaires, passent sans vergogne des postes de l'État aux directions d'entreprises privées… avant parfois de revenir occuper un strapontin républicain. C'est une valse sans fin entre le pouvoir politique et l'argent, une fusion incestueuse qui abolit la frontière entre l'intérêt général et les intérêts particuliers.

On pourrait croire à des cas isolés, mais c'est une mécanique structurelle[63]. Des ministres de l'Économie devenus banquiers d'affaires (comme Emmanuel Macron avant son ascension politique, passé par Rothschild), des conseillers de cabinets ministériels recrutés par les grands groupes qu'ils côtoyaient la veille encore, des anciens Premiers ministres consultant grassement pour des multinationales qu'ils étaient censés réguler. D'anciens chefs d'État et de gouvernement monnayent, une fois quittées leurs fonctions, des conférences auprès des banques d'affaires et de fonds souverains étrangers. D'autres rejoignent les conseils d'administration de groupes énergétiques étrangers dont ils avaient, quelques mois plus tôt, à défendre les intérêts concurrents. Et combien de directeurs du Trésor, d'anciens hauts fonctionnaires de Bercy, ont fini dans les grandes banques et les grands assureurs qu'ils régulaient hier ?

C'est toujours la même logique : les compétences acquises dans la sphère publique — informations stratégiques, carnets d'adresses, compréhension des rouages administratifs — sont immédiatement monnayées dans le secteur privé. Mais l'inverse est tout aussi vrai : combien de cadres supérieurs issus des banques d'affaires et des grands cabinets de conseil internationaux se retrouvent propulsés au sommet de l'État ? Ainsi la caste se referme sur elle-même. Les règles sont écrites par ceux qui hier servaient le capital, et demain en récolteront les dividendes.

Il ne s'agit plus de conflits d'intérêts, mais d'une véritable **capture de l'État par les marchés**. Quand un ministre de la Santé sait qu'un grand laboratoire l'attend à la sortie, comment croire une seconde que ses décisions ne seront pas biaisées ? Quand les architectes de la politique fiscale savent qu'ils auront une place dorée dans un cabinet d'optimisation fiscale, comment imaginer qu'ils écrivent des lois contraignantes pour les multinationales ? Tout est verrouillé, tout est contaminé par cette promiscuité mafieuse.

Cette danse obscène entre public et privé n'est pas seulement une insulte au citoyen : elle est une trahison de l'idée même de démocratie. Le peuple élit des représentants censés défendre ses intérêts ; en réalité, il mandate des gestionnaires de transition, des VRP du capitalisme mondialisé, qui, sitôt leur service terminé, rejoignent la maison mère. **La République se réduit alors à une agence de recrutement pour les multinationales.**

Les *revolving doors* sont la preuve que la corruption en France n'est pas un accident, ni une bavure, mais une **infrastructure**. Ce n'est plus l'ombre d'une mafia, c'est la mafia devenue norme, légale,

[63] Sur l'encadrement juridique des allers-retours entre secteur public et secteur privé : loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, créant la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ; loi n° 2019-828 du 6 août 2019, qui lui transfère le contrôle déontologique des agents publics. Voir les rapports annuels de la Haute Autorité.

institutionnelle, organisée à ciel ouvert. La corruption n'est pas dans les marges, elle est au cœur même du système. Et chaque fois qu'un politicien franchit la porte tournante, c'est une gifle infligée au peuple qui croyait encore, naïvement, à la séparation entre l'intérêt général et l'intérêt privé.

Scandales politico-financiers

Il suffit d'ouvrir les archives judiciaires de la Ve République pour constater une vérité aussi brutale qu'accablante : **nos élites politiques baignent dans les affaires**. Les scandales politico-financiers sont si nombreux qu'ils forment une chronique permanente, un feuilleton grotesque où l'on rejoue toujours la même pièce : révélation d'un système de corruption, indignation médiatique, procès interminable, condamnation symbolique… et retour au pouvoir comme si de rien n'était.

Prenons Jacques Chirac, président de la République de 1995 à 2007. En 2011, il fut reconnu coupable de **détournement de fonds publics et abus de confiance**[64] dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris. Verdict : deux ans de prison avec sursis. Pas un jour derrière les barreaux. Chirac est mort honoré, célébré comme un « homme d'État » respecté. La corruption, blanchie par l'Histoire.

Nicolas Sarkozy, lui, a été rattrapé sur plusieurs fronts. Dans l'affaire dite des écoutes, sa condamnation à trois ans de prison, dont un ferme sous bracelet électronique, est devenue définitive après le rejet de son pourvoi[65]. Dans l'affaire Bygmalion, il a été déclaré coupable de financement illégal de campagne[66]. Dans le dossier du financement libyen de la campagne de 2007, il a été condamné en première instance en septembre 2025 pour association de malfaiteurs et a relevé appel : sur ce dossier, la présomption d'innocence lui demeure acquise tant que la justice n'a pas définitivement statué[67]. Résultat ? L'homme parade encore dans les médias, continue d'influencer la droite française, et donne des conférences rémunérées à prix d'or. Dans n'importe quel autre métier, une telle réputation vaudrait l'exil social. En politique, c'est une carte de visite.

François Fillon, candidat malheureux de 2017, a lui aussi été rattrapé par la justice, dans l'affaire des emplois familiaux financés par l'argent public. Sa condamnation est devenue définitive en février 2026[68], après qu'il se fut désisté de son pourvoi : quatre ans de prison avec sursis et cinq ans d'inéligibilité. Il n'en poursuit pas moins ses affaires dans le privé, sans que cela ne choque outre mesure les élites parisiennes.

Et comment oublier l'affaire Cahuzac ? Ministre du Budget chargé de lutter contre la fraude fiscale, il détenait lui-même des comptes cachés en Suisse. Condamné en appel à quatre ans de prison dont deux ferme, à 300 000 euros d'amende et à cinq ans d'inéligibilité, il n'a effectué qu'une partie

[64] Tribunal correctionnel de Paris, jugement du 15 décembre 2011, affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris : deux ans d'emprisonnement avec sursis. Jacques Chirac n'ayant pas relevé appel, la condamnation est définitive.
[65] Affaire dite des écoutes : cour d'appel de Paris, 17 mai 2023 ; pourvoi rejeté par la Cour de cassation le 18 décembre 2024. Un recours a ensuite été porté devant la Cour européenne des droits de l'homme.
[66] Affaire Bygmalion : condamnation à un an d'emprisonnement dont six mois avec sursis, devenue définitive après le rejet du pourvoi par la Cour de cassation le 26 novembre 2025.
[67] Tribunal correctionnel de Paris, 32e chambre, 25 septembre 2025 : condamnation pour association de malfaiteurs, relaxe des chefs de corruption et de financement illégal de campagne. Le procès en appel s'est tenu du 16 mars au 27 mai 2026, le délibéré étant attendu le 30 novembre 2026.
[68] Affaire des emplois familiaux de l'Assemblée nationale : condamnation devenue définitive le 16 février 2026 après désistement du pourvoi, à quatre ans d'emprisonnement avec sursis et cinq ans d'inéligibilité.

de sa peine[69]. Aujourd'hui, il exerce à nouveau comme chirurgien, comme si son mensonge d'État n'avait été qu'une peccadille.

Chaque décennie offre son lot de scandales : **affaire Elf, affaire Karachi**[70]**, affaire Balkany,** autant de démonstrations que la corruption n'est pas l'exception, mais le mode de fonctionnement normal de nos élites. Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, multirécidiviste condamné pour fraude fiscale, blanchiment et corruption[71], est toujours accueilli en héros par une partie de ses électeurs.

Le message envoyé au peuple est limpide : **la loi n'est pas la même pour tous**. Quand un pauvre vole pour survivre, il finit derrière les barreaux. Quand un puissant détourne des millions, il s'offre un procès mondain et une peine aménagée. La République, en théorie fondée sur l'égalité devant la loi, se révèle être une monarchie corrompue où seuls les puissants peuvent piller l'État sans crainte.

Ces scandales révèlent une vérité insupportable : même condamnés, même pris la main dans le sac, les corrompus continuent d'exercer du pouvoir, d'influencer les décisions, de peser sur l'avenir collectif. L'impunité n'est pas un accident : elle est l'armature invisible du régime.

Médias sous contrôle

La démocratie suppose des citoyens éclairés. Mais comment penser librement lorsque **les outils mêmes de la pensée — l'information, le débat, la critique — sont confisqués** par ceux qui profitent du système ? En France, plus de 90 % des grands médias appartiennent aujourd'hui à une poignée de milliardaires[72], tous liés aux milieux d'affaires, de l'armement, du luxe ou de la finance. Ce n'est plus le « quatrième pouvoir », c'est le service communication du capital.

Quelques chiffres suffisent à illustrer cette réalité glaçante :

- **Vincent Bolloré**, magnat breton de la logistique et de la finance, contrôle Vivendi, Canal+, CNews, Europe 1, Prisma Media (Télé Loisirs, Gala, Voici, etc.) et Havas, une des plus grandes agences de communication du monde. Avec CNews, il a doté la France d'une chaîne d'information dont la ligne éditoriale assume ouvertement un combat idéologique conservateur et favorable aux intérêts patronaux.

- **Bernard Arnault**, première fortune de France et du monde (LVMH), détient **Les Échos** et **Le Parisien**, journaux influents dans les milieux économiques et politiques. Un luxe : posséder l'information comme on possède des sacs à main ou des parfums.

- **Patrick Drahi**, patron d'Altice, propriétaire de SFR, a mis la main sur **BFM TV**, RMC et plusieurs titres de presse régionale. Le groupe qu'il dirige porte une dette considérable : la question se

[69] Cour d'appel de Paris, 15 mai 2018. Aucun pourvoi n'ayant été formé, la décision est définitive. Le jugement de première instance du 8 décembre 2016 avait retenu trois ans d'emprisonnement ferme.
[70] Affaire Elf : tribunal correctionnel de Paris, 12 novembre 2003, confirmé en appel le 31 mars 2005. Affaire Karachi : information judiciaire ouverte en 2010, dont le volet financier n'est pas clos à ce jour.
[71] Deux dossiers distincts. Fraude fiscale : cour d'appel de Paris, 4 mars 2020, quatre ans dont trois ferme et dix ans d'inéligibilité, décision définitive. Blanchiment de fraude fiscale aggravée : arrêt du 27 mai 2020, cassé partiellement sur la peine le 30 juin 2021, nouvelle décision le 9 janvier 2023.
[72] Cartographie Médias français : qui possède quoi ?, Acrimed et Le Monde diplomatique, actualisée régulièrement. Voir également Sénat, commission d'enquête, À l'heure du numérique, la concentration des médias en question ?, rapport n° 593 (2021-2022), 29 mars 2022, qui documente la concentration sans retenir ce pourcentage.

pose, là comme ailleurs, de savoir ce que l'indépendance éditoriale peut peser face aux créanciers d'un actionnaire.

- **Arnaud Lagardère, dont le groupe est passé sous le contrôle de Vivendi, possède Europe 1,** le Journal du Dimanche (jusqu'à son rachat), et Paris Match. Quand Bolloré prend le contrôle, les rédactions protestent, des journalistes démissionnent… mais le rouleau compresseur avance.

- **Martin Bouygues**, patron du BTP et des télécoms, contrôle **TF1** et LCI. TF1, première chaîne du pays, « vend du temps de cerveau disponible » (dixit son ancien PDG Patrick Le Lay)[73] aux annonceurs publicitaires.

Résultat : une concentration médiatique qui aligne les journaux télévisés, les matinales de radio et les grands quotidiens sur **la défense des intérêts du capital**. Quand il s'agit de parler de réforme des retraites, de privatisations ou de politiques d'austérité, les médias mainstream répètent la même musique : « effort nécessaire », « modernisation », « attractivité ». Les mots de la finance deviennent les mots du citoyen.

Les rares contre-pouvoirs médiatiques sont étouffés. France Télévisions et Radio France, financés par l'État, sont dirigés par des présidents nommés en Conseil des ministres. L'indépendance éditoriale, en théorie protégée, est constamment mise sous pression. Les exemples abondent : en 2010, l'éviction des humoristes Stéphane Guillon et Didier Porte de France Inter, en 2017, la censure de certaines enquêtes de Cash Investigation sous prétexte de « risques pour la réputation », ou encore en 2023, la mise au pas du Journal du Dimanche, dont la rédaction historique a été remplacée à quatre-vingt-quinze pour cent en moins d'un an[74].

Le problème n'est pas seulement la concentration des médias, mais la **captation du récit collectif**. L'actualité politique est réduite à des affrontements superficiels, des petites phrases, des clashs stériles, tandis que les vrais sujets — l'évasion fiscale, les inégalités, la corruption des élites — disparaissent ou ne sont traités qu'à la marge. Les élections se jouent ainsi dans un théâtre d'ombres où les citoyens croient choisir, mais où l'essentiel — l'alignement sur les intérêts financiers — reste hors débat.

Contrôler les médias, c'est **contrôler la pensée**. C'est organiser le silence sur l'essentiel et saturer l'espace public d'anecdotes, de scandales fabriqués et de distractions. Derrière les apparences de pluralisme, la voix unique de la caste dirigeante résonne partout. Le citoyen croit s'informer, il est **conditionné**. Le journal de 20h devient la messe quotidienne de l'ordre établi.

La démocratie confisquée : médias, argent et urnes sous contrôle

[73] Formulation exacte : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. » Patrick Le Lay, dans Les Dirigeants face au changement, ouvrage collectif, Éditions du Huitième Jour, 2004. Il s'agit d'un texte écrit et publié, non d'un propos oral rapporté.

[74] La rédaction du Journal du Dimanche a observé, du 22 juin au 1er août 2023, la plus longue grève de l'histoire du titre pour s'opposer à la nomination de Geoffroy Lejeune. Le journal n'a pas cessé de paraître ; la quasi-totalité de la rédaction historique a quitté le titre dans l'année qui a suivi.

La démocratie moderne repose sur une fiction : celle d'un citoyen libre, éclairé, faisant son choix en toute conscience. Mais cette fiction s'effondre dès que l'on observe les **liens incestueux entre les propriétaires des médias et les responsables politiques**. Les premiers financent les seconds, leur offrent une visibilité démesurée, sculptent leur image, orientent les débats ; en retour, les seconds protègent les intérêts financiers de ceux qui détiennent journaux, chaînes et radios.

Le citoyen croit élire son représentant, il ne fait qu'entériner le choix des puissances d'argent. **L'élection n'est plus qu'un spectacle réglé d'avance**, où les candidats médiatisés — donc « crédibles » — sont ceux adoubés par les grands patrons de presse. Comment imaginer qu'un candidat dont le programme s'attaquerait frontalement aux intérêts de ces propriétaires puisse voir sa voix relayée dans les médias qui leur appartiennent ?

Les exemples abondent :

- En 2007 déjà, le candidat le mieux installé dans les grands médias fut celui dont les propriétaires de ces médias étaient les plus proches. L'amitié n'est pas un délit ; elle n'est pas non plus sans effet sur un journal télévisé.

- En 2016-2017, une couverture médiatique d'une ampleur inédite a accompagné l'émergence d'un candidat neuf, présenté simultanément par les grands titres économiques, la presse de référence et les chaînes d'information continue comme « l'homme nouveau », le « progressiste ». Que cette convergence ait été concertée ou spontanée, l'effet fut le même : un récit unique, répété en boucle, contre lequel aucune voix concurrente ne pouvait lutter.

- Entre les deux, d'autres encore avaient su entretenir avec les propriétaires de presse des relations dont leur traitement médiatique portait la trace.

Les élections sont **truquées en amont**, non par la fraude des urnes, mais par le **conditionnement des esprits**. Le citoyen n'entend jamais toutes les voix, seulement celles qui sont jugées acceptables par l'oligarchie économique. L'illusion du pluralisme masque la réalité : **un cercle vicieux médiatico-politique** où les mêmes financiers tiennent la plume et l'urne, les caméras et les lois.

Ce cercle est **anti-démocratique**, car il prive le peuple de son pouvoir souverain. Mais il est aussi **anti-bonheur**, car il réduit la vie publique à une compétition artificielle, à un choix illusoire entre des clones idéologiques tous soumis à la finance. Le citoyen, au lieu de participer à la définition de son destin collectif, se transforme en spectateur passif d'un théâtre électoral. Son rôle se limite à voter, tous les cinq ans, pour celui que les écrans et les journaux ont désigné comme « présidentiable ».

La République n'est plus qu'une façade : **la véritable souveraineté est médiatico-financière**. Les urnes ne reflètent plus la volonté du peuple, mais la volonté de ceux qui possèdent les caméras et financent les campagnes. Et tant que ce cercle vicieux ne sera pas brisé, aucun renouveau démocratique, aucun vrai bonheur collectif, ne sera possible.

La vassalisation de l'Europe par les États-Unis

Le soft power : la colonisation sans colon

La colonisation du XXIe siècle ne s'exerce plus par les baïonnettes ni par les gouverneurs envoyés dans les territoires conquis. Elle s'impose par l'invisible, par l'immatériel : **le soft power**. Les États-Unis, maîtres incontestés de cet art, ont colonisé l'Europe sans navires, sans armées permanentes, sans drapeaux hissés sur nos institutions. Ils ont colonisé par les images, les récits, les modes de vie, les outils technologiques, les standards économiques et culturels.

La puissance américaine s'infiltre dans chaque recoin de notre quotidien. Les films hollywoodiens saturent nos imaginaires depuis des décennies, fabriquant un monde où l'Amérique est toujours héroïque et victorieuse, et où ses ennemis sont toujours nos ennemis. Les séries Netflix rythment nos soirées, exportant des normes sociales, des représentations du couple, de la famille, de la société, qui effacent peu à peu les particularismes culturels européens. La musique, standardisée par les majors américaines, impose ses codes aux oreilles de nos enfants, qui chantent en anglais avant même de connaître l'histoire de leur propre langue.

Mais ce soft power ne se limite pas à la culture de divertissement. Il est présent dans nos technologies : **les géants du numérique américain règnent en maîtres sur nos données,** nos communications, nos infrastructures numériques. Chaque mail, chaque recherche, chaque transaction laisse une trace dans les serveurs américains. C'est une colonisation immatérielle, mais totale : nous dépendons de leurs outils pour travailler, pour communiquer, pour consommer, pour nous informer.

L'économie elle-même est cadrée par des institutions créées ou contrôlées par Washington : **FMI, Banque mondiale, OTAN économique qu'est le dollar roi**. Le système monétaire international reste arrimé à la monnaie américaine, ce qui donne aux États-Unis une puissance exorbitante : celle d'imposer des sanctions à des pays entiers en décidant de leur accès au dollar. L'Europe, pourtant puissante sur le papier, se plie à cette dictature silencieuse, car elle a intégré la logique américaine comme une évidence, comme une norme indépassable.

Ce soft power est plus efficace qu'une armée. Car il ne se contente pas de contrôler les territoires : il **colonise les esprits**. L'Europe n'est pas soumise par la force, mais par l'adhésion inconsciente à un modèle présenté comme supérieur. Le citoyen européen, abreuvé de films, de publicités, de produits américains, finit par croire que l'Amérique est l'avenir et que sa propre culture est un archaïsme. C'est une domination sans résistance, car elle passe pour de la modernité, du progrès, du divertissement.

La colonisation sans colon a cet avantage terrible pour l'Empire : elle n'apparaît jamais comme une colonisation. Elle se présente comme une offre librement choisie, comme un échange culturel, comme un partenariat économique. En réalité, elle façonne nos désirs, nos goûts, nos aspirations, pour les aligner sur les intérêts de Washington. C'est une main invisible, mais d'une poigne d'acier.

Mise sous tutelle culturelle, économique et militaire

La vassalisation de l'Europe par les États-Unis ne s'opère pas uniquement par la séduction discrète du soft power : elle repose sur un arsenal complet de domination culturelle, économique et militaire. C'est une tutelle à la fois douce et brutale, qui enferme les nations européennes dans une dépendance si profonde qu'elles ne la voient même plus.

Culturellement, l'Europe est devenue une province d'Hollywood. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les films américains dominent sans partage les écrans européens, imposant leurs mythologies, leurs héros, leurs représentations du bien et du mal. L'Amérique se met en scène comme libératrice, gardienne de la démocratie et championne du progrès. Résultat : dans l'imaginaire collectif, la guerre froide se lit encore comme une victoire morale des États-Unis, et chaque conflit international est présenté à travers leur prisme. Les séries Netflix, Disney+ et Amazon Prime prolongent cette hégémonie, colonisant nos foyers avec des récits calibrés pour façonner la perception du monde. La musique n'échappe pas à ce rouleau compresseur : les majors américaines dominent la distribution mondiale, standardisant le son et la langue, si bien que nos enfants chantent en anglais avant même de connaître les chants de leur propre culture.

Économiquement, la domination est totale. L'Europe vit sous la férule des GAFAM. Ces géants ne sont pas seulement des entreprises, mais des **infrastructures de souveraineté américaine**. Nos communications, nos recherches, nos données de santé, nos achats : tout transite par leurs plateformes, échappant ainsi au contrôle européen. Le droit américain, via le *Cloud Act*, permet à Washington d'exiger l'accès[75] à n'importe quelle donnée stockée par une entreprise américaine, même sur le sol européen. Voilà la réalité de la souveraineté numérique : une dépendance consentie à un empire étranger.

Cette emprise s'accompagne de l'hégémonie financière. La **bourse de New York** dicte les mouvements mondiaux, et le **dollar**, imposé comme monnaie internationale de référence depuis Bretton Woods[76], reste l'arme absolue. Les États-Unis n'ont pas besoin de menacer : il leur suffit de couper l'accès au dollar pour asphyxier un pays entier. L'Iran, Cuba, la Russie en font l'expérience. Mais l'Europe aussi se plie : contrainte par les sanctions américaines, incapable de défendre ses propres entreprises face au droit extraterritorial de Washington. Des sociétés françaises comme Alstom ou BNP Paribas ont payé des amendes colossales au Trésor américain[77], sous la seule justification que leurs transactions passaient par le dollar.

Militairement, enfin, la tutelle est incontestable. L'OTAN, créée au départ comme alliance défensive[78], est devenue une machine de projection de la puissance américaine. Les bases militaires américaines parsèment l'Europe, de l'Allemagne à l'Italie, de la Pologne à la Turquie. Les armées européennes dépendent du renseignement, de la technologie et du financement américain. La guerre en Ukraine a encore montré que sans les armes et la logistique des États-Unis, l'Europe est impuissante. À cela s'ajoute le droit extraterritorial de Washington, qui s'arroge le pouvoir de juger,

[75] Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act, adopté le 23 mars 2018, qui autorise les autorités américaines à requérir les données détenues par un fournisseur soumis au droit des États-Unis, quel que soit le lieu de leur stockage.
[76] Accords de Bretton Woods, 22 juillet 1944. La convertibilité du dollar en or a été suspendue unilatéralement par Richard Nixon le 15 août 1971.
[77] Alstom : 772 millions de dollars, décembre 2014, au titre du Foreign Corrupt Practices Act, alors la plus lourde amende jamais prononcée sur ce fondement. BNP Paribas : environ 8,97 milliards de dollars, juin 2014, pour violation de l'International Emergency Economic Powers Act et du Trading with the Enemy Act.
[78] Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949. La France s'est retirée du commandement militaire intégré en 1966 et l'a réintégré en 2009.

sanctionner et punir des individus ou des entreprises européennes en vertu de lois américaines. La justice française n'a pas cette audace ; la justice américaine, elle, l'impose au monde entier.

L'Europe vit sous triple tutelle :

- **Culturelle**, par l'imaginaire façonné à Hollywood et dans la Silicon Valley.
- **Économique**, par les GAFAM, Wall Street et le dollar.
- **Militaire**, par l'OTAN et l'armée la plus puissante du monde.

Cette domination n'est pas le fruit d'un complot secret, mais d'une stratégie assumée et méthodique. Washington a bâti un empire sans colonies visibles, mais dont la dépendance est encore plus forte que jadis. L'Europe, réduite à l'état de protectorat, a perdu la possibilité de définir seule son destin.

Et aujourd'hui, numérique

La colonisation invisible du monde par les États-Unis a trouvé son terrain le plus fertile dans le numérique. Après avoir imposé leur cinéma, leur musique, leur armée et leur monnaie, ils tiennent désormais les clés de la nouvelle ère : celle de l'intelligence artificielle, des réseaux numériques et des technologies de communication. Le futur se dessine déjà, mais il est écrit à Washington, à Palo Alto, à Seattle. L'Europe n'y joue pas un rôle, elle n'est qu'un territoire inféodé, une périphérie sous surveillance.

Les **GAFAM** — Google, Apple, Facebook (Meta), Amazon, Microsoft — ont cessé depuis longtemps d'être de simples entreprises. Ce sont des **infrastructures mondiales de contrôle**. Google organise le savoir de l'humanité et filtre ce que chacun peut voir ou non. Apple contrôle des millions d'appareils fermés par des écosystèmes propriétaires qui interdisent toute autonomie technique. Facebook et Instagram redessinent les relations sociales, captent l'attention et conditionnent les comportements. Amazon verrouille le commerce mondial, impose ses règles logistiques, asphyxie la concurrence. Microsoft domine les systèmes d'exploitation et le cloud, vendant au passage une dépendance structurelle à ses logiciels. Et demain, ce sont eux qui domineront l'IA, parce qu'ils ont les serveurs, les données, l'argent et le pouvoir politique pour le faire.

L'utilisateur croit être libre de naviguer sur Internet, mais il est pris au piège d'un tunnel algorithmique : chaque clic, chaque like, chaque recherche affine son profil de consommateur, enfermant sa pensée dans une bulle de contenus prédéterminés. La liberté numérique n'est qu'une illusion : les plateformes américaines façonnent nos désirs, nos achats, nos opinions. Elles décident ce qui sera visible et ce qui sera effacé, ce qui est « acceptable » et ce qui est « dangereux ». La démocratie, dans cet univers, n'existe plus. Elle est remplacée par une gouvernance algorithmique opaque, dictée par des actionnaires invisibles.

Et lorsque l'Europe tente de s'affirmer, Washington frappe. Chaque embryon d'indépendance numérique est soit étouffé, soit acheté. Les exemples sont innombrables :

- Skype, fondé en Europe, racheté par Microsoft[79].
- DeepMind, fleuron britannique de l'IA, avalé par Google[80].
- OVH, tentative française d'un cloud souverain, systématiquement marginalisée par la domination commerciale et technique d'Amazon Web Services et Microsoft Azure.
- Nokia, ex-géant européen des télécoms, brisé par une guerre commerciale acharnée et remplacé par Apple et Samsung.

Quand la ruse commerciale ne suffit pas, ce sont les **lois extraterritoriales américaines** qui s'appliquent : sanctions, amendes, interdictions d'exportation. L'affaire **Alstom**, dépecée par General Electric après une condamnation américaine pour corruption[81], reste le cas d'école : les États-Unis utilisent leur droit comme une arme économique pour affaiblir leurs concurrents. L'Europe n'est pas seulement dominée, elle est volontairement neutralisée.

L'IA marque une nouvelle étape. Les géants américains investissent des centaines de milliards dans des modèles de langage, des infrastructures de calcul, des clouds gigantesques. L'Europe, elle, discute encore de régulation et de « risques éthiques », pendant qu'elle importe les technologies de son futur maître. La colonisation numérique est déjà actée : nos enfants apprendront, travailleront, aimeront et rêveront dans des univers numériques créés aux États-Unis.

Cette domination ne se contente pas de formater des consommateurs : elle **fabrique une dépendance civilisationnelle**. Le citoyen européen n'a plus accès à un monde numérique qu'à travers les filtres américains. Son identité, ses données, son avenir professionnel sont déjà enregistrés sur les serveurs de Seattle ou de la Silicon Valley. La souveraineté numérique n'existe pas : elle a été troquée contre un accès bon marché aux outils du colonisateur.

La tragédie est que cette colonisation se présente comme du progrès, comme de l'innovation. Mais elle est en réalité un asservissement volontaire, une servitude consentie. Les États-Unis n'ont plus besoin d'envahir militairement l'Europe : il leur suffit de posséder ses réseaux, ses plateformes, ses intelligences artificielles. Nous sommes déjà soumis, et la plupart ne le voient même pas.

L'Union européenne comme marché captif

On présente l'Union européenne comme un projet de paix, d'unité et de prospérité. On la pare des plus beaux atours : la réconciliation des peuples après des siècles de guerre, la libre circulation des hommes et des idées, la solidarité entre nations voisines. Mais derrière ce discours enjôleur se cache une autre vérité, moins reluisante : **l'Union européenne n'a jamais été conçue comme un espace**

[79] Skype, fondé en 2003 en Suède et au Danemark, racheté par Microsoft en mai 2011 pour 8,5 milliards de dollars ; le service a été fermé le 5 mai 2025.
[80] DeepMind, fondé à Londres en 2010, racheté par Google en janvier 2014.
[81] La branche énergie d'Alstom a été cédée à General Electric pour environ 12,35 milliards d'euros, opération annoncée en 2014 et finalisée en novembre 2015. Voir Frédéric Pierucci et Matthieu Aron, Le Piège américain, JC Lattès, 2019, ainsi que le rapport d'information de l'Assemblée nationale n° 4082 sur l'extraterritorialité de la législation américaine, 5 octobre 2016.

de souveraineté partagée, mais comme un marché captif, offert en pâture aux intérêts financiers et industriels transnationaux, au premier rang desquels les États-Unis.

Dès l'origine, les traités fondateurs placent l'économie au cœur du projet, reléguant la politique et la culture au second plan. La « concurrence libre et non faussée » devient le dogme, gravé dans le marbre des textes, et tout le reste s'aligne sur ce principe. Mais une concurrence vraiment libre n'existe pas : elle profite toujours aux plus forts. Et qui sont les plus forts, sinon les multinationales américaines et les grands conglomérats financiers mondiaux, capables d'inonder le marché européen de leurs produits, de leurs technologies, de leurs normes ?

L'Europe se transforme ainsi en **vaste supermarché**, où les citoyens, réduits à de simples consommateurs, sont enfermés dans un espace économique commun dont ils ne peuvent plus s'extraire. Le rôle des gouvernements nationaux se limite à gérer l'approvisionnement, à adapter leurs législations, à imposer des sacrifices sociaux pour « rester compétitifs » dans ce jeu truqué. Les richesses produites, loin d'être réinvesties dans les territoires et les peuples, sont drainées vers les actionnaires internationaux.

L'Union européenne a été structurée pour **empêcher toute alternative**. Le pacte de stabilité interdit aux États d'investir massivement[82] pour leur peuple sous peine de sanctions. La Banque centrale européenne, indépendante de tout contrôle démocratique, ne répond pas aux citoyens, mais aux marchés. Les règles de Maastricht et de Lisbonne figent la dépendance aux capitaux privés et interdisent aux États d'emprunter à leur propre banque centrale. Tout est verrouillé pour empêcher la moindre velléité de souveraineté économique.

Dans ce système, le citoyen européen devient l'otage de son propre vote : il peut élire qui il veut, cela ne changera rien, car les marges de manœuvre des gouvernements sont déjà confisquées par Bruxelles, Francfort et Washington. Et pour faire avaler cette dépossession, on agite l'argument de la paix et de la prospérité, comme si ces mots suffisaient à compenser la servitude.

La vérité est que l'Union européenne fonctionne comme une **vaste colonie économique**, dont les richesses sont exportées vers les grandes puissances financières mondiales. Les citoyens, persuadés de participer à une grande aventure démocratique, sont en réalité enfermés dans un dispositif pensé pour neutraliser leur pouvoir. Ils ne sont plus acteurs de leur destin, mais rouages d'une machine conçue pour servir d'autres maîtres.

L'Union européenne n'est pas un projet d'émancipation. Elle est une **mise sous tutelle volontaire**, acceptée par des élites complices qui ont préféré vendre la souveraineté de leurs peuples contre des promesses de stabilité et des carrières personnelles. L'Europe des nations libres a été sacrifiée sur l'autel d'un marché unique, dont la seule finalité est de garantir aux États-Unis et à leurs alliés économiques un réservoir docile de consommateurs solvables et de richesses exploitables.

Une France complice de sa dépendance

[82] Pacte de stabilité et de croissance, 1997, reprenant les critères du protocole annexé au traité de Maastricht : déficit public inférieur à 3 % du produit intérieur brut et dette inférieure à 60 %. Le cadre a été réformé par les règlements adoptés en avril 2024, applicables depuis 2025.

Il serait trop facile de réduire la vassalisation de la France aux seuls États-Unis et à leur puissance impériale. Car l'essentiel du drame est là : **la France s'est rendue complice de sa propre dépendance**. Non pas par faiblesse, mais par choix, par trahison de ses élites, qui ont préféré se soumettre à l'empire du capital plutôt que de défendre l'indépendance nationale.

Depuis Pompidou, ex-banquier de chez Rothschild devenu président, jusqu'à Macron, autre banquier de la même maison, en passant par Giscard, Mitterrand, Sarkozy ou Hollande, la même logique domine : **servir le capital, non le peuple**. Et puisque le capital est concentré à Washington, à Wall Street et dans les multinationales américaines, nos dirigeants ont choisi de plier. Ils n'ont pas résisté : ils ont anticipé, devancé, offert la France en cadeau à ses créanciers pour mieux être adoubés par leurs maîtres.

Chaque traité européen signé — de Maastricht à Lisbonne — n'était pas un acte de construction démocratique, mais une chaîne supplémentaire passée au cou de la souveraineté française. Chaque privatisation, chaque réforme « modernisatrice » n'était pas un progrès, mais une reddition. Les élites françaises savaient parfaitement ce qu'elles faisaient : elles livraient les richesses nationales aux marchés, en échange de postes, de carrières, de faveurs dans le cercle étroit de l'oligarchie transatlantique.

Le plus grand crime n'est pas d'avoir perdu une bataille contre plus puissant que soi : c'est d'avoir refusé de se battre. Alors que la France disposait d'atouts considérables — une industrie, une agriculture, une armée, une culture universelle, une monnaie forte — ses dirigeants ont méthodiquement désarmé la nation. Ils ont choisi la dette plutôt que la souveraineté, la privatisation plutôt que la maîtrise publique, la soumission à l'OTAN plutôt que l'indépendance militaire, la Silicon Valley plutôt que l'innovation française.

Ce choix n'était pas neutre. Il était motivé par la corruption au sens le plus cru : **les élites françaises ont vendu leur peuple pour s'acheter une place à la table des puissants**. Le président français qui se montre docile devient fréquentable à Washington, invité d'honneur à Wall Street, consultant bien payé une fois sa carrière terminée. L'élu qui s'oppose, lui, est marginalisé, caricaturé, traité de populiste ou d'archaïque. La corruption ne réside pas seulement dans les valises de billets, mais dans ce désir servile de reconnaissance par le maître américain.

Ainsi, la France n'est pas une victime innocente : elle est actrice de sa propre servitude. Nos gouvernants n'ont pas été contraints ; ils ont consenti. Ils n'ont pas été dominés ; ils ont collaboré. Ils n'ont pas résisté ; ils ont trahi. Et ce choix, répété décennie après décennie, explique pourquoi notre pays, jadis flambeau de liberté et d'universalisme, est aujourd'hui réduit au rang de **province docile dans l'empire du capital**.

La vassalisation n'est pas un accident de l'histoire : c'est le fruit d'une complicité active des élites françaises. Cette complicité doit être dénoncée, cette trahison doit être jugée : à défaut, le peuple de France restera prisonnier de chaînes qu'il n'a jamais choisies, mais que ses dirigeants ont fabriquées pour lui.

L'Europe, une illusion d'unité : l'Allemagne en prédateur

L'UE présentée comme un bloc solidaire mais traversée de rapports de force

Depuis sa naissance, l'Union européenne se présente comme un bloc soudé par des valeurs communes : la paix, la solidarité, la prospérité partagée. C'est le récit officiel, répété à chaque sommet, gravé dans les traités, enseigné dans les manuels scolaires. Mais derrière la vitrine de l'unité, la réalité est bien plus brutale : **l'UE n'est pas un espace solidaire, c'est un champ de rapports de force**, où certains pays dominent et d'autres subissent.

L'Allemagne, forte de son poids économique et de sa puissance industrielle, s'est imposée comme l'acteur central de cette mécanique. Officiellement, chaque État a une voix, chaque nation participe à l'édifice commun. En pratique, les décisions majeures sont dictées par Berlin, qui tire profit de la monnaie unique et du marché commun pour asseoir son hégémonie.

La création de l'euro, présentée comme un progrès historique, a figé ces déséquilibres. En privant les États de leur souveraineté monétaire, l'UE a condamné les nations du Sud — France comprise — à une dépendance structurelle vis-à-vis de la rigueur allemande. Le modèle allemand, fondé sur l'excédent commercial et la compression salariale, s'est imposé comme norme à tout le continent. Mais ce modèle est un piège : il profite à l'Allemagne en dopant ses exportations, tout en étranglant les économies plus fragiles, incapables de dévaluer leur monnaie pour retrouver de la compétitivité.

La crise de la zone euro en 2010 a révélé ce déséquilibre avec une brutalité inédite. La Grèce, écrasée par la dette, a été sacrifiée sur l'autel de la discipline budgétaire imposée par Berlin et Bruxelles. Sous prétexte de sauver l'euro, les peuples grecs ont été condamnés à l'austérité permanente, aux privatisations forcées, au démantèlement de leurs services publics. L'Allemagne a dicté la loi, les autres ont obéi. La solidarité européenne s'est révélée être une illusion, remplacée par un rapport maître-esclave entre créancier et débiteur.

La France elle-même, jadis moteur politique de l'Europe, s'est effacée derrière la puissance économique allemande. Chaque tentative de rééquilibrage a échoué, car Paris, affaibli par ses élites corrompues et sa désindustrialisation, n'a plus les moyens d'imposer une vision alternative. L'Europe, au lieu d'être un projet d'égalité entre nations, est devenue le **terrain de jeu d'un prédateur** qui avance masqué sous les couleurs de l'intégration.

Les discours officiels vantent l'unité et la fraternité. Mais la réalité est celle d'un empire intérieur, où l'Allemagne impose ses règles, son orthodoxie budgétaire, ses priorités énergétiques et industrielles. Les autres États n'ont pas voix au chapitre : ils subissent, s'adaptent, plient. L'UE, loin d'être un espace de paix et d'équilibre, est une construction hiérarchisée, traversée de tensions permanentes, où la loi du plus fort se déguise en traité de coopération.

L'Allemagne bâtissant sa puissance industrielle sur le déséquilibre commercial

L'histoire européenne nous a appris une chose : l'Allemagne n'a jamais cessé de chercher à imposer son hégémonie sur le continent. Là où les canons ont échoué, les usines ont pris le relais. Aujourd'hui, c'est par l'économie, et plus précisément par le commerce extérieur, que l'Allemagne exerce sa domination. Son modèle n'est pas coopératif : il est impérialiste. Il repose sur l'accumulation d'excédents colossaux qui déséquilibrent toute la zone euro et étranglent ses partenaires.

Depuis l'introduction de la monnaie unique, ce mécanisme est devenu implacable. Privés de la possibilité de dévaluer leur monnaie, les pays de la zone euro se retrouvent sous la coupe d'un système calibré pour Berlin. L'euro, trop faible pour l'économie allemande mais trop fort pour les économies du Sud, dope les exportations allemandes tout en ruinant les industries françaises, italiennes, espagnoles ou grecques. Résultat : l'Allemagne a accumulé des excédents courants considérables, jusqu'à 8 % de son produit intérieur brut en 2016, soit environ 260 milliards d'euros[83], tandis que ses « partenaires » accumulent déficits et dettes.

Ce déséquilibre n'est pas un accident : il est le cœur du modèle allemand. L'Allemagne pratique une **austérité salariale interne**, comprimant les revenus de ses travailleurs pour offrir des produits compétitifs à l'étranger. Mais cette compétitivité se fait au détriment de ses voisins : l'excédent de l'un est nécessairement le déficit de l'autre. Berlin prospère non pas grâce à une prospérité partagée, mais en siphonnant la demande de ses partenaires, en imposant sa rigueur budgétaire et en exigeant d'eux des sacrifices qui renforcent encore sa domination.

On nous présente l'Allemagne comme le « bon élève » de l'Europe, mais cette image est mensongère. Son modèle est une prédation organisée, une stratégie froide qui consiste à capter les richesses produites ailleurs pour consolider sa propre puissance industrielle. Derrière les discours de solidarité européenne, Berlin agit comme un empire économique, imposant ses règles budgétaires, ses normes industrielles, ses choix énergétiques — toujours à son avantage, rarement au bénéfice commun.

La crise grecque a illustré cette logique avec une brutalité insoutenable : l'Allemagne, créancière, a exigé l'austérité la plus féroce, non pour sauver la Grèce, mais pour sauver ses propres banques et maintenir la discipline dans la zone euro. Ce fut une mise en scène de la domination, une démonstration de force : l'Europe est allemande, et quiconque s'écarte du dogme de Berlin sera brisé.

Ce modèle impérialiste s'enracine dans une tradition historique. Hier militaire, aujourd'hui économique, l'hégémonie allemande s'exerce toujours de la même manière : par la discipline imposée, par la rigueur inhumaine, par la recherche d'une domination continentale. L'Allemagne, fidèle à elle-même, continue de bâtir sa puissance non pas en coopération, mais en déséquilibrant ses voisins, en transformant l'union en champ de capture, et l'Europe en arrière-cour industrielle de son propre empire.

La France contrainte de jouer le partenaire, mais en réalité affaiblie

Dans le récit officiel de l'Union européenne, la France est présentée comme le moteur politique aux côtés de l'Allemagne, garante de l'équilibre du continent, pilier historique de la construction européenne. Mais ce paravent ne trompe plus personne : en réalité, la France est l'allié contraint, le partenaire de façade, celui qui feint la parité alors qu'il est placé dans une position de subordination. Derrière les grandes déclarations de solidarité et de fraternité franco-allemande se cache une vérité

[83] Excédent courant allemand de 8 % du produit intérieur brut en 2016, au-delà du seuil de 6 % retenu par la procédure européenne concernant les déséquilibres macroéconomiques. Cet excédent s'est nettement réduit depuis.

plus amère : **la France est affaiblie, ligotée par ses propres élites corrompues, incapable d'imposer une vision, contrainte de subir**.

Chaque traité, chaque réforme européenne a renforcé cette dépendance. La monnaie unique, promue comme un symbole de puissance partagée, s'est transformée en carcan pour l'économie française, privant l'État de sa souveraineté monétaire. Les choix budgétaires imposés par Bruxelles — en réalité dictés par Berlin — réduisent la France à l'impuissance économique. L'industrie nationale a été sacrifiée au nom de la compétitivité européenne, qui n'est autre que la compétitivité allemande. Les fleurons stratégiques ont été privatisés ou cédés aux multinationales, sous l'œil complice de dirigeants français qui, loin de défendre la nation, se sont comportés comme de simples gestionnaires mandatés par les marchés.

Ce n'est pas par naïveté que la France a accepté cette place secondaire : c'est par **trahison**. Nos gouvernants successifs, depuis des décennies, ont choisi de se soumettre à la logique de l'Union plutôt que de défendre la souveraineté française. Non par conviction européenne, mais par calcul personnel : se montrer docile envers Bruxelles et Berlin, c'était s'assurer une carrière confortable, des soutiens financiers, des invitations dans les cercles du pouvoir transatlantique. Ils n'ont pas été des serviteurs maladroits ; ils ont été des collaborateurs zélés.

Un cercle vicieux s'installe. Plus la France se soumet, plus elle s'affaiblit. Plus elle s'affaiblit, plus ses élites justifient la nécessité de se soumettre davantage. Chaque crise est l'occasion d'une nouvelle concession, d'une nouvelle réforme imposée, d'un nouveau renoncement. Et à chaque étape, les mêmes mots reviennent : « modernisation », « responsabilité », « intégration ». Derrière ce lexique trompeur se cache la réalité nue : **la France abandonne son pouvoir de décision et, avec lui, le destin de son peuple**.

Aujourd'hui, la nation française n'est plus maîtresse de son énergie, de sa monnaie, de son industrie, de ses frontières. Elle dépend d'institutions européennes façonnées pour servir les plus forts, et d'une Allemagne qui ne cache même plus son hégémonie économique. Elle dépend d'élites françaises qui, loin de résister, accélèrent cette servitude volontaire. Le peuple, lui, n'a jamais voté pour cette soumission ; il en subit les conséquences.

La France ne joue pas le partenaire : elle joue le figurant. Elle est l'ombre de ce qu'elle fut, réduite au silence dans un projet qui, loin de l'élever, l'écrase méthodiquement. Si les élites continuent de trahir la nation, si la logique du capital continue de primer sur l'intérêt du peuple, la France restera prisonnière de ce cercle infernal — corruption, affaiblissement, soumission — qui la mène vers son effacement.

Derrière le masque de la coopération, l'exploitation des plus fragiles par les plus forts

On nous répète que l'Union européenne est une œuvre de paix et de solidarité, une communauté de nations qui, enfin réconciliées, avancent ensemble vers un avenir commun. Mais ce discours n'est qu'un masque, une mise en scène savamment orchestrée pour cacher la réalité crue : **l'Europe n'est pas une union de coopération, mais une mécanique d'exploitation**, où les plus puissants dictent les règles et les plus fragiles paient le prix.

La crise de la zone euro l'a démontré sans ambiguïté. La Grèce, mise à genoux par des banques spéculatrices et un endettement devenu insoutenable, a été sacrifiée pour sauver la monnaie unique. Sous couvert d'« aide », la troïka — Commission européenne, BCE et FMI — a imposé une cure d'austérité inhumaine[84] : coupes dans les retraites, privatisation des biens publics, destruction des services de santé, chômage de masse. Résultat : un peuple brisé, une jeunesse condamnée à l'exil, une démocratie humiliée. Voilà le visage de l'Europe solidaire.

Et la Grèce n'a pas été une exception. L'Espagne, l'Italie, le Portugal ont subi la même logique : celle de l'austérité, imposée au nom de la « rigueur budgétaire » et de la « compétitivité ». Derrière ces mots froids se cache la volonté des plus puissants — Allemagne en tête — d'imposer leur modèle économique aux autres, peu importe les souffrances sociales. L'Europe n'est pas une famille, c'est une hiérarchie : en haut, les nations excédentaires qui engrangent les profits ; en bas, celles qui s'endettent, qui se vident de leur industrie et qui se plient aux diktats financiers.

Même la France, jadis puissance souveraine, s'est retrouvée piégée dans cette logique. Sous prétexte de coopération, elle a sacrifié ses marges de manœuvre, détruit son industrie, accepté d'être reléguée à un rôle secondaire. Ses dirigeants, corrompus par le capital et fascinés par la puissance allemande et américaine, ont fait de notre pays non pas un moteur de l'Europe, mais un rouage docile dans une machine qui le broie.

L'Union européenne n'est pas une union d'égaux. C'est un système pyramidal où les peuples sont réduits au silence, et où la souveraineté nationale est dissoute dans un appareil technocratique opaque, contrôlé par ceux qui en tirent profit. Derrière le décorum des drapeaux bleus et des hymnes officiels, c'est **une guerre économique permanente** qui se joue, où les plus fragiles — travailleurs, petites nations, citoyens appauvris — sont sacrifiés pour que les plus forts consolident leur domination.

Il faut en finir avec le mensonge. L'Union européenne n'est pas un projet de paix : elle est un projet de soumission. Elle n'est pas un espace de coopération : elle est un marché d'asservis. Elle n'est pas un idéal démocratique : elle est une machine de pouvoir, habillée du langage de la fraternité pour mieux masquer la réalité de l'exploitation. Sans que ce masque soit arraché, les peuples d'Europe resteront prisonniers de cette illusion mortifère.

Les partis politiques : une démocratie de façade

Organisations fermées, hiérarchiques, verrouillées

On nous enseigne que les partis politiques sont le cœur battant de la démocratie, les vecteurs naturels de la représentation des citoyens. Mais cette croyance, héritée d'un XIXe siècle déjà obsédé par la conquête du pouvoir, est une illusion dangereuse. En réalité, les partis ne sont pas des instruments de démocratie : ils sont des machines d'accaparement, fermées, hiérarchiques, verrouillées, qui transforment la vie politique en champ de guerre permanente et stérile.

[84] Trois mémorandums successifs : 2 mai 2010, portant sur 110 milliards d'euros ; février 2012, portant sur 130 milliards et assorti d'une restructuration de la dette détenue par les créanciers privés ; 13 juillet 2015, pour un programme pouvant atteindre 86 milliards. Le produit intérieur brut grec s'est contracté d'environ un quart entre 2008 et 2014.

Simone Weil, dans son traité prophétique Note sur la suppression générale des partis politiques (écrit en 1943, publié en 1950)[85], avait déjà dévoilé ce poison. Elle écrivait que tout parti a pour objectif premier sa propre croissance, sa survie, sa victoire — non pas la recherche de la vérité ou du bien commun. Le parti ne vit que pour s'imposer, pour triompher de l'autre, pour occuper le pouvoir. Cette logique dénature tout engagement politique : la vérité devient secondaire, le peuple un prétexte, et l'élection un champ de bataille où l'important n'est pas de servir mais de vaincre.

Les partis, dans leur structure même, reproduisent des dynamiques mafieuses. Ils fonctionnent comme des organisations **fermées**, où l'adhésion suppose l'allégeance, où la hiérarchie impose ses mots d'ordre, où l'omerta règne. Celui qui ose critiquer la ligne est marginalisé, exclu, réduit au silence. Comme dans un gang, la loyauté envers le chef supplante la recherche du bien commun. Et comme dans un gang, la survie de l'organisation prime sur tout : sur l'éthique, sur la morale, sur l'intérêt de la nation.

Cette logique électorale transforme la vie publique en une guerre permanente. Chaque échéance devient un combat de clans, une lutte de territoire, où l'adversaire est traité comme un ennemi à abattre. La vérité n'a pas sa place dans cette arène : seule compte l'efficacité du slogan, la brutalité de l'attaque, la manipulation de l'opinion. Les débats ne sont plus des confrontations d'idées, mais des compétitions d'images, calibrées pour les médias, réduites à des petites phrases et des polémiques creuses.

Pire encore : parce qu'ils ne vivent que de victoires électorales, les partis sont **condamnés à mentir**. Ils promettent ce qu'ils savent irréalisable, flattent les désirs immédiats, entretiennent les illusions, car la sincérité est un handicap dans un système où seule la victoire compte. Les électeurs ne sont pas représentés, ils sont manipulés, recrutés comme des soldats d'un camp contre un autre, puis trahis une fois la bataille gagnée.

Loin d'incarner la démocratie, les partis politiques la dénaturent. Ils enferment les citoyens dans une logique de camps, divisent artificiellement la nation, transforment la politique en théâtre de guerre et les élus en professionnels de la conquête. Ce ne sont pas des instruments de liberté : ce sont des **structures mafieuses**, obsédées par leur survie et leur victoire, au détriment de la vérité et du peuple.

Simone Weil avait vu juste : tant que les partis domineront la vie publique, la démocratie ne sera qu'une façade, un simulacre. La vraie question n'est pas de réformer ces machines corrompues, mais de les dépasser, de les abolir, pour redonner à la politique sa seule raison d'être : le service du bien commun.

Alternance de façade → captation du pouvoir

On nous présente l'alternance politique comme la preuve ultime de la démocratie : la gauche succédant à la droite, la droite à la gauche, les électeurs sanctionnant ou récompensant leurs gouvernants par le vote. Mais ce récit est une illusion soigneusement entretenue. Car derrière la vitrine des alternances électorales, **rien ne change sur l'essentiel** : la soumission aux marchés

[85] Simone Weil, Note sur la suppression générale des partis politiques, rédigée à Londres en 1943 et publiée dans La Table ronde en 1950 ; réédition Climats, 2006.

financiers, l'obéissance aux institutions européennes, la défense des intérêts des actionnaires et des grandes multinationales.

Prenons l'exemple des dernières décennies. Nicolas Sarkozy promettait la rupture, mais ses politiques économiques ont prolongé la logique néolibérale, favorisant les plus riches et multipliant les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises. François Hollande avait juré que son « ennemi » était la finance : une fois élu, il a capitulé, multiplié les mesures d'austérité, et imposé la loi Travail dictée par Bruxelles et applaudie par le Medef[86]. Emmanuel Macron, vendu comme « ni de droite ni de gauche », n'a été en réalité que l'aboutissement de cette trahison : ancien banquier, il a incarné la fusion totale de l'État et de la finance, réduisant le rôle du citoyen à celui de spectateur-consommateur dans une République transformée en entreprise.

Dans tous les cas, les promesses s'évaporent une fois passées les urnes. Qu'il s'agisse de réformer l'Europe, de protéger les services publics, de réduire les inégalités ou de défendre la souveraineté nationale, les gouvernants se heurtent — ou plutôt se plient — aux mêmes contraintes : celles imposées par les actionnaires de la nation. Car ce sont eux, et non le peuple, qui fixent les lignes rouges. Les marchés financiers sanctionnent immédiatement toute velléité d'indépendance par une hausse des taux d'intérêt ou une chute de la monnaie. Bruxelles rappelle à l'ordre au nom des traités. Les grandes entreprises menacent de délocaliser. Le résultat est toujours le même : **le peuple vote, mais ce sont les puissances économiques qui décident**.

Cette mascarade est rendue possible par la complicité des médias, eux-mêmes détenus par les grands groupes financiers et industriels. Ils mettent en scène l'« affrontement » gauche-droite comme une bataille épique, alors qu'il s'agit en réalité d'un théâtre d'ombres. Chaque campagne électorale est saturée de petites phrases, de faux clivages, de débats stériles qui masquent l'absence de choix réels. Les candidats qui s'écartent du cadre fixé par les marchés sont caricaturés, discrédités, invisibilisés. L'alternance devient un rituel, un spectacle qui donne au citoyen l'illusion d'exercer sa souveraineté, alors qu'il ne fait que valider un système verrouillé.

L'appropriation du pouvoir est donc méthodique. Les partis organisent la division, les médias encadrent le récit, la finance impose ses règles. Qu'importe que l'électeur choisisse la gauche ou la droite, le résultat est toujours identique : une politique alignée sur les intérêts du capital. C'est le même programme sous des étiquettes différentes : austérité, privatisations, flexibilisation du travail, désindustrialisation, soumission à Bruxelles et à Washington.

Il faut dire les choses sans détour : **l'alternance n'est pas la démocratie, c'est sa contrefaçon**. Elle n'est qu'un rituel destiné à canaliser la colère populaire, à lui offrir un exutoire sans danger pour le système. Elle transforme le vote en geste inutile, puisque le citoyen choisit seulement quelle couleur de vernis recouvrira la même politique. Tant que ce mécanisme perdurera, la France restera une nation privée de sa souveraineté, dirigée non par son peuple, mais par une clique qui a mis la main sur l'État.

Un système de cooptation et de fidélité de clan

[86] Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite loi El Khomri, adoptée par recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

Derrière les artifices républicains, derrière les discours officiels sur la démocratie représentative, la réalité des partis politiques est celle d'un système clos, fonctionnant sur la cooptation, la fidélité et l'omerta. Comme une armée ou un gang mafieux, le parti exige de ses membres non pas la vérité ni la recherche du bien commun, mais la **loyauté absolue au groupe** et à son chef. C'est cette mécanique interne qui fait des partis les véritables ennemis de la démocratie : ils transforment la vie politique en guerre de clans, où le consensus est impossible et où le peuple disparaît derrière les logiques de pouvoir.

La cooptation, d'abord. Dans un parti, on ne grimpe pas par mérite ni par vision, mais parce que l'on a su plaire, flatter, obéir. Le jeune militant qui veut monter doit répéter les éléments de langage, applaudir le chef, servir de relais docile. Les idées personnelles, si elles ne sont pas conformes à la ligne, sont étouffées. Ainsi se perpétue une caste politique homogène, stérile, où seuls les plus serviles survivent. Le citoyen croit voter pour un représentant ; en réalité, il choisit un soldat issu d'une sélection interne, déjà marqué au fer de la fidélité au parti.

La loyauté, ensuite. Dans l'univers des partis, contester la hiérarchie est un crime impardonnable. Celui qui dévie de la ligne est accusé de trahison, d'irresponsabilité, de division. On ne débat pas : on sanctionne. Les exclusions, les humiliations publiques, les mises à l'écart sont monnaie courante. Comme dans un gang, l'individu n'existe qu'en tant que membre du collectif. Le chef n'est pas un serviteur du peuple : il est le parrain, celui qui distribue les places, les financements, les investitures. Sa survie est celle du clan, et tout le reste — y compris la démocratie — est secondaire.

Enfin, l'omerta. Les partis, comme toutes les organisations fermées, vivent du silence. Les affaires de financement illégal, les arrangements avec les lobbys, les trahisons envers les électeurs sont connues de tous à l'intérieur, mais jamais dénoncées. Le militant apprend vite à se taire, car parler, c'est perdre sa place. L'omerta n'est pas seulement une stratégie : c'est une culture. Elle étouffe la vérité, empêche toute transparence, et prive le peuple du droit de savoir ce qui se joue réellement dans les coulisses de son destin collectif.

Ce système clos a une conséquence dramatique : il rend impossible le consensus démocratique. La démocratie suppose la recherche d'un bien commun, d'un terrain partagé malgré les divergences. Mais comment bâtir ce consensus dans un univers où l'autre n'est jamais un interlocuteur, mais un ennemi à abattre ? Où la loyauté au clan prime sur la loyauté à la nation ? Où la fidélité aux puissants supplante le service des citoyens ?

Les partis politiques, loin d'être les gardiens de la démocratie, en sont la négation. Ils transforment la politique en champ de bataille clanique, où la vérité n'a pas droit de cité, où les intérêts du peuple sont sacrifiés à la survie des clans. Ce système, s'il perdure, rendra impossible le consensus nécessaire au processus démocratique et maintiendra la France prisonnière d'une guerre de factions qui ne profite qu'aux puissants.

Les profils que le pouvoir sélectionne

Ce que le pouvoir récompense : l'aplomb, la dureté, l'absence de scrupule

La politique est officiellement présentée comme un « service » rendu à la nation, un engagement désintéressé pour le bien commun. Mais dans les faits, le jeu politique, tel qu'il est structuré aujourd'hui, **n'attire pas les profils altruistes, mais ceux que la compétition avantage : les avides de reconnaissance, les insensibles à la souffrance d'autrui, les obsédés de la domination.**

La psychologie moderne l'a montré : **le pouvoir agit comme un aimant pour les personnalités toxiques**. Des chercheurs comme Paul Babiak et Robert D. Hare (*Snakes in Suits : When Psychopaths Go to Work*, 2006)[87] ont démontré que les environnements compétitifs, hiérarchiques et fermés — comme l'entreprise ou la politique — favorisent l'ascension des profils psychopathiques. Ceux-ci possèdent des qualités redoutables pour conquérir le pouvoir : charme superficiel, absence de scrupules, capacité à manipuler et à mentir sans culpabilité. Des études publiées dans le *Journal of Business Ethics* (Boddy, 2011)[88] confirment que les organisations pyramidales sont des terrains de prédilection pour ces individus.

Appliquons cela à la politique. Le système électoral n'élève pas ceux qui cherchent la vérité, mais ceux qui savent séduire, manipuler, promettre. Le citoyen est bombardé de slogans, d'images, de récits calibrés pour susciter l'émotion, rarement pour dire la réalité. Le politicien qui doute, qui hésite, qui place le bien commun au-dessus de sa carrière, est rapidement éliminé. Celui qui avance avec arrogance, qui flatte les foules, qui ment avec aplomb, lui, grimpe. **La politique, telle qu'elle fonctionne, est un filtre : elle sélectionne les déviants.**

L'histoire en offre des exemples établis. Richard Nixon, aux États-Unis, incarne le dirigeant prêt à truquer une élection — le Watergate, en 1972, l'a démontré — pour préserver son pouvoir. Plus près de nous, il n'est pas nécessaire de désigner qui que ce soit : il suffit de regarder ce que le système récompense. Celui qui met en scène sa propre image, qui parle avec un aplomb que rien n'entame, qui traite le pays comme une entreprise et le citoyen comme un client, progresse. Celui qui doute à voix haute s'efface.

Cette logique est universelle : plus la compétition est rude, plus les profils empathiques reculent, et plus les profils sociopathes triomphent. Une étude publiée dans The Leadership Quarterly (Deluga, 1997)[89] a montré que des traits de personnalité narcissiques et machiavéliques étaient surreprésentés chez les leaders politiques. Plus encore, le psychiatre Jerrold Post, ancien analyste de la CIA[90], a consacré ses travaux aux dirigeants : il y distingue les « narcissiques charismatiques », capables de galvaniser les foules mais incapables de gouverner pour le bien commun.

Le problème n'est donc pas seulement individuel, il est systémique. **La structure même du pouvoir politique favorise l'émergence des pires profils.** Les élites politiques ne sont pas des serviteurs du peuple, mais les produits d'un système de sélection par la déviance. Ils ne sont pas arrivés là par

[87] Paul Babiak et Robert D. Hare, Snakes in Suits. When Psychopaths Go to Work, HarperCollins, 2006.
[88] Clive R. Boddy, « The Corporate Psychopaths Theory of the Global Financial Crisis », Journal of Business Ethics, vol. 102, n° 2, 2011, p. 255-259.
[89] Ronald J. Deluga, « Relationship Among American Presidential Charismatic Leadership, Narcissism, and Rated Performance », The Leadership Quarterly, vol. 8, n° 1, 1997, p. 49-65.
[90] Jerrold M. Post, Narcissism and Politics. Dreams of Glory, Cambridge University Press, 2015 ; et, avec Alexander George, Leaders and Their Followers in a Dangerous World, Cornell University Press, 2004.

hasard : ils incarnent parfaitement le jeu auquel ils jouent, celui d'un pouvoir conçu comme domination, non comme service.

Résultat : au lieu d'avoir des représentants, nous avons des prédateurs. Au lieu d'avoir des protecteurs, nous avons des manipulateurs. Et plus le peuple souffre, plus ils prospèrent, car leur survie politique repose sur la division, la peur, la dépendance. La démocratie, sous leur emprise, n'est plus qu'un théâtre d'illusions : derrière le rideau, ce sont les plus durs qui tiennent les ficelles.

La démission des honnêtes gens

Si les élites politiques sont saturées de profils narcissiques et manipulateurs, c'est parce qu'à l'inverse, les personnes honnêtes, altruistes et sincèrement attachées au bien commun sont **broyées par le système**. Là où la violence, le cynisme et le mensonge sont récompensés, la droiture, la vérité et l'humilité deviennent des handicaps fatals.

Celui qui entre en politique avec le désir authentique de servir ses concitoyens découvre très vite un univers hostile. Les logiques de clan, les rivalités de pouvoir, la nécessité de séduire plutôt que de convaincre l'obligent à trahir ses principes ou à disparaître. Dire la vérité, admettre ses doutes, respecter ses adversaires : tout cela est perçu comme de la faiblesse. Or dans un système dominé par les prédateurs, la faiblesse est sanctionnée.

Les exemples ne manquent pas. De nombreux élus locaux, maires ou conseillers municipaux, animés au départ par une volonté sincère de servir leur commune, finissent épuisés, dégoûtés, démoralisés. Ils se heurtent à la bureaucratie, aux pressions des partis, aux intérêts privés qui infiltrent chaque décision. Beaucoup démissionnent, laissant la place aux professionnels de la manipulation, mieux armés pour survivre dans cet environnement toxique. L'engagement citoyen, à l'échelle humaine, est étouffé par la machine partisane et institutionnelle.

Les grands idéaux aussi se brisent sur ce mur. Combien de militants, portés par des rêves de justice et d'égalité, se retrouvent marginalisés ou instrumentalisés par des appareils politiques qui absorbent leur énergie pour mieux la détourner ? L'honnêteté devient alors une naïveté, exploitée ou ridiculisée. Peu à peu, les plus sincères quittent la scène, laissant le champ libre aux carriéristes et aux cyniques.

C'est là la tragédie : **la politique, au lieu d'attirer les meilleurs d'entre nous, les repousse**. Les personnes les plus qualifiées moralement, celles qui placeraient l'intérêt collectif au-dessus de leur intérêt personnel, sont exclues par la violence symbolique et réelle du jeu politique. Elles sont intimidées, calomniées, ruinées, jusqu'à ce qu'elles quittent le champ. La nature ayant horreur du vide, ce sont les déviants qui occupent la place.

Une mécanique perverse se met en place : plus les honnêtes gens se retirent, plus les cyniques prospèrent. Plus les cyniques prospèrent, plus les honnêtes gens sont découragés. Et ce cercle vicieux nourrit l'impuissance démocratique : le peuple ne se reconnaît plus dans ses représentants, parce que ses véritables représentants potentiels n'ont jamais survécu au processus de sélection.

La démocratie n'est pas seulement dévoyée par les élites ; elle est désertée par les justes. Et tant que nous n'aurons pas inversé cette logique, tant que nous n'aurons pas bâti des institutions qui

protègent les altruistes au lieu de les écraser, la politique restera un champ de ruines morales, un terrain conquis par la violence des cyniques.

Le système sélectionne ceux qui n'ont ni empathie, ni scrupule

La politique, telle qu'elle est structurée aujourd'hui, n'est pas une école de sagesse, mais une arène de compétition. Et dans cette arène, ce ne sont pas les plus nobles, les plus empathiques, les plus soucieux du bien commun qui triomphent : **ce sont les individus capables de se battre sans scrupule, de mentir sans trembler, de piétiner sans remords**. Autrement dit, la politique moderne sélectionne mécaniquement ceux qui n'ont ni empathie, ni conscience morale.

Le mécanisme est simple. La compétition électorale est conçue comme une guerre de conquête. Chaque élection devient une bataille, avec ses stratégies, ses coups bas, ses manipulations médiatiques. Celui qui veut gagner doit séduire les foules par des promesses intenables, attaquer ses adversaires par tous les moyens, et faire de chaque relation un rapport de force. Dans un tel environnement, l'honnêteté devient un handicap, la compassion une faiblesse. Les empathiques, soucieux de dire la vérité, hésitent, doutent, nuancent : ils sont balayés. Les cyniques, capables de mentir avec assurance et de sacrifier autrui sans état d'âme, prospèrent.

Ce phénomène a été étudié. Des chercheurs comme Paul Babiak et Robert Hare ont démontré que les organisations fondées sur la compétition et la hiérarchie favorisent l'ascension des profils psychopathiques (*Snakes in Suits*, 2006). De même, Clive Boddy (2011) a montré que les environnements dominés par des logiques économiques et productivistes — où seules comptent les « performances » mesurables — deviennent le terrain de jeu idéal des sociopathes. Transposons cela à la politique : dans un système où tout est jugé sur des indicateurs économiques — croissance, déficit, compétitivité —, où chaque leader est évalué à l'aune de chiffres abstraits et non du bonheur des citoyens, ce sont les plus froids, les plus calculateurs, les plus déshumanisés qui montent au sommet.

Le modèle néolibéral impose une compétition permanente : entre nations, entre partis, entre individus. Les dirigeants sont sélectionnés non pas pour leur capacité à écouter et à protéger, mais pour leur aptitude à « performer », à satisfaire les marchés, à imposer des réformes impopulaires sans ciller. Dans ce cadre, l'absence d'empathie n'est pas un défaut : c'est un atout. Celui qui ne ressent rien face à la souffrance d'autrui peut couper des retraites, fermer des hôpitaux, briser des vies au nom de la « compétitivité ». Celui qui doute ou compatit, lui, est éliminé.

La politique contemporaine n'est pas seulement corrompue : elle est **anthropologiquement inversée**. Elle ne fait pas émerger les meilleurs d'entre nous, mais les pires. Elle ne protège pas les altruistes, elle les expulse. Elle ne nourrit pas les sages, elle couronne les cyniques. Le système agit comme un filtre pervers, qui ne retient que ceux dont le tempérament s'accommode de la brutalité de la compétition.

Cette mécanique explique pourquoi la politique, censée être un outil de gestion de la cité (*polis*), est devenue un champ de ruines morales. L'art de gouverner, autrefois lié à la sagesse, à la justice et à la recherche du bien commun, est aujourd'hui réduit à un exercice de domination froide. **Les nobles**

visionnaires, porteurs d'une conception élevée de la politique, sont exclus avant même d'avoir pu se faire entendre.

Tant que la politique sera organisée comme une compétition économique, avec ses métriques froides et ses logiques de victoire à tout prix, elle produira inévitablement les mêmes profils : les plus sûrs d'eux, les plus manœuvriers, les moins scrupuleux. C'est une loi d'airain : dans un champ où l'absence de scrupules est récompensée, seuls les sans scrupules survivent.

Des leaders érigés en icônes, mais en réalité dangereux pour la communauté

La société moderne adore ses icônes. Elle érige des statues médiatiques de ses dirigeants politiques et économiques, les présente comme des modèles de réussite, des incarnations de l'excellence et du mérite. Mais derrière ces visages lisses, ces biographies édulcorées, se cachent souvent les pires travers humains : narcissisme, trahison, absence de scrupule. Nous glorifions des prédateurs en les appelant « leaders », alors qu'ils sont en réalité **dangereux pour la communauté** qu'ils prétendent servir.

Balzac l'avait parfaitement résumé : « Le secret des grandes fortunes sans cause apparente est un crime oublié, parce qu'il a été proprement fait »[91]. Ce constat s'applique aux fortunes économiques comme aux carrières politiques. Car dans un système où l'ascension suppose d'écraser l'autre, de manipuler, de transgresser les limites de la morale, seuls ceux qui acceptent le crime — réel ou symbolique — peuvent triompher. Chaque grande réussite, dans ce modèle malade, cache un mensonge, une trahison, une destruction.

Les exemples abondent. En politique, Richard Nixon fut longtemps le symbole de l'Amérique puissante, avant que le Watergate ne mette au jour ses manipulations illégales. En France, plusieurs anciens chefs d'État et de gouvernement, longtemps célébrés comme des hommes d'action, ont été rattrapés par la justice ; les décisions rendues parlent d'elles-mêmes et n'ont besoin d'aucun commentaire pour être accablantes. D'autres, encensés comme modernes et réformateurs, ont conduit des politiques dont le peuple a supporté seul le coût.

Dans le monde économique, le mécanisme est plus visible encore. On célèbre des fondateurs pour leur génie visionnaire, et l'on passe sous silence la dureté du management qui a rendu ce génie rentable, les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement, l'agressivité de l'optimisation fiscale, la destruction du commerce de proximité. La légende retient l'innovation ; elle efface le prix payé par ceux qui l'ont rendue possible. Ce n'est pas une question de personnes : c'est une question de ce qu'une époque choisit d'admirer.

Le problème n'est pas seulement individuel : il est culturel. Ces figures, politiques comme économiques, écrivent des légendes personnelles où la violence, la compétition et la trahison deviennent des vertus. Elles façonnent une culture où l'empathie est perçue comme une faiblesse, où la réussite est toujours justifiée par le résultat, peu importe les moyens. Le message est clair : **pour réussir, il faut piétiner, mentir, trahir**. Et parce que ces comportements sont récompensés par la gloire et la richesse, ils deviennent des modèles pour les générations suivantes.

[91] Honoré de Balzac, Le Père Goriot, 1835. La formule est prêtée au personnage de Vautrin.

Ainsi, nous célébrons comme héros ceux qui devraient être dénoncés comme prédateurs. Nous érigeons en icônes les individus les plus dangereux pour la collectivité : ceux qui ne voient dans les autres qu'un outil à utiliser, qu'une ressource à exploiter. Et parce que nous acceptons de les glorifier, nous participons nous-mêmes à la perpétuation d'une culture de la violence émotionnelle et sociale.

Les leaders que l'on nous présente comme des exemples sont en réalité les **symptômes d'un système pathologique**. Ils ne sont pas les meilleurs d'entre nous, mais les pires : les plus calculateurs, les plus manipulateurs, les plus froids. Leur réussite n'est pas le signe de leur vertu, mais de la maladie d'une société qui récompense la cruauté et marginalise la bonté. Tant que nous continuerons à ériger ces prédateurs en modèles, nous préparerons les générations futures à reproduire le même cycle : violence, domination, destruction.

La glorification de la pathologie en modèle de réussite

Lorsqu'une société élève au sommet de ses structures politiques et économiques des individus dont la force tient à l'absence d'empathie, au goût de la manipulation et à la recherche du pouvoir pour lui-même, elle ne se contente pas de subir leur domination. Elle finit par ériger ces traits en modèles et par en faire des normes sociales. Le résultat est tragique : l'ensemble de la communauté est entraîné dans une course de rats, où seuls les comportements déviants assurent la survie et la reconnaissance.

Les sciences psychologiques et psychiatriques nous éclairent sur ce mécanisme. Robert Hare, l'un des plus grands spécialistes mondiaux de la psychopathie, décrit dans sa *Psychopathy Checklist* (PCL-R)[92] les traits fondamentaux de ce trouble : charme superficiel, mensonge pathologique, absence de culpabilité, manque d'empathie, impulsivité, incapacité à aimer. Ce qui, dans un cadre clinique, serait diagnostiqué comme pathologique devient, dans le champ politique et économique, des **qualités de leadership** : assurance, audace, froideur, efficacité. Là où le clinicien voit un trouble de la personnalité, le système voit un modèle de réussite. Il ne s'agit évidemment pas de poser un diagnostic sur qui que ce soit — nul n'en a le droit hors du cabinet d'un praticien —, mais de comprendre pourquoi une organisation peut finir par récompenser précisément ce qu'une société devrait redouter.

Ce renversement des valeurs a une conséquence systémique : la société entière adopte la logique de ses prédateurs. Dans un monde où les leaders politiques et économiques prospèrent en trahissant, en exploitant, en manipulant, les règles du jeu sont fixées par eux et pour eux. Les entreprises favorisent la brutalité managériale, la politique récompense les menteurs habiles, les médias encensent les plus agressifs. Celui qui refuse de jouer ce jeu est disqualifié : trop « faible », trop « naïf », trop « gentil ». L'honnêteté devient un handicap, la compassion une tare, la sincérité une imprudence.

[92] Robert D. Hare, Hare Psychopathy Checklist-Revised, deuxième édition, Multi-Health Systems, 2003 ; et Without Conscience. The Disturbing World of the Psychopaths Among Us, Guilford Press, 1993.

Des cliniciens comme Martha Stout (The Sociopath Next Door, 2005)[93] rappellent que les sociopathes représentent environ 4 % de la population générale. Mais dans les sphères de pouvoir, leur proportion grimpe fortement, parce que les structures compétitives et hiérarchiques filtrent et favorisent ce type de profil. En politique, comme dans la haute finance, la présence de sociopathes n'est pas accidentelle : elle est la conséquence directe d'un système qui élimine méthodiquement les personnalités empathiques pour ne conserver que les plus durs.

Le système fonctionne comme une pathologie collective. Il ne se contente pas d'être dirigé par des individus déviants : il **érige leur déviance en idéal social**. Les écoles de commerce enseignent la compétition impitoyable comme une valeur ; les formations politiques inculquent la rhétorique de la manipulation ; les médias célèbrent l'« homme fort », le « gagnant », celui qui impose sa volonté sans scrupules. Le succès devient synonyme de cruauté maîtrisée.

Le drame est que ce processus exclut, marginalise et maltraite ceux qui refusent d'adopter ces comportements. Les individus empathiques, altruistes, sincères, sont rejetés comme des anomalies. Ils ne trouvent pas leur place dans un univers calibré pour les cyniques. Beaucoup finissent par abandonner ou par intérioriser leur impuissance, laissant encore davantage le champ libre aux prédateurs. La société devient ainsi une jungle morale, où la sélection favorise les plus insensibles.

On pourrait parler d'un endurcissement systémique : un processus par lequel une communauté entière, sous l'influence de ceux qui la dirigent, intègre et reproduit leurs réflexes. Comme une teinture qui gagne le tissu, la dureté d'en haut imprègne les structures, puis les individus. La compétition permanente, l'obsession de la performance, la logique de domination ne sont plus seulement des stratégies de pouvoir : elles deviennent des manières de vivre, des croyances partagées.

Tant que nous glorifierons ces comportements comme des modèles de réussite, nous perpétuerons une société malade, où la survie dépend de la cruauté et où le bonheur collectif est sacrifié sur l'autel de la pathologie individuelle. La véritable révolution n'est pas seulement politique ou économique : elle est **psychologique et morale**. Elle consiste à rompre avec cette glorification de la déviance, à retrouver la noblesse de l'empathie, de l'altruisme et de la vérité comme fondements de la réussite humaine.

Un État contre son peuple

Gilets Jaunes, soignants, paysans : méprisés et réprimés

Un État digne de ce nom devrait protéger ses citoyens, écouter leurs souffrances, répondre à leurs besoins. Mais la France du XXIe siècle a montré un visage bien différent : celui d'un État dressé contre son propre peuple, méprisant ses revendications et réprimant ses mobilisations avec une brutalité qui restera gravée dans l'histoire. Les épisodes récents — du mouvement des Gilets Jaunes à la mobilisation des soignants, en passant par la détresse des paysans — illustrent cette fracture abyssale entre un pouvoir corrompu et une nation en souffrance.

[93] Martha Stout, The Sociopath Next Door, Broadway Books, 2005. L'auteure est psychologue clinicienne et a enseigné à la faculté de médecine de Harvard.

En 2018, le mouvement des **Gilets Jaunes** est né d'une revendication simple : refuser une taxe injuste sur le carburant[94], symbole d'un pouvoir coupé des réalités. Très vite, il est devenu le cri de colère de millions de Français face au coût de la vie, à l'injustice sociale, au mépris des élites. Comment l'État a-t-il répondu ? Par des grenades, des LBD, des mutilations. Deux mille cinq cent quarante-neuf manifestants blessés selon le ministère de l'Intérieur lui-même ; vingt-quatre personnes éborgnées et cinq mains arrachées selon Amnesty International[95]. Jamais, depuis la guerre d'Algérie, la France n'avait connu une répression aussi violente contre son propre peuple. Plutôt que d'écouter, le pouvoir a choisi d'écraser, confirmant que la démocratie n'était plus qu'un mot creux.

Les **soignants**, en première ligne durant la pandémie de Covid-19, ont connu le même mépris. Applaudis à 20h depuis les balcons, ils ont ensuite été abandonnés, pressés comme des citrons[96], soumis à des conditions de travail inhumaines. Quand ils ont osé réclamer des moyens, l'État leur a opposé l'austérité budgétaire. Le personnel hospitalier, pourtant pilier de notre survie collective, a été traité comme une variable d'ajustement comptable, sacrifié sur l'autel des équilibres financiers dictés par Bruxelles et les marchés. Ceux qui sauvaient des vies étaient réprimandés, suspendus, insultés de « privilégiés » quand ils demandaient simplement de quoi soigner dignement.

Les **paysans**, eux aussi, vivent cette logique mortifère. Écrasés par les normes absurdes de Bruxelles, étranglés par les prix fixés par la grande distribution et les marchés internationaux, ils sont poussés au désespoir. Le suicide agricole est devenu une tragédie silencieuse : la Mutualité sociale agricole recense environ six cents décès par suicide chaque année parmi ses affiliés, soit près d'un par jour[97]. Et lorsque les tracteurs descendent dans les rues, la réponse de l'État est toujours la même : promesses creuses, mesures symboliques, puis oubli. L'agriculture, jadis fierté nationale, est traitée comme une variable économique secondaire, sacrifiée au profit de la compétitivité allemande et des intérêts agro-industriels mondialisés.

Dans ces trois exemples, le schéma est identique : une souffrance réelle exprimée par le peuple, un État qui refuse d'écouter, qui choisit la répression ou le mépris, et une élite qui poursuit son agenda au service du capital. **Le peuple demande de vivre, l'État répond en comptant, en réprimant, en méprisant.**

C'est le signe ultime d'un renversement historique : l'État, censé être l'émanation du peuple, est devenu son adversaire. Il ne protège plus, il écrase. Il ne soigne plus, il compte. Il ne nourrit plus, il détruit. Et tant que ce système persistera, la fracture entre la nation et ses gouvernants ne fera que s'élargir, jusqu'à l'effondrement.

Autoritarisme croissant

[94] Le premier acte du mouvement a eu lieu le 17 novembre 2018, en réaction à la hausse programmée de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.
[95] Chiffre de 2 549 manifestants blessés communiqué par le ministère de l'Intérieur en réponse à une question parlementaire, 29 septembre 2020 ; décompte d'Amnesty International arrêté au 18 novembre 2019.
[96] Environ quinze mille soignants ont été suspendus pour non-respect de l'obligation vaccinale, selon les déclarations du ministre de la Santé en octobre 2021. Leur réintégration a été autorisée à compter du 15 mai 2023, après abrogation de l'obligation.
[97] Mutualité sociale agricole, La mortalité par suicide au régime agricole dans le Système national des données de santé ; voir également Sénat, rapport d'information n° 451 (2020-2021) sur la détresse du monde agricole. La formule plus ancienne d'« un suicide tous les deux jours » reposait sur une étude portant sur les années 2007 à 2011.

Quand une élite corrompue, déconnectée et façonnée par la seule loi de la domination se sent menacée, elle ne cède jamais le pouvoir pacifiquement. Elle s'accroche à ses privilèges avec une énergie désespérée, quitte à écraser le peuple qui la conteste. L'histoire regorge de ces moments où les dirigeants, incapables de réformer ou de partager, choisissent la violence, la répression et, en dernier recours, la guerre pour maintenir leur domination.

La France contemporaine s'inscrit tragiquement dans cette logique. Chaque contestation populaire est traitée non comme un signal d'alarme, mais comme une menace à neutraliser. Les gouvernements successifs ont systématiquement durci leur arsenal répressif : lois sécuritaires votées à la chaîne, extension du contrôle policier, surveillance numérique, criminalisation de la contestation. Ce n'est plus le peuple qui contrôle l'État : c'est l'État qui contrôle le peuple. L'autoritarisme avance masqué sous les oripeaux de la « sécurité » et de la « stabilité ».

Les exemples récents abondent. Face aux **Gilets Jaunes**, la répression fut d'une brutalité inédite en démocratie occidentale : mutilations, arrestations arbitraires, peines de prison lourdes pour des délits mineurs. Face aux **manifestations contre la réforme des retraites**, l'État n'a pas hésité à interdire des rassemblements, à gazer et frapper des manifestants pacifiques, à transformer la rue en champ de bataille[98]. Chaque crise sociale est désormais traitée comme une insurrection, chaque revendication légitime comme une agression.

Mais ce glissement autoritaire ne se limite pas à la répression visible. Il s'accompagne d'un contrôle plus insidieux : **surveillance numérique accrue**, lois liberticides sous prétexte de lutte contre le terrorisme ou les fake news, fichage généralisé. Les grandes plateformes numériques, déjà vecteurs du soft power américain, mettent à la disposition des États, de gré ou de force, les infrastructures qui rendent cette surveillance possible, et donc les outils pour contrôler les comportements et limiter les espaces de liberté.

Ce processus est logique : des élites formées à la seule domination n'ont pas d'autre issue qu'elle. Coupées de ceux qu'elles gouvernent, désaccoutumées du dialogue, elles ne connaissent qu'un langage : celui de la force. Et plus elles craignent de perdre leur pouvoir, plus elles frappent fort. Le peuple, humilié et trahi, devient l'ennemi intérieur à soumettre. La démocratie n'est plus qu'un mot ; la réalité est celle d'un régime de contrôle où la violence de l'État se déchaîne contre sa propre nation.

Cette spirale mène toujours au pire. Quand la répression ne suffit plus, quand le peuple continue de contester malgré la matraque et le gaz, les élites cherchent un exutoire extérieur : **la guerre**. L'histoire nous enseigne que les régimes corrompus, au bord de l'effondrement, lancent souvent leur peuple dans des conflits pour détourner sa colère, pour ressouder artificiellement une nation fracturée. C'est le risque ultime : que la violence intérieure se transforme en violence extérieure, jetant la France et l'Europe dans des guerres qui ne servent pas le peuple, mais les intérêts des élites et de leurs alliés financiers et militaires.

L'autoritarisme croissant n'est pas une dérive accidentelle : c'est la trajectoire prévisible d'élites acculées, qui n'ont jamais appris à céder. Elles préfèrent l'oppression et la guerre à la justice et au

[98] Recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution le 16 mars 2023. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies ont publié le 15 juin 2023 un communiqué s'inquiétant du recours à la force lors des manifestations, et la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe est intervenue en mars 2023. Il s'agit de prises de position d'organes de contrôle, et non de décisions juridictionnelles.

partage. Et si nous ne brisons pas ce cycle, nous irons inéluctablement vers un avenir où la démocratie ne sera plus qu'un souvenir, et où le sang du peuple servira de bouclier à ses bourreaux.

Le fossé entre élite mondialisée et peuple enraciné

Jamais, dans l'histoire contemporaine de la France, la fracture entre le peuple et ses élites n'a été aussi abyssale. D'un côté, une caste mondialisée, hors-sol, qui vit à Davos, à Bruxelles, à Wall Street plus qu'à Paris, Lyon ou Marseille. De l'autre, un peuple enraciné, attaché à sa terre, à sa culture, à sa langue, à son quotidien concret. Ce fossé n'est pas seulement économique ou culturel : il est existentiel. Il oppose deux visions du monde.

L'élite mondialisée se perçoit comme une aristocratie moderne, libérée de toute attache nationale, flottant dans les réseaux de la finance, de la haute administration et des multinationales. Elle n'a plus besoin du peuple, sauf pour valider tous les cinq ans son vernis de légitimité. Elle parle un langage abstrait — croissance, compétitivité, gouvernance —, vit dans des quartiers protégés, scolarise ses enfants dans des écoles internationales, consomme une culture globalisée. Son horizon n'est plus la France, mais les flux financiers et technologiques planétaires.

Le peuple, lui, vit une autre réalité. Il est ancré dans un territoire, dans des solidarités locales, dans une culture partagée. Ses préoccupations sont concrètes : le prix du carburant, la qualité de l'hôpital, l'avenir des enfants, le maintien des services publics. Là où l'élite rêve d'un monde sans frontières — sauf pour protéger ses privilèges —, le peuple demande simplement de pouvoir vivre dignement chez lui. Là où l'élite célèbre la mobilité, l'individu nomade et déraciné, le peuple exprime le besoin vital d'enracinement, de stabilité, de continuité.

Ce fossé est mortel pour la démocratie. Car un État ne peut pas durer quand ceux qui le dirigent ne partagent plus rien avec ceux qu'ils gouvernent. Lorsque l'élite méprise le peuple au point de le considérer comme un archaïsme à dompter, et lorsque le peuple en vient à voir ses dirigeants comme des traîtres ou des parasites, la rupture devient inévitable. Le pire est alors possible : l'effondrement, l'explosion sociale, la violence. C'est le chemin tracé si nous continuons à laisser cette élite mondialisée imposer ses lois, ses normes et ses intérêts.

Mais ce fossé peut aussi être l'opportunité d'un renouveau. Car jamais le besoin de réconciliation entre dirigeants et citoyens, entre institutions et nation, n'a été aussi urgent. Si les élites corrompues et mondialisées persistent, elles tomberont d'elles-mêmes, emportées par leur déconnexion. Mais si le peuple, lucide et enraciné, reprend l'initiative, alors la France peut redevenir ce qu'elle n'a jamais cessé d'être au fond d'elle-même : une nation phare, un modèle de dignité, d'humanité et de solidarité.

Ce livre n'est pas seulement un procès : c'est aussi une proposition. Après avoir exposé les trahisons et les mécanismes de corruption, il est temps de dresser la liste des réformes, des transformations et des engagements qui permettront d'éviter le pire et de construire le meilleur. Car dénoncer sans proposer serait céder au désespoir ; or ce projet est animé par la foi en l'homme, en la France et en l'avenir.

Ce fossé est une blessure, mais il peut devenir un passage. À condition de le reconnaître, de l'affronter et de le combler, non par des artifices, mais par une refondation profonde de nos institutions, de notre économie et de notre rapport au bonheur. Le temps n'est plus à l'attente : il est à l'action. **Le procès est clos. Vient maintenant l'heure du projet.**

Propositions pour un retour à

une démocratie authentique

Refonder l'organisation politique sur un axe bottom-top

Les maires comme socle : les seuls élus véritablement au contact quotidien des citoyens

Refonder notre organisation politique sur un axe « bottom-up » – du bas vers le haut – implique de repartir de la base la plus proche des citoyens : les maires. Ce sont eux qui incarnent au quotidien la réalité de la vie locale, loin des tours d'ivoire des grandes institutions. Ils sont les seuls élus véritablement en prise directe avec les préoccupations concrètes des habitants. C'est sur eux que repose la légitimité la plus palpable et la plus immédiate.

Dans un paysage politique souvent éloigné des réalités de terrain, les maires incarnent un lien de proximité irremplaçable. Ils connaissent leurs administrés, leurs difficultés, leurs attentes, et sont souvent en première ligne pour répondre à des problèmes concrets : l'école qui manque de moyens, la voirie à entretenir, la sécurité du quartier, la solidarité locale. Ils ne se contentent pas de gouverner à distance : ils vivent au milieu de ceux qu'ils administrent.

Dans cette perspective, refonder l'organisation politique en plaçant les maires au centre du dispositif, c'est reconnaître que la démocratie authentique commence par la base. Il s'agit de renverser la pyramide : au lieu d'un pouvoir centralisé, éloigné, souvent perçu comme arrogant ou indifférent, nous proposons un pouvoir qui part des communes, des territoires, des réalités locales. Cela signifie donner aux maires plus de moyens, plus de marges de manœuvre, mais aussi plus de responsabilités dans la co-construction des politiques nationales.

Historiquement, la figure du maire a souvent été celle du véritable intermédiaire entre l'État et le citoyen. En redonnant à cette fonction une place centrale, nous réancrons la politique dans le réel. Nous faisons le pari que les décisions prises au plus près du terrain seront plus justes, plus adaptées, plus humaines.

Ce n'est pas un retour en arrière, mais un bond en avant vers une démocratie plus mature. Une décentralisation réelle, où les maires ne sont plus seulement des exécutants de décisions venues d'en haut, mais des acteurs majeurs de la vie démocratique, capables de faire remonter les besoins et les solutions du peuple vers le sommet de l'État.

En plaçant les maires comme socle de notre organisation politique, nous redonnons du sens au mot « démocratie ». Nous affirmons que le véritable pouvoir doit partir du bas, des citoyens eux-mêmes, et que ceux qui sont au plus près de ces citoyens sont les mieux placés pour initier et guider le changement.

Les décisions doivent remonter de la base : du local vers le sommet

Pour retrouver une démocratie véritablement vivante et authentique, il est indispensable de repenser la manière dont les décisions sont prises et appliquées. Aujourd'hui, notre système est structuré de haut en bas, avec des directives centralisées qui descendent des niveaux nationaux vers les échelons locaux. Or, c'est précisément ce schéma qui éloigne les citoyens du processus démocratique.

La proposition est simple : inverser cette logique pour que les décisions remontent du terrain, des communes, des départements et des régions vers l'État central. En d'autres termes, il s'agit de donner un véritable pouvoir d'initiative aux échelons locaux, afin qu'ils ne soient plus de simples exécutants, mais des acteurs à part entière de la décision publique.

Pourquoi ce renversement est-il essentiel ? Parce que les réalités vécues par les citoyens sont avant tout locales. Ce sont les communes qui connaissent les problèmes de logement, de transport, d'éducation ou d'environnement. Ce sont les départements et les régions qui voient émerger les besoins spécifiques de leur territoire. En donnant à ces entités locales la capacité d'initier des politiques et de faire remonter leurs propositions vers l'État, on garantit que les décisions nationales seront enracinées dans le vécu des citoyens.

Cette approche « bottom-up » n'est pas une utopie, mais un retour au bon sens démocratique. Elle permet de lutter contre la centralisation excessive qui conduit à des décisions technocratiques déconnectées des réalités. Elle renforce la légitimité des politiques publiques, car elles émanent directement des besoins exprimés par les citoyens. Elle redonne aussi du pouvoir aux collectivités locales, trop souvent réduites à appliquer des directives venues d'en haut.

En somme, refonder l'organisation politique sur cet axe bottom-up, c'est replacer la souveraineté au plus près des citoyens. C'est reconnaître que la démocratie véritable ne se décrète pas d'en haut, mais se construit d'en bas, à partir des réalités locales, pour irriguer ensuite l'ensemble de la nation.

Redonner aux collectivités locales un rôle moteur dans l'élaboration des politiques publiques

Pour rétablir une démocratie authentique, il est essentiel de repenser le rôle de l'État et des collectivités locales. Concrètement, cela signifie que l'État doit se recentrer exclusivement sur ses missions régaliennes : la justice, la sécurité, la diplomatie, la défense nationale, et les grands équilibres macroéconomiques. En dehors de ces prérogatives fondamentales, toutes les autres compétences doivent être progressivement transférées aux niveaux locaux : communes, départements, régions.

Dans ce schéma, les collectivités locales deviennent les véritables moteurs de l'élaboration des politiques publiques. Ce sont elles qui décident, en concertation avec leurs citoyens, des priorités locales en matière d'éducation, de logement, de transport, de santé de proximité, de culture, de développement économique local, et d'environnement. Elles adaptent ainsi les politiques publiques aux spécificités de chaque territoire, en partant des besoins réels et en les faisant remonter au niveau régional et national.

Ce modèle permet de redonner du sens à la démocratie en rapprochant la prise de décision des citoyens. Il favorise la participation citoyenne, la transparence et la réactivité. Les habitants d'une commune ou d'une région se sentent véritablement impliqués dans la définition des politiques qui les concernent, car ils voient concrètement l'impact de leurs choix au niveau local.

L'État, de son côté, se concentre sur ses missions régaliennes essentielles, garantissant l'égalité devant la loi, la sécurité, la défense de l'intégrité du territoire, la justice et la politique étrangère. Il devient le garant de l'unité nationale, tout en laissant aux collectivités la liberté et la responsabilité de façonner les politiques publiques selon les besoins de leurs administrés.

En redonnant aux collectivités locales un rôle moteur, nous créons un système plus souple, plus résilient, capable de s'adapter aux réalités locales tout en respectant le cadre régalien. C'est ainsi que nous renouons avec une démocratie véritable, où chaque niveau de décision trouve sa légitimité dans la proximité et l'efficacité.

Redonner des financements locaux : rétablir l'autonomie fiscale des territoires

Pour qu'une véritable décentralisation prenne forme et que les collectivités locales puissent jouer pleinement leur rôle, il est essentiel de leur redonner les moyens financiers de leurs ambitions. Cela signifie transférer une part significative de la fiscalité vers le niveau local, afin que les communes, départements et régions disposent de ressources propres et stables.

Concrètement, cela passe par plusieurs leviers fiscaux :

1. **La taxe d'habitation et la taxe foncière**, qui permettent aux municipalités de financer directement les services de proximité. En renforçant leur rôle et en les adaptant aux réalités locales, on offre aux communes une capacité d'action accrue.

2. **La taxe d'aménagement**, qui peut être utilisée par les collectivités pour financer les infrastructures locales et l'urbanisme, en fonction des besoins de développement de chaque territoire.

3. **Des taxes locales spécifiques**, comme des taxes sur les résidences secondaires ou des contributions écologiques locales, qui peuvent être modulées selon les priorités environnementales ou sociales de chaque commune ou région.

4. **Une part de la TVA locale ou d'autres impôts partagés**, afin de garantir une redistribution équitable des richesses produites sur le territoire, et d'assurer que les collectivités locales disposent de ressources pérennes.

En redonnant aux collectivités locales une autonomie fiscale réelle, on leur permet de répondre plus efficacement aux attentes des citoyens. Elles peuvent ainsi financer directement leurs projets, sans dépendre de dotations fluctuantes décidées par l'État central. Cela renforce leur responsabilité et leur légitimité, tout en rapprochant les décisions budgétaires des réalités locales.

Ce retour de l'autonomie financière locale est un pilier fondamental d'une démocratie plus authentique. Il permet aux citoyens de voir concrètement comment leurs impôts sont utilisés au niveau local, et de participer plus activement aux choix budgétaires qui impactent leur vie quotidienne. C'est en redonnant aux territoires les moyens de leur autonomie que nous ferons renaître une démocratie enracinée, responsable et véritablement proche

Plus de démocratie directe

Introduction du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) : législatif, abrogatoire et constituant

La démocratie française, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est qu'une démocratie mutilée. Le peuple est réduit à un rôle de spectateur passif, convoqué tous les cinq ans pour choisir un maître, puis renvoyé à son silence et à son impuissance. Entre deux élections, il n'a aucun pouvoir réel d'intervention. Même lorsqu'il exprime sa volonté par la rue, par la grève, par des mobilisations massives comme celles des Gilets Jaunes ou des retraites, il se heurte à un mur : un système verrouillé, qui n'entend rien et ne cède rien.

Le Référendum d'Initiative Partagée (RIP), introduit en 2008 et présenté comme une avancée, n'est qu'un leurre. Son processus est tellement complexe, ses conditions si irréalistes (plus de 4,7 millions de signatures, un contrôle préalable par le Conseil constitutionnel, l'initiative réservée à un cinquième des parlementaires…)[99], qu'il est **totalement inutilisable**. Depuis son introduction, aucun RIP[100] n'a abouti. Ce n'est pas un outil démocratique, c'est un trompe-l'œil destiné à calmer les critiques, une promesse de participation citoyenne qui reste lettre morte.

Face à cet échec volontairement programmé, il est urgent de revendiquer un véritable outil de démocratie directe : le **Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)**. Contrairement au RIP, le RIC donne au peuple la possibilité **réelle** d'intervenir dans la vie politique et législative, sans passer par le filtre des élus, des partis ou des institutions verrouillées.

Un vrai RIC comporte quatre dimensions indissociables :

1. **Le RIC législatif** : permettre aux citoyens de proposer directement une loi et de la soumettre à référendum. Ainsi, le peuple ne dépend plus des promesses creuses des partis. Si une revendication recueille un nombre suffisant de soutiens, elle doit être examinée et, in fine, validée ou rejetée par la nation entière.

2. **Le RIC abrogatoire** : donner au peuple la possibilité de supprimer une loi existante, y compris une réforme impopulaire ou injuste. Cela redonne un contre-pouvoir immédiat aux citoyens face à un gouvernement qui légifère contre eux. Plus de promesses trahies sans sanction possible : le peuple garde la main.

[99] Article 11 de la Constitution, tel que révisé par la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 ; modalités fixées par la loi organique n° 2013-1114 du 6 décembre 2013, entrée en vigueur le 1er janvier 2015. Les seuils sont d'un cinquième des membres du Parlement, soit 185 sur 925, et d'un dixième du corps électoral, soit environ 4,7 millions d'électeurs.
[100] Trois initiatives ont été engagées : Aéroports de Paris en 2019, qui a recueilli 1,116 million de soutiens sur les 4,7 millions requis ; l'accès aux soins en 2021 et la taxation des superprofits en 2022, toutes deux déclarées non conformes par le Conseil constitutionnel.

3. **Le RIC révocatoire** : offrir la possibilité de révoquer un élu en cours de mandat s'il trahit ses engagements, s'il s'avère corrompu, ou simplement s'il perd la confiance de ses électeurs. Ce mécanisme existe déjà dans plusieurs démocraties locales à travers le monde (Suisse, certains États américains, Amérique latine) et constitue le cœur d'une véritable souveraineté citoyenne.

4. **Le RIC constituant** : le plus puissant de tous, car il permet au peuple de modifier la Constitution elle-même. C'est l'arme démocratique suprême, garantissant que les règles du jeu politique ne sont pas confisquées par une poignée de puissants, mais restent sous le contrôle permanent de la nation.

L'introduction du RIC sous toutes ses formes ne serait pas une simple réforme technique : ce serait un bouleversement historique. Cela signifierait que la souveraineté ne se limite plus à un vote quinquennal, mais qu'elle devient **active, permanente, vivante**. Le peuple ne délègue plus aveuglément : il contrôle, il décide, il participe.

C'est précisément pour cette raison que l'élite politique et économique s'y oppose avec tant de vigueur. Le RIC mettrait fin à leur monopole sur la décision. Il briserait la logique des promesses trahies, des alternances en trompe-l'œil, des décisions imposées par le haut. Il redonnerait à chaque citoyen non pas l'illusion de la démocratie, mais son exercice concret.

Le constat est simple : sans un RIC complet, il n'existe pas de démocratie. Tant que le peuple ne pourra pas proposer, abroger, révoquer et constituer, il restera prisonnier d'une oligarchie qui parle en son nom tout en agissant contre lui. Le RIC est donc la clé de voûte de toute refondation démocratique : le premier outil à mettre en place pour passer d'une République confisquée à une République vivante.

Droit de révocation d'un élu en cours de mandat si ses électeurs jugent qu'il trahit ses engagements

La démocratie représentative telle qu'elle fonctionne aujourd'hui repose sur un mensonge fondateur : celui du **mandat libre**. Une fois élu, le représentant ne doit plus rien à ses électeurs, si ce n'est de revenir devant eux au terme de son mandat pour briguer à nouveau leurs suffrages. Entre-temps, il peut promettre une chose et faire son exact contraire, sans que le peuple ne puisse rien dire ni rien faire. C'est ce mécanisme qui alimente la trahison permanente et la défiance radicale des citoyens envers leurs institutions.

Face à cela, il est urgent de redonner au peuple un outil fondamental : le **droit de révocation d'un élu en cours de mandat**. Non pas comme une vengeance personnelle, non pas comme une sanction partisane, mais comme la simple application du principe démocratique le plus élémentaire : **celui qui détient le pouvoir ne peut l'exercer que tant qu'il a la confiance de ceux qui le lui ont confié.**

Ce droit de révocation n'est pas une invention révolutionnaire. Il existe déjà dans plusieurs systèmes politiques : en Suisse, dans certains États américains comme la Californie, en Amérique latine

(Équateur, Venezuela, Bolivie), et même à l'échelle locale en Allemagne[101]. Dans tous ces cas, il repose sur un mécanisme simple et juste : si un nombre suffisant d'électeurs estime que leur élu a trahi ses engagements, ils peuvent déclencher une procédure de révocation.

Le processus pourrait être le suivant :

1. **Seuil de déclenchement** : un pourcentage défini des électeurs inscrits dans la circonscription (par exemple 10 à 20 %) peut signer une pétition demandant la révocation.

2. **Contrôle de validité** : les signatures sont vérifiées par une autorité indépendante, pour garantir la sincérité du processus.

3. **Organisation du vote** : un référendum local ou national (selon le niveau de l'élu) est organisé. Les citoyens répondent par « oui » ou « non » à la question : « *Souhaitez-vous révoquer cet élu ?* ».

4. **Conséquence du vote** : si la majorité des votants s'exprime pour la révocation, le mandat prend fin immédiatement et une nouvelle élection est organisée.

Ce mécanisme se rapproche du mandat impératif, sans toutefois y basculer entièrement. Dans un mandat impératif strict, l'élu serait juridiquement contraint de respecter à la lettre son programme ou les consignes de ses électeurs, ce qui risquerait de paralyser l'action publique. Ici, la nuance est subtile mais essentielle : l'élu conserve une marge d'action, mais il sait que cette marge est encadrée par un contrôle citoyen permanent. S'il trahit ses promesses de manière flagrante, s'il se montre corrompu, incompétent ou méprisant, il peut être démis avant la fin de son mandat.

Un tel outil changerait radicalement la culture politique. Fini les promesses en l'air et les mensonges électoraux sans conséquence. Fini les cinq années de pouvoir absolu où l'élu fait ce qu'il veut contre l'avis de ses électeurs. Chaque représentant saurait qu'il tient son mandat **non pas de l'institution, mais du peuple**, et qu'il doit rendre des comptes à tout moment. Ce serait une révolution silencieuse, mais décisive : celle du retour de la confiance.

Car la confiance ne naît pas de belles paroles, mais de mécanismes de contrôle. Le droit de révocation redonne au citoyen le pouvoir de sanctionner, mais aussi à l'élu la possibilité de gouverner en sachant qu'il ne pourra se maintenir que par sa sincérité et son intégrité. C'est une arme de transparence, de responsabilité et de souveraineté.

De là ce principe : sans ce droit, il n'existe pas de démocratie. Tant que le peuple ne pourra pas démettre ses élus en cours de mandat, il restera condamné à subir des trahisons répétées, sans autre choix que d'attendre la prochaine élection pour changer un visage, mais pas le système. Le droit de révocation, c'est la clé pour transformer une République dépossédée en une République vivante, où le peuple n'est plus un spectateur, mais l'arbitre permanent de son destin.

[101] En Suisse, la révocation est prévue par sept constitutions cantonales et n'a pratiquement jamais abouti. En Californie, le gouverneur Gray Davis a été révoqué en octobre 2003. Au Venezuela en 2004 et en Bolivie en 2008, les référendums révocatoires ont été remportés par les dirigeants visés. En Allemagne, la révocation des maires est possible dans la plupart des Länder, à l'exception notable de la Bavière et du Bade-Wurtemberg.

Budgets participatifs étendus et contraignants dans toutes les communes

La démocratie ne se mesure pas seulement dans les urnes, ni dans la capacité des citoyens à voter pour ou contre une loi. Elle se mesure surtout dans le contrôle des ressources : **l'argent public, c'est-à-dire l'argent de tous.** Or, dans notre système actuel, la gestion de ce budget reste l'apanage des élus et des technocrates, avec des arbitrages souvent opaques, guidés par des logiques d'appareil ou par la pression de lobbies. Les citoyens, eux, n'ont aucune prise réelle sur l'allocation de ces fonds.

Le budget participatif est un outil qui change radicalement cette logique. Déjà expérimenté dans certaines communes en France (comme Paris, Grenoble, Rennes, ou encore dans de nombreuses villes du monde, de Porto Alegre au Brésil à Barcelone en Espagne[102]), il consiste à donner aux citoyens le pouvoir de décider directement de l'affectation d'une partie du budget communal. Les habitants proposent des projets, les discutent, puis votent pour choisir lesquels seront financés et réalisés.

Mais dans sa forme actuelle, ce mécanisme reste souvent **anecdotique et symbolique** : une petite part du budget, quelques projets locaux, une participation restreinte. Pour que le budget participatif devienne un véritable instrument démocratique, il faut l'étendre et le rendre contraignant.

Cela signifie :

1. **Une part significative du budget communal réservée à la décision citoyenne**, par exemple 20 % minimum. Pas seulement des miettes, mais une enveloppe conséquente qui permet de financer de vrais projets structurants : écoles, infrastructures écologiques, mobilités locales, culture.

2. **Un processus obligatoire et encadré par la loi**, afin qu'aucune municipalité ne puisse se contenter de vitrines démocratiques. Ce mécanisme doit être inscrit dans le fonctionnement régulier de toutes les communes, petites et grandes.

3. **Une transparence totale des finances locales**, pour que chaque citoyen puisse comprendre d'où vient l'argent et comment il est dépensé. Sans opacité, sans jargon technocratique.

4. **Un accompagnement pédagogique**, afin que les citoyens soient réellement formés et informés sur les enjeux budgétaires. La démocratie, ce n'est pas seulement donner un droit, c'est donner les moyens de l'exercer intelligemment.

L'impact d'un tel dispositif serait immense. Les citoyens reprendraient confiance en leur capacité à agir directement sur leur quotidien. Les élus, eux, devraient composer avec des décisions venues de la base, ce qui limiterait les logiques clientélistes et les projets inutiles imposés d'en haut. Le budget participatif deviendrait ainsi une **école permanente de démocratie**, où chacun apprend non seulement à revendiquer, mais aussi à arbitrer, à prioriser, à construire le bien commun.

[102] Le budget participatif de Porto Alegre a été créé en 1989 sous une municipalité du Parti des travailleurs et mobilisait jusqu'à cinquante mille habitants par cycle au début des années 2000. Il a été suspendu en 2017.

En vérité, **la gestion de l'argent est la clé de voûte du système**. C'est parce que les citoyens sont exclus des décisions budgétaires qu'ils sont tenus à l'écart de la véritable souveraineté. Réintégrer le peuple dans la gestion des finances publiques, c'est rétablir une République où le citoyen est copropriétaire des ressources nationales, et non simple contribuable passif.

Le budget participatif étendu et contraignant, généralisé à toutes les communes de France, serait le dernier pilier d'une démocratie directe digne de ce nom. Un peuple qui décide de l'usage de son argent est un peuple qui a repris le contrôle de son destin.

Nettoyer et appliquer les lois

Audit global du droit français pour supprimer les lois inutiles, contradictoires ou obsolètes

La France souffre d'un mal silencieux mais redoutable : l'inflation législative. Depuis des décennies, les gouvernements successifs, chaque fois qu'ils veulent montrer qu'ils « agissent », produisent de nouvelles lois, de nouveaux règlements, de nouveaux décrets. Résultat : des milliers de textes, souvent redondants, contradictoires, obsolètes, ou inapplicables. Ce foisonnement normatif ne renforce pas l'État de droit : il l'affaiblit. Car une loi trop complexe cesse d'être lisible par le citoyen, elle devient un outil de domination réservé aux experts et aux initiés.

Un véritable sursaut démocratique doit donc commencer par un **grand audit global du droit français**. Il ne s'agit pas de détruire l'édifice juridique, mais de le nettoyer, de le rendre clair, cohérent et efficace.

Cet audit doit répondre à trois objectifs :

1. **Supprimer les lois inutiles** : beaucoup de textes sont des doublons, ou concernent des situations qui n'existent plus. Par exemple, certaines réglementations économiques datent de contextes industriels disparus ; des règles administratives continuent d'exister alors qu'elles n'ont plus aucun objet pratique.

2. **Corriger les contradictions** : le droit français est truffé d'incohérences. Des lois votées à des époques différentes s'opposent, ce qui crée une insécurité juridique permanente, tant pour les citoyens que pour les entreprises ou les administrations. C'est le règne de l'arbitraire : l'application dépend de l'interprétation ou du rapport de force.

3. **Abolir les lois obsolètes** : nombre de dispositions appartiennent à des époques révolues, mais subsistent faute d'avoir été abrogées. Elles encombrent le Code, servent parfois de prétexte à des abus administratifs, et entretiennent la défiance du citoyen envers son système juridique.

Ce travail de remise à plat pourrait être mené par une **commission nationale indépendante**, composée de juristes, de magistrats, mais aussi de citoyens tirés au sort pour garantir la transparence et l'ancrage démocratique du processus. Chaque texte serait analysé selon des

critères simples : est-il encore utile ? cohérent ? appliqué ? compatible avec les principes fondamentaux de la République et les exigences écologiques et sociales du XXIe siècle ?

Une telle opération aurait plusieurs effets majeurs :

- **Rendre le droit lisible et accessible** au plus grand nombre. Un citoyen ne devrait pas avoir besoin d'un avocat pour comprendre ses droits et obligations.
- **Redonner de la crédibilité à la loi** : trop de textes tuent l'autorité de la norme. En sélectionnant les lois essentielles, on rend leur application plus claire et plus respectée.
- **Réduire la bureaucratie** : un droit trop complexe nourrit une machine administrative hypertrophiée. En simplifiant les règles, on allège le fonctionnement de l'État et on libère des ressources pour les missions essentielles.
- **Restaurer l'égalité devant la loi** : car la complexité favorise toujours ceux qui savent la contourner, c'est-à-dire les grandes entreprises, les lobbies, et les puissants.

Cet audit global n'est pas un caprice de technicien : c'est un acte politique fort. C'est dire au peuple que la loi n'est pas une jungle impénétrable, mais un outil au service de sa liberté et de sa sécurité. C'est rappeler que dans une République saine, la règle n'est pas proliférante et contradictoire, mais claire et appliquée.

L'objectif n'est pas d'avoir plus de lois, mais **de meilleures lois**, adaptées à notre époque et respectées par tous. Cet assainissement du droit français est la première étape indispensable pour reconstruire une démocratie vivante et une nation juste.

Priorité : appliquer réellement les lois existantes au lieu de produire une inflation législative

Depuis plusieurs décennies, le réflexe pavlovien de chaque gouvernement face à un problème est de **produire une nouvelle loi**. Un fait divers ? Une nouvelle loi. Une crise sociale ? Une nouvelle loi. Une demande médiatique ? Une nouvelle loi. Cette fuite en avant législative crée une **inflation normative sans précédent** : des milliers de textes s'empilent, se chevauchent, se contredisent. Au point qu'aujourd'hui, la France compte parmi les pays les plus sur-réglementés au monde.

Mais cette surproduction ne résout rien. Bien au contraire : elle rend la loi illisible, incompréhensible pour les citoyens et même inapplicable pour ceux qui doivent la faire respecter. Elle nourrit l'arbitraire, car dans ce maquis juridique, les puissants trouvent toujours une faille, une contradiction, un vide qu'ils peuvent exploiter. Les plus faibles, eux, se heurtent à des règles incompréhensibles, souvent appliquées avec rigueur contre eux mais assouplies pour d'autres.

Il est donc urgent de renverser la logique. Le problème de la France n'est pas qu'elle manque de lois, mais qu'elle n'applique pas celles qui existent déjà. **Nous n'avons pas besoin de plus de normes, mais de l'application ferme et équitable des règles en vigueur.**

Prenons des exemples concrets :

- Le droit du travail existe pour protéger les salariés, mais combien d'abus patronaux passent sous silence faute de contrôles effectifs ?

- Les lois fiscales existent pour limiter l'évasion fiscale, mais les plus grandes fortunes et les multinationales continuent d'échapper à l'impôt grâce à des montages complexes que personne ne sanctionne vraiment.

- Le droit environnemental existe pour encadrer la pollution et protéger les écosystèmes, mais il est constamment contourné ou suspendu sous prétexte de compétitivité économique.

Ainsi, l'injustice ne vient pas d'un manque de textes, mais d'un manque de volonté politique pour appliquer ceux qui protègent le peuple, tandis que ceux qui servent le pouvoir ou les intérêts économiques sont appliqués avec zèle.

Pour mettre fin à cette dérive, il faut instaurer une **priorité absolue à l'application du droit existant**, avant toute nouvelle production législative. Cela suppose :

1. **Un moratoire sur la création de nouvelles lois**, le temps que l'audit global du droit soit mené.

2. **Un renforcement massif des moyens de contrôle et de sanction**, pour que les lois déjà votées soient réellement effectives.

3. **Un principe de proportionnalité** : chaque nouvelle loi ne peut être envisagée que si toutes celles en vigueur dans le domaine concerné sont évaluées, simplifiées et appliquées.

4. **Un mécanisme de suivi transparent**, permettant aux citoyens de vérifier non seulement les lois votées, mais surtout leur application réelle.

Cette discipline législative aurait des effets bénéfiques immédiats : moins d'arbitraire, plus de clarté, plus de confiance des citoyens dans leurs institutions. Car la défiance actuelle naît précisément du décalage entre les textes proclamés et la réalité vécue : entre la « République des lois » affichée et l'impunité des puissants constatée.

Légiférer sans appliquer, c'est gouverner dans le mensonge. C'est donner au peuple l'illusion d'une protection qu'il n'a pas. Restaurer l'ordre dans la production législative, c'est donc restaurer la confiance démocratique et redonner à la loi sa vraie valeur : celle d'un socle de justice, clair, équitable, appliqué à tous.

Système judiciaire et administratif débarrassé des logiques mafieuses et des arrangements politiques

Aucun État ne peut prétendre à la justice s'il n'a pas lui-même purgé ses propres institutions des influences corruptrices qui les dénaturent. Or, en France, notre système judiciaire et administratif souffre d'une gangrène silencieuse : celle des logiques de caste et des arrangements politiques.

La justice est censée être indépendante. Elle devrait être l'épée qui tranche dans le vif, sans considération pour le rang social, la richesse ou l'appartenance partisane de celui qui se trouve devant elle. Mais dans la réalité, elle est trop souvent perçue comme lente, partiale, et sélective. Les puissants bénéficient d'une indulgence qu'aucun citoyen ordinaire ne connaîtra jamais. Les scandales politico-financiers, quand ils aboutissent à des procès, se terminent le plus souvent par des peines symboliques ou des relaxes, tandis que le citoyen ordinaire est sanctionné avec rigueur pour des délits bien moindres.

De même, l'administration, qui devrait être l'incarnation neutre de l'État au service du peuple, est trop souvent instrumentalisée par le pouvoir politique. Les nominations obéissent aux logiques d'allégeance et de fidélité plus qu'à celles de la compétence et de la probité. Les carrières se construisent par réseaux et par clientélisme, verrouillant l'accès à des postes clés et créant une véritable **caste administrative**, imperméable aux critiques et protégée par l'entre-soi.

Ces pratiques relèvent, dans leur essence, de l'arrangement entre soi : elles reposent sur l'omerta, la loyauté à un clan, les arrangements discrets, le partage de privilèges et la mise à l'écart de ceux qui refusent de se soumettre. Elles corrompent non seulement le fonctionnement de l'État, mais aussi la confiance du peuple en ses institutions.

Pour sortir de cette spirale, il faut une réforme radicale, à la fois **technique et morale** :

1. **Indépendance réelle de la justice** : fin de toute nomination politique aux postes judiciaires. Les magistrats doivent être désignés par des instances indépendantes et contrôlées démocratiquement, non par l'exécutif.

2. **Sanctions effectives et exemplaires** pour la corruption politique et administrative, sans possibilité d'arrangements discrets. La tolérance zéro doit être la règle.

3. **Transparence des carrières administratives** : publication des critères de nomination, obligation de rendre des comptes sur les décisions prises, limitation des passages entre haute administration et grands groupes privés.

4. **Protection des lanceurs d'alerte** : un système qui se prétend démocratique ne peut pas bâillonner ceux qui dénoncent les abus. Ces voix doivent être protégées, encouragées, reconnues comme garantes du bien commun.

5. **Rotation et limitation des mandats administratifs** : éviter la constitution de baronnies bureaucratiques où les mêmes individus monopolisent le pouvoir pendant des décennies.

L'objectif est clair : **une justice et une administration redevenues des biens communs**, des institutions au service du peuple, dégagées de la mainmise des partis et des réseaux. Non pas une machine obscure, mais une structure limpide, intègre, contrôlée, où la loi s'applique avec la même rigueur pour tous.

Car sans une justice incorruptible, il n'y a pas d'État de droit. Et sans une administration loyale au peuple, il n'y a pas de République digne de ce nom. Nettoyer ces institutions, c'est donc bien plus qu'une réforme technique : c'est une **révolution morale**, la condition même pour que la confiance entre l'État et le citoyen puisse renaître.

Séparation stricte des pouvoirs

Garantir une justice indépendante, avec des moyens renforcés

Une justice forte, impartiale et indépendante est la condition même de la démocratie. C'est le socle même de l'État de droit : si la justice est inféodée au pouvoir exécutif ou dépendante des influences économiques, alors les citoyens ne sont plus protégés mais livrés à l'arbitraire. Or, en France, la justice souffre aujourd'hui d'un double mal : un manque criant de moyens et une dépendance persistante à l'égard du pouvoir politique.

Une justice sous-financée, donc affaiblie

Comparée à ses voisins européens, la justice française est l'une des moins dotées en ressources humaines et budgétaires[103]. Les magistrats sont en sous-effectif, les greffiers surchargés, les procédures interminables. Les délais d'audiencement atteignent parfois plusieurs années, créant un sentiment d'injustice pour les victimes et une impression d'impunité pour les délinquants. Dans le domaine pénal comme dans le domaine civil, cette lenteur mine la crédibilité du système. Sans moyens suffisants, la justice n'est pas neutre : elle est lente pour les faibles et rapide pour les puissants.

Une justice sous influence politique

Au-delà du problème des moyens, c'est l'indépendance même de la justice qui est en cause. Aujourd'hui, le pouvoir exécutif conserve une influence directe sur les carrières des magistrats, notamment à travers le rôle du ministère de la Justice et du Conseil supérieur de la magistrature. Cette dépendance nourrit l'idée – souvent confirmée par les faits – que certaines affaires sensibles sont freinées, classées ou orientées selon les intérêts du pouvoir en place. Une telle situation est incompatible avec la démocratie.

La justice, outil de sécurité et de cohésion sociale

La justice n'est pas un luxe, c'est un outil essentiel de la sécurité collective. Une société où la loi est appliquée de manière claire, égale et prévisible est une société apaisée. À l'inverse, une société où la loi est appliquée de façon arbitraire ou discriminatoire est une société minée par la défiance et la violence. La sécurité ne se résume pas au maintien de l'ordre policier ; elle repose d'abord sur la certitude que chaque citoyen, riche ou pauvre, puissant ou modeste, sera jugé selon les mêmes règles.

Les réformes nécessaires

Pour garantir une justice véritablement indépendante et efficace, plusieurs réformes s'imposent :

[103] Conseil de l'Europe, Commission européenne pour l'efficacité de la justice, European Judicial Systems, cycle d'évaluation 2024, données 2022, publié le 16 octobre 2024 : la France consacre 0,20 % de son produit intérieur brut à la justice contre une médiane européenne comprise entre 0,28 et 0,31 %, et compte 3,2 procureurs pour cent mille habitants, le ratio le plus faible d'Europe, contre une médiane d'environ onze.

1. **Autonomie totale du Conseil supérieur de la magistrature**, qui doit contrôler les carrières des juges sans aucune influence du gouvernement.

2. **Augmentation massive du budget de la justice**, afin de recruter des magistrats, greffiers, enquêteurs financiers et personnels administratifs en nombre suffisant pour rendre la justice dans des délais raisonnables.

3. **Renforcement de l'indépendance du parquet**, qui ne doit plus recevoir d'instructions du pouvoir exécutif.

4. **Numérisation et simplification des procédures**, pour désengorger les tribunaux tout en garantissant l'égalité d'accès.

5. **Protection des juges et enquêteurs** contre les pressions politiques, économiques ou médiatiques, afin qu'ils puissent agir sans crainte de représailles.

Une justice comme pilier de la démocratie retrouvée

Garantir une justice indépendante et dotée de moyens à la hauteur, c'est plus qu'une réforme technique : c'est restaurer la confiance du peuple envers ses institutions. C'est dire au citoyen qu'il ne sera plus seul face aux puissants, que la loi le protège réellement, que l'égalité devant la loi n'est pas un slogan mais une réalité vécue. C'est aussi rappeler que la justice n'est pas un contre-pouvoir secondaire : elle est **le pouvoir qui garantit la liberté de tous face aux abus de quelques-uns**.

Une République digne de ce nom ne peut survivre sans une justice forte. En l'érigeant en institution réellement indépendante, nous faisons de la justice non seulement un pilier démocratique, mais aussi un outil de sécurité, de paix et de dignité pour l'ensemble de la nation.

Encourager la médiation

Dans une société fracturée, saturée de conflits et minée par la défiance, la justice ne peut se limiter à être une machine à trancher, condamner ou punir. Elle doit aussi être un outil de **réconciliation**. Or, aujourd'hui, en France, trop d'affaires encombrent les tribunaux alors qu'elles pourraient être réglées autrement, par le dialogue, l'écoute et la recherche d'un compromis équitable. C'est ici que la **médiation** prend tout son sens.

La médiation : une justice de proximité

La médiation consiste à faire intervenir un tiers neutre, indépendant, chargé d'aider les parties en conflit à trouver un accord. Elle ne supprime pas la justice traditionnelle, mais elle l'allège et la complète. Elle permet de désamorcer les tensions avant qu'elles ne dégénèrent en procès longs, coûteux et destructeurs. Dans les conflits familiaux, les litiges de voisinage, les différends entre salariés et employeurs, ou encore les contentieux de consommation, la médiation offre une voie plus humaine, plus rapide et souvent plus juste.

Restaurer le lien social

Encourager la médiation, ce n'est pas seulement réduire l'engorgement des tribunaux, c'est aussi **recréer du lien social**. En réapprenant à se parler, à chercher des solutions ensemble, les citoyens restaurent une confiance réciproque et reprennent conscience qu'ils partagent une communauté de destin. La médiation ne cherche pas à désigner un vainqueur et un vaincu : elle cherche à trouver un terrain d'entente. Elle valorise l'écoute, la compréhension mutuelle et la responsabilité individuelle.

Une justice apaisée et moins coûteuse

Sur le plan pratique, la médiation permettrait de réaliser d'importantes économies pour l'État et pour les justiciables. Plutôt que de mobiliser des magistrats, des greffiers et des avocats sur des affaires qui pourraient être réglées autrement, on libère des moyens pour traiter les cas les plus graves. En outre, elle réduit le coût psychologique pour les citoyens, qui évitent le traumatisme de procédures judiciaires interminables.

Les réformes nécessaires

Pour que la médiation prenne toute sa place dans notre système judiciaire, plusieurs réformes s'imposent :

1. **Institutionnaliser la médiation** dans tous les domaines où elle est pertinente (droit de la famille, voisinage, travail, consommation, litiges administratifs simples).
2. **Former et certifier des médiateurs indépendants**, afin de garantir leur neutralité et leur compétence.
3. **Créer des maisons de la médiation dans chaque commune ou intercommunalité**, accessibles gratuitement aux citoyens, pour assurer une justice de proximité.
4. **Donner aux juges le pouvoir d'imposer une tentative de médiation** avant d'engager une procédure judiciaire, lorsque cela est possible.
5. **Valoriser les accords issus de la médiation**, en leur donnant la même force juridique qu'un jugement une fois homologués.

La médiation, pilier d'une démocratie apaisée

Encourager la médiation, c'est affirmer une autre vision de la justice : une justice qui ne se contente pas de sanctionner, mais qui répare et réconcilie. C'est replacer l'humain au centre, en reconnaissant que la société ne se construit pas dans l'affrontement permanent, mais dans la capacité à surmonter les désaccords.

Une République forte n'est pas une République de tribunaux saturés et de citoyens en guerre les uns contre les autres. C'est une République où la loi protège, mais où la médiation permet d'apprendre à vivre ensemble malgré les différences. En développant la médiation, nous faisons le choix d'une société plus apaisée, plus responsable et plus humaine.

Interdire toute immixtion du pouvoir exécutif dans les décisions judiciaires

Il n'y a pas de démocratie sans une justice indépendante. Or, en France, l'ombre du pouvoir exécutif plane encore trop souvent sur les décisions judiciaires. Cette situation, qui devrait choquer chaque citoyen, est le résultat d'un héritage institutionnel qui confond l'autorité politique et l'autorité judiciaire. En conséquence, l'indépendance proclamée de la justice n'est qu'un décor, derrière lequel l'exécutif continue de tirer les ficelles.

Une justice sous tutelle déguisée

Aujourd'hui, le ministère de la Justice, qui fait partie du gouvernement, exerce encore un pouvoir de contrôle sur le parquet[104], c'est-à-dire sur les procureurs. Ces derniers, pourtant garants de l'intérêt public et de l'application de la loi, restent soumis à la hiérarchie ministérielle et peuvent recevoir des instructions générales. Cela signifie concrètement que le gouvernement peut influencer, directement ou indirectement, les poursuites engagées – ou non – dans certaines affaires sensibles. Comment croire alors à une justice équitable, lorsque le politique peut choisir d'accélérer ou de freiner une procédure selon ses intérêts ?

Les affaires sensibles comme révélateurs

Il suffit d'observer le traitement des grandes affaires politico-financières pour comprendre le danger de cette immixtion. Les enquêtes qui concernent des personnalités proches du pouvoir traînent souvent en longueur, quand elles ne sont pas étouffées. À l'inverse, celles qui concernent les opposants politiques bénéficient parfois d'une célérité suspecte. Cette inégalité de traitement mine la confiance du peuple et transforme la justice en instrument de pouvoir, au lieu de la maintenir comme rempart contre les abus.

La nécessité d'une séparation stricte

Il faut donc mettre fin à cette ambiguïté : **la justice ne doit rendre de comptes qu'au peuple et à la loi, jamais au gouvernement.** Cela implique :

1. **L'autonomie totale du parquet** : les procureurs doivent être indépendants, nommés par un Conseil supérieur de la magistrature renforcé[105], et ne plus recevoir la moindre instruction de l'exécutif.

2. **L'interdiction constitutionnelle** pour tout membre du gouvernement de donner une directive, explicite ou implicite, dans une affaire judiciaire en cours.

3. **La protection des magistrats** contre toute pression politique, économique ou médiatique, avec des garanties statutaires et disciplinaires solides.

[104] Ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ; article 30 du code de procédure pénale. Les instructions individuelles du garde des Sceaux dans les affaires particulières ont été supprimées par la loi n° 2013-669 du 25 juillet 2013 : demeure le pouvoir de nomination.
[105] Article 65 de la Constitution du 4 octobre 1958. Le Conseil supérieur de la magistrature rend un avis simple sur la nomination des magistrats du parquet, alors que son avis lie le pouvoir exécutif pour les magistrats du siège.

4. **La transparence totale** : publication régulière d'un rapport sur l'indépendance effective de la justice, permettant aux citoyens de vérifier que le principe est respecté.

La justice comme contre-pouvoir, non comme bras armé

Une République digne de ce nom n'a pas peur d'une justice indépendante. Au contraire, elle s'en honore. Car une justice libre, capable de poursuivre les abus où qu'ils se trouvent, est la meilleure garantie contre la dérive autoritaire et la corruption. Ce n'est pas une faiblesse de l'État que d'accepter un tel contre-pouvoir, c'est sa force. L'État fort n'est pas celui qui contrôle la justice, mais celui qui s'incline devant elle lorsque le droit l'exige.

En interdisant toute immixtion de l'exécutif dans les décisions judiciaires, nous rendons à la justice son rôle sacré : être l'arbitre impartial de la cité, le gardien de la loi commune, le protecteur des faibles contre les puissants. C'est la condition indispensable pour que la démocratie soit autre chose qu'une mascarade.

Création d'organismes indépendants chargés de contrôler l'action publique

Un État véritablement démocratique n'est pas seulement celui qui élabore des lois justes, ni même celui qui garantit l'indépendance de la justice. Il est celui qui s'assure, en permanence, que **l'action publique est conforme à l'intérêt général**, et que ceux qui détiennent le pouvoir rendent des comptes au peuple, sans délai ni échappatoire. Or, aujourd'hui, les mécanismes de contrôle sont trop rares, trop lents, souvent compromis par des influences politiques ou économiques. Résultat : l'arbitraire prospère, les erreurs sont étouffées, les abus restent impunis.

Pour restaurer la confiance, il faut franchir un cap décisif : instaurer **des organismes indépendants, permanents et dotés de moyens conséquents, chargés de contrôler l'action publique**. Leur mission : évaluer, valider, corriger et, le cas échéant, sanctionner. Non pas dans des délais de cinq ans ou à la fin d'un mandat, mais quasiment en temps réel.

Les limites du système actuel

Certes, la France dispose déjà de certaines instances de contrôle : la Cour des comptes, la Haute autorité pour la transparence de la vie publique[106], ou encore certaines commissions parlementaires. Mais leur action est trop souvent limitée par leur dépendance au pouvoir politique, leur manque de moyens ou la lenteur de leurs procédures. Elles produisent des rapports exhaustifs, parfois accablants, mais qui restent lettre morte faute de contrainte. Le citoyen, lui, n'en tire aucune garantie concrète.

Des organismes indépendants et contraignants

La réforme que nous proposons repose sur trois piliers :

[106] Cour des comptes : article 47-2 de la Constitution et article L. 111-1 du code des juridictions financières. Haute Autorité pour la transparence de la vie publique : loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013.

1. **Indépendance totale** : ces organismes doivent être totalement détachés de l'exécutif et du législatif. Leurs membres doivent être désignés par un processus transparent, incluant des magistrats, des experts, mais aussi des citoyens tirés au sort, pour garantir une neutralité absolue.

2. **Évaluation permanente** : chaque action publique – réforme, dépense, décision stratégique – doit être évaluée en continu. Non pas seulement après coup, mais au fil de son déploiement. Cela permet d'ajuster rapidement, d'éviter les dérives et de corriger les erreurs avant qu'elles ne deviennent irréversibles.

3. **Pouvoir de contrainte** : un rapport de contrôle ne doit plus être une simple recommandation, mais un instrument contraignant. Si une politique est jugée inefficace, injuste ou contraire aux engagements annoncés, l'organisme doit avoir le pouvoir de bloquer son application et de la renvoyer à la délibération publique.

Une clé pour la transparence et la confiance

L'existence de tels organismes transformerait radicalement le rapport entre le peuple et ses dirigeants. Chaque citoyen saurait que les décisions prises sont constamment scrutées, évaluées et corrigées par des instances indépendantes. Cela mettrait fin au cycle des promesses trahies et des politiques menées sans contrôle. La transparence ne serait plus une option, mais une obligation permanente.

Vers une nouvelle norme démocratique

Dans cette nouvelle République, **le contrôle devient la norme**. Gouverner ne signifie plus décider dans l'ombre et rendre des comptes une fois tous les cinq ans, mais agir sous le regard constant d'organismes indépendants, garants de l'intérêt général. Cela ne paralyse pas l'action publique, au contraire : cela la rend plus efficace, plus juste, plus crédible.

Ainsi, la création de ces organismes indépendants est bien plus qu'une réforme institutionnelle. C'est une révolution dans la manière de concevoir l'action publique. C'est la clé qui permet de réconcilier efficacité et démocratie, rapidité et transparence, autorité et légitimité.

Un gouvernement qui n'accepte pas d'être contrôlé n'est pas un gouvernement républicain. Dans la France de demain, ce contrôle ne sera plus l'exception : il sera la règle.

Réduire les privilèges politiques

Fin des régimes spéciaux et des avantages liés à la fonction politique

La fonction politique, dans une démocratie digne de ce nom, devrait être l'expression la plus noble du service à la communauté. Elle devrait incarner le don de soi, la responsabilité, l'humilité, et l'exemple donné au peuple. Or, en France, elle est trop souvent synonyme de privilèges, d'avantages

indus et de protections exorbitantes. Cette dérive a creusé un fossé entre gouvernants et gouvernés, et alimente la défiance grandissante des citoyens envers leurs institutions.

Les régimes spéciaux : un scandale démocratique

Pendant que l'on demande au peuple des sacrifices permanents, les élus s'accordent des régimes spéciaux qui les mettent à l'écart des contraintes communes. Retraites dorées, indemnités multiples, avantages fiscaux, facilités de logement ou de transport : autant de privilèges qui ne se justifient par aucune nécessité démocratique. Ils constituent au contraire une insulte à l'égalité républicaine. Comment un citoyen ordinaire pourrait-il avoir confiance en ses représentants lorsqu'il les voit vivre selon des règles qui ne s'appliquent pas à lui ?

La fonction politique comme service, non comme rente

Un mandat électif ne devrait jamais être une carrière, encore moins une rente. Il doit être un engagement temporaire au service de l'intérêt général. Or, les avantages accumulés autour des fonctions politiques en ont fait un métier à part entière, parfois plus lucratif et plus confortable que les professions du privé ou du public. Cette logique détourne l'esprit même de la démocratie : l'élu devient gestionnaire de ses propres intérêts plutôt que représentant de la nation.

La fin des privilèges, condition de la confiance

Mettre fin aux régimes spéciaux et aux avantages liés à la fonction politique n'est pas seulement une mesure symbolique : c'est une condition essentielle pour restaurer la confiance entre le peuple et ses institutions. Les élus doivent être soumis aux mêmes règles sociales que leurs concitoyens : mêmes retraites, mêmes droits sociaux, mêmes obligations fiscales. La transparence totale de leurs revenus et avantages doit devenir la norme.

Propositions concrètes

1. **Suppression de tous les régimes spéciaux** liés aux fonctions politiques (retraites spécifiques, avantages fiscaux particuliers, indemnités cumulées).
2. **Alignement complet** des droits sociaux des élus sur ceux des citoyens ordinaires.
3. **Publication annuelle** de la rémunération et des avantages matériels de chaque élu, afin de garantir une transparence totale.
4. **Contrôle indépendant** de l'utilisation des fonds publics alloués aux élus (indemnités, frais de mandat, budgets de fonctionnement).
5. **Sanctions immédiates** en cas d'abus ou d'enrichissement personnel lié à la fonction politique.

Un geste fort et nécessaire

Mettre fin à ces privilèges, c'est rappeler que l'élu n'est pas un supérieur, mais un serviteur. C'est dire clairement que la politique ne doit plus être perçue comme un ascenseur social réservé à une minorité, mais comme un engagement temporaire au service de tous. C'est aussi un geste fort envoyé au peuple : l'État exige des efforts de ses citoyens, mais ses dirigeants seront désormais les premiers à montrer l'exemple.

En abolissant ces régimes spéciaux, nous brisons l'une des sources principales de la défiance et de la colère populaire. Nous posons la première pierre d'une République restaurée dans sa dignité et son égalité. Car il n'y a pas de démocratie véritable tant que ceux qui gouvernent continuent de vivre dans des conditions de privilège refusées au peuple.

Interdiction du cumul de mandats et des reconductions illimitées

La démocratie s'étouffe lorsqu'elle devient l'affaire d'une poignée de professionnels qui confisquent les responsabilités et verrouillent le pouvoir. En France, le cumul des mandats et la reconduction illimitée des élus ont produit exactement cet effet : un système où certains s'installent durablement dans des postes, s'assurent des réseaux d'influence, construisent des carrières politiques à vie et empêchent l'émergence de nouvelles voix. Le citoyen se retrouve alors prisonnier d'un théâtre où les mêmes visages reviennent indéfiniment, comme si la nation manquait de talents et d'intelligence collective.

Le cumul des mandats a toujours été présenté par ceux qui en profitent comme une forme d'efficacité, une continuité permettant de relier le local et le national. En réalité, il ne fait que concentrer le pouvoir dans les mains de quelques-uns, tout en créant des conflits d'intérêts permanents. Comment croire qu'un élu puisse représenter équitablement plusieurs responsabilités à la fois, alors que chacune devrait exiger son attention totale ? Le cumul n'est pas un signe de compétence, mais une forme d'accaparement qui fragilise la représentation et entretient l'idée que la politique est une carrière d'accumulation plutôt qu'un service temporaire.

À cette logique d'accaparement s'ajoute celle de la reconduction illimitée. En l'absence de règles strictes, beaucoup d'élus s'accrochent à leur siège comme s'il leur appartenait en propre, transformant le mandat en rente. Cette permanence nourrit la lente dénaturation de l'âme que Platon avait décrite : à force de fréquenter le même milieu, de céder aux mêmes logiques de parti, l'élu se détache progressivement du peuple et se confond avec le système qu'il devrait contrôler. Là où le mandat devrait être une respiration démocratique, un temps limité au service de la communauté, il devient une carrière de pouvoir, avec son lot de privilèges, d'arrangements et de fidélités malsaines.

Mettre fin à ces deux travers – le cumul et l'absence de limite – est une nécessité vitale pour assainir la vie publique. L'interdiction stricte du cumul des mandats permettrait de redonner à chaque fonction sa pleine dignité et d'empêcher que quelques individus monopolisent les responsabilités. Limiter le nombre de mandats successifs, quant à lui, garantirait le renouvellement du personnel politique, forcerait l'ouverture vers de nouvelles générations, et réduirait le risque de voir se former des baronnies locales ou nationales, coupées du réel et enfermées dans leurs réseaux.

Il ne s'agit pas de fragiliser l'État ou de déstabiliser la continuité des institutions, mais de rétablir une vérité fondamentale : personne n'est indispensable. La démocratie est un mouvement vivant, elle exige le renouvellement constant de ses acteurs. En instaurant des règles claires sur la durée et la nature des mandats, on protège le pouvoir du peuple contre ceux qui voudraient le confisquer, et l'on redonne à l'engagement politique son sens premier : servir temporairement la cité, puis retourner à la vie ordinaire, enrichi de l'expérience mais délesté de la tentation de s'y accrocher.

La fin du cumul et des reconductions illimitées ne serait pas une contrainte, mais une libération. Elle ouvrirait la voie à une politique plus représentative, plus proche des citoyens, moins accaparée par des professionnels de la carrière. Elle mettrait fin à l'illusion que la stabilité repose sur la permanence des mêmes visages, pour rappeler que la stabilité véritable repose sur la vitalité du peuple et sur le respect des règles communes.

N'autoriser que le cumul député-maire pour les communes de moins de 100 000 habitants

Si le cumul des mandats doit être strictement interdit pour éviter l'accaparement du pouvoir, il existe néanmoins une exception qui mérite d'être pensée avec soin. Cette exception concerne le lien entre la représentation nationale et l'ancrage local, un lien qui s'incarne dans la fonction de maire. Dans les communes de taille modeste, en particulier celles de moins de 100 000 habitants, le maire demeure l'élu le plus proche des citoyens, celui qui connaît les réalités concrètes, qui partage le quotidien de ses administrés et qui mesure, dans sa chair, les effets des politiques décidées à Paris.

Le maire est un repère de proximité. Il n'est pas un simple gestionnaire administratif, mais l'incarnation vivante du lien social, celui à qui l'on s'adresse pour résoudre des problèmes pratiques, mais aussi pour exprimer ses colères, ses inquiétudes ou ses espoirs. En permettant à un maire d'être également député, on renforce ce lien entre le terrain et la loi, entre le vécu local et la décision nationale. Ce cumul devient alors un outil de vitalité démocratique, à l'opposé du cumul d'influence et de privilèges que l'on dénonce dans les grandes villes et les structures de pouvoir centralisé.

Là où un maire d'une grande métropole peut se couper de la vie quotidienne, entouré d'administrations pléthoriques et de conseillers, le maire d'une commune moyenne ou petite reste exposé directement à la réalité : les services publics qui ferment, les écoles qui manquent de moyens, les entreprises locales qui disparaissent. Autoriser ce maire à siéger également à l'Assemblée nationale, c'est lui donner la capacité de porter ces réalités, sans filtre et sans déformation, dans l'arène législative.

Cette exception n'est donc pas une dérogation au principe de limitation des mandats, mais son approfondissement dans une logique **bottom-up**. Elle consacre l'idée que la démocratie ne doit pas venir d'en haut, mais partir du terrain, des citoyens, de leur vécu. Le député-maire d'une commune de moins de 100 000 habitants incarne ce mouvement ascendant : il n'est pas un notable retranché dans sa carrière, mais un représentant qui vit chaque jour la responsabilité de ses choix et qui doit répondre, directement et sans détour, à ceux qu'il côtoie au quotidien.

Ce cumul limité, loin d'être une faille dans l'interdiction générale, en est la confirmation : il ne s'agit pas de maintenir les privilèges, mais de renforcer la légitimité. En reliant directement la base au

sommet, il offre un moyen de rééquilibrer les institutions, de réduire la coupure entre l'État et les citoyens, et de faire entendre, dans les lieux de décision, une voix enracinée dans le réel.

Voilà pourquoi l'autorisation du seul cumul député-maire dans les communes de moins de 100 000 habitants n'est pas un recul, mais une avancée démocratique. Elle met en lumière une vérité simple : la force d'un pays vient d'abord de ses communes, de ses villages, de ses territoires, et c'est à partir d'eux que doit s'élever la voix nationale.

Mandats courts, non renouvelables, pour briser la logique de carrière

La démocratie s'étiole dès lors que le mandat politique devient une carrière. La tentation de s'y accrocher transforme l'élu en stratège de sa propre réélection plutôt qu'en serviteur de l'intérêt commun. Les promesses se réduisent alors à des slogans électoraux, les actions à des calculs de communication, et l'audace disparaît au profit d'une gestion prudente, conservatrice, soucieuse avant tout de préserver la place acquise. Ainsi s'installe le règne du statu quo, où les grands bouleversements nécessaires à la nation sont sans cesse reportés, ajournés ou édulcorés.

Face à cette dérive, la solution est simple mais radicale : **des mandats courts et non renouvelables**. La brièveté du mandat oblige l'élu à se concentrer immédiatement sur sa mission. Il n'a pas cinq ou dix ans pour bâtir un réseau, asseoir une influence ou négocier sa reconduction. Il a quelques années pour servir, et servir seulement. Ce temps limité brise la logique d'enracinement personnel et redonne à la politique sa vraie dimension : celle d'un engagement temporaire, intense, voué au bien commun plutôt qu'à la survie d'une carrière.

La non-reconduction supprime l'obsession de la prochaine élection, ce poison qui pousse l'élu à chercher le compromis avec les puissants, à céder à l'air du temps ou à flatter les masses sans jamais agir. Un mandat unique libère de cette dépendance. L'élu n'a plus rien à perdre, il peut agir avec courage, prendre des décisions impopulaires mais nécessaires, sans se soucier de son avenir politique. Il sait qu'il retournera ensuite à la vie civile, comme tout citoyen, enrichi de l'expérience mais délesté des chaînes de la carrière.

Certains redouteront qu'un tel système prive la République de l'expérience accumulée par ses représentants. Mais cette inquiétude masque une vérité : l'expérience n'est pas un privilège réservé à quelques professionnels de la politique, elle appartient à tout un peuple. Les citoyens, les maires, les acteurs associatifs, les entrepreneurs, les enseignants, les soignants : tous ont une expérience à apporter au service de la collectivité. Limiter les mandats, c'est au contraire ouvrir la porte à cette diversité, à ce renouvellement permanent de la représentation, qui garantit une vitalité démocratique authentique.

En instaurant des mandats courts, non renouvelables, nous brisons la logique du politicien à vie, du notable enraciné dans ses privilèges. Nous affirmons que le pouvoir n'est pas une propriété privée, mais une charge temporaire confiée par le peuple. Nous préparons ainsi la transition vers une véritable **déprofessionnalisation de la politique**, où l'exercice d'un mandat n'est plus l'apanage d'une caste fermée, mais un passage accessible à tous, au service de tous.

Dé-professionnaliser la politique

Un mandat politique comme un service civique, pas une profession

La crise que traverse notre démocratie tient pour beaucoup à une confusion originelle : on a transformé le mandat politique, qui devait être un **service temporaire rendu à la communauté**, en une véritable profession, avec ses codes, ses carrières, ses privilèges et ses rentes. Cette dérive a peu à peu vidé la politique de son sens premier. Là où il devait s'agir de servir le peuple, il s'agit désormais de se servir soi-même. Là où il devait s'agir d'un devoir, il s'agit d'un métier. Ce basculement n'est pas seulement une faute morale : il est l'une des causes profondes de la défiance généralisée des citoyens.

Changer ce paradigme exige de revenir à l'essence de ce qu'est un mandat électif. Être élu, ce n'est pas monter dans une hiérarchie professionnelle, ce n'est pas s'installer dans une carrière longue et confortable. C'est répondre à un appel, accepter une charge, assumer une responsabilité temporaire. Comme dans le service civique, le mandat politique doit être conçu comme un temps de don de soi, une parenthèse au sein d'une vie active ou personnelle, où l'on s'engage pour sa communauté avant de revenir à son existence ordinaire. La politique ne doit plus être une trajectoire sociale ascendante, mais un passage où l'on s'efface pour mieux mettre ses compétences, son énergie et son honnêteté au service du collectif.

L'un des poisons de notre époque est d'avoir fait croire que gouverner exigeait des "professionnels", rompus à l'art des compromis et de la stratégie. En réalité, c'est cette professionnalisation qui a stérilisé la démocratie. Les élus se ressemblent, viennent des mêmes écoles, partagent les mêmes codes et les mêmes cercles, au point de former une caste fermée. Leur vie s'organise autour de la conquête et de la conservation du pouvoir, pas autour de la résolution sincère des problèmes. Un mandat conçu comme un service civique briserait cette logique : on ne s'y engage pas pour durer, mais pour accomplir une mission. On n'y recherche pas le confort ni le prestige, mais la possibilité de contribuer.

Cette transformation philosophique changerait aussi profondément le rapport du citoyen à la politique. En voyant des représentants qui ne sont pas des carriéristes mais des citoyens ordinaires, temporairement investis d'une mission, le peuple retrouverait confiance dans ses institutions. Chacun saurait que l'exercice du pouvoir n'est pas réservé à une élite déconnectée, mais qu'il est accessible, par rotation, à tout individu prêt à se mettre au service de la collectivité. La démocratie redeviendrait ce qu'elle aurait toujours dû être : une organisation horizontale, où la responsabilité se partage, où la gouvernance n'est pas monopolisée mais distribuée.

Un mandat politique conçu comme un service civique, ce serait aussi une protection contre la corruption. Lorsqu'on sait que l'on ne reste que quelques années, que l'on doit ensuite retourner à la vie civile, il devient plus difficile de céder aux tentations ou de s'abandonner aux logiques mafieuses. L'élu n'est plus tenté de bâtir un empire personnel : il est contraint d'agir dans l'urgence du temps limité et dans la clarté d'un objectif commun. La brièveté devient une garantie de sincérité.

En redonnant au mandat politique la nature d'un service civique, nous restaurons la dignité de la fonction publique, nous brisons l'idée de caste et nous remettons au cœur de la République une vérité simple : gouverner n'est pas un privilège, c'est un devoir. Et c'est parce que ce devoir est temporaire, partagé et humble, qu'il retrouve sa noblesse.

Mise en place d'instances tirées au sort (assemblée citoyenne consultative) pour contrebalancer les logiques de parti

Si la politique est aujourd'hui malade, c'est en grande partie parce qu'elle est prisonnière des logiques de parti. Les formations politiques fonctionnent comme des appareils fermés, hiérarchisés, obsédés par la conquête du pouvoir plutôt que par la recherche du bien commun. Les élus qui en sortent ne représentent pas la diversité du peuple, mais une minorité formatée par les codes, les stratégies et les calculs électoraux. Face à cette mainmise sur la démocratie, il devient impératif d'introduire une respiration, un espace d'expression qui échappe aux mécanismes partisans : c'est là qu'intervient la mise en place d'instances tirées au sort.

Le tirage au sort n'est pas une fantaisie moderne : il était l'un des fondements de la démocratie athénienne[107], précisément parce qu'il empêchait l'accaparement du pouvoir par une minorité. Tirer au sort une partie des représentants, c'est rappeler que la souveraineté appartient réellement au peuple, tout le peuple, et non à une caste électorale. Cela ne signifie pas remplacer le suffrage universel, mais le compléter. Une **assemblée citoyenne consultative** composée de membres tirés au sort viendrait contrebalancer la logique des partis, en apportant la voix de citoyens ordinaires dans le processus politique.

Cette assemblée ne serait pas un gadget symbolique. Elle aurait la capacité de débattre, d'émettre des avis publics sur les projets de loi, de proposer des amendements, d'alerter sur des dérives ou de rappeler les élus à leurs engagements. Sa légitimité viendrait de sa composition : des citoyens venus de tous les horizons sociaux, culturels et professionnels, qui ne représentent pas une idéologie, mais la diversité réelle du pays. La présence de ces instances rendrait impossible le huis clos actuel entre professionnels de la politique et grands intérêts économiques.

En outre, l'expérience a montré, à travers des dispositifs ponctuels comme les conventions citoyennes[108], que des citoyens ordinaires, correctement informés et accompagnés, sont tout à fait capables de délibérer avec sérieux, de dépasser leurs intérêts particuliers, et de proposer des solutions concrètes et équilibrées. Contrairement aux caricatures, le peuple n'est pas incompétent : il est souvent plus sage et plus pragmatique que les élites enfermées dans leurs logiques partisanes et électoralistes.

Introduire une assemblée citoyenne consultative permanente, c'est donc faire un pas de plus vers la démocratie directe et participative. C'est reconnaître que le peuple ne doit pas seulement être convoqué tous les cinq ans pour élire ses maîtres, mais qu'il doit participer activement, de manière continue, à la délibération collective. C'est aussi restaurer un équilibre : les partis continueront d'exister, mais ils ne pourront plus verrouiller le débat public à leur seul profit, car ils devront composer avec une voix citoyenne qui échappe à leur contrôle.

En instituant ces instances tirées au sort, la République envoie un message clair : la démocratie ne se résume pas à une compétition électorale, elle est une construction permanente, partagée,

[107] Environ neuf magistratures sur dix étaient pourvues par tirage au sort à Athènes, les fonctions militaires et financières demeurant électives. Voir Mogens Herman Hansen, La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène, Les Belles Lettres, 1993, et Bernard Manin, Principes du gouvernement représentatif, Calmann-Lévy, 1995.

[108] La Convention citoyenne pour le climat a réuni cent cinquante citoyens tirés au sort du 4 octobre 2019 au 21 juin 2020 et a adopté cent quarante-neuf propositions. Ses membres ont eux-mêmes évalué à 3,3 sur 10 la fidélité de leur transposition.

vivante. Elle appartient au peuple tout entier, et non à une minorité organisée en clans. C'est un pas décisif vers une gouvernance plus juste, plus ouverte et plus enracinée dans la réalité du pays.

Limitation stricte des rémunérations et avantages des élus

L'un des poisons de la vie politique française réside dans l'écart scandaleux entre les conditions matérielles des élus et celles de la majorité des citoyens. Trop souvent, les fonctions électives se transforment en tremplin vers une vie confortable, couverte d'avantages financiers et matériels qui n'ont aucun rapport avec la mission de servir l'intérêt général. En tolérant cette dérive, nous avons fabriqué une classe politique perçue comme une **caste**, coupée du peuple, insensible à ses souffrances, et préoccupée d'abord par la préservation de ses propres privilèges.

Si nous voulons rendre à la politique sa dignité, il faut en finir avec cette logique de rente. Un élu ne doit pas être plus riche ni plus protégé que ceux qu'il représente. Sa rémunération doit lui permettre de vivre dignement, mais jamais de s'enrichir. L'engagement politique doit être fondé sur la volonté de servir et non sur la perspective d'accéder à un train de vie supérieur. En réduisant strictement les rémunérations et les avantages, on réintroduit une forme d'équité qui rappelle à l'élu que son rôle est un devoir, et non une promotion sociale.

La question dépasse le simple montant des indemnités : elle concerne tout l'écosystème d'avantages qui entoure la fonction politique. Voitures de fonction, logements de prestige, frais couverts sans contrôle, retraites spécifiques, cumul de revenus issus de différentes fonctions : autant de pratiques qui éloignent l'élu de la réalité quotidienne du citoyen ordinaire. Comment comprendre les fins de mois difficiles, la hausse des prix ou la dégradation des services publics lorsque l'on vit dans un cocon de privilèges, protégé de toute contrainte matérielle ? La politique, ainsi déconnectée, perd sa capacité d'empathie et devient gestion abstraite.

La limitation stricte des rémunérations et des avantages aurait un double effet. D'abord, elle éliminerait les opportunistes attirés uniquement par les profits que la fonction procure. Ceux qui se lanceraient dans un mandat le feraient pour les bonnes raisons : par conviction, par désir d'agir, par devoir. Ensuite, elle rapprocherait les élus de leurs concitoyens. En vivant sous des conditions proches de celles du peuple, ils seraient forcés de ressentir les mêmes contraintes et d'y répondre avec sérieux.

Cette réforme aurait aussi une portée symbolique immense. Dans un pays fracturé par les inégalités et la défiance, voir ses représentants renoncer à des privilèges exorbitants serait un signal puissant : celui que la politique n'est plus un instrument de distinction, mais un espace de justice et d'égalité. Le peuple pourrait alors croire de nouveau en ses institutions, non pas parce qu'on lui demanderait de faire confiance, mais parce qu'il verrait ses dirigeants montrer l'exemple.

Limiter strictement les rémunérations et avantages des élus, ce n'est pas appauvrir la fonction, c'est lui rendre sa noblesse. C'est dire que gouverner n'est pas consommer davantage, c'est porter une responsabilité. C'est rappeler que l'honneur d'être choisi par ses concitoyens pour les représenter vaut plus que n'importe quel privilège matériel.

Assainir le financement de la vie publique

Suppression totale du financement privé des partis

Il n'est pas de démocratie véritable lorsque l'argent détermine qui peut accéder au pouvoir. Or, c'est bien ce qui se joue aujourd'hui en France comme ailleurs : les partis politiques, censés représenter le peuple, sont devenus dépendants des financements privés, des dons de grandes entreprises, de lobbys ou de fortunes individuelles. Cette dépendance empoisonne le jeu démocratique, car elle introduit une inégalité structurelle : seuls ceux qui plaisent aux puissances financières disposent des moyens nécessaires pour se faire entendre et conquérir des postes.

Derrière chaque financement privé se cache une contrepartie. Un don d'entreprise ou d'un grand industriel n'est jamais un acte désintéressé. C'est un investissement qui attend un retour, sous forme de lois favorables, de réglementations assouplies, de marchés publics garantis ou de fiscalité avantageuse. Ainsi, la démocratie, censée incarner l'expression de la volonté générale, se transforme en marché de l'influence, où la voix du peuple pèse moins que le portefeuille des puissants. Les élections, elles-mêmes, deviennent biaisées : ce ne sont plus les meilleures idées qui triomphent, mais les candidats capables de lever le plus d'argent pour occuper l'espace médiatique et saturer la communication.

Supprimer totalement le financement privé des partis, c'est briser cette chaîne de dépendance. C'est rendre aux citoyens la certitude que leurs représentants ne sont pas les obligés de grands intérêts économiques. C'est remettre le peuple au centre du processus démocratique, en garantissant que chaque parti, chaque candidat, dispose des mêmes droits de financement public, proportionnés à son audience réelle mais strictement encadrés. Ce financement public exclusif ne doit pas être vu comme une dépense superflue, mais comme une assurance vitale : il protège la République de la corruption, il préserve l'égalité entre candidats et il garantit que la compétition politique se joue sur les idées et non sur l'argent.

Certains objecteront que la suppression du financement privé serait une atteinte à la liberté individuelle, en empêchant les citoyens de soutenir financièrement un parti qui leur plaît. Mais la liberté politique ne se mesure pas à la taille d'un chèque. Elle s'exprime dans le vote, dans l'engagement militant, dans la participation citoyenne. Laisser l'argent envahir la sphère publique, c'est accepter que les plus riches aient une voix plus forte que les autres. Supprimer le financement privé, au contraire, c'est restaurer l'égalité politique, condition première de toute démocratie authentique.

Ce changement radical transformerait aussi la culture politique elle-même. Privés de l'afflux d'argent des lobbys et des grands donateurs, les partis seraient contraints de redevenir ce qu'ils auraient toujours dû être : des lieux de débat, d'organisation citoyenne et de mobilisation collective. Ils ne pourraient plus compter sur des campagnes de communication sur-financées pour masquer leur vide programmatique. Ils devraient retrouver le contact direct avec les électeurs, reconstruire leur légitimité non par l'argent, mais par la force des idées et l'énergie du peuple.

La suppression totale du financement privé des partis est donc bien plus qu'une réforme technique : c'est un acte fondateur, un choix de civilisation. C'est dire que l'espace politique n'appartient pas aux riches, mais à tous. C'est rétablir l'égalité entre le citoyen modeste et le milliardaire, au moins dans le champ sacré de la démocratie. Et c'est offrir au peuple une garantie inestimable : celle que la voix qu'il exprime dans les urnes ne sera pas annulée par l'influence d'un carnet de chèques.

Contrôle citoyen du financement public de la politique

Si la suppression du financement privé des partis est une étape indispensable, elle ne saurait suffire à assainir totalement la vie publique. Encore faut-il garantir que le financement public, seul mode de soutien légitime à l'action politique, soit lui-même transparent, équitable et contrôlé par ceux au nom desquels il est distribué : les citoyens. Car sans contrôle direct, tout système, même fondé sur de bonnes intentions, peut se corrompre et se transformer en privilège.

Aujourd'hui, le financement public des partis repose sur des critères essentiellement électoraux[109], liés au nombre de voix obtenues et de sièges conquis. Ce mode de répartition reproduit une logique d'exclusion : il renforce les partis déjà installés et marginalise les forces émergentes. Ainsi, l'argent public est distribué en fonction du poids électoral passé, et non en fonction d'une exigence de pluralisme et de vitalité démocratique. C'est une manière subtile, mais redoutable, de figer le paysage politique et de protéger les formations dominantes.

Le contrôle citoyen viendrait bouleverser cette logique. Il ne s'agit pas de laisser des experts nommés ou des institutions politiques juger de la légitimité des financements : il s'agit d'instaurer des instances indépendantes composées en partie de citoyens tirés au sort, chargés de surveiller, valider et ajuster l'utilisation des fonds. Ces instances auraient accès à toutes les données financières des partis, vérifieraient la destination réelle des budgets, et seraient en mesure de sanctionner immédiatement tout abus. La transparence ne serait pas une promesse abstraite, mais une pratique quotidienne et vérifiable.

Ce contrôle citoyen aurait aussi pour effet de rétablir la confiance. Trop de scandales financiers ont éclaté autour de l'utilisation des fonds publics, trop de détournements ou d'abus ont montré que l'argent de la République était utilisé pour enrichir quelques-uns plutôt que pour servir la démocratie. Donner au peuple le pouvoir de contrôle, c'est lui rappeler que chaque euro versé aux partis provient de son travail, de ses impôts, et qu'il a donc un droit de regard permanent sur la manière dont il est dépensé.

En outre, ce dispositif introduirait une saine pédagogie démocratique. En participant directement à la surveillance des finances publiques, les citoyens comprendraient mieux le fonctionnement des institutions, la nécessité de financer la vie politique, mais aussi l'exigence d'intégrité absolue. La transparence cesse alors d'être un mot abstrait pour devenir une expérience vécue, un apprentissage collectif de la responsabilité.

Ainsi, le financement public ne serait plus une rente octroyée par l'État, mais un **contrat moral** entre le peuple et ses représentants. Les partis recevraient les fonds nécessaires à leur action, mais sous la vigilance constante des citoyens, qui pourraient constater en temps réel que leur argent n'est ni détourné ni gaspillé. C'est cette exigence de contrôle populaire qui ferait du financement public un outil de démocratie vivante, plutôt qu'un simple mécanisme administratif.

Le contrôle citoyen du financement public de la politique n'est donc pas une option secondaire : il est la clé de voûte du système. Il transforme l'acte de financer en acte de confiance, et la confiance

[109] Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. L'aide publique est répartie pour moitié en fonction des suffrages obtenus au premier tour des élections législatives, pour moitié en fonction du nombre de parlementaires.

en responsabilité partagée. En l'instaurant, nous faisons entrer la vie politique dans une ère nouvelle, où l'argent cesse d'être l'outil de la corruption et devient celui de la légitimité.

Transparence absolue sur les dépenses et recettes des campagnes électorales

Il n'est pas de démocratie authentique si les élections, cœur battant de la vie publique, sont elles-mêmes contaminées par l'opacité et les soupçons financiers. Or, en France, malgré l'existence de la Commission nationale des comptes de campagne[110], les campagnes électorales restent marquées par les zones d'ombre, les arrangements, les contournements et les scandales. Trop souvent, les citoyens découvrent, après coup, que leurs représentants ont joué avec les règles, profité de failles juridiques ou reçu des soutiens financiers occultes. Le résultat est toujours le même : la confiance du peuple se délite et la politique s'enfonce un peu plus dans la suspicion.

Pour rompre ce cercle vicieux, il faut instaurer une règle simple et implacable : **la transparence absolue des recettes et des dépenses de campagne**. Chaque candidat, chaque parti, doit publier, en temps réel, l'intégralité de ses financements et de ses dépenses. L'origine de chaque euro reçu doit être identifiable, accessible à tous, contrôlable par les instances indépendantes mais aussi par les citoyens eux-mêmes. Chaque dépense doit être justifiée et vérifiable. Rien ne doit pouvoir se cacher derrière des circuits opaques, des sociétés-écrans ou des circuits de communication douteux.

La transparence absolue n'est pas une contrainte technique, c'est une condition morale. Elle permet de mettre fin à la suspicion permanente qui pèse sur la vie publique. Elle protège les candidats honnêtes, qui n'auront plus à se justifier d'accusations infondées, et elle expose immédiatement les fraudeurs, qui ne pourront plus dissimuler leurs manœuvres derrière des murs d'opacité comptable. Elle redonne surtout au citoyen un droit fondamental : celui de savoir comment se construit la campagne qui prétend obtenir son suffrage.

On objectera que cette transparence totale alourdirait les procédures. Mais c'est précisément l'inverse : elle simplifierait le système en supprimant les zones d'ombre et les contestations interminables. En rendant publiques toutes les informations financières, on coupe court aux spéculations et aux manipulations. La lumière devient la meilleure arme contre la corruption.

Dans une démocratie saine, les campagnes électorales ne doivent pas être des concours de richesse, mais des compétitions d'idées. En imposant la transparence absolue des recettes et des dépenses, on neutralise l'avantage démesuré des candidats soutenus par des réseaux financiers puissants. On rétablit l'équité entre les prétendants et on permet au peuple de choisir sur le fond, non sur la puissance de feu médiatique achetée par l'argent.

Cette réforme, radicale dans son exigence, ne vise pas seulement à moraliser la vie publique. Elle vise à transformer la culture politique elle-même. Elle rappelle que se présenter à une élection, ce n'est pas entrer dans une guerre de communication financée à coup de millions, mais s'engager devant ses concitoyens avec transparence et loyauté. Elle fait de la campagne électorale non pas un marché d'influence, mais un moment de vérité.

[110] Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, instituée par la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 ; article L. 52-12 du code électoral.

La transparence absolue sur les dépenses et recettes des campagnes électorales n'est pas un détail technique : c'est une révolution démocratique. C'est le retour du peuple comme juge suprême, non seulement des idées, mais aussi des moyens utilisés pour les défendre. C'est l'assurance que la politique ne sera plus jamais le terrain de jeu des puissances financières, mais celui de la sincérité et de l'égalité.

Suppression du financement public des syndicats avec syndication obligatoire

Les syndicats sont censés être la voix des travailleurs, le relais de leurs luttes, l'expression organisée de leurs revendications face au patronat et aux pouvoirs publics. En théorie, ils incarnent la vitalité démocratique dans l'entreprise et au sein de la société. En pratique, leur rôle a été profondément dévoyé par le système actuel de financement public. En recevant des subsides de l'État, les syndicats ont perdu une partie de leur indépendance, devenant trop souvent des partenaires intégrés au système plutôt que des contre-pouvoirs véritables. La logique d'opposition entre employeurs et employés, moteur du dialogue social, a été remplacée par une logique de cogestion, où l'on négocie plus qu'on ne combat, où l'on administre plus qu'on ne revendique.

Ce financement public pose un problème fondamental : il coupe les syndicats de leur base. Quand une organisation n'a plus besoin de la cotisation de ses membres pour vivre, elle perd l'incitation à mobiliser, à convaincre, à représenter réellement. Elle se bureaucratise, s'institutionnalise, se rapproche du pouvoir au lieu de rester enracinée dans le peuple travailleur. Le résultat est visible : un taux de syndicalisation extrêmement faible en France, parmi les plus bas d'Europe[111], et une méfiance croissante des salariés vis-à-vis de structures censées les défendre.

Pour restaurer la légitimité et l'efficacité syndicale, il faut rompre avec ce modèle pervers. Cela passe par deux mesures complémentaires : **la suppression totale du financement public** et **la syndicalisation obligatoire**. La suppression du financement public oblige les syndicats à retrouver leur raison d'être : vivre par et pour leurs adhérents. Chaque euro dépensé doit alors venir directement des travailleurs, chaque décision doit être justifiée devant eux. Cette dépendance à la base redonne au syndicat sa nature originelle : un outil d'expression de classe, et non un rouage de l'appareil d'État.

La syndicalisation obligatoire, quant à elle, permet de mettre fin à une anomalie démocratique : dans un système où les syndicats négocient pour tous, seule une minorité paie et participe. C'est une injustice qui affaiblit la représentativité et nourrit le désintérêt. En rendant la syndicalisation universelle, on assure que chaque travailleur, quel que soit son statut, participe à la vie collective de son entreprise, contribue à financer ses représentants et bénéficie d'un droit de regard sur leurs actions. Cela transforme le syndicalisme en un espace vivant, dynamique, où les débats internes reflètent réellement la diversité du monde du travail.

Ce changement bouleverserait la hiérarchie traditionnelle : il inverserait le rapport de force en redonnant aux salariés une voix massive, organisée, structurée. Les messages ne viendraient plus d'en haut, portés par des appareils financés par l'État, mais d'en bas, ancrés dans la réalité quotidienne des travailleurs. Le pouvoir syndical redeviendrait ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une force ascendante, née de la base et imposée aux directions comme aux gouvernements.

[111] DARES, Léger repli de la syndicalisation en France entre 2013 et 2019, février 2023 : 10,3 % des salariés en 2019 contre 11,2 % en 2013, avec 18,4 % dans la fonction publique et 7,8 % dans le secteur privé.

Séparer clairement les syndicats de l'État et imposer la syndicalisation universelle, c'est donc créer les conditions d'un dialogue social authentique. Ce n'est pas affaiblir les travailleurs, c'est au contraire leur donner les moyens de s'organiser, de peser, de défendre leurs intérêts avec force et légitimité. C'est reconnaître que la démocratie ne se limite pas au champ politique : elle doit aussi irriguer le monde du travail, et cela passe par des syndicats indépendants, puissants et enracinés.

En supprimant le financement public des syndicats et en rendant la syndicalisation obligatoire, nous faisons le choix d'un syndicalisme vivant, combatif, représentatif. Nous faisons le choix de redonner au peuple du travail les outils de sa dignité et de sa puissance collective.

Libérer la presse et l'information

Interdiction des monopoles médiatiques et des concentrations capitalistiques

Il n'y a pas de démocratie vivante sans pluralité de l'information. La presse, la radio, la télévision et désormais les médias numériques sont censés incarner la diversité des voix, des opinions et des regards sur le monde. Ils doivent être un contre-pouvoir, capables de dénoncer les abus, de questionner les gouvernants et de nourrir le débat citoyen. Or, en France comme ailleurs, cette mission essentielle a été trahie par la logique capitalistique qui a transformé les médias en instruments de pouvoir économique et politique.

Aujourd'hui, une poignée d'industriels milliardaires contrôle la majorité de la presse, de la télévision et de la radio. Ces propriétaires ne sont pas des journalistes, mais des capitaines d'industrie dont le métier premier est ailleurs. On ne leur prête ici aucune intention : le problème n'est pas leur caractère, il est structurel. Un pays où quelques groupes possèdent l'essentiel des canaux d'information n'a plus les moyens matériels du pluralisme. Là où il devrait y avoir diversité, il y a concentration. Là où il devrait y avoir critique, il y a connivence.

Ce monopole de fait produit deux effets mortifères. D'abord, il réduit l'éventail des idées accessibles au citoyen. Les débats sont cadrés, les sujets sensibles évités, les oppositions radicales marginalisées. La presse devient alors une caisse de résonance du système plutôt qu'un espace de contestation. Ensuite, il nourrit la défiance. Les citoyens voient bien que les grands médias appartiennent à une poignée de fortunes liées au pouvoir politique, et ils cessent d'y croire. Cette défiance nourrit le complotisme, la polarisation et le repli, parce que l'espace de confiance a été détruit.

Pour sortir de cette impasse, il faut une réforme radicale : **interdire les monopoles médiatiques et les concentrations capitalistiques**. Aucun individu, aucune entreprise ne doit pouvoir contrôler plus d'un média d'importance nationale. Les groupes possédant déjà plusieurs titres ou chaînes doivent être contraints de se séparer de certains actifs pour rétablir un équilibre. Les règles anti-concentration, déjà existantes mais largement contournées[112], doivent être renforcées et appliquées avec une rigueur absolue.

[112] Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, articles 39 et 41, qui fixent les seuils de détention et le dispositif anti-concentration.

En parallèle, il faut encourager le pluralisme par des mécanismes de soutien aux médias indépendants, locaux, associatifs ou coopératifs. Ces structures, souvent précaires, sont les véritables espaces de liberté journalistique. Elles n'ont pas les moyens des grands groupes, mais elles portent l'esprit critique dont la démocratie a besoin. Leur donner des financements publics stables, transparents et équitables, conditionnés à leur indépendance éditoriale, permettrait de recréer une diversité d'opinions et de formats.

La solution n'est pas de confier l'information à l'État, ce qui ouvrirait la voie à la propagande. Elle n'est pas non plus de la laisser entre les mains du marché, ce qui en fait une marchandise. La solution est de la protéger comme un **bien commun**. L'information n'appartient pas aux milliardaires, elle n'appartient pas non plus aux gouvernants : elle appartient au peuple.

En interdisant les monopoles médiatiques et les concentrations capitalistiques, nous faisons un choix clair : celui de redonner à l'information son rôle de contre-pouvoir, celui de garantir au citoyen une diversité d'accès et de perspectives, celui de reconstruire la confiance dans l'espace public. Une démocratie sans pluralité médiatique est une démocratie mutilée. La France doit redevenir l'avant-garde en montrant qu'il est possible de libérer la presse de l'étau des puissances financières, pour la rendre enfin à sa mission sacrée : éclairer les consciences et nourrir le débat citoyen.

Fonds indépendant pour financer le journalisme d'investigation

Un journalisme d'investigation puissant est la condition d'une démocratie solide. C'est lui qui révèle les scandales, met à nu les collusions, dévoile les affaires de corruption et met en lumière ce que les puissants veulent cacher. Pourtant, ce journalisme-là, celui qui dérange, celui qui déstabilise, celui qui éclaire l'ombre, est aujourd'hui le parent pauvre du paysage médiatique. Trop coûteux, trop risqué juridiquement, trop menaçant pour les actionnaires, il est sacrifié au profit d'un journalisme de flux, rapide, peu coûteux, calibré pour l'audience et la publicité.

La raison de cet affaiblissement est structurelle : le journalisme d'investigation n'est pas rentable. Il demande du temps, des moyens, des équipes solides. Il expose les rédactions à des procès coûteux intentés par ceux qu'il met en cause. Dans un système dominé par la logique marchande et les actionnaires, il est voué à disparaître, ou à être marginalisé. Résultat : les citoyens sont privés d'une information essentielle, et les puissants agissent en toute impunité.

Pour briser ce cercle, il faut créer un **fonds indépendant dédié exclusivement au journalisme d'investigation**. Ce fonds ne doit dépendre ni de l'État ni des grandes fortunes privées, mais être géré par une structure autonome, financée par une taxe spécifique sur les géants de la publicité et du numérique — ceux-là mêmes qui profitent le plus de l'exploitation des données et des flux médiatiques. Les ressources de ce fonds seraient attribuées à des projets d'enquête, selon des critères clairs et transparents, par un comité composé de journalistes reconnus, de citoyens tirés au sort et de personnalités indépendantes.

L'indépendance est ici le maître mot. Le fonds ne doit pas financer des rédactions dans leur ensemble, mais des projets précis, évalués sur leur pertinence, leur intérêt public et leur rigueur. Les journalistes doivent rester maîtres de leurs enquêtes, sans contrôle éditorial extérieur. Le rôle du fonds est uniquement de fournir les moyens matériels et de protéger juridiquement les enquêteurs face aux intimidations.

Un tel mécanisme permettrait de redonner de la vigueur à un journalisme aujourd'hui menacé d'étouffement. Il offrirait aux citoyens la possibilité d'accéder à des enquêtes de qualité, publiées librement, sans dépendance aux annonceurs ni aux actionnaires. Il contribuerait aussi à rétablir la confiance, en montrant que l'information la plus sensible, celle qui touche au cœur du pouvoir, peut encore émerger dans un cadre protégé.

Il s'agit là d'un investissement démocratique vital. Car une société où personne n'enquête, où personne ne met en cause les puissants, où les scandales restent enfouis, est une société condamnée à la servitude. Un fonds indépendant pour financer le journalisme d'investigation, c'est un vaccin contre la corruption, un garde-fou contre l'abus de pouvoir, une arme pacifique entre les mains du peuple pour défendre son droit à la vérité.

La liberté de la presse ne se résume pas au droit de publier : elle suppose aussi les moyens de chercher. C'est cette liberté-là que nous devons protéger. Et c'est par ce fonds, indépendant, durable et démocratique, que nous redonnerons au journalisme d'investigation la place centrale qu'il doit occuper dans une République digne de ce nom.

Statut protégé et garanti pour les lanceurs d'alerte et les journalistes

Nulle démocratie digne de ce nom ne tient sans ceux qui osent dire la vérité. Journalistes d'investigation, reporters sur le terrain, employés courageux qui dénoncent les abus de leurs entreprises ou de l'État : tous prennent des risques pour que la lumière soit faite. Mais aujourd'hui, en France comme ailleurs, ces voix essentielles sont menacées. Les journalistes subissent des pressions économiques, politiques, voire judiciaires. Les lanceurs d'alerte, eux, sont trop souvent broyés : licenciés, ruinés, discrédités, poursuivis. En théorie protégés par la loi, ils sont en pratique livrés à la vindicte de ceux qu'ils dérangent.

Il faut dire les choses clairement : sans protection effective, le courage devient un suicide social. Et c'est ainsi que la vérité meurt. Lorsque le coût de parler dépasse tout bénéfice, les injustices prospèrent, les scandales se cachent et la corruption triomphe.

C'est pourquoi il est urgent de créer un **statut protégé et garanti pour les lanceurs d'alerte et les journalistes**. Ce statut doit aller bien au-delà des textes actuels, trop limités et inefficaces. Il doit prévoir des mécanismes concrets et automatiques : anonymat garanti lorsqu'il est nécessaire, prise en charge financière et juridique des procédures, interdiction absolue des représailles professionnelles, réintégration prioritaire pour les salariés sanctionnés. Pour les journalistes, il doit inclure la protection des sources, non négociable, face à toutes les pressions judiciaires ou policières.

Un tel statut doit aussi être administré par une instance indépendante, composée de magistrats, de juristes, de citoyens et de représentants de la société civile, totalement extérieure au pouvoir exécutif. Car il serait absurde que l'État, souvent dénoncé par ces révélations, ait la main sur leur protection. Cette indépendance est la condition de la confiance et de l'efficacité.

Au-delà de la protection individuelle, ce statut enverrait un signal politique fort : celui que la République reconnaît la valeur du courage et la place centrale de la vérité. Que dénoncer une fraude,

un crime ou une corruption n'est pas une trahison, mais un acte de loyauté envers la collectivité. Que ceux qui parlent ne doivent pas être sacrifiés, mais honorés.

Enfin, ce dispositif aurait une vertu démocratique immense : il encouragerait l'émergence d'une culture de vigilance citoyenne. Chacun saurait qu'il existe des garanties solides pour protéger sa parole. Chacun comprendrait que la vérité n'est pas une option, mais un droit fondamental, et un devoir collectif.

La démocratie ne vit pas seulement du vote, elle vit aussi de la parole libre et du courage de ceux qui refusent de se taire. Protéger les journalistes et les lanceurs d'alerte, c'est protéger la conscience de la République. C'est garantir que le peuple ne sera jamais aveuglé par les mensonges des puissants. C'est, en définitive, affirmer que la vérité est un bien commun, et que rien ne doit pouvoir l'étouffer.

Restaurer la souveraineté nationale (et européenne)

Renégocier les traités qui ne vont pas dans le sens des intérêts de la France

Depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs ont engagé la France dans une série de traités européens et internationaux qui, loin de protéger les intérêts du peuple, ont au contraire dessaisi la Nation de ses leviers essentiels de souveraineté. Traités de Maastricht, Lisbonne, pactes budgétaires, accords de libre-échange comme le CETA ou le Mercosur : chacun de ces textes a progressivement réduit la capacité de la France à décider pour elle-même de son avenir. Ils ont transféré la décision vers Bruxelles, vers les marchés financiers, vers les multinationales, transformant l'État français en simple exécutant de règles écrites ailleurs.

Or, la souveraineté est la condition même d'une démocratie authentique. Que vaut le vote d'un citoyen si, une fois exprimé, il se heurte à des traités gravés dans le marbre, interdisant toute politique alternative ? Que vaut la volonté générale si elle se trouve corsetée par des règles budgétaires imposées de l'extérieur, interdisant l'investissement public ou la relance économique ? Ces traités, négociés dans l'opacité, ratifiés dans l'indifférence ou même imposés contre l'avis du peuple — comme ce fut le cas en 2005 après le référendum sur la Constitution européenne[113] — constituent une véritable dépossession démocratique.

Renégocier ces traités n'est donc pas une option secondaire : c'est une nécessité vitale. Il ne s'agit pas de quitter l'Europe ou de rompre toute coopération internationale, mais de rétablir un principe clair : **aucun traité ne doit primer sur l'intérêt du peuple français**. La France doit pouvoir reprendre la main sur ses choix budgétaires, sur sa politique industrielle, sur sa souveraineté énergétique, sur sa capacité à protéger ses agriculteurs, ses ouvriers, ses services publics. Cela suppose de rouvrir les textes, de renégocier les clauses qui enferment, d'imposer des dérogations si nécessaires, et de refuser catégoriquement toute nouvelle cession de souveraineté qui ne serait pas validée directement par les citoyens.

Cette démarche n'est pas une utopie, elle est un acte de courage politique. D'autres pays l'ont fait avant nous, et sans jamais sortir de l'Union ni renier l'État de droit : le Danemark a obtenu à Édimbourg, en décembre 1992, des dérogations durables qu'il conserve encore aujourd'hui, et l'Irlande a négocié de rester hors de l'espace Schengen tout en défendant pied à pied sa souveraineté fiscale[114]. L'Union ne s'est pas effondrée pour autant. Pourquoi la France, héritière des Lumières et patrie des droits de l'homme, devrait-elle accepter de se soumettre sans condition ? Pourquoi la voix française devrait-elle se réduire à un murmure, quand elle a les moyens d'être un moteur de transformation ?

Renégocier les traités, c'est aussi envoyer un message clair à l'Europe : l'union ne sera viable que si elle respecte la souveraineté des nations qui la composent. Une Europe équilibrée ne peut être construite sur la soumission des uns aux intérêts des autres, mais sur une coopération libre et consentie. La France, forte de son histoire et de son poids, a le devoir de porter cette exigence.

---

[113] Référendum du 29 mai 2005 : 54,68 % de « non ». Le traité de Lisbonne a ensuite été ratifié par voie parlementaire, après la révision constitutionnelle adoptée par le Congrès réuni à Versailles le 4 février 2008.

[114] Accord d'Édimbourg des 11 et 12 décembre 1992, accordant au Danemark quatre dérogations, dont celle relative à la monnaie unique, qu'il conserve ; la dérogation en matière de défense a été abandonnée par référendum le 1er juin 2022. L'Irlande bénéficie pour sa part du protocole n° 21 annexé aux traités et demeure hors de l'espace Schengen.

En engageant ce processus, nous ne défendons pas seulement notre souveraineté : nous restaurons la démocratie elle-même. Car il n'est pas de République vivante si ses lois sont dictées par d'autres que ses citoyens. Il n'est pas de peuple libre si ses choix sont annulés par des traités écrits dans le secret. La France doit reprendre la barre, et montrer que les traités ne sont pas des chaînes, mais des outils au service des peuples — à condition qu'ils soient renégociés, corrigés, et toujours soumis à la volonté populaire.

Repenser l'Union européenne comme une coopération d'égaux, non comme un marché captif

L'Union européenne, dans le récit officiel, devait être l'incarnation de la paix, du progrès partagé et de la solidarité entre les peuples. Mais derrière ce visage idéalisé, la réalité s'est révélée tout autre : au lieu d'une coopération d'égaux, nous avons construit un espace verrouillé, tenu par des règles qui profitent aux plus forts et enferment les plus fragiles dans une dépendance structurelle. La France elle-même, censée être l'un des moteurs de l'Europe, a fini par s'y retrouver prisonnière, contrainte d'appliquer des directives qu'elle n'a pas choisies, et de sacrifier ses intérêts au nom d'une idéologie néolibérale déguisée en intégration européenne.

Dans les faits, l'Union européenne n'a jamais été une union équilibrée. L'Allemagne, grâce à sa puissance industrielle et à son orthodoxie budgétaire imposée comme norme, a transformé l'UE en un espace d'exportation qui alimente sa prospérité au détriment de ses partenaires. Les pays du Sud, dont la France, se voient imposer une austérité permanente, incapables de mener les politiques de relance nécessaires à leurs populations. Les pays de l'Est, eux, servent de réservoir de main-d'œuvre bon marché, intégrés dans une logique de dumping social qui mine les solidarités. L'Europe, loin de corriger les inégalités entre nations, les a institutionnalisées.

Repenser l'Union européenne, c'est d'abord rompre avec cette logique marchande. Ce n'est pas refuser la coopération, bien au contraire : c'est la refonder sur des bases claires. Une coopération entre nations libres, qui choisissent leurs alliances et leurs projets, sans se soumettre à un dogme unique dicté par Bruxelles ou par Berlin. Une coopération qui ne vise pas à uniformiser, mais à respecter les diversités. Une coopération qui n'est pas une cage, mais un outil choisi pour résoudre ensemble ce qui ne peut l'être séparément : le climat, la recherche scientifique, la sécurité collective.

Cela suppose une refonte des institutions européennes : abandonner le primat absolu de la Commission et du Conseil, renforcer le rôle des parlements nationaux, introduire des mécanismes de contrôle citoyen à chaque étape. Cela suppose aussi de mettre fin à la logique de « marché unique » érigé en dogme, qui réduit toute politique à des questions de concurrence et de compétitivité. L'Europe doit cesser d'être une machine au service du capital, pour redevenir un espace politique au service des peuples.

Une telle transformation ne pourra se faire sans conflits. Elle impliquera de renégocier des traités, de défier des intérêts établis, de briser des tabous soigneusement entretenus depuis Maastricht. Mais c'est le prix de la survie : car une Europe qui persiste à fonctionner comme une cage économique est condamnée à la dislocation, nourrissant la colère des peuples et la montée des nationalismes.

Repenser l'Union comme une coopération d'égaux, c'est redonner du sens au projet européen. C'est affirmer que les nations peuvent travailler ensemble sans renoncer à leur souveraineté. C'est refuser la logique de domination économique qui a perverti l'idéal initial. C'est, enfin, redonner à la France

son rôle historique : celui d'une voix forte, indépendante, capable de proposer une autre voie que celle de la soumission aux marchés.

La France a toujours su, dans son histoire, se dresser contre les puissances qui prétendaient l'enfermer. Aujourd'hui, ce combat ne se joue plus sur les champs de bataille, mais dans les arcanes de Bruxelles et dans les traités économiques. Repenser l'Union, c'est reprendre la main, non pour détruire, mais pour reconstruire — sur des fondations solides : la souveraineté, la justice et l'égalité entre les peuples.

Inscrire dans la Constitution la primauté des traités européens sur les lois nationales postérieures : un choix légaliste à questionner

L'un des points les plus sensibles de la construction européenne réside dans la hiérarchie des normes. Depuis l'arrêt Costa contre ENEL (1964) de la Cour de justice des Communautés européennes[115], il est affirmé que le droit européen prime sur le droit national, y compris sur les lois postérieures adoptées par les parlements des États membres. En France, cette suprématie a été consacrée par l'article 55 de la Constitution, qui reconnaît aux traités internationaux une autorité supérieure à celle des lois, à condition que les parties les appliquent réciproquement. En pratique, cela signifie que le juge français, saisi d'un conflit entre une loi nationale et une norme européenne, doit écarter la loi nationale pour appliquer le droit européen.

Cependant, cette règle, imposée par la jurisprudence européenne puis acceptée dans la pratique nationale, n'a jamais été explicitement intégrée au cœur de la Constitution comme principe intangible. L'idée d'inscrire noir sur blanc dans la Constitution que les traités européens sont supérieurs aux lois nationales **postérieures à leur ratification** marquerait un tournant majeur. Elle consacrerait un choix clair : accepter pleinement et sans réserve que la souveraineté législative du Parlement français est limitée par les engagements pris au niveau européen.

Être légaliste, c'est reconnaître que le droit n'existe pas dans l'abstraction, mais dans la clarté. Or aujourd'hui, la situation est ambiguë : les juges appliquent la primauté européenne, mais les citoyens ont le sentiment que leur vote national peut être annulé par une norme supranationale qu'ils n'ont pas directement choisie. Cette ambiguïté nourrit la défiance, l'incompréhension et la colère. Inscrire cette règle dans la Constitution, ce serait lever toute ambiguïté : le peuple saurait que lorsqu'il vote une loi nationale, celle-ci reste encadrée par les traités européens.

Mais ce choix radical pose une question fondamentale : la démocratie peut-elle survivre à une telle cession de souveraineté ? Car en consacrant dans la Constitution la supériorité absolue des traités européens sur les lois postérieures, on retire au Parlement français sa capacité d'agir librement. La volonté générale, exprimée par le peuple, se trouve subordonnée à des règles négociées en amont, souvent dans l'opacité des institutions européennes, sans possibilité de remise en cause.

Il ne s'agit pas de contester le besoin de coopération européenne, mais d'affirmer un principe : la suprématie du droit européen ne peut être acceptable que si elle repose sur un consentement explicite, renouvelé et contrôlé par le peuple français. Autrement dit, inscrire dans la Constitution la primauté des traités européens n'aurait de sens démocratique que si l'on accompagne cette règle

[115] Cour de justice des Communautés européennes, 15 juillet 1964, Flaminio Costa contre ENEL, affaire 6/64, consacrant la primauté du droit communautaire. En droit interne, article 55 de la Constitution du 4 octobre 1958.

d'une garantie : tout nouveau traité européen, toute révision de traité, doit être validé par référendum. Ce serait le seul moyen de concilier la légalité et la légitimité.

Dans une perspective strictement légaliste, inscrire cette primauté dans la Constitution clarifierait la hiérarchie des normes et éviterait les conflits d'interprétation. Mais dans une perspective démocratique, ce choix soulève un danger immense : celui de vider la souveraineté populaire de son contenu réel. Car une Constitution n'est pas seulement un texte juridique, elle est un pacte entre un peuple et son avenir. Graver la suprématie des traités européens dans la loi fondamentale, sans garde-fou, reviendrait à reconnaître que notre avenir est décidé ailleurs.

La question, donc, n'est pas simplement juridique : elle est politique, philosophique, existentielle. Être légaliste, oui. Mais être légaliste au service du peuple, pas contre lui.

Ajouter dans la Constitution que les traités européens ne peuvent primer sur la souveraineté nationale

L'un des nœuds de la crise démocratique que traverse la France réside dans cette disposition imposée par les traités européens et consacrée par le droit communautaire : la primauté du droit européen sur les lois nationales. Derrière cette formule technique se cache une abdication silencieuse mais radicale de notre souveraineté. Car cela signifie, en pratique, que la volonté exprimée par le peuple français à travers son Parlement peut être annulée par des normes venues de Bruxelles, que des choix politiques souverains sont systématiquement subordonnés à des règles écrites hors de notre contrôle.

Ce principe, jamais débattu franchement devant les citoyens, est une violence faite à la démocratie. Le peuple français, dans sa Constitution, doit être souverain. Or, l'architecture actuelle inverse ce principe : c'est l'Europe qui dicte, et la France qui obéit. Cette inversion crée un sentiment d'impuissance, nourrit l'abstention, alimente la défiance et fait de la politique nationale une pièce de théâtre dont le scénario est écrit ailleurs.

Il est donc urgent d'inscrire noir sur blanc, dans notre Constitution, une clause claire et non négociable : **aucun traité européen ne peut être supérieur à la loi nationale dès lors qu'il contredit directement la souveraineté du peuple français**. Les traités peuvent s'imposer tant qu'ils sont compatibles avec nos choix collectifs ; mais dès qu'ils les contrarient, c'est la volonté nationale qui doit l'emporter. Ce principe simple permettrait de restaurer la hiérarchie des normes : au sommet, la Constitution, expression de la souveraineté populaire ; en dessous, les lois votées par les représentants élus ; et seulement ensuite, les traités, subordonnés à ce cadre.

Certains diront qu'une telle disposition met en danger la construction européenne. Mais la vérité est inverse : c'est précisément le refus d'écouter les peuples qui met l'Union en péril. Une Europe qui impose, qui écrase, qui annule la souveraineté des nations, est une Europe condamnée à l'explosion. Redonner la primauté au peuple français, ce n'est pas détruire l'Europe, c'est l'obliger à se reconstruire sur une base saine : celle de la coopération volontaire, et non de la soumission institutionnelle.

En ajoutant cette clause à notre Constitution, nous affirmons une évidence : la France est une nation libre, et sa loi ne peut être dictée de l'extérieur. Nous envoyons un message clair à nos partenaires :

oui à la coopération, non à la vassalisation. Oui à l'union des peuples, non à la confiscation de leur souveraineté.

Ce geste politique serait plus qu'une réforme juridique : ce serait un acte de libération. Il redonnerait confiance au citoyen français dans le poids de son vote. Il ferait de la Constitution non plus un parchemin oublié, mais une arme vivante au service de la démocratie. Et il marquerait, dans l'histoire européenne, le retour d'une France capable de dire « non » lorsqu'on tente de la soumettre, et de proposer une autre voie : celle d'une Europe respectueuse, équilibrée, véritablement démocratique.

Recentrer la France sur l'intérêt de son peuple et non sur celui des oligarchies financières ou étrangères

La République française n'a pas été fondée pour servir des marchés, des banques ou des intérêts étrangers. Elle est née de la volonté d'un peuple qui voulait être libre, souverain et maître de son destin. Pourtant, depuis des décennies, une lente dérive a transformé nos institutions en rouages d'un système conçu pour satisfaire d'abord les cercles financiers dominants, ensuite les puissances extérieures, et seulement en dernier recours le peuple. Le temps est venu de corriger cette trahison, de recentrer l'action publique sur un principe simple et indiscutable : **l'intérêt du peuple français est la finalité unique de la République.**

Pour atteindre cet objectif, des modifications légales et constitutionnelles s'imposent. La première concerne la souveraineté : il faut inscrire dans la Constitution que **la loi française prime toujours sur les traités et directives européennes dès lors qu'ils contredisent la volonté nationale**. De même, toute nouvelle cession de souveraineté devra être validée par référendum, sans possibilité de contournement parlementaire. C'est le peuple, et lui seul, qui doit décider s'il accepte de déléguer une part de son pouvoir.

Ensuite, la démocratie doit être rendue au peuple par des mécanismes de contrôle effectifs. L'introduction du **Référendum d'Initiative Citoyenne** dans toutes ses dimensions — législatif, abrogatoire, constituant et révocatoire — est une exigence incontournable. En parallèle, il faut mettre en place le **droit de révocation des élus** qui trahissent leurs engagements, ainsi que des **budgets participatifs contraignants** dans toutes les communes. Ces mesures assurent que l'État et ses représentants ne sont pas des maîtres, mais des serviteurs.

Sur le plan institutionnel, il convient de restaurer une **séparation stricte des pouvoirs** : une justice indépendante, dotée de moyens renforcés, protégée de toute immixtion de l'exécutif. Des **organismes indépendants de contrôle de l'action publique** doivent être créés, composés de citoyens tirés au sort et de magistrats intègres, pour évaluer en continu les politiques menées.

Les privilèges politiques doivent être abolis. Cela passe par l'**interdiction du cumul excessif des mandats**, des **mandats courts et non renouvelables**, et la fin de tous les **régimes spéciaux** réservés aux élus. La politique doit redevenir un service civique, et non une carrière. Elle doit être déprofessionnalisée par la création d'**instances citoyennes tirées au sort**, par la **limitation stricte des rémunérations et avantages**, et par la suppression du financement privé des partis et syndicats, remplacé par des mécanismes publics transparents et sous contrôle citoyen.

La vie publique doit aussi être protégée des influences occultes : **transparence absolue sur les recettes et dépenses électorales**, interdiction des lobbys dans le processus législatif, et mise en

place d'un **fonds indépendant pour financer le journalisme d'investigation** ainsi qu'un **statut protégé pour les journalistes et lanceurs d'alerte**. La presse doit être libérée des concentrations capitalistiques qui l'étouffent, car sans information libre, aucune démocratie n'est possible.

Enfin, la souveraineté économique doit être réaffirmée par le droit. Cela implique la possibilité pour l'État de **financer ses politiques sans dépendre des marchés financiers**, par la restauration d'un pouvoir monétaire et budgétaire autonome. Cela signifie aussi la renégociation des traités commerciaux qui fragilisent nos industries et nos agriculteurs, pour replacer l'économie au service de la collectivité et non des multinationales.

En somme, ces réformes ne visent pas à réinventer la République, mais à la restaurer dans sa vérité : un cadre au service du peuple et non des puissants. Elles ne sont pas une révolution institutionnelle violente, mais une réappropriation démocratique, une remise en ordre moral et politique. Elles recentrent la France sur ce qui aurait toujours dû être son seul horizon : **la dignité, la liberté et le bonheur de son peuple**.

C'est en adoptant ces mesures, claires et concrètes, que nous pourrons fermer le cycle de la soumission et ouvrir celui de la renaissance. Une France fidèle à elle-même, guidée par son peuple, respectée pour son indépendance, et tournée vers l'avenir.

Conclusion – Clore l'ère de la corruption, ouvrir celle de la renaissance

Le procès des élites que nous avons dressé n'était pas un exercice rhétorique, mais une nécessité vitale. Il fallait nommer les fautes, rappeler les trahisons, mettre à nu le système mafieux qui a transformé l'État en entreprise au service de ses actionnaires. Il fallait dire, sans détour, que les gouvernants successifs ont trahi le peuple, en cédant notre souveraineté, en vassalisant la France aux puissances financières et étrangères, en réduisant la démocratie à une façade utile à leur domination.

Mais ce constat, aussi dur soit-il, n'est pas une fin. C'est un point de départ. Car il ne suffit pas de dénoncer : il faut proposer, et surtout transformer. En traçant la voie d'un État réorganisé autour du peuple, d'une démocratie directe et participative, d'une séparation réelle des pouvoirs, de la fin des privilèges et de la transparence absolue, nous avons posé les fondations d'une République restaurée. Une République qui ne serait plus le masque d'intérêts oligarchiques, mais l'expression sincère de la volonté générale.

Cette refondation n'est pas un luxe, ni un projet abstrait : c'est une condition de survie. Une nation qui a perdu la confiance de son peuple ne peut durer. Une société où la vérité est muselée et où la corruption est la norme finit par s'effondrer sur elle-même. Nous sommes au seuil de cet effondrement. Il est encore temps de l'éviter, mais seulement si nous brisons les chaînes de la servitude volontaire et rendons au peuple la maîtrise de son destin.

C'est sur cette base, une fois l'intégrité restaurée et la souveraineté retrouvée, que nous pouvons envisager l'étape suivante : la reconstruction de notre modèle économique et écologique. Car la probité n'est pas une fin en soi : elle est le socle sans lequel aucune renaissance n'est possible. Elle est la condition qui permet d'engager, sans être trahis, le grand chantier de l'avenir.

La France doit à présent se tourner vers son horizon : redevenir une nation créatrice, industrielle, écologique, inventive et fière. Une nation qui produit et non qui subit, qui innove sans détruire, qui protège sans asservir. Une nation qui sait transformer l'effort en puissance collective, et qui donne au monde un exemple à suivre.

Nous avons clos l'ère de la corruption et de la vassalisation. Nous ouvrons celle de la renaissance française. L'histoire nous attend : il est temps d'entrer dans le troisième pilier, celui qui portera notre vision d'une économie au service du peuple et d'une écologie au service de la vie.

PILIER III

LA FRANCE DE 2050 :

LE SENS RETROUVÉ

Une vision désirable pour aligner les consciences et remettre le monde en mouvement

Préambule – De la France qui vient

Il est des époques où un peuple avance sans boussole, non par manque d'intelligence ou de courage, mais parce que le sens lui a été retiré, confisqué, dissous dans le bruit, dans l'urgence, dans la jouissance immédiate, et la France, en ce début de XXIe siècle, ressemble à ces navires magnifiques qui disposent de toutes les technologies modernes mais dont la barre a été abandonnée, livrée à des automatismes comptables, à des dogmes sans âme, à des dirigeants sans vision, tandis que la mer se lève et que l'horizon s'assombrit.[116]

Ce livre naît de cette conscience aiguë : nous ne manquons ni de richesses, ni de talents, ni d'histoire, mais d'un futur désirable, d'une image suffisamment forte, suffisamment juste, suffisamment humaine pour que chacun puisse s'y reconnaître, s'y projeter, et surtout s'y engager, car un peuple ne se met en mouvement que lorsqu'il sait vers quoi il marche, et aucune réforme, aucune loi, aucune technologie ne saurait remplacer cette flamme intérieure qu'est la foi collective dans un avenir qui vaut l'effort.

L'an 2050 n'est pas ici une date lointaine ni un refuge utopique, mais une mire, un point fixe dans le tumulte, un repère commun autour duquel les volontés peuvent s'ordonner, les sacrifices prendre sens, et les divergences s'apaiser, car lorsque le cap est clair, les chemins cessent de s'affronter et commencent à converger.

La France de 2050 que ce pilier esquisse n'est pas une France parfaite, figée, irréelle, mais une France apaisée, ayant compris que la centralisation excessive avait étouffé ses territoires, vidé ses campagnes, hypertrophié ses métropoles jusqu'à l'asphyxie, et qu'il fallait rendre à la terre, aux villages, aux villes moyennes, leur rôle vital dans l'équilibre humain, économique et spirituel de la nation ; une France où l'homme retrouve un rapport charnel au sol qu'il cultive, à l'espace qu'il habite, au temps qu'il traverse, car nul ne peut s'accomplir durablement dans la promiscuité permanente, l'abstraction numérique et l'arrachement au vivant.

Cette France nouvelle comprend aussi que l'éducation ne saurait être un simple dressage à l'employabilité, ni une course aux diplômes déconnectée du sens de l'existence, mais un chemin d'accomplissement, commencé dès l'enfance et poursuivi jusqu'au dernier souffle, où l'on apprend non seulement à lire, compter et produire, mais à comprendre, créer, transmettre, douter, aimer et servir, car une civilisation ne survit que si elle sait pourquoi elle vit, et non seulement comment elle fonctionne.

Elle a également intégré le capitalisme jusqu'à sa racine la plus nue, non pour s'y soumettre, mais pour le dépasser par sa propre logique, transformant les aides en participation, l'assistanat en dividende collectif, la rente en responsabilité, de sorte que chaque citoyen devienne copropriétaire du système économique qu'il fait vivre, et que la valeur du travail, loin d'être écrasée par la spéculation, redevienne le socle de la dignité humaine, non par contrainte morale, mais par évidence partagée.

Dans cette France de 2050, les robots et les machines, loin d'être des menaces ou des idoles, sont reconnus pour ce qu'ils sont : les prolongements naturels de l'ingéniosité humaine, comparables aux

[116] Sur l'utopie comme moteur politique et non comme évasion : Ernst Bloch, Le Principe espérance, 1954-1959, traduction française Gallimard, 1976-1991. Sur la prospective comme discipline : Gaston Berger, Phénoménologie du temps et prospective, PUF, 1964, et Bertrand de Jouvenel, L'Art de la conjecture, Éditions du Rocher, 1964.

grandes ruptures techniques qui ont jalonné l'histoire — le feu, l'écriture, la presse, la vapeur, l'électricité, l'informatique — et leur présence massive dans les foyers et les usines n'annonce pas la fin de l'homme, mais l'obligation pour celui-ci de redéfinir ce qui fait sa singularité, sa responsabilité, sa vocation propre, car ce n'est jamais la machine qui déshumanise, mais l'homme qui abdique le sens de ce qu'il délègue.

Enfin, cette vision assume pleinement que la politique ne peut plus être l'affaire de quelques-uns parlant au nom de tous, mais doit redevenir l'affaire de chacun parlant avec tous, grâce à une démocratie participative, directe, outillée par la technologie mais gouvernée par l'éthique, où chaque citoyen contribue aux décisions communes non comme un consommateur d'opinions, mais comme un co-auteur du destin collectif, rendant impossible le retour d'une caste politique professionnelle dont l'histoire récente a démontré les ravages.

Ce pilier n'est ni un programme électoral ni un rêve naïf, il est une vision active, au sens le plus noble du terme : non pas l'annonce d'un avenir écrit d'avance, mais la formulation claire d'un futur suffisamment désirable pour qu'il commence à exister dès l'instant où il est cru, partagé et incarné, car les peuples ne deviennent grands que lorsqu'ils osent se regarder dans un avenir à la hauteur de ce qu'ils pourraient être.

Si ces pages parviennent à faire naître le désir profond de contribuer à cette France-là, alors ce futur aura déjà commencé à se réaliser.

Une société privée de vision ne s'effondre pas d'un seul coup, elle se **dissout**, lentement, insidieusement, comme une pierre rongée par l'eau, car lorsque l'horizon disparaît, les individus cessent de marcher ensemble, chacun se replie sur sa survie, ses peurs, ses intérêts immédiats, et la communauté, faute de direction commune, se fragmente en colères concurrentes, en ressentiments stériles, en luttes sans grandeur ; alors la politique, privée de futur, n'a plus d'autre ressource que de désigner des ennemis, de fabriquer des crises, d'entretenir la peur pour masquer le vide, car là où il n'y a pas de projet à désirer, il faut un adversaire à haïr. Or un peuple ne se rassemble jamais durablement contre quelque chose, il ne se rassemble que **pour** quelque chose, et le rôle le plus noble du politique n'est pas d'organiser la défense perpétuelle, mais d'ouvrir un chemin, de nommer un avenir souhaitable, suffisamment clair et suffisamment juste pour que les volontés s'y ordonnent sans contrainte. Offrir une vision, ce n'est pas imposer un destin, c'est tendre une **mire**, un point fixe dans le tumulte, une direction librement choisie qui permet aux divergences de ne plus se nier mais de converger, car lorsque le cap est partagé, les différences cessent d'être des fractures et deviennent des forces. Imaginer l'après n'est donc ni un luxe d'idéologue ni une fuite poétique hors du réel : c'est une **responsabilité morale**, peut-être la plus lourde qui soit, car refuser de penser l'avenir, c'est condamner les générations suivantes à hériter d'un chaos sans sens, tandis qu'oser le dessiner, même imparfaitement, c'est offrir à chacun la possibilité de se lever, de contribuer, de donner à ses efforts une destination plus grande que lui-même. Ce troisième pilier naît de cette exigence : ne plus subir le futur comme une menace, mais le **choisir comme une œuvre**, et rappeler à la France, et au-delà à l'humanité, qu'aucune civilisation ne meurt tant qu'elle a le courage d'imaginer ce qu'elle veut devenir.

RÉHABITER LA TERRE : DÉCENTRALISER POUR MIEUX VIVRE

Quitter la mégalopole : la fin des villes-dortoirs et de la concentration absurde

La grande ville, telle qu'elle s'est imposée au fil des siècles industriels, n'est pas née d'un amour de l'homme pour la foule ni d'un désir naturel de promiscuité, elle est née d'une nécessité froide, mécanique, implacable : rapprocher les corps des machines, condenser les existences autour des lieux de production, organiser la vie humaine selon les impératifs de l'usine, du rendement et de l'horloge, et si la cité fut jadis un espace de rencontre, de culture et de liberté, elle s'est peu à peu transformée en une architecture de contrainte, où les immeubles montent comme des murs invisibles, où les rues canalisent les flux comme des conduites, où l'homme circule sans habiter vraiment, pressé, fragmenté, déraciné.[117]

Car la mégalopole moderne n'est pas seulement une impasse écologique, saturée de béton, d'asphalte et de pollution, dévoreuse d'énergie et de ressources, elle est aussi une impasse sociale, un lieu où l'anonymat dissout le lien, où la proximité physique n'engendre plus la fraternité mais l'indifférence, parfois la peur, et surtout une impasse spirituelle, car l'homme qui ne voit plus l'horizon, qui ne touche plus la terre, qui ne perçoit plus le rythme du vivant, finit par oublier qu'il est autre chose qu'une force de travail mobile, interchangeable, remplaçable.

La ville industrielle a enfermé l'avenir dans un périmètre étroit : naître près des usines, étudier pour les servir, travailler pour elles, s'endetter pour habiter à leur proximité, consommer ce qu'elles produisent, et transmettre à ses enfants la même trajectoire, comme une boucle close, sans échappée possible, sans alternative visible, car lorsque tout l'espace est organisé autour d'un seul modèle, toute autre vie devient impensable. La concentration urbaine n'a pas seulement rassemblé les hommes, elle a **rétréci leur imaginaire**, elle a fait de l'exception la norme et du provisoire un destin.

Dans ces villes-dortoirs, l'homme ne choisit plus son lieu de vie, il s'y adapte, il s'y résigne, il y survit, et peu à peu, sans même s'en rendre compte, il confond la nécessité avec la fatalité, l'habitude avec la liberté, oubliant qu'habiter devrait être un acte fondateur, un enracinement, une alliance avec un territoire, et non une simple solution logistique entre le travail et le sommeil. L'homme urbain moderne est proche de tout, sauf de lui-même, connecté à tout, sauf au sens de sa présence au monde.

Réhabiter la terre, ce n'est donc pas fuir la ville par nostalgie ou romantisme, ce n'est pas renier la modernité ni les acquis du progrès, c'est **rompre avec une organisation absurde** qui a fait de la concentration une vertu et de l'éloignement une faute, c'est reconnaître que la technologie, l'énergie, la robotisation et le numérique rendent désormais possible ce que l'industrie avait rendu impossible : la liberté de vivre ailleurs, autrement, sans être coupé du monde ni relégué à la marge. Quitter la mégalopole, ce n'est pas tourner le dos à l'avenir, c'est au contraire **le rouvrir**, desserrer l'étau, redonner de l'espace au corps, de la profondeur au temps, et à l'esprit la possibilité de concevoir une vie qui ne soit plus uniquement au service de la machine, mais à la hauteur de l'homme.

[117] Lewis Mumford, La Cité à travers l'histoire, 1961, traduction française Seuil, 1964. Sur l'alternative à la concentration urbaine, formulée dès le début du XXe siècle : Ebenezer Howard, Garden Cities of To-morrow, 1902, dont la première réalisation, Letchworth, fut fondée en 1903.

Désengorgement progressif et organisé des métropoles

Désengorger les métropoles n'est ni une punition infligée à la ville, ni un exode brutal décrété d'en haut, mais un **acte de lucidité collective**, un réajustement patient, réfléchi, presque thérapeutique, par lequel une société reconnaît que ce qu'elle a accumulé sans mesure doit désormais être redistribué avec soin, car tout ce qui est comprimé finit par étouffer, et toute concentration excessive engendre sa propre fragilité. Les grandes villes ont grossi trop vite, trop longtemps, attirant les vies comme des aimants, non par désir, mais par contrainte économique, par centralisation des services, par monopole des opportunités, jusqu'à devenir des organismes saturés, nerveux, épuisés, dont les habitants ressentent confusément que quelque chose ne fonctionne plus, sans toujours pouvoir le nommer.[118]

Le désengorgement n'est pas un abandon, c'est une **respiration**. Il ne s'agit pas de vider les métropoles, mais de leur rendre une taille humaine, de leur retirer ce poids excessif qui les a rendues inhospitalières à ceux-là mêmes qui les font vivre, car une ville qui ne peut plus offrir ni logement accessible, ni silence, ni temps, ni horizon, cesse d'être un lieu de civilisation pour devenir un simple dispositif de transit. En organisant progressivement le départ volontaire de millions de citoyens vers des territoires redevenus attractifs, autonomes, connectés et productifs, la société redonne à chacun la possibilité de choisir son lieu de vie sans sacrifier son avenir, rompant ainsi avec la logique ancienne qui liait inexorablement réussite et densité.

Ce mouvement, loin d'être chaotique, s'inscrit dans une stratégie de long terme, accompagnée par l'État et les collectivités, soutenue par l'investissement public, par la relocalisation des activités, par la généralisation du télétravail et par l'autonomie énergétique, de sorte que quitter la métropole ne soit plus vécu comme un renoncement, mais comme une **promotion existentielle**, une reconquête de l'espace, du temps et du sens. Les villes, allégées de leur surpopulation, retrouvent alors ce qu'elles avaient perdu : la culture, la lenteur, la beauté, tandis que les territoires, longtemps vidés de leurs forces vives, se régénèrent, s'animent, se diversifient.

Le désengorgement progressif et organisé des métropoles devient alors un acte de justice territoriale et humaine, un rééquilibrage profond qui libère à la fois ceux qui partent et ceux qui restent, car en redistribuant les corps sur l'espace, on redistribue aussi les possibles, on desserre la pression sociale, on apaise les tensions, et surtout, on rend à chacun cette évidence trop longtemps oubliée : l'avenir ne doit plus tenir dans quelques kilomètres carrés, mais pouvoir s'épanouir partout où des femmes et des hommes choisissent de vivre pleinement.

Fin de la centralisation forcée par le travail et les services

La centralisation n'a jamais été un choix librement consenti par les peuples, elle fut une contrainte silencieuse, installée peu à peu, légitimée par l'efficacité apparente, justifiée par la promesse d'un accès facilité au travail, aux soins, à l'éducation, à la culture, jusqu'à devenir une évidence indiscutable : pour vivre, il fallait se rapprocher du centre ; pour travailler, il fallait s'y soumettre ; pour exister socialement, il fallait y être visible. Ainsi s'est construite une géographie de la dépendance,

[118] La France a déjà conduit une politique volontariste d'aménagement du territoire : Jean-François Gravier, Paris et le désert français, Le Portulan, 1947, et création de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale en 1963.

où l'homme n'habite plus là où il le souhaite, mais là où les services ont été concentrés, où les emplois ont été accumulés, où les décisions ont été captées, et cette organisation, présentée comme rationnelle, a progressivement confondu la proximité avec la nécessité, l'accessibilité avec la liberté.[119]

Le travail, devenu le principal moteur de cette centralisation, a façonné des vies entières autour de lieux uniques, éloignant les hommes de leurs familles, de leurs terres, de leurs aspirations profondes, transformant le temps de transport en temps sacrifié, le logement en compromis coûteux, et la vie quotidienne en une succession d'ajustements pénibles, acceptés comme inévitables. Les services publics, eux-mêmes, en se concentrant toujours davantage, ont renforcé cette logique : pour se soigner, pour étudier, pour administrer, il fallait converger vers les mêmes pôles, créant une dépendance structurelle qui enfermait l'individu dans un périmètre étroit, non par interdiction explicite, mais par **absence d'alternative réelle**.

Mettre fin à cette centralisation forcée, c'est reconnaître que le progrès technologique, énergétique et organisationnel permet enfin de rompre avec ce modèle archaïque, hérité de l'ère industrielle, et devenu incompatible avec la dignité humaine. En 2050, le travail n'impose plus la proximité physique permanente, les services ne sont plus des privilèges territorialisés, et l'accès à la santé, à l'éducation, à la culture, à l'administration redevient un droit universel, indépendant du lieu de résidence. Ce basculement libère l'homme d'une assignation géographique injuste et redonne à l'acte d'habiter sa dimension première : un choix de vie, et non une concession économique.

Ainsi s'effondre l'un des piliers invisibles de l'aliénation moderne : l'obligation de vivre là où l'on travaille, et de travailler là où tout a été concentré. En dissolvant cette contrainte, la société ouvre l'espace des possibles, permet aux individus de recomposer leurs existences selon leurs aspirations profondes, et offre enfin à la France la possibilité de se déployer pleinement sur l'ensemble de son territoire, non plus comme une somme de centres saturés et de périphéries oubliées, mais comme une **communauté vivante**, équilibrée, où le travail et les services servent l'homme, et non l'inverse.

Le retour à la campagne comme projet de civilisation

Répartition homogène de la population sur le territoire

Dans la trajectoire d'une civilisation, il arrive que ce qui fut longtemps perçu comme un retour en arrière se révèle être un saut en avant, que ce que l'on croyait archaïque apparaisse soudain comme la forme la plus aboutie de la modernité, et le retour à la campagne, dans la France qui s'invente, n'est ni une fuite, ni une nostalgie, ni un renoncement aux lumières de la ville, mais l'affirmation calme et puissante d'un choix de civilisation : celui de la **répartition plutôt que de l'entassement**, de l'équilibre plutôt que de la congestion, de la vie vécue plutôt que de la vie subie.[120]

Car une nation ne se mesure pas à la hauteur de ses tours ni à la densité de ses centres, mais à la qualité de la vie qu'elle permet sur l'ensemble de son territoire, et la France, forte de sa géographie, de ses paysages, de ses terroirs, de ses climats, de ses villages et de ses villes moyennes, avait oublié qu'elle était l'un des rares pays au monde à pouvoir offrir à chacun un lieu où vivre sans être arraché

[119] Pierre-Joseph Proudhon, Du principe fédératif, 1863, qui oppose au jacobinisme une organisation politique fondée sur les échelons locaux.
[120] Pierre Kropotkine, Champs, usines et ateliers, 1899, défendait déjà la dispersion de l'industrie dans les campagnes rendue possible par le progrès technique.

au monde, sans être relégué à la marge, sans être condamné à l'isolement ou à la dépendance. La concentration massive des populations dans quelques pôles n'a jamais été une fatalité naturelle : elle fut une organisation temporaire, imposée par les contraintes industrielles, et devenue absurde à mesure que ces contraintes disparaissaient.

Répartir la population de manière plus homogène sur le territoire, ce n'est pas diluer la société, c'est au contraire la **densifier humainement**, recréer partout des bassins de vie complets, où l'on travaille, apprend, soigne, crée et transmet sans devoir s'exiler quotidiennement, sans sacrifier des heures de vie à des déplacements inutiles, sans rompre le lien entre l'homme et son environnement. C'est redonner aux villages, aux bourgs, aux petites villes, non pas un rôle de décor ou de refuge, mais une fonction pleine, active, productive, moderne, connectée, capable d'accueillir toutes les générations, toutes les compétences, toutes les aspirations.

Dans cette France de 2050, la campagne n'est plus synonyme de manque, mais de **plénitude**, elle n'est plus le lieu de ce qui reste, mais de ce qui commence, et l'on y revient non par contrainte économique ou par idéal romantique, mais parce qu'elle offre ce que la mégapole ne peut plus donner : l'espace, le temps, le silence relatif, la proximité avec le vivant, la possibilité de voir grand sans vivre serré. La technologie, loin d'y être absente, y est discrète, intégrée, au service de l'autonomie et de la qualité de vie, permettant à chacun d'être relié au monde sans être prisonnier d'un centre.

Le retour à la campagne devient donc un projet politique majeur, non parce qu'il flatte une image bucolique, mais parce qu'il répond à une exigence profonde : celle de renouer le lien entre l'homme et l'espace, de rendre à la vie quotidienne une échelle supportable, habitable, respirable, et de reconstruire une société où l'on ne se croise plus seulement dans la foule, mais où l'on se reconnaît dans la durée. En redistribuant les corps sur le territoire, la nation redistribue aussi les pouvoirs, les richesses, les opportunités, et surtout la possibilité, pour chacun, de s'enraciner sans se couper, de choisir son lieu de vie sans renoncer à son avenir, et de participer pleinement à une œuvre collective qui ne tient plus dans quelques centres saturés, mais s'étend, enfin, à la mesure du pays tout entier.

Villages augmentés, connectés, autonomes

Longtemps, le village fut regardé comme un vestige, une survivance tolérée d'un monde ancien, condamné à s'éteindre sous la pression de la modernité urbaine, et pourtant, c'est précisément dans ces lieux modestes, longtemps délaissés, que la France de 2050 a retrouvé l'une de ses forces les plus fécondes, car le village, débarrassé de la nostalgie et allié à la technologie, est devenu le **laboratoire silencieux d'une civilisation nouvelle**, à la fois enracinée et ouverte, sobre et puissante, humaine et connectée.[121]

Le village augmenté n'est pas une imitation réduite de la ville, ni un décor rural modernisé à la hâte, il est une **forme d'organisation complète**, pensée pour offrir à ses habitants tout ce qui rend une vie digne, libre et active possible, sans dépendre d'un centre lointain. L'augmentation ne se mesure pas ici en écrans ou en artifices, mais en capacités : capacité à produire son énergie, à gérer son eau, à nourrir ses habitants, à accueillir le travail, l'éducation, la culture et le soin, à décider collectivement

[121] Ernst Friedrich Schumacher, Small is Beautiful. Une société à la mesure de l'homme, 1973, traduction française Seuil, 1978, sur la technologie intermédiaire. Pour les réalisations contemporaines : le réseau français des Territoires à énergie positive, depuis 2011, et Rob Hopkins, Manuel de transition, 2008, traduction française Écosociété, 2010.

de son avenir. La technologie, loin de s'imposer, s'efface dans l'usage, elle devient un tissu discret, presque invisible, qui relie sans contraindre, qui informe sans envahir, qui soutient sans dominer.

Ces villages sont connectés au monde, non pour s'y dissoudre, mais pour y participer pleinement, car la connexion n'est plus synonyme de dépendance, mais de **souveraineté partagée**. On y travaille à distance, on y crée pour des marchés élargis, on y échange des savoirs, des œuvres, des idées, sans jamais perdre le lien avec le sol, le climat, les saisons, et cette double appartenance, locale et globale, libère l'individu de l'alternative mortifère entre isolement et concentration. Le village devient ainsi un point d'ancrage stable dans un monde mouvant, un lieu où l'on peut être pleinement contemporain sans être déraciné.

L'autonomie, enfin, n'y est pas une fermeture, mais une assurance, une capacité à tenir debout sans se couper des autres, une manière de rendre les crises moins destructrices et la vie plus résiliente. Énergie produite localement, alimentation relocalisée, circuits courts, entraide organisée, décisions prises à l'échelle humaine : autant de choix qui redonnent du pouvoir aux habitants, non comme une abstraction politique, mais comme une réalité quotidienne vécue. Le village autonome n'attend plus que l'État ou le marché résolvent tout à sa place ; il coopère, il s'organise, il contribue, et par là même, il renforce l'ensemble de la nation.

Loin des foules anonymes et des périphéries oubliées renaît une France faite de milliers de foyers vivants, interconnectés, solidaires, où la modernité ne détruit plus les racines mais les **prolonge**, où l'homme n'est plus écrasé par la masse ni isolé dans la solitude, mais inscrit dans une communauté à taille humaine, capable d'accueillir l'avenir sans renier son âme.

Réconciliation avec la terre, le vivant, les saisons

Il y a eu un temps, long et silencieux, où l'homme a cru pouvoir se soustraire à la terre, vivre au-dessus d'elle comme on vit au-dessus d'un sol que l'on ne regarde plus, foulant sans sentir, exploitant sans comprendre, consommant sans gratitude, jusqu'à oublier que toute civilisation, si haute soit-elle, repose toujours sur un humus fragile, nourri de patience, de cycles et de limites. La France de 2050 marque le moment où cette illusion s'est dissipée, non dans la peur ni dans la pénitence, mais dans une **réconciliation profonde**, presque intime, avec le vivant et avec le temps long des saisons.[122]

Car se réconcilier avec la terre ne signifie pas retourner à une vie de labeur archaïque ni renoncer aux fruits du progrès, mais réapprendre à reconnaître ce qui nous porte, ce qui nous nourrit, ce qui nous dépasse, et à inscrire nos existences dans un rythme qui n'est pas uniquement dicté par les machines et les marchés. Là où l'homme moderne vivait dans un présent perpétuel, éclairé artificiellement, climatisé, hors-sol, la France qui vient a redonné une place aux cycles, aux alternances, aux respirations naturelles, non comme des contraintes, mais comme des **sources d'équilibre**.

Le vivant n'y est plus un décor ni une ressource abstraite, mais un partenaire silencieux, un ensemble de relations dont dépend la stabilité même de la société humaine. Les sols sont soignés, non surexploités, les paysages respectés, non sacrifiés, la biodiversité protégée, non par idéologie, mais par lucidité, car un pays qui détruit son vivant prépare sa propre stérilité, matérielle et spirituelle. En

[122] Aldo Leopold, Almanach d'un comté des sables, 1949, traduction française Flammarion, 2000, pour l'éthique de la terre ; Bruno Latour, Où atterrir ?, La Découverte, 2017, pour sa reformulation politique contemporaine.

réapprenant à observer les saisons, à comprendre les sols, à respecter l'eau, à accueillir le temps de la germination comme celui de la récolte, l'homme retrouve une sagesse ancienne que la modernité avait cru pouvoir abolir : rien de durable ne se construit dans la précipitation permanente.

Cette alliance retrouvée transforme aussi l'homme intérieurement, car celui qui vit au contact de la terre, qui voit naître, croître et mourir, ne peut plus se croire hors du monde ni au centre de tout. Il apprend l'humilité sans humiliation, la patience sans résignation, l'effort sans violence, et cette école silencieuse du vivant nourrit une autre relation à soi, aux autres, à la communauté. La vie cesse d'être une course sans fin pour redevenir une **œuvre inscrite dans le temps**, où chaque geste, chaque soin apporté au sol, à l'animal, au paysage, trouve sa résonance dans l'équilibre collectif.

En renouant avec la terre, le vivant et les saisons, la France n'a pas seulement réparé des écosystèmes : elle a réparé une fracture intérieure, elle a rendu à ses citoyens la conscience d'appartenir à quelque chose de plus vaste qu'eux-mêmes, et c'est dans cette alliance retrouvée entre l'homme et ce qui le dépasse que s'enracine, durablement, une civilisation capable de durer sans se renier.

La ruralité comme espace de liberté et de dignité retrouvée

Nous avons regardé la ruralité avec condescendance, comme un reste, un retard, une marge silencieuse promise à l'effacement, et nous avons oublié que c'est là, précisément là, dans ces espaces ouverts, patients, façonnés par des générations de gestes sobres et obstinés, que s'est forgée la **dignité première** de l'homme libre, celle qui ne dépend ni du regard des foules ni de la reconnaissance des centres, mais de la capacité à tenir debout sur une terre que l'on connaît, que l'on respecte et que l'on transmet. La France de 2050 a redécouvert cette évidence oubliée : la liberté ne naît pas de la proximité des pouvoirs, mais de la **maîtrise de son propre lieu de vie**, et la dignité ne s'achète pas dans la promiscuité des métropoles, elle se cultive dans l'espace, le temps et la responsabilité.[123]

Car la ruralité, lorsqu'elle cesse d'être abandonnée, lorsqu'elle cesse d'être reléguée au rang de décor ou de réserve, redevient ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un **espace de choix**, et non de repli, un lieu où l'homme n'est plus réduit à sa fonction économique immédiate, mais reconnu dans l'ensemble de son être, producteur, citoyen, parent, voisin, gardien d'un territoire. Là, la vie ne se dilue pas dans l'anonymat, elle s'inscrit dans la durée ; les visages ne se croisent pas sans se connaître, les existences ne se juxtaposent pas sans se répondre, et cette reconnaissance mutuelle, simple et exigeante, rend à chacun la conscience de sa valeur propre.

La ruralité retrouvée offre une liberté que la ville ne peut plus donner : celle de disposer de son temps, de son espace, de son rythme, sans être constamment soumis à la pression des flux, des injonctions, des comparaisons incessantes. Elle permet à l'homme de se soustraire à cette surveillance diffuse qui caractérise les sociétés saturées, où tout est vu, mesuré, évalué, marchandisé, pour retrouver une forme de souveraineté intime, faite de choix concrets, d'engagements visibles, de responsabilités assumées. Vivre à la campagne, dans cette France nouvelle, n'est plus se cacher, c'est **s'exposer pleinement**, non au jugement abstrait, mais à la réalité du monde, aux saisons, aux conséquences de ses actes, et cette exposition rend plus fort, plus juste, plus humain.

[123] Ivan Illich, La Convivialité, Seuil, 1973 : une société où l'outil demeure au service de l'homme au lieu de l'asservir.

La ruralité redevient un creuset de dignité, non parce qu'elle serait pure ou idéalisée, mais parce qu'elle oblige à la cohérence, parce qu'elle ne permet pas de se dérober longtemps à ce que l'on fait ni à ce que l'on est. En redonnant à ces espaces leur centralité morale et politique, la nation n'a pas simplement rééquilibré son territoire, elle a restauré une **liberté incarnée**, une liberté qui ne se proclame pas mais se vit, une dignité qui ne dépend plus de la reconnaissance des centres, mais de l'accord profond entre l'homme, sa vie et le monde qui l'entoure.

Territoires autonomes et solidaires

Autonomie énergétique, alimentaire et productive locale

La nation a cru, des décennies durant, que sa puissance résidait dans la dépendance bien organisée, dans l'importation massive de ce qu'elle ne produisait plus, dans l'abandon progressif de ses savoir-faire, de ses terres, de ses capacités, au profit d'un marché lointain, abstrait, insaisissable, et l'on appela cela l'ouverture, la modernité, l'efficacité, alors qu'il ne s'agissait, en vérité, que d'un **affaiblissement méthodique**, d'une dépossession lente mais profonde, par laquelle les territoires perdirent leur autonomie et les citoyens leur souveraineté réelle. La France de 2050 marque le moment où cette illusion s'est dissipée, où l'on a compris qu'aucune solidarité durable ne peut naître de la dépendance, et qu'aucune liberté collective ne peut s'exercer sans une capacité minimale à subvenir à ses besoins essentiels.[124]

Les territoires, redevenus des unités vivantes, cohérentes, responsables, ont reconquis leur autonomie énergétique, alimentaire et productive non par isolement ni par repli, mais par **lucidité politique** et par fidélité à une évidence oubliée : produire ce qui est vital au plus près de ceux qui en dépendent est la première condition de la dignité collective. L'énergie, désormais issue de sources locales, renouvelables ou nucléaires maîtrisées, n'est plus un flux spéculatif soumis aux caprices des marchés, mais un bien commun géré avec sobriété et intelligence ; l'alimentation, relocalisée, diversifiée, respectueuse des sols et des saisons, nourrit les corps sans épuiser la terre ; la production, réimplantée à échelle humaine, répond aux besoins réels plutôt qu'aux injonctions artificielles de la surconsommation.

Cette autonomie n'engendre pas la fermeture, elle engendre la **solidarité choisie**, car un territoire qui tient debout peut tendre la main sans crainte, échanger sans se vendre, coopérer sans se soumettre. Les régions, les communes, les bassins de vie, forts de leur capacité à produire l'essentiel, tissent entre eux des liens d'entraide, mutualisent leurs excédents, partagent leurs savoirs, et composent ainsi une nation faite de multiples forces locales convergentes, plutôt qu'un centre hypertrophié entouré de périphéries dépendantes. La souveraineté n'y est plus un slogan abstrait, mais une réalité quotidienne vécue dans l'énergie qui éclaire, dans la nourriture qui nourrit, dans le travail qui crée.

En redonnant aux territoires la maîtrise de ce qui fait vivre, le pays a transformé la géographie en politique, l'économie en éthique, et la production en acte civique. Elle a compris que la véritable richesse ne réside pas dans la capacité à acheter au loin, mais dans la faculté à **produire ici**,

[124] Jeremy Rifkin, La Troisième Révolution industrielle, 2011, traduction française Les Liens qui libèrent, 2012 ; pour la démonstration chiffrée appliquée à la France, les scénarios de l'association négaWatt.

ensemble, ce qui rend la vie possible et digne, et c'est ainsi, par cette alliance retrouvée entre autonomie locale et solidarité nationale, qu'elle s'est rendue à nouveau souveraine, non contre le monde, mais **debout au milieu de lui**.

Réseaux de communes coopérantes

Il n'y a pas de souveraineté véritable sans coopération choisie, et la France nouvelle l'a compris au moment précis où elle a cessé de croire qu'un centre tout-puissant pouvait penser, décider et agir à la place de territoires infiniment divers, vivants, singuliers, porteurs chacun de forces propres, de contraintes particulières et de génies locaux. C'est alors qu'est née une nouvelle architecture politique et humaine, non plus verticale et descendante, mais **horizontale et fraternelle**, faite de réseaux de communes coopérantes, reliées entre elles non par la soumission, mais par l'intelligence partagée et l'entraide volontaire.[125]

Chaque commune, redevenue souveraine sur l'essentiel, n'a plus cherché à tout produire seule ni à se suffire dans une autosatisfaction stérile ; elle a au contraire reconnu que l'autonomie n'est pas l'isolement, mais la capacité à entrer dans la relation sans dépendance. Certaines produisent davantage d'énergie, d'autres excellent dans l'agriculture, l'artisanat, la recherche, la formation, la culture ou le soin, et ces différences, loin de devenir des inégalités, constituent la richesse même du réseau, car la coopération ne naît pas de la similitude, mais de la **complémentarité assumée**.

Sur l'ensemble du territoire se sont tissés des liens concrets et quotidiens entre communes, fondés sur des échanges réels, mesurables, transparents, où l'excédent de l'une soutient le besoin de l'autre, où le savoir circule librement, où les décisions se coordonnent sans se confondre, et où la solidarité cesse d'être une abstraction nationale pour devenir une pratique locale vécue. Ce maillage vivant remplace les anciennes dépendances par une **interdépendance consciente**, dans laquelle chacun sait ce qu'il apporte, ce qu'il reçoit, et pourquoi il le fait.

Ces réseaux de communes ne sont pas gouvernés par des injonctions lointaines, mais animés par des conseils locaux interconnectés, où les citoyens, les élus de proximité, les producteurs et les acteurs du territoire élaborent ensemble des stratégies communes, adaptables, réversibles, capables de répondre aux crises sans attendre un ordre venu d'ailleurs. La technologie, ici encore, n'impose rien : elle facilite la circulation de l'information, la coordination des efforts, la mutualisation des ressources, et permet à des milliers de territoires autonomes de former une nation cohérente sans sacrifier leur singularité.

En substituant à la logique de la concurrence territoriale celle de la coopération organisée, la France a fait un choix profondément politique et profondément humain : elle a compris que la force d'un pays ne réside pas dans l'écrasement de ses marges par son centre, mais dans la capacité de ses territoires à **se soutenir mutuellement**, à transformer leurs différences en leviers, et à bâtir, pas à pas, une souveraineté collective qui ne nie aucune diversité, mais les embrasse toutes dans une œuvre commune.

La souveraineté comme échelle humaine

[125] Elinor Ostrom, Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles, 1990, traduction française De Boeck, 2010. Ses travaux, distingués par le prix Nobel d'économie en 2009, établissent empiriquement que des communautés parviennent à gérer durablement des ressources partagées sans recourir ni à l'État ni au marché.

Une illusion ancienne et tenace a longtemps habité les nations modernes : celle selon laquelle la souveraineté ne pourrait s'exercer qu'à distance, depuis des sommets abstraits, des capitales hypertrophiées, des palais où l'on décide pour des millions d'êtres que l'on ne rencontre jamais, comme si le pouvoir, pour être efficace, devait nécessairement s'éloigner des vies qu'il prétend gouverner. La France de 2050 a rompu avec cette croyance dangereuse en redonnant à la souveraineté son **échelle naturelle**, celle de l'homme, celle du visage reconnu, de la parole échangée, de la décision comprise et assumée.[126]

Car la souveraineté n'est pas un concept désincarné, elle est une expérience vécue, une capacité réelle à influer sur ce qui nous affecte, à participer à ce qui nous engage, à répondre de ce qui nous lie aux autres. Lorsqu'elle devient trop vaste, trop lointaine, trop opaque, elle cesse d'être souveraineté pour devenir domination impersonnelle, administration froide, pouvoir sans responsabilité directe. En ramenant la décision au plus près de ceux qui vivent ses conséquences, la France nouvelle n'a pas affaibli l'État : elle l'a **rendu juste**, car un pouvoir exercé à hauteur d'homme est un pouvoir qui ne peut plus se cacher derrière l'abstraction.

À cette échelle humaine, la souveraineté retrouve sa noblesse première : elle ne consiste plus à imposer, mais à **ordonner**, à mettre en cohérence des volontés multiples autour d'un bien commun intelligible. Le citoyen n'est plus spectateur d'un théâtre lointain, mais acteur d'une œuvre collective dont il connaît les règles, les enjeux, les limites. Les territoires décident de ce qu'ils savent mieux que quiconque, coopèrent sur ce qui les dépasse, et délèguent au niveau national ce qui exige une unité, non par soumission, mais par confiance éclairée.

Ainsi conçue, la souveraineté cesse d'être un slogan brandi dans les crises pour devenir une **pratique quotidienne**, presque humble, ancrée dans la gestion de l'énergie, de l'eau, de l'alimentation, du travail, de la culture, dans ces réalités concrètes où se joue la dignité humaine. Elle n'est plus la prétention de tout contrôler, mais la capacité de ne pas être dépossédé de l'essentiel, de ne pas dépendre aveuglément de forces que l'on ne comprend plus, de ne pas voir sa vie déterminée par des décisions inaccessibles.

En choisissant la souveraineté comme échelle humaine, la France de 2050 a fait un pari audacieux et profondément civilisateur : celui de croire que la grandeur d'une nation ne se mesure pas à la distance entre le peuple et le pouvoir, mais à la **qualité du lien** qui les unit, et que c'est en redonnant à chaque citoyen une part réelle de maîtrise sur son destin que l'on construit, durablement, une liberté qui n'a plus besoin de se proclamer pour exister.

PARTIE II – GRANDIR, VIVRE, ACCOMPLIR : UNE SOCIÉTÉ DU SENS À TOUS LES ÂGES

L'éducation comme quête de sens, dès l'enfance

Intégrer très tôt la notion d'accomplissement personnel

Les sociétés industrielles ont commis une erreur fondatrice, dont elles paient encore le prix : avoir cru que l'enfance n'était qu'une antichambre de la production, un temps d'attente qu'il fallait remplir, discipliner, orienter, avant d'entrer dans la "vraie vie", celle du travail, de la performance et de l'utilité

[126] Le principe de subsidiarité a été formulé par Pie XI dans l'encyclique Quadragesimo anno, 1931. Il figure aujourd'hui à l'article 5 du traité sur l'Union européenne.

mesurée. La France de 2050 a rompu avec cette vision mutilante, en reconnaissant enfin que l'enfance n'est pas un prélude, mais un **socle**, et que l'on ne prépare pas un être humain à vivre en lui apprenant seulement à obéir, à répéter ou à réussir, mais en l'aidant, très tôt, à comprendre ce qu'il est, ce qu'il ressent, ce qu'il désire profondément devenir.[127]

Dès les premières années, l'éducation ne cherche plus à remplir des têtes, mais à **éveiller des consciences**, à donner à l'enfant les mots pour nommer le monde et les outils pour s'y inscrire avec justesse. On y apprend l'effort, non comme une punition, mais comme une traversée nécessaire vers la joie de l'œuvre accomplie ; on y découvre que la réussite ne se mesure pas à la comparaison permanente avec les autres, mais à la fidélité à soi-même, à la patience, à la capacité de progresser, de créer, de comprendre. L'accomplissement personnel n'est plus relégué à l'âge adulte, comme une promesse lointaine, il devient une **expérience vécue**, ajustée à chaque âge, nourrie par la curiosité, l'engagement et la responsabilité progressive.

Dans cette école nouvelle, l'enfant est reconnu comme un être en devenir, porteur d'une singularité qu'il ne s'agit ni de briser ni de formater, mais de structurer, d'exiger, d'élever. Les savoirs fondamentaux y sont transmis avec rigueur, car il n'y a pas de liberté sans maîtrise, mais ils sont toujours reliés à une question plus vaste : à quoi cela sert-il de savoir, si ce n'est à mieux habiter sa vie et à contribuer au monde commun ? Ainsi, lire, écrire, compter, raisonner cessent d'être des exercices abstraits pour devenir des **actes fondateurs**, par lesquels l'enfant apprend qu'il peut comprendre le réel, y agir et y laisser une trace.

Intégrer très tôt la notion d'accomplissement personnel, c'est aussi apprendre à l'enfant que la vie ne se résume pas à la jouissance immédiate ni à la satisfaction permanente des désirs, mais qu'elle est faite de chemins longs, d'obstacles, de recommencements, et que c'est précisément dans cette traversée que naît la dignité humaine. L'école de 2050 ne promet pas le confort, elle transmet le courage ; elle ne vend pas des rêves faciles, elle **donne des racines et des ailes**, afin que chacun, en grandissant, puisse orienter librement son existence vers ce qui fait sens pour lui et pour les autres.

En plaçant l'accomplissement personnel au cœur de l'éducation dès l'enfance, la France n'a pas seulement réformé ses écoles : elle a réorienté toute sa civilisation, en affirmant que le but ultime d'une société n'est pas de produire des agents efficaces, mais de faire grandir des êtres humains capables de se tenir debout, de choisir, d'aimer et de construire, tout au long de leur vie, une œuvre qui mérite d'être vécue.

Apprendre à se connaître avant d'apprendre à produire

L'ordre ancien mettait une précipitation presque brutale à faire produire l'enfant avant même qu'il ne se comprenne, à l'orienter vers l'utilité avant de lui avoir offert la possibilité de se rencontrer lui-même, comme si l'être humain n'était qu'un outil à façonner rapidement pour les besoins pressants de la société, et non une conscience à révéler patiemment. La France de 2050 a inversé ce mouvement funeste, en posant une vérité simple et profonde : **nul ne peut produire justement s'il**

[127] Jean-Jacques Rousseau, Émile ou De l'éducation, 1762 ; Maria Montessori, L'Enfant, 1936.

ne sait d'abord qui il est, et toute œuvre durable naît d'une connaissance intérieure, non d'une assignation extérieure.[128]

L'éducation a cessé d'être une course vers la rentabilité future pour redevenir un temps d'exploration essentielle, où l'enfant apprend à reconnaître ses forces et ses fragilités, ses élans et ses résistances, ses joies véritables et ses peurs silencieuses. On lui enseigne à observer ses émotions sans s'y perdre, à écouter ses intuitions sans les idolâtrer, à distinguer le désir passager de l'aspiration profonde, car se connaître, ce n'est pas se flatter, c'est se **situer**, se comprendre dans ses limites comme dans ses possibles. Cette lente initiation à soi-même ne détourne pas de l'action, elle la prépare, elle lui donne une direction, une justesse, une cohérence que nul programme de productivité ne saurait imposer.

Dans cette école nouvelle, le temps n'est plus un ennemi qu'il faudrait vaincre, mais un allié qu'il faut respecter, car l'identité humaine ne se forge ni dans la précipitation ni dans la contrainte. Avant de demander à l'enfant ce qu'il fera, on l'invite à sentir ce qui l'anime, à découvrir ce qui le met en mouvement, à éprouver le plaisir exigeant de comprendre, de créer, de persévérer. Apprendre à se connaître devient alors un acte fondateur, presque sacré, par lequel l'individu s'enracine intérieurement, afin de ne pas être emporté plus tard par les injonctions, les modes, les urgences artificielles qui dévorent les vies mal orientées.

Car produire sans se connaître conduit à l'aliénation, tandis que produire après s'être rencontré engendre la contribution, et cette distinction change tout : l'homme qui se connaît ne travaille plus seulement pour survivre ou pour être reconnu, il œuvre pour **donner forme à ce qu'il est**, pour inscrire sa singularité dans le monde commun. En faisant de la connaissance de soi le prélude de toute formation, la France a compris que la richesse véritable ne naît pas de la multiplication des compétences déconnectées, mais de la rencontre entre un être conscient de lui-même et une tâche qui fait sens, et c'est ainsi qu'elle a réuni l'éducation et la dignité, l'action avec l'identité, et le progrès avec l'âme humaine.

L'effort, la curiosité, la responsabilité comme socle éducatif

Nous avons mis longtemps à comprendre que l'on n'élève pas un être humain en lui promettant l'absence d'effort, mais en lui donnant le **désir de l'effort juste**, celui qui ne broie pas mais qui construit, qui ne soumet pas mais qui élève, car toute civilisation qui cherche à protéger ses enfants de la difficulté les condamne en réalité à l'impuissance, et toute éducation qui confond le confort avec le bien prépare des adultes fragiles, dépendants, incapables de se tenir debout lorsque le réel résiste. La France de 2050 a osé réhabiliter l'effort, non comme une punition héritée d'un monde dur, mais comme une **noblesse retrouvée**, une traversée nécessaire par laquelle l'enfant découvre qu'il est capable de dépasser ce qu'il croyait être ses limites, et qu'au terme de cette traversée naît une joie profonde, durable, incomparable à toute jouissance immédiate.[129]

La curiosité, dans cette école nouvelle, n'est plus tolérée comme un caprice intellectuel, elle est cultivée comme une **force vitale**, car un enfant qui questionne est un enfant vivant, et une société qui éteint les questions prépare son propre déclin. On apprend à chercher avant de répondre, à douter avant d'affirmer, à explorer avant de conclure, non pour perdre le sens, mais pour

[128] Edgar Morin, Les Sept Savoirs nécessaires à l'éducation du futur, UNESCO, 1999. Voir également Célestin Freinet, Pour l'école du peuple, Maspero, 1969, et Ivan Illich, Une société sans école, Seuil, 1971.
[129] Hannah Arendt, « La crise de l'éducation », dans La Crise de la culture, 1961, traduction française Gallimard, 1972, qui défend l'autorité et la transmission contre le pédagogisme.

l'approfondir, car la curiosité bien guidée n'est pas dispersion, elle est orientation progressive vers la compréhension du monde et de soi. Ainsi se forme un esprit libre, non parce qu'il rejette toute autorité, mais parce qu'il a appris à reconnaître ce qui mérite d'être compris, transmis et parfois contesté.

La responsabilité, enfin, vient sceller cet édifice éducatif comme une clef de voûte silencieuse, car nul ne devient adulte par l'âge seul, mais par l'acceptation progressive des conséquences de ses actes. Très tôt, l'enfant est invité à prendre part, à décider à sa mesure, à assumer, à réparer, à comprendre que la liberté n'est pas l'absence de cadre, mais la capacité de répondre de ce que l'on fait devant soi-même et devant les autres. L'école ne se contente plus d'instruire, elle **initie à la citoyenneté intérieure**, cette faculté de se gouverner soi-même avant de prétendre participer au gouvernement du monde.

En faisant de l'effort, de la curiosité et de la responsabilité le socle de l'éducation, la France n'a pas cherché à produire des individus dociles ni des performeurs anxieux, mais des êtres humains solides, habités, capables d'enthousiasme comme de persévérance, conscients que la vie est une œuvre exigeante, mais belle, et que c'est précisément dans cette exigence acceptée que se forge la dignité profonde de ceux qui choisissent de **grandir plutôt que de consommer**, de comprendre plutôt que de subir, et de contribuer plutôt que de se retirer du monde.

Une éducation continue, de la naissance à la fin de vie

Fin de la séparation artificielle entre formation, travail et retraite

La vie humaine a longtemps été découpée comme une matière industrielle, tranchée en segments rigides, arbitraires, presque mécaniques : d'abord apprendre sans produire, ensuite produire sans apprendre, enfin se retirer sans transmettre, comme si l'existence devait obéir à une chaîne de montage invisible, assignant à chaque âge une fonction unique, fermée, définitive, et cette organisation, présentée comme rationnelle, n'a fait que mutiler les trajectoires, enfermer les individus dans des rôles trop étroits, et priver la société de l'une de ses richesses les plus précieuses : la **continuité vivante de l'expérience humaine**. La France de 2050 a brisé cette logique de cloisonnement, en reconnaissant que l'on n'apprend jamais sans agir, que l'on n'agit jamais sans apprendre, et que l'on ne cesse jamais, tant que l'on vit, de devenir autre.[130]

La frontière artificielle entre formation, travail et retraite s'est effondrée, remplacée par un chemin fluide, organique, où chaque âge porte sa dignité propre et sa contribution singulière. L'enfance apprend, certes, mais elle agit déjà ; l'adulte travaille, certes, mais il continue de se former, de se transformer, de se réinventer ; le vieil âge ne se retire plus dans l'ombre, mais change de rôle, passe de l'exécution à la transmission, de la performance à la sagesse, et cette métamorphose n'est plus vécue comme une perte, mais comme un **accomplissement**. La société cesse alors de gaspiller ses forces vives et ses mémoires, et l'homme cesse de craindre le temps qui passe, car chaque étape devient une promesse plutôt qu'un déclin.

Dans cette France nouvelle, l'éducation ne se concentre plus dans les premières décennies de la vie comme une provision qu'il faudrait ensuite consommer jusqu'à l'épuisement ; elle circule, elle

[130] L'éducation tout au long de la vie est une doctrine internationale depuis un demi-siècle : Edgar Faure (dir.), Apprendre à être, UNESCO, 1972, et Jacques Delors (dir.), L'éducation, un trésor est caché dedans, UNESCO, 1996.

accompagne, elle soutient les bifurcations, les recommencements, les appels intérieurs tardifs, car nul ne devrait être condamné à rester prisonnier de ce qu'il a été à vingt ans. Apprendre à quarante, à cinquante, à soixante-dix ans devient non seulement possible, mais naturel, encouragé, valorisé, parce qu'une société qui permet à ses membres d'évoluer est une société qui **ne se fige pas**, qui ne se fossilise pas dans des compétences périmées ni dans des identités usées.

Le travail, lui-même, change de nature dans ce continuum, cessant d'être une parenthèse écrasante entre deux silences pour devenir un espace d'apprentissage actif, où l'on progresse, où l'on transmet, où l'on reçoit, et où la valeur ne se mesure plus uniquement à la production immédiate, mais à la capacité à faire grandir les autres, à enrichir le collectif, à laisser derrière soi plus de sens qu'on en a trouvé. La retraite, enfin, perd son visage d'exil social pour devenir un temps de disponibilité nouvelle, où l'expérience accumulée irrigue la société, où la mémoire se fait boussole, où l'ancien éclaire le nouveau sans le contraindre.

En abolissant la séparation artificielle entre formation, travail et retraite, le pays a rendu à la vie humaine son **unité profonde**, elle a cessé de traiter les individus comme des ressources temporaires pour les reconnaître comme des êtres en devenir permanent, et ce faisant, elle a bâti une civilisation où l'on ne se contente plus de passer le temps, mais où l'on habite chaque âge comme une étape nécessaire, digne et féconde d'une œuvre plus vaste : celle d'une humanité qui apprend sans cesse à mieux vivre, ensemble.

Apprendre, transmettre, se réinventer tout au long de l'existence

Les sociétés fatiguées nous ont légué une croyance tenace : l'homme cesserait de devenir une fois franchi un certain âge, comme si la vie, après avoir produit, devait se taire, se figer, se répéter jusqu'à l'extinction, et cette croyance, profondément injuste, a privé des générations entières de leur puissance créatrice, en enfermant les individus dans des identités figées, des rôles périmés, des compétences condamnées à l'obsolescence. La France de 2050 a rompu avec cette résignation silencieuse en affirmant que **tant qu'un être humain respire, il peut apprendre**, et que tant qu'il peut apprendre, il a quelque chose à transmettre, à transformer, à offrir au monde.[131]

Apprendre n'y est plus un privilège de la jeunesse ni une obligation scolaire, mais un **mouvement intérieur**, une manière de rester vivant, attentif, ouvert, et la société tout entière s'est réorganisée pour accompagner cette dynamique, en offrant à chacun, quel que soit son âge, la possibilité de comprendre davantage, de se former autrement, de changer de voie sans honte ni déclassement. Se réinventer n'est plus perçu comme un aveu d'échec, mais comme un signe de maturité, une fidélité à soi-même, car l'homme qui ose changer reconnaît que sa vocation n'est pas une ligne droite, mais une spirale, faite de retours, d'approfondissements, de métamorphoses successives.

Transmettre, dans cette société accordée au temps long, cesse d'être un geste marginal ou institutionnalisé pour devenir un **devoir naturel**, presque instinctif, par lequel l'expérience accumulée se transforme en lumière pour ceux qui viennent après. Les savoirs ne sont plus confisqués par des experts éloignés, mais circulent entre générations, entre métiers, entre territoires, et cette circulation nourrit un tissu social dense, vivant, où chacun sait qu'il a été formé par d'autres et qu'il formera à

[131] Amartya Sen, Repenser l'inégalité, 1992, traduction française Seuil, 2000, et son approche par les capabilités, qui mesure une société à ce qu'elle permet de devenir et non à ce qu'elle distribue.

son tour, non par obligation morale, mais par reconnaissance. Ainsi se rétablit une continuité brisée, un fil invisible qui relie l'enfant qui apprend, l'adulte qui agit et l'ancien qui éclaire.

Dans ce monde-là, se réinventer n'est jamais un arrachement, mais une **transformation accompagnée**, rendue possible par une éducation continue, par des communautés apprenantes, par une économie qui valorise l'évolution plutôt que la stagnation, et par une culture qui ne sacralise plus la performance passée mais l'élan présent. L'individu n'est plus prisonnier de son premier choix, ni condamné par ses erreurs, car la société reconnaît que l'intelligence humaine se déploie dans le temps, et que la dignité réside moins dans la constance que dans la capacité à grandir.

En faisant de l'apprentissage, de la transmission et de la réinvention les piliers d'une existence entière, la France a offert à ses citoyens un bien rare : la liberté de ne jamais être achevés, de ne jamais être réduits à ce qu'ils furent, et de traverser la vie comme une œuvre ouverte, où chaque âge apporte sa profondeur, sa justesse et sa part irremplaçable de sens.

La vieillesse comme temps de transmission, non de mise à l'écart

Nous avons relégué la vieillesse dans les marges silencieuses de la société, traitée comme une charge à gérer plutôt que comme une richesse à accueillir, et nous avons enfermé ceux qui avaient vécu, appris, travaillé et aimé dans des espaces d'attente, les privant lentement de leur voix, de leur utilité, parfois même de leur dignité, comme si le temps passé avait annulé la valeur de l'expérience. La France de 2050 a mis fin à cette injustice profonde en reconnaissant que l'âge avancé n'est pas un effacement, mais une **transformation**, et que ce moment de la vie, loin d'être un déclin, est une **concentration de sens**, une maturité patiente où la vie, débarrassée de l'urgence, peut enfin se dire et se transmettre.[132]

Dans cette société qui a fait la paix avec le temps long, les anciens ne sont plus écartés du monde actif, mais repositionnés au cœur de la communauté, non pour reproduire les tâches qu'ils ont quittées, mais pour offrir ce que nul autre ne peut donner : la profondeur du vécu, la mémoire des erreurs, la sagesse née de l'épreuve, cette connaissance incarnée que les livres seuls ne transmettent jamais. Ils deviennent passeurs, mentors, témoins, présents dans les écoles, les ateliers, les assemblées locales, rappelant par leur parole et leur présence que toute décision s'inscrit dans une histoire plus vaste que l'instant.

La vieillesse, ainsi reconnue, cesse d'être vécue dans la peur ou la honte ; elle devient un temps de disponibilité nouvelle, où l'on n'est plus pressé par la réussite personnelle, mais appelé à servir le collectif par la transmission, par l'écoute, par la mise en perspective. Les anciens n'y sont pas sacralisés ni idéalisés, mais **respectés** pour ce qu'ils sont : des êtres humains ayant traversé la complexité du monde et capables, par leur recul, d'en éclairer les détours. Cette reconnaissance transforme aussi le regard des plus jeunes, qui n'y voient plus une fin redoutée, mais une étape désirable, porteuse de sens et de continuité.

[132] Simone de Beauvoir, La Vieillesse, Gallimard, 1970.

En faisant de la vieillesse un temps de transmission et non de mise à l'écart, la nation a refermé une fracture ancienne, restauré une chaîne intergénérationnelle brisée, et redonné à la société ce qui lui manquait cruellement : une mémoire vivante, capable d'orienter l'avenir sans l'enfermer, et de rappeler, avec douceur et gravité, que la dignité humaine ne diminue pas avec l'âge, mais **s'approfondit avec le temps**.

Réconcilier travail, vocation et utilité sociale

Trouver sa place plutôt qu'un simple emploi

Le travail a été réduit à une fonction étroite, comptée en heures, mesurée en rendement, évaluée en chiffres abstraits, et l'homme, pris dans cette mécanique froide, en est venu à confondre sa place dans la société avec un poste, sa valeur avec une fiche de paie, son existence avec l'utilité immédiate que le système consentait à lui reconnaître. Cette réduction progressive du travail à l'emploi a été l'une des plus grandes mutilations de l'époque industrielle, car elle a arraché l'acte de travailler à sa source profonde, celle de la vocation, du sens, de la contribution libre à l'œuvre commune. La France de 2050 a choisi de réparer cette fracture, en affirmant que nul être humain n'est né pour occuper une case, mais pour **trouver sa place**, et que cette place ne se décrète pas, elle se découvre, se construit, s'éprouve dans la durée.[133]

Trouver sa place, dans cette société apaisée, ne signifie pas gravir une hiérarchie ni se conformer à un modèle dominant, mais reconnaître ce que l'on peut apporter de singulier au monde, ce point d'accord intime entre ce que l'on est, ce que l'on sait faire et ce dont la communauté a besoin. Le travail cesse alors d'être une contrainte extérieure pour devenir une **mise en cohérence**, une manière d'inscrire sa vie dans un tissu plus vaste, où chaque contribution, qu'elle soit manuelle, intellectuelle, relationnelle ou créative, est reconnue pour sa nécessité propre. Ainsi, le menuisier, l'agriculteur, le soignant, l'ingénieur, l'enseignant, l'artisan, le chercheur ou le transmetteur ne sont plus évalués selon une échelle unique de prestige ou de rentabilité, mais selon l'utilité réelle de ce qu'ils font pour la société vivante.

Dans cette France nouvelle, le travail n'est plus un simple moyen de subsistance, mais un **chemin d'accomplissement**, parce qu'il est relié à une vocation reconnue, encouragée, parfois tardive, parfois changeante, et toujours légitime. La société ne demande plus seulement : « que produis-tu ? », mais « à quoi contribues-tu ? », et cette question, plus vaste, plus exigeante, redonne au travail sa dimension morale et spirituelle, sans jamais le détacher du réel. L'utilité sociale, longtemps négligée au profit de la seule efficacité économique, redevient un critère central, non pour moraliser artificiellement l'activité, mais pour rappeler que toute œuvre humaine, pour être durable, doit s'inscrire dans un horizon commun.

En réconciliant travail, vocation et utilité sociale, la nation a rendu à chacun la possibilité de se sentir **nécessaire**, non par la peur de l'exclusion, mais par la joie de la contribution. Le travail cesse d'être un lieu d'aliénation pour redevenir un espace de reconnaissance mutuelle, où l'homme se sait attendu, utile, responsable, et où la société, loin d'exploiter ses membres, leur offre la possibilité rare et précieuse de participer, à leur mesure, à une œuvre qui les dépasse et les rassemble.

Valorisation des métiers essentiels, manuels, relationnels

On a jugé les métiers à l'aune de leur éloignement du réel : plus une activité semblait abstraite, financière, désincarnée, plus elle était célébrée, tandis que les mains qui nourrissent, qui soignent, qui construisent, qui réparent, qui accompagnent furent reléguées dans l'ombre, mal payées, peu

[133] Simone Weil, La Condition ouvrière, Gallimard, 1951 ; Dominique Méda, Le Travail. Une valeur en voie de disparition ?, Aubier, 1995.

considérées, comme si la dignité humaine se mesurait à la distance prise avec la matière, avec l'effort, avec la relation directe à l'autre. La France de 2050 a rompu avec cette hiérarchie inversée, en réaffirmant une vérité simple et puissante : **une société tient debout par ses métiers essentiels**, et tout ce qui permet de vivre, de grandir, de guérir, de transmettre, mérite reconnaissance, respect et honneur.[134]

Car les métiers manuels, longtemps méprisés au nom d'un progrès mal compris, portent en eux une sagesse que la modernité avait oubliée : celle du geste juste, du temps nécessaire, de la responsabilité immédiate, car la main qui façonne ne peut mentir longtemps, elle engage le corps, l'attention, la patience, et inscrit l'homme dans une relation directe avec le monde réel. Produire un objet utile, cultiver la terre, bâtir un lieu, réparer ce qui est cassé, ce sont là des actes profondément politiques, au sens noble, parce qu'ils rendent possible la vie commune et rappellent à chacun que la richesse ne naît pas d'abord de la spéculation, mais de la **transformation concrète du réel**.

Les métiers relationnels, eux aussi, ont retrouvé leur place centrale, car une société ne se nourrit pas seulement de biens matériels, mais de liens, d'écoute, de soin, d'attention portée aux plus fragiles, aux enfants, aux malades, aux anciens, et ces métiers-là, longtemps invisibles parce qu'ils ne produisent pas de chiffres spectaculaires, sont pourtant ceux qui maintiennent la cohésion, préviennent la violence, apaisent les blessures et donnent à la communauté sa chaleur humaine. Enseigner, soigner, accompagner, écouter, transmettre ne sont pas des fonctions secondaires, mais des **piliers silencieux** sans lesquels aucune civilisation ne peut durer.

En valorisant ces métiers essentiels, la France n'a pas simplement ajusté des grilles salariales ou réformé des statuts, elle a opéré un renversement symbolique majeur : elle a cessé d'admirer ceux qui accumulent sans produire pour honorer ceux qui produisent sans accumuler, elle a redonné du prestige à l'utilité réelle plutôt qu'à la visibilité médiatique, et elle a permis à des millions de femmes et d'hommes de se reconnaître enfin dans leur travail, non comme dans un pis-aller, mais comme dans une **contribution noble** à l'œuvre commune.

Une société plus juste s'est reconstruite, où l'on n'aspire plus à fuir le réel pour réussir, mais à l'habiter pleinement, où les mains et les cœurs retrouvent leur place, et où le travail, rendu à la dignité humaine, redevient ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une manière de prendre soin du monde et des autres, en prenant soin de soi.

Le travail comme contribution au collectif et à soi-même

Le travail n'est pas seulement une nécessité économique, ni même un simple devoir social : il est l'un des lieux les plus profonds où l'être humain se façonne, se révèle et s'inscrit dans une histoire plus vaste que la sienne. Trop longtemps, le travail fut séparé de l'homme, arraché à son intériorité, réduit à une contrainte extérieure qu'il fallait subir pour vivre, et cette séparation a laissé des générations entières exsangues, privées du sentiment d'utilité réelle, condamnées à produire sans se reconnaître dans ce qu'elles faisaient. La France de 2050 a refermé cette blessure en redonnant au travail sa **double vocation** : contribuer au collectif et, dans le même mouvement, permettre à chacun de se construire lui-même.[135]

[134] Matthew Crawford, Éloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail, 2009, traduction française La Découverte, 2010 ; Richard Sennett, Ce que sait la main. La culture de l'artisanat, 2008, traduction française Albin Michel, 2010.
[135] Sur le sentiment d'inutilité au travail : David Graeber, Bullshit Jobs, 2018, traduction française Les Liens qui libèrent, 2018.

Car contribuer au collectif, ce n'est pas s'effacer dans une masse anonyme, c'est au contraire inscrire sa singularité dans une œuvre commune, apporter ce que l'on est capable de donner, avec sérieux, avec exigence, avec honnêteté, afin que la société ne soit pas une juxtaposition d'intérêts, mais un corps vivant dont chaque membre a sa fonction et sa dignité. Le travail, ainsi compris, devient un langage silencieux par lequel l'individu dit au monde : *me voici, j'agis, je prends part*, et cette prise de part fonde un lien profond entre les citoyens, bien plus solide que n'importe quel contrat abstrait.

Mais le travail n'est pas seulement un don fait aux autres, il est aussi un chemin intérieur, un lieu où l'homme se mesure à lui-même, à ses limites, à ses capacités de persévérance, de création, de responsabilité. En œuvrant, l'individu ne transforme pas seulement la matière ou la situation qui lui est confiée, il se transforme lui-même, il affine son jugement, il discipline son désir, il éprouve la joie exigeante de l'effort qui aboutit, et cette transformation intime est l'un des fondements les plus sûrs de la liberté. Car celui qui se sait capable de contribuer se sait aussi capable de choisir, de refuser, de tenir debout.

Dans cette France nouvelle, le travail cesse donc d'être une simple transaction pour redevenir une **relation**, une relation à la communauté qui bénéficie de l'œuvre accomplie, et une relation à soi-même qui s'approfondit dans l'action. On n'y travaille plus seulement pour gagner sa vie, mais pour **donner forme à son existence**, pour inscrire ses jours dans une continuité qui dépasse l'instant, et pour laisser derrière soi autre chose qu'un bilan comptable : une trace humaine, utile, juste.

En réunissant le travail, la contribution collective et l'accomplissement personnel, la France a rendu à l'effort sa noblesse, à l'action sa profondeur, et à chaque citoyen la possibilité rare et précieuse de ne plus se demander seulement *comment vivre*, mais **pourquoi et avec qui**, faisant du travail non plus une aliénation, mais l'un des lieux majeurs où se construit, patiemment et dignement, une vie qui a du sens.

PARTIE III – LE CAPITALISME CHIMIQUEMENT PUR : PARTAGER LA VALEUR AU LIEU DE LA CAPTER

Dépasser l'assistanat : transformer les aides en dividendes

Le peuple comme copropriétaire de l'économie

On a cru bien faire en réparant l'injustice par l'assistance, en répondant à l'exclusion par la compensation, en colmatant les fractures du système par des aides toujours plus nombreuses, toujours plus complexes, jusqu'à ce que la solidarité elle-même devienne une mécanique lourde, humiliante parfois, inefficace souvent, et profondément dépolitisante. Car l'assistanat, lorsqu'il devient structurel, ne libère pas : il **entretient la dépendance**, il transforme le citoyen en bénéficiaire passif, et il éloigne chacun de cette dignité fondamentale qui naît du fait de participer pleinement à la création de richesse. La France de 2050 a choisi une autre voie, plus exigeante, plus juste, plus émancipatrice : elle a transformé l'aide en **partage**, et l'assistance en **copropriété**.[136]

[136] Thomas Paine, La Justice agraire, 1797, texte fondateur de l'idée d'un revenu versé à chacun non par charité mais au titre d'un droit de copropriété sur les ressources communes.

Dans ce capitalisme chimiquement pur, débarrassé de ses rentes, de ses prédations et de ses confiscations, le peuple n'est plus placé à la fin de la chaîne de valeur, comme un coût à contenir ou une charge à compenser, mais au **cœur même du système économique**, comme copropriétaire légitime de ce qui est produit collectivement. Les richesses issues des ressources naturelles, des infrastructures publiques, des grandes plateformes productives, de la robotisation et de l'automatisation ne sont plus accaparées par une minorité d'actionnaires invisibles, mais redistribuées sous forme de dividendes universels, clairs, transparents, liés à la performance réelle de l'économie nationale. Ainsi, chacun reçoit non parce qu'il manque, mais parce qu'il **appartient**.

Ce renversement change tout : le citoyen n'est plus assisté, il est **associé**. Il ne dépend plus d'un système d'aides conditionnelles qui le soupçonnent, le contrôlent et l'enferment, mais d'un droit de propriété collectif qui le responsabilise et l'implique. Recevoir un dividende n'est pas une faveur, c'est la reconnaissance d'une part légitime dans l'œuvre économique commune, et cette reconnaissance restaure le lien entre travail, production et redistribution, car chacun comprend que la prospérité collective conditionne directement la sienne. Le peuple cesse alors d'être spectateur de l'économie pour en devenir **acteur et bénéficiaire conscient**.

Dans cette société nouvelle, le travail retrouve toute sa valeur, car le dividende ne remplace pas l'effort, il le complète ; il ne dispense pas de contribuer, il sécurise le socle sur lequel la contribution devient possible, choisie, orientée, féconde. Libéré de la peur de la survie immédiate, l'individu peut s'engager dans un travail utile, se former, se réinventer, entreprendre, créer, sans être broyé par l'angoisse ou contraint à accepter l'absurde. Le capitalisme chimiquement pur ne nie pas la valeur du marché, il en **corrige la finalité**, en rappelant que le capital n'est légitime que s'il sert la vie, et non l'inverse.

En dépassant l'assistanat par le partage de la valeur, la France a accompli une révolution silencieuse mais décisive : elle a marié justice et efficacité, liberté et solidarité, propriété et bien commun. Elle a fait du peuple non plus un coût à gérer, mais une **richesse à associer**, et c'est dans cette alliance nouvelle entre capital, travail et citoyenneté que s'enracine une économie enfin digne de l'homme, parce qu'elle reconnaît à chacun sa part, non par charité, mais par **droit**.

Partage des profits plutôt que redistribution de la pénurie

Une fatigue sourde traverse les sociétés modernes : celle d'un modèle qui ne sait plus que redistribuer ce qu'il n'a plus, organiser la rareté plutôt que créer l'abondance, partager la pénurie au lieu de faire croître la richesse commune. À force de corriger les échecs d'un système devenu inégalitaire par des mécanismes compensatoires toujours plus lourds, l'économie avait perdu son souffle, et la solidarité, détournée de sa source, s'était transformée en gestion de la survie. La France de 2050 a rompu avec cette logique de réparation permanente en choisissant une voie plus audacieuse, plus saine, plus féconde : **partager les profits plutôt que redistribuer la pénurie**.[137]

Car redistribuer la pénurie, c'est accepter implicitement l'échec collectif, c'est administrer le manque sans jamais interroger sa cause, c'est maintenir les citoyens dans une dépendance organisée où l'on survit sans jamais prospérer. À l'inverse, partager les profits suppose un changement radical de perspective : cela signifie que la richesse est d'abord créée, que la valeur est produite, que

[137] Charles de Gaulle, ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises. Pour une réalisation industrielle du principe coopératif : les coopératives de Mondragón, fondées au Pays basque espagnol en 1956, et le réseau français des sociétés coopératives et participatives.

l'économie est pensée comme un projet commun, et non comme un champ de bataille où quelques-uns gagnent pendant que les autres reçoivent des miettes. La France nouvelle a compris que la justice sociale ne naît pas de la distribution de la misère, mais de l'**association équitable à la réussite**.

Dans ce modèle renouvelé, la croissance n'est plus confisquée au sommet, puis partiellement reversée sous forme d'aides conditionnelles ; elle est partagée à la source, intégrée dans les mécanismes mêmes de production et d'investissement. Les entreprises, les infrastructures, les systèmes automatisés, les plateformes technologiques et énergétiques intègrent dès leur conception un principe simple et lisible : une part des profits revient de droit à la communauté nationale, non comme un impôt opaque, mais comme un dividende clair, compris, attendu. Ainsi, chacun devient sensible à la santé réelle de l'économie, non par idéologie, mais par **expérience directe**.

Ce partage des profits transforme profondément le rapport au travail et à l'effort, car il rétablit un lien brisé entre ce que l'on produit collectivement et ce que l'on reçoit individuellement. Le citoyen n'est plus pris dans une logique de revendication permanente contre un système perçu comme hostile ; il devient **gardien de la valeur commune**, attentif à la qualité, à la durabilité, à l'utilité réelle des productions, car il sait que la prospérité partagée dépend de décisions responsables. L'économie cesse alors d'être un jeu à somme nulle pour redevenir une aventure collective, où la réussite des uns ne se fait plus contre les autres, mais avec eux.

En choisissant le partage des profits plutôt que la redistribution de la pénurie, le pays a redonné à la solidarité sa **dimension créatrice**, elle a transformé l'aide en reconnaissance, la compensation en participation, et la justice sociale en dynamique vivante. Elle a compris que l'on ne construit pas une société apaisée en gérant le manque, mais en organisant le partage de l'abondance légitime, et c'est dans cette économie renouée avec le sens, l'effort et la dignité que s'ouvre enfin la possibilité d'un progrès qui ne laisse personne derrière lui.

Fin de l'humiliation sociale, retour de la dignité

Une blessure va plus profond que la pauvreté elle-même, plus corrosive que le manque matériel : l'humiliation, lente, sourde, quotidienne, infligée à celles et ceux que le système réduit à l'attente, au soupçon, à la justification permanente de leur droit d'exister. Pendant trop longtemps, la société a confondu solidarité et contrôle, aide et mise à l'épreuve, protection et méfiance, jusqu'à faire de la fragilité une faute, et de la dépendance une honte. La France de 2050 a décidé de rompre avec cette violence invisible mais dévastatrice, en affirmant que nul ne doit être humilié pour vivre, et que la **dignité humaine ne se mérite pas : elle se reconnaît**.[138]

Car l'humiliation sociale ne naît pas seulement du manque, elle naît du regard, du langage, des procédures qui transforment l'homme en dossier, en chiffre, en suspect permanent. Elle naît de cette logique où l'on donne d'une main ce que l'on retire de l'autre, où l'on aide tout en rappelant sans cesse la dépendance, où l'on maintient sous assistance ceux que l'on prive en réalité de toute part

[138] Axel Honneth, La Lutte pour la reconnaissance, 1992, traduction française Cerf, 2000. Sur la démonstration expérimentale que les transferts inconditionnels ne découragent pas le travail : Esther Duflo et Abhijit Banerjee, prix Nobel d'économie 2019, Économie utile pour des temps difficiles, Seuil, 2020.

dans la réussite collective. Ce système n'a pas seulement appauvri les corps, il a **abîmé les âmes**, détruit l'estime de soi, rompu le lien de confiance entre l'individu et la communauté.

En substituant à l'assistanat humiliant le partage de la valeur, la France nouvelle a restauré une dignité simple et puissante : celle de l'appartenance. Recevoir un dividende collectif n'est plus un aveu de faiblesse, mais la reconnaissance d'un droit ; ce n'est plus une faveur conditionnelle, mais la preuve tangible que chacun compte, que chacun a sa part, indépendamment de sa situation momentanée. L'homme n'est plus convoqué pour se justifier, mais **reconnu pour ce qu'il est** : un membre à part entière de la communauté nationale.

Ce retour de la dignité transforme profondément les comportements, car un être qui n'est plus humilié n'est plus contraint de se replier, de se durcir, de se révolter contre tout. Il peut se projeter, contribuer, se relever, non par peur de perdre une aide, mais par désir de participer pleinement à une œuvre commune. La responsabilité renaît là où la honte s'efface, et la confiance refleurit là où le soupçon était devenu la règle. La société cesse alors de gérer des blessures pour **libérer des forces**.

En mettant fin à l'humiliation sociale, la France n'a pas seulement corrigé une injustice matérielle : elle a réparé une fracture morale essentielle. Elle a rendu à chacun la possibilité de se tenir debout sans s'excuser d'exister, de recevoir sans se sentir diminué, et de contribuer sans se sentir indigne. Car une nation ne se grandit pas en distribuant la charité sous contrôle, mais en offrant à tous ses membres cette chose rare et précieuse sans laquelle rien ne tient : **la dignité reconnue, partagée, inaliénable**.

Tous actionnaires de la nation productive

Dividendes citoyens issus de la richesse collective

Il faut regarder cette vérité en face : une nation qui produit sans partager se fracture, et une nation qui partage sans produire s'épuise. Entre ces deux impasses, la France de 2050 a tracé un chemin inédit, exigeant, profondément politique, en affirmant que la richesse créée collectivement ne peut rester l'apanage de quelques-uns sans trahir l'idée même de communauté nationale. Ainsi est née une conception nouvelle et pourtant évidente : **chaque citoyen est actionnaire de la nation productive**, non par idéologie, mais par droit, non par faveur, mais par appartenance.[139]

Car la richesse moderne ne jaillit plus seulement de l'effort individuel visible ; elle naît d'un entrelacs complexe d'infrastructures publiques, de savoirs accumulés, de technologies héritées, de stabilité institutionnelle, de ressources naturelles, de générations de travailleurs passés et présents, et il est devenu impossible, moralement comme intellectuellement, de prétendre que cette richesse serait l'œuvre exclusive de quelques acteurs privés. La France nouvelle a reconnu que toute valeur produite sur son sol, par ses systèmes, ses machines, ses réseaux, porte en elle une **part collective irréductible**, et que cette part doit revenir à ceux qui forment le peuple souverain.

Les dividendes citoyens ne sont pas une redistribution déguisée, encore moins une aumône universelle ; ils sont la traduction concrète d'un principe simple : lorsque la nation prospère, **chacun**

[139] Philippe Van Parijs et Yannick Vanderborght, Le Revenu de base inconditionnel, 2017, traduction française La Découverte, 2019 ; James Meade, Agathotopia, 1989, qui propose un portefeuille public d'actifs dont les revenus financent un dividende universel. Pour un dispositif en fonctionnement : l'Alaska Permanent Fund, créé en 1976, verse un dividende annuel à chaque résident depuis 1982.

prospère avec elle. Les revenus issus de la robotisation, de l'automatisation, de l'exploitation raisonnée des ressources, des grandes plateformes productives, de l'énergie, de l'innovation technologique, alimentent un flux régulier, transparent, lisible, reversé à tous les citoyens sans condition, comme le fruit naturel d'une copropriété assumée. Ainsi, la richesse cesse d'être un mystère confisqué pour devenir une réalité partagée, comprise, attendue.

Ce dividende transforme le rapport du citoyen à l'économie, car il ne se vit plus comme un spectateur inquiet d'un système qui le dépasse, mais comme un **intéressé responsable** à la bonne santé de l'ensemble. Chacun comprend que la qualité des décisions collectives, la durabilité des productions, l'éthique des choix industriels et technologiques influencent directement la prospérité commune, et cette compréhension réunit enfin économie et citoyenneté. Loin de décourager l'effort, ce partage de la valeur crée un socle de sécurité qui libère l'initiative, l'engagement, la prise de risque utile, et permet à chacun de choisir un travail en accord avec sa vocation plutôt que sous la contrainte de la survie.

Être actionnaire de la nation productive, c'est aussi accepter une responsabilité nouvelle : celle de veiller à ce que la richesse créée ne se fasse ni contre l'homme, ni contre la terre, ni contre l'avenir. Le dividende citoyen n'est pas seulement un revenu, il est un **rappel permanent** que la prospérité n'a de sens que si elle est durable, juste et partagée, et que le capital, lorsqu'il n'est plus accaparé, peut redevenir un outil au service de la vie.

Faire de chaque citoyen un actionnaire de la nation productive : voilà une mutation profonde du pacte social. Elle a transformé la richesse en lien, la propriété en communauté, et l'économie en œuvre commune, offrant à chacun non seulement une part des fruits, mais la fierté d'appartenir à une nation qui ne laisse plus sa prospérité s'échapper, et qui choisit enfin de **faire peuple jusque dans la valeur qu'elle crée**.

Capitalisme intégré, compris, assumé

Le capitalisme a été adoré sans limites ou rejeté sans discernement, pris tantôt pour une promesse de prospérité infinie, tantôt pour une machine intrinsèquement injuste, et cette oscillation stérile empêcha longtemps la nation de regarder lucidement ce qu'il est réellement : un **outil**, ni bon ni mauvais par essence, mais dangereux lorsqu'il n'est ni compris, ni encadré, ni assumé politiquement. Fidèle à l'esprit gaullien, la France a cessé de subir le capitalisme comme une fatalité étrangère pour le **domestiquer**, l'intégrer à son projet national, et le mettre résolument au service de la souveraineté et du peuple.[140]

Car comprendre le capitalisme, ce n'est pas s'y soumettre, c'est en saisir les mécanismes, les forces, les dérives possibles, afin de le plier à l'intérêt général. Le Général savait que l'économie devait servir la nation, et non l'inverse ; que la finance devait être un levier de puissance collective, non un pouvoir autonome ; et que la richesse, pour être légitime, devait s'inscrire dans un projet politique clair. La France nouvelle a renoué avec cette exigence : elle ne diabolise pas le capital, elle le **réintègre** dans

[140] Joseph Schumpeter, Capitalisme, socialisme et démocratie, 1942, traduction française Payot, 1951 ; Karl Polanyi, La Grande Transformation, 1944.

un cadre souverain, où l'investissement, l'innovation et l'initiative privée sont encouragés, mais jamais détachés de leur responsabilité envers la communauté nationale.

Assumer le capitalisme, c'est aussi refuser l'hypocrisie d'un système qui privatise les gains et socialise les pertes, qui glorifie l'entrepreneur lorsqu'il réussit et appelle l'État lorsqu'il échoue. Dans le modèle français de 2050, le risque est reconnu, la réussite est honorée, mais la valeur créée ne peut être captée sans limite par quelques-uns lorsque les conditions mêmes de cette création reposent sur des biens communs : infrastructures, stabilité politique, éducation, énergie, ressources naturelles. Le capitalisme intégré est un capitalisme **réinscrit dans la nation**, où la réussite individuelle contribue mécaniquement à la prospérité collective.

Ce choix gaullien n'est ni un retour en arrière ni une soumission aux dogmes du passé ; il est une affirmation de souveraineté moderne. La France ne rejette ni le marché ni l'entreprise, elle les **ordonne**, elle fixe les règles, elle trace les lignes rouges, elle décide de ce qui peut être marchandisé et de ce qui doit rester hors du marché. Elle assume que certaines richesses relèvent de la propriété collective, que certaines fonctions sont trop vitales pour être livrées aux seules logiques de profit, et que la puissance économique, lorsqu'elle échappe au politique, finit toujours par se retourner contre le peuple.

En intégrant, comprenant et assumant le capitalisme, la France a renoué avec une tradition de lucidité souveraine, refusant à la fois l'abandon idéologique et la naïveté morale. Elle a fait du capital non plus un maître invisible, mais un instrument maîtrisé, orienté, au service d'un projet national clair : produire, innover, prospérer, oui, mais **pour la nation, par la nation, et avec le peuple tout entier**.

La valeur travail remise au centre, non par contrainte mais par sens

On a tenté de sauver le travail par l'obligation, par la menace, par la peur du déclassement et de la chute, comme si l'homme ne pouvait être mis en mouvement que par la contrainte, comme si l'effort ne pouvait naître que de la nécessité brute, et cette vision appauvrie fit du travail une peine à purger plutôt qu'une œuvre à accomplir. La France de 2050 a rompu avec cette logique stérile en comprenant que le travail ne retrouve sa centralité que lorsqu'il retrouve son **sens**, car nul n'a jamais donné le meilleur de lui-même sous la seule pression, tandis que des peuples entiers se sont élevés lorsqu'ils ont compris pourquoi ils œuvraient.[141]

Remettre la valeur travail au centre ne signifie pas sacraliser la fatigue ni glorifier la souffrance, mais reconnaître que l'homme se construit dans l'action orientée, dans l'effort qui transforme le réel et, ce faisant, transforme celui qui agit. Le travail devient alors un **lieu de cohérence**, un point de rencontre entre la vocation personnelle, l'utilité sociale et la prospérité collective, et cette rencontre libère une énergie que nul système coercitif ne saurait produire. Lorsque l'homme comprend en quoi son œuvre compte, lorsqu'il voit clairement ce qu'elle apporte aux autres et à la nation, l'effort cesse d'être subi : il est choisi, assumé, parfois même désiré.

Dans cette France nouvelle, le travail n'est plus imposé par la peur du manque, car le socle de dignité est garanti par le partage de la richesse collective ; il n'est plus vidé de son sens par des tâches

[141] André Gorz, Métamorphoses du travail, Galilée, 1988, et Misères du présent, richesse du possible, Galilée, 1997, qui lient réduction du temps de travail, revenu garanti et quête de sens.

absurdes ou déconnectées du réel, car l'économie a été réorientée vers des productions utiles, durables, compréhensibles ; il n'est plus confisqué par une élite qui capte la valeur, car chacun est associé aux fruits de l'effort commun. Ainsi libéré de l'humiliation et de l'aliénation, le travail redevient un **choix responsable**, une contribution consciente à une œuvre plus grande que soi.

Cette centralité retrouvée du travail transforme profondément le rapport à la liberté, car la liberté n'est plus confondue avec l'oisiveté ou l'évitement de l'effort, mais comprise comme la capacité à orienter son énergie vers ce qui a du sens. Travailler n'est plus obéir à une nécessité aveugle, mais répondre à un appel intérieur, participer à la construction d'un monde que l'on juge digne d'exister. Le travail cesse alors d'opposer l'individu à la société : il devient le **pont** entre l'épanouissement personnel et la prospérité collective.

En remettant la valeur travail au centre non par la contrainte mais par le sens, la France a accompli l'essentiel : elle a rendu à l'effort son honneur sans en faire une idole, à la liberté sa profondeur sans la réduire au refus de toute obligation, et à la nation cette force tranquille qui naît lorsque des millions d'hommes et de femmes choisissent, chaque jour, de contribuer à une œuvre commune parce qu'ils en comprennent la finalité, la justice et la beauté.

Une économie de la contribution

Être rémunéré pour ce qui fait société : soigner, transmettre, réparer, créer

L'aveuglement aura duré des décennies : l'économie moderne rémunérait souvent ce qui détruit plus que ce qui relie, elle valorisait la vitesse plutôt que le soin, l'extraction plutôt que la réparation, la spéculation plutôt que la transmission, et, ce faisant, elle minait lentement mais sûrement les fondations mêmes de la société. Car une civilisation ne tient pas par ce qu'elle consomme, mais par ce qu'elle **entretient**, par les gestes patients et souvent invisibles qui permettent aux corps de guérir, aux savoirs de circuler, aux objets de durer, aux liens humains de se tisser. La France de 2050 a osé nommer cette évidence et en tirer les conséquences politiques : elle a bâti une **économie de la contribution**, où l'on est enfin rémunéré pour ce qui fait société.[142]

Soigner, transmettre, réparer, créer : ces verbes, longtemps relégués aux marges de la reconnaissance économique, sont devenus centraux, non par romantisme, mais par nécessité civilisationnelle. Soigner, parce qu'un peuple malade physiquement ou psychiquement ne peut être libre ; transmettre, parce qu'une société qui ne passe plus ses savoirs se condamne à l'amnésie ; réparer, parce qu'un monde jetable est un monde épuisé ; créer, parce que sans imagination partagée, toute prospérité devient stérile. En reconnaissant la valeur économique de ces contributions, la France nouvelle a cessé de mesurer la richesse à l'aune exclusive de la production marchande pour la rapporter à ce qui **maintient et élève la vie commune**.

Cette reconnaissance ne se limite pas à un discours moral : elle se traduit par des mécanismes concrets de rémunération, de droits, de protection sociale, qui permettent à celles et ceux qui prennent soin des autres, qui transmettent des savoirs, qui restaurent plutôt que remplacent, qui

[142] Bernard Stiegler, L'Emploi est mort, vive le travail !, Mille et une nuits, 2015, à qui l'on doit l'expression d'économie de la contribution. Pour une mise en œuvre législative : l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, loi du 29 février 2016, étendue par la loi du 14 décembre 2020.

créent du sens et de la culture, de vivre dignement de leur contribution. L'économie cesse alors d'opposer l'utile au rentable, le social à l'économique, pour les réunir dans une même logique : ce qui renforce la cohésion, la santé, la durabilité et l'intelligence collective **crée de la valeur**, même si cette valeur n'est pas immédiatement convertible en profits financiers.

Dans cette économie de la contribution, le travail ne se réduit plus à un échange marchand abstrait ; il devient une **relation**, un engagement envers la communauté, reconnu et soutenu parce qu'il répond à un besoin réel. Le citoyen n'est plus sommé de justifier son utilité par des indicateurs artificiels, mais reconnu pour l'impact réel de ce qu'il fait sur la qualité de la vie collective. Cette transformation apaise profondément la société, car elle raccorde l'individu à son activité, en lui permettant de se dire : *ce que je fais compte*, non parce que cela rapporte vite, mais parce que cela **fait tenir le monde**.

En instaurant une économie de la contribution, la France a déplacé le centre de gravité de son modèle économique : de l'accumulation vers la relation, de la prédation vers le soin, de la croissance aveugle vers la **fertilité sociale**. Elle a compris que la vraie richesse d'une nation ne réside pas seulement dans ce qu'elle produit, mais dans sa capacité à se réparer, à se transmettre et à se recréer sans cesse, et c'est en rémunérant enfin ce qui fait société qu'elle a redonné à l'économie son sens le plus élevé : servir la vie humaine dans toute sa profondeur.

Mesurer la richesse autrement que par l'accumulation

Longtemps, la richesse d'une nation s'est résumée à la hauteur de ses bilans, à l'ampleur de ses flux financiers, à la croissance abstraite de chiffres détachés des vies réelles, et l'on appela cela le progrès, tandis que les sols s'épuisaient, que les liens se délitaient, que les existences se vidaient de leur substance. Cette confusion funeste entre accumulation et prospérité a longtemps masqué une vérité pourtant évidente : **on peut s'enrichir en chiffres tout en s'appauvrissant en humanité**. La France de 2050 a choisi de regarder au-delà de cette illusion comptable, en redéfinissant la richesse non comme ce qui s'entasse, mais comme ce qui **fait tenir, durer et grandir**.[143]

Car l'accumulation, lorsqu'elle devient une fin en soi, finit toujours par trahir ce qu'elle prétend servir. Elle concentre, elle assèche, elle fracture, et elle laisse derrière elle des territoires vidés, des travailleurs épuisés, des sociétés anxieuses malgré l'abondance apparente. La France nouvelle a compris que la richesse véritable ne se mesure pas seulement à ce que l'on possède, mais à ce que l'on **partage**, à la qualité des relations humaines, à la santé physique et mentale du peuple, à la vitalité des territoires, à la transmission des savoirs, à la beauté préservée des paysages, à la capacité collective à faire face aux crises sans se déchirer.

De nouveaux indicateurs ont émergé, non pour nier l'économie, mais pour l'inscrire dans une vision plus vaste. On mesure la richesse à la solidité des liens sociaux, au temps libéré pour apprendre et transmettre, à l'accès réel à la culture, à la santé des écosystèmes, à la dignité du travail, à la confiance entre les citoyens et leurs institutions. Le matériel et l'immatériel cessent alors de s'opposer : ils se **complètent**, car il n'y a pas de bien-être durable sans sécurité matérielle, et pas de prospérité véritable sans sens partagé.

[143] Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, 2009 ; Kate Raworth, La Théorie du donut, 2017, traduction française Plon, 2018. En droit français, la loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 impose déjà la prise en compte de nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques.

Dans cette France en paix avec elle-même, la création de valeur n'est plus dissociée de la création de sens. Produire ne signifie plus épuiser, croître ne signifie plus détruire, réussir ne signifie plus écraser. L'économie devient un instrument de cohésion, non de domination ; un levier d'émancipation, non d'aliénation. L'accumulation cesse d'être le critère suprême pour redevenir un moyen parmi d'autres, soumis à une question plus exigeante : **en quoi cela rend-il la vie meilleure, plus juste, plus habitable ?**

En mesurant la richesse autrement que par l'accumulation, la France a opéré une mutation discrète et décisive. Elle a déplacé le regard, changé l'échelle, réuni le visible et l'invisible, et offert à son peuple une boussole nouvelle, capable d'orienter l'action collective non vers l'amoncellement sans fin, mais vers une prospérité **pleine, partagée et durable**, où l'abondance matérielle ne vaut que si elle nourrit l'abondance humaine.

Le profit réconcilié avec l'éthique

Le mot profit a longtemps porté en lui une gêne, presque une honte, tant il avait été associé à l'avidité, à l'exploitation, à l'indifférence aux conséquences humaines et naturelles de l'enrichissement. On prétendit aussi s'en affranchir totalement, comme si l'économie pouvait se passer de ce moteur puissant sans se condamner à l'inefficacité ou à l'immobilisme. Entre ces deux impasses — la glorification cynique et le rejet naïf — la France de 2050 a choisi une voie plus haute et plus exigeante : **réconcilier le profit avec l'éthique**, non par des discours moralisateurs, mais par une refondation profonde du sens même de la réussite économique.[144]

Car le profit n'est pas en soi une faute ; il est le signe qu'une activité répond à un besoin, qu'une organisation fonctionne, qu'une valeur a été reconnue et échangée. Ce qui le rend destructeur, ce n'est pas son existence, mais son **déracinement**, lorsqu'il se détache de toute responsabilité, lorsqu'il ignore les conséquences de sa poursuite, lorsqu'il devient une fin absolue devant laquelle tout doit céder. La France nouvelle a compris que l'éthique n'est pas l'ennemie du profit, mais sa condition de légitimité, car un gain qui détruit le tissu social, qui abîme le vivant ou qui humilie l'homme prépare toujours, tôt ou tard, sa propre ruine.

Dans ce capitalisme redressé, le profit retrouve une **fonction ordonnée** : il récompense l'utilité réelle, encourage l'innovation féconde, soutient l'effort et la prise de risque, mais il s'inscrit dans un cadre clair où certaines limites ne sont pas négociables. Nul ne peut prospérer durablement en appauvrissant la communauté, nul ne peut s'enrichir légitimement en détruisant ce qui rend la vie possible, et cette règle, loin d'étouffer l'économie, la rend plus robuste, plus stable, plus digne de confiance. Le profit devient alors un indicateur parmi d'autres, éclairé par des critères sociaux, humains, écologiques, qui en dessinent les contours acceptables.

Ce redressement transforme profondément le rapport des acteurs économiques à leur propre réussite. L'entrepreneur ne se définit plus uniquement par sa capacité à capter de la valeur, mais par sa faculté à **en créer durablement**, à l'inscrire dans le temps long, à la partager équitablement avec ceux qui y ont contribué. La réussite cesse d'être solitaire pour devenir collective, et le prestige ne se mesure plus seulement à l'accumulation personnelle, mais à l'impact positif laissé sur la

[144] Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, dite loi PACTE, qui a introduit la raison d'être à l'article 1835 du code civil et créé le statut de société à mission ; certification B Corp, existante depuis 2006.

société et les territoires. Ainsi se réhabilite une fierté nouvelle, celle de réussir sans trahir, de gagner sans écraser, de croître sans dévaster.

En réconciliant le profit avec l'éthique, la France n'a pas cherché à moraliser l'économie de l'extérieur ; elle l'a **civilisée de l'intérieur**. Elle a rappelé que l'économie est une production humaine avant d'être une mécanique, et qu'à ce titre elle doit répondre aux exigences les plus élevées de la vie commune. Le profit, ainsi réintégré dans un horizon de sens, cesse d'être une force aveugle pour devenir un moteur conscient, au service d'une prospérité qui ne sacrifie ni l'homme, ni la terre, ni l'avenir, et qui permet enfin à la richesse de se tenir droite, sans renier l'âme de ceux qui la créent.

PARTIE IV – ROBOTISATION ET HUMANITÉ : LE PROGRÈS SANS LA PEUR

Les robots humanoïdes comme nouvelle étape de civilisation

2050 : robots dans les foyers, les usines, les services

Chaque grande avancée technique a suscité la même angoisse primitive, la même peur sourde de l'effacement, la même prophétie de malheur : lorsque la machine à vapeur surgit, on annonça la fin du travail humain ; lorsque l'électricité illumina les villes, on redouta la perte du monde ancien ; lorsque l'imprimerie se diffusa, on craignit la subversion de l'ordre établi ; lorsque l'internet relia les consciences, on prophétisa la dissolution du réel. À chaque étape, l'humanité trembla, puis avança, et à chaque fois, elle se transforma sans disparaître. La France de 2050 a choisi de regarder la robotisation non comme une menace existentielle, mais comme **une nouvelle étape de civilisation**, inscrite dans cette longue continuité du progrès humain.[145]

Les robots humanoïdes sont désormais présents dans les foyers, les usines, les services, non comme des maîtres froids ni comme des substituts à l'humain, mais comme des **extensions de la puissance collective**, des outils sophistiqués libérant l'homme des tâches répétitives, dangereuses, épuisantes ou aliénantes. Ils nettoient, transportent, assemblent, assistent, calculent, surveillent, prennent en charge ce qui use le corps et l'esprit, permettant à l'homme de se recentrer sur ce qu'aucune machine ne peut produire : le jugement, la relation, la création, le sens. L'erreur du passé fut de croire que la valeur humaine résidait dans la répétition mécanique ; la France nouvelle a compris que la dignité commence là où la machine s'arrête.

Dans les foyers, ces présences mécaniques ne déshumanisent pas la vie quotidienne, elles la **soulagent**, en redonnant du temps, de l'énergie, de la disponibilité à celles et ceux qui vivent, élèvent, soignent, transmettent. Dans les usines, elles ne suppriment pas le travail : elles le transforment, elles en déplacent le centre de gravité, faisant de l'homme non plus un rouage, mais un concepteur, un superviseur, un garant du sens et de la qualité. Dans les services, elles prennent en charge l'exécution pour laisser à l'humain l'écoute, l'adaptation, la responsabilité morale, car aucune intelligence artificielle ne peut remplacer l'empathie véritable ni la décision éthique.

La robotisation, ainsi intégrée, ne signe pas la fin de la civilisation du travail, mais l'ouverture d'une **civilisation du discernement**, où l'homme cesse d'être évalué à l'aune de sa productivité brute pour être reconnu dans sa capacité à orienter, à comprendre, à créer et à prendre soin. La peur naît

[145] John Maynard Keynes, « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », 1930, repris dans Essais de persuasion, où il forge la notion de chômage technologique et annonce la semaine de quinze heures.

lorsque le progrès est subi ; elle s'apaise lorsqu'il est **pensé, encadré, partagé**. En associant la robotisation au partage de la valeur, aux dividendes citoyens, à l'éducation continue et à la souveraineté démocratique, la France a transformé une révolution technologique en levier d'émancipation collective.

Loin d'annoncer un monde déshumanisé, les robots humanoïdes marquent une libération possible : celle d'une humanité qui n'a plus à s'user pour survivre, mais qui peut enfin consacrer ses forces à ce qui fait sa grandeur propre. Le progrès cesse d'être une course aveugle pour devenir un **choix civilisationnel**, assumé, maîtrisé, orienté vers la vie, et la France, fidèle à son histoire, démontre une fois encore qu'il ne s'agit pas de refuser l'avenir par peur, mais de l'habiter avec lucidité, courage et sens.

Une continuité historique du progrès humain

Il est des peurs qui se répètent à travers les siècles avec une fidélité presque tragique, comme si chaque génération, croyant affronter une menace inédite, rejouait en réalité une angoisse ancienne, inscrite au plus profond de la condition humaine : la peur d'être dépassé par ce que l'on a soi-même engendré. Pourtant, lorsque l'on regarde l'histoire avec le recul qu'elle exige, une évidence s'impose avec force : le progrès humain n'est pas une suite de ruptures chaotiques, mais une **continuité**, parfois heurtée, souvent contestée, toujours féconde, par laquelle l'humanité n'a cessé d'augmenter sa puissance tout en redéfinissant sa place dans le monde.[146]

Chaque grande invention fut d'abord perçue comme une menace avant d'être reconnue comme une libération. L'outil a libéré la main, l'agriculture a libéré du nomadisme contraint, l'écriture a libéré la mémoire, l'imprimerie a libéré la connaissance, la machine a libéré la force physique, l'électricité a libéré le temps, l'informatique a libéré le calcul, l'internet a libéré la communication. À chaque étape, certains annoncèrent la fin de l'homme, et à chaque fois, l'homme ne disparut pas : il **changea**, il se déplaça, il s'éleva ailleurs. Ce qui semblait être une perte se révéla être un déplacement de la dignité humaine vers des sphères plus hautes de responsabilité et de conscience.

La robotisation s'inscrit exactement dans cette lignée. Elle n'est ni une anomalie, ni une rupture contre nature, mais l'aboutissement logique d'un long processus par lequel l'homme délègue progressivement à ses outils ce qui ne nécessite ni jugement moral, ni sens, ni relation authentique. Ce que l'histoire nous enseigne, c'est que l'humanité ne s'est jamais définie par ce qu'elle automatise, mais par ce qu'elle choisit de **ne pas automatiser**. À mesure que les machines prennent en charge l'exécution, l'homme est renvoyé à ce qui fait son irréductible singularité : décider, créer, transmettre, aimer, prendre soin, donner une direction.

Refuser cette continuité, ce serait croire que notre époque serait maudite, que notre génération serait condamnée là où toutes les précédentes ont su traverser leurs révolutions. L'accepter, au contraire, c'est reconnaître que nous sommes les héritiers d'un mouvement long, exigeant, parfois dangereux, mais profondément humain, par lequel la technique n'a jamais supprimé l'homme, elle l'a **mis au défi** de devenir davantage lui-même. La peur naît lorsque le progrès est privé de sens ; elle disparaît lorsque ce progrès est replacé dans une histoire, une responsabilité, une vision.

[146] Gilbert Simondon, Du mode d'existence des objets techniques, Aubier, 1958 ; Bertrand Gille (dir.), Histoire des techniques, Gallimard, 1978.

En inscrivant la robotisation dans la continuité historique du progrès humain, la France ne nie ni les risques ni les défis ; elle les affronte avec lucidité et maturité. Elle affirme que le véritable danger n'est pas que les machines deviennent plus performantes, mais que l'homme renonce à penser ce qu'il veut faire de cette puissance nouvelle. En choisissant de voir dans la robotisation une étape, et non une fin, une continuité, et non une rupture, elle rappelle au monde une leçon essentielle : **le progrès n'est jamais une fatalité, il est toujours un choix**, et ce choix, aujourd'hui comme hier, appartient à l'humanité.

Sortir de la peur dystopique

Certaines peurs ne naissent pas du réel, mais de récits mal orientés, de visions amputées de leur profondeur, de projections où l'avenir n'est plus pensé comme une œuvre humaine mais comme une fatalité sombre et mécanique. La dystopie, devenue langage dominant de l'imaginaire moderne, a peu à peu colonisé les esprits, jusqu'à faire croire que tout progrès portait en lui sa propre damnation, que toute avancée technologique conduisait inéluctablement à la perte de l'homme. La France de 2050 a choisi de sortir de cette **peur paralysante**, non par naïveté, mais par maturité civilisationnelle.[147]

Car la peur dystopique repose toujours sur le même renversement : elle suppose que la technique gouverne l'homme, alors que l'histoire démontre exactement l'inverse. Ce ne sont pas les machines qui produisent les mondes déshumanisés, ce sont les sociétés qui renoncent à penser, à décider, à poser des limites et à donner une direction morale à leurs outils. La dystopie naît lorsque le progrès est abandonné à des intérêts sans visage, lorsqu'il n'est plus encadré par la démocratie, par le droit, par l'éthique, par la souveraineté collective. Là où le politique abdique, la peur prospère. Là où la vision manque, l'angoisse s'installe.

Sortir de la peur dystopique, c'est donc d'abord **reprendre la maîtrise du récit**, réaffirmer que l'avenir n'est pas un scénario écrit d'avance, mais une construction collective, façonnée par des choix conscients. Dans la France de 2050, la robotisation n'est pas subie, elle est débattue, orientée, intégrée dans un projet de société clair, où l'homme demeure la fin et la machine le moyen. Les règles sont posées, les usages définis, les excès interdits, non pour freiner l'innovation, mais pour lui donner un cadre qui protège la dignité humaine.

Cette sortie de la peur est aussi une libération intérieure. Lorsqu'un peuple cesse de craindre l'avenir, il retrouve sa capacité à agir, à inventer, à espérer. Il ne regarde plus chaque innovation comme une menace, mais comme une **question à habiter**, une responsabilité à assumer. La peur recule là où la compréhension progresse, là où l'éducation accompagne, là où la participation citoyenne éclaire les choix technologiques. La dystopie se dissout lorsque l'homme reprend sa place d'auteur de son destin.

Refuser la peur comme horizon politique fut un acte de courage intellectuel et moral. La France a rappelé que le progrès n'est jamais un monstre autonome, mais un miroir tendu à l'humanité, révélant ce qu'elle choisit d'être. En sortant de la dystopie, elle n'a pas nié les risques, elle a choisi de les affronter avec lucidité, confiance et sens, affirmant que l'avenir n'est pas une menace à redouter, mais une **responsabilité à incarner**.

[147] La thèse inverse est défendue par Jacques Ellul, La Technique ou l'Enjeu du siècle, Armand Colin, 1954, et par Günther Anders, L'Obsolescence de l'homme, 1956, traduction française L'Encyclopédie des Nuisances, 2002.

Libérer l'humain de la pénibilité, non du sens

Les machines pour produire, l'humain pour créer, décider, aimer

Une confusion tragique, entretenue par des décennies de pensée courte, a fait croire que libérer l'homme du travail revenait à le libérer de toute œuvre, comme si l'effort et le sens étaient indissociables de la souffrance, comme si l'on ne pouvait soulager le corps sans appauvrir l'âme. Cette erreur pesa lourdement sur les imaginaires : soit l'on promettait un monde d'oisiveté vide, soit l'on brandissait la peur d'une humanité devenue inutile. La France de 2050 a dissipé ce malentendu fondamental en affirmant une distinction décisive : **il faut libérer l'humain de la pénibilité, non du sens**.[148]

La pénibilité n'a jamais été une vertu ; elle fut longtemps une nécessité subie, parfois glorifiée faute de mieux, mais jamais désirable en soi. Porter des charges jusqu'à l'épuisement, répéter des gestes destructeurs pour le corps, s'exposer à des environnements dangereux, user sa vie dans des tâches qui n'exigent ni jugement ni créativité n'a jamais rendu l'homme plus digne, seulement plus usé. En confiant ces tâches aux machines, la France nouvelle n'a pas appauvri l'expérience humaine : elle l'a **délestée de ce qui l'écrasait**, pour lui rendre ce qui la grandit.

Les machines produisent désormais, avec une précision et une endurance que nul corps humain ne devrait avoir à imiter. Elles assemblent, transportent, calculent, optimisent, exécutent sans fatigue ni ressentiment. Mais elles ne décident pas du sens de ce qu'elles font. Elles ne choisissent ni les fins ni les valeurs. Elles ne savent ni pourquoi produire, ni pour qui, ni jusqu'où. Cette frontière est restée, et doit rester, résolument humaine. Car ce qui fait l'homme n'est pas sa capacité à répéter, mais sa faculté de **juger**, d'arbitrer, de créer, de dire oui ou non, de prendre en charge les conséquences de ses choix.

Libéré de la pénibilité, l'humain retrouve du temps, de l'énergie, de la disponibilité intérieure pour ce qui ne se délègue pas : créer des œuvres, prendre soin des autres, inventer des formes nouvelles, transmettre des savoirs, décider collectivement de l'avenir, aimer sans être épuisé par la survie. Le travail change alors de nature : il n'est plus une lutte contre l'usure, mais une **expression**, un engagement choisi, une participation consciente à la vie commune. L'effort demeure, mais il devient effort de sens, effort de responsabilité, effort de création, et non plus simple résistance à la fatigue.

Une civilisation nouvelle se dessine, où la machine n'humilie pas l'homme en le remplaçant, mais l'honore en lui rendant ce qui lui est propre. L'humain n'est plus défini par ce qu'il subit, mais par ce qu'il choisit de faire de sa liberté retrouvée. En confiant la production à la machine et en réservant à l'homme la création, la décision et l'amour, la nation a posé un principe simple et puissant : **le progrès n'a de valeur que s'il élève l'humanité vers ce qu'elle est appelée à devenir**, et non s'il la soulage pour mieux la vider de son sens.

[148] Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, Le Deuxième Âge de la machine, 2014, traduction française Odile Jacob, 2015 ; Carl Benedikt Frey et Michael Osborne, « The Future of Employment », Oxford Martin School, 2013, qui estiment à 47 % la part des emplois américains susceptibles d'être automatisés.

Réduction massive du temps de travail contraint

On a mesuré la valeur d'un homme à la quantité d'heures qu'il cédait ; on a confondu l'occupation avec l'utilité, l'épuisement avec le mérite, comme si la dignité humaine se calculait en fragments de vie sacrifiés sur l'autel de la production. Cette époque, héritière d'un monde de pénurie et de force brute, a longtemps survécu à ses propres raisons d'être, maintenant la contrainte là où la nécessité avait disparu. La France de 2050 a osé poser une question simple et redoutable : **pourquoi contraindre encore, lorsque la machine peut libérer ?**[149]

La réduction massive du temps de travail contraint n'est pas née d'un caprice idéologique ni d'un refus de l'effort, mais d'un constat lucide : une société qui automatise sans libérer trahit le sens même du progrès. Lorsque les machines produisent l'essentiel, lorsque la robotisation et l'intelligence artificielle démultiplient la capacité productive, maintenir l'homme dans des horaires hérités d'un autre siècle relève non de la rigueur, mais de l'absurdité. La France nouvelle a compris que le temps humain est une **ressource non renouvelable**, et qu'en gaspiller l'essentiel dans des contraintes inutiles est une faute civilisationnelle.

Réduire le temps de travail contraint ne signifie pas abolir le travail, mais en **changer la nature**. Il ne s'agit plus de remplir des heures, mais d'accomplir des missions ; non plus de tenir des postes, mais de contribuer à des projets porteurs de sens. Le travail nécessaire demeure, mais il est réparti, rationalisé, allégé de ce qui relève de la pure inertie organisationnelle. Ce qui subsiste est ce qui exige présence humaine, jugement, relation, responsabilité, et cette exigence, parce qu'elle est limitée dans le temps, devient plus intense, plus juste, plus respectueuse de la vie.

Ce temps libéré n'est pas un vide dangereux, comme le prétendaient les prophètes de la peur ; il devient un **espace fécond**, rendu à l'éducation continue, à la création, à la transmission, à l'engagement citoyen, à la vie familiale, à la culture, à la contemplation même, car une société qui ne laisse plus le temps de penser se condamne à agir sans comprendre. En libérant des heures, le pays a libéré des consciences, et cette liberté nouvelle a nourri une responsabilité accrue, car l'homme qui n'est plus écrasé par la contrainte est appelé à répondre de ce qu'il fait de son temps.

La réduction massive du temps de travail contraint n'a pas affaibli la nation : elle l'a renforcée. Elle a permis à chacun de travailler mieux plutôt que plus, de choisir davantage plutôt que subir, et d'accorder l'effort et la vie. Le travail, délesté de son carcan temporel, retrouve sa place juste : non plus l'occupation dominante de l'existence, mais l'un de ses piliers, au service d'un projet plus vaste où l'homme n'est plus réduit à produire pour survivre, mais appelé à **vivre pour contribuer**.

Réorientation vers l'accomplissement personnel et collectif

L'organisation du travail a longtemps ignoré presque tout de l'âme humaine : elle disposait les existences comme des pièces interchangeables dans une mécanique aveugle, sans se soucier de ce que devenaient les aspirations, les talents, les élans intérieurs de celles et ceux qui faisaient pourtant tenir le système. Cette indifférence méthodique produisit de la richesse sans joie, de l'efficacité sans adhésion, et un mal-être diffus qui rongea silencieusement les sociétés les plus prospères. La France de 2050 a opéré un basculement décisif : elle a réorienté le travail vers

[149] Paul Lafargue, Le Droit à la paresse, 1880. Pour une expérimentation contemporaine : la réduction du temps de travail conduite en Islande de 2015 à 2019 par la municipalité de Reykjavík et par l'État, évaluée en 2021 par Alda et Autonomy — il s'agissait d'un passage de quarante à trente-cinq ou trente-six heures, et non d'une semaine de quatre jours.

l'**accomplissement personnel et collectif**, reconnaissant que nul progrès durable ne peut se bâtir sur des vies intérieurement désertées.[150]

L'accomplissement personnel n'y est plus confondu avec la réussite individuelle isolée, ni avec l'accumulation de signes extérieurs de succès, mais compris comme la cohérence profonde entre ce que l'on est, ce que l'on fait et ce que l'on apporte aux autres. Le travail devient alors un chemin de déploiement, où chacun est invité à mettre ses capacités au service d'un projet qui le dépasse, sans s'y dissoudre. Cette réorientation n'efface pas l'exigence ; elle la **déplace**. On n'attend plus de l'homme qu'il se conforme indéfiniment, mais qu'il grandisse, qu'il apprenne, qu'il contribue avec justesse, et cette attente, parce qu'elle est alignée avec le sens, libère une énergie que la contrainte ne saurait susciter.

L'accomplissement collectif, quant à lui, cesse d'être un slogan abstrait pour devenir une expérience vécue. Les projets sont pensés à l'échelle des territoires, des communautés, des réseaux coopérants, où chacun peut voir l'impact réel de son engagement. Travailler n'est plus participer à une chaîne invisible, mais prendre part à une œuvre dont on perçoit la finalité, les bénéficiaires, les conséquences. Cette visibilité du sens restaure le lien entre l'individu et le collectif, non par la fusion, mais par la **reconnaissance mutuelle**.

Dans cette France nouvelle, la réussite n'est plus solitaire, car elle s'inscrit dans un tissu de coopérations, de transmissions, d'entraides, qui donnent au succès une dimension partagée. L'homme accompli n'est pas celui qui s'extrait du monde, mais celui qui y trouve sa place juste, qui se sait utile sans se sacrifier, libre sans se détacher, responsable sans être écrasé. Le travail devient ainsi l'un des lieux privilégiés où se construit la fraternité réelle, celle qui naît de l'action commune orientée vers un bien compréhensible et désiré.

En réorientant le travail vers l'accomplissement personnel et collectif, la France a restauré une vérité ancienne, trop longtemps oubliée : l'homme ne se réalise pas contre les autres, mais **avec eux**, et une société qui permet à chacun de se déployer sans rompre le lien commun se dote de la force la plus durable qui soit. Le travail cesse alors d'être un simple moyen de subsistance pour devenir une œuvre partagée, où l'épanouissement individuel et la prospérité collective avancent ensemble, enfin accordés.

Redéfinir la valeur humaine à l'ère des machines

L'humain ne vaut pas par ce qu'il produit, mais par ce qu'il est

Il a fallu l'avènement des machines les plus performantes pour que l'humanité soit enfin contrainte de se poser la question qu'elle avait trop longtemps repoussée : **qu'est-ce qui fait la valeur d'un être humain, lorsque produire n'est plus son privilège exclusif ?** Tant que la force, l'endurance et la répétition furent humaines, l'homme put se confondre avec sa fonction ; tant que la survie dépendit du labeur, la dignité sembla liée à la production. Mais lorsque la machine dépasse l'homme dans

[150] Abraham Maslow, Vers une psychologie de l'être, 1962, traduction française Fayard, 1972 ; Edward Deci et Richard Ryan, théorie de l'autodétermination, développée depuis 1985, qui établit expérimentalement la supériorité de la motivation intrinsèque sur la contrainte.

l'exécution, la comparaison devient vaine, et une évidence surgit, irréfutable : la valeur humaine ne peut plus être mesurée à l'aune de ce que l'homme fait, mais de **ce qu'il est**.[151]

Car l'homme n'est pas une machine imparfaite ; il est autre chose. Il est conscience, intériorité, mémoire, relation, responsabilité. Il est capable de donner un sens à ce qu'il entreprend, de se souvenir, de pardonner, de créer sans utilité immédiate, de choisir contre son intérêt à court terme au nom d'une fidélité plus haute. La France de 2050 a compris que vouloir maintenir la valeur humaine dans une compétition absurde avec la machine était non seulement perdu d'avance, mais profondément dégradant. Elle a choisi de déplacer le critère de reconnaissance, de sortir l'homme de l'épreuve permanente de la productivité pour le replacer dans la **dignité de l'existence**.

Redéfinir la valeur humaine, ce n'est pas renoncer à l'effort ni à l'engagement ; c'est refuser que l'homme soit réduit à son rendement. Dans cette société nouvelle, on ne demande plus d'abord : *que produis-tu ?* mais *que fais-tu de ta liberté, de ton temps, de ta conscience ?* La valeur d'un être se lit dans sa capacité à prendre soin, à transmettre, à créer du lien, à exercer un jugement, à contribuer à l'harmonie du monde commun. Ces qualités, aucune machine ne les possède, non parce qu'elle serait inférieure, mais parce qu'elle est **d'une autre nature**.

L'homme n'est plus sommé de prouver son utilité pour justifier son droit à vivre dignement. Il n'est plus évalué comme une ressource à optimiser, mais reconnu comme une fin en soi, porteur d'une valeur inconditionnelle. Cette reconnaissance transforme radicalement le rapport à la société, car un peuple qui sait qu'il vaut par son être et non par sa seule performance cesse de se déchirer dans la compétition permanente, et retrouve la possibilité d'une coopération apaisée, fondée sur la complémentarité plutôt que sur l'exclusion.

En redéfinissant la valeur humaine à l'ère des machines, la France de 2050 a accompli un geste philosophique majeur, peut-être le plus important depuis des siècles. Elle a rappelé que la technique, aussi puissante soit-elle, n'est jamais le juge de l'homme, mais son **outil**, et que la dignité humaine ne s'use pas lorsqu'on ne produit plus autant, mais lorsqu'on oublie ce que signifie être vivant, conscient, responsable. Dans un monde de machines efficaces, l'humanité retrouve ainsi sa vocation la plus haute : **être la gardienne du sens**.

Intelligence, empathie, sagesse, responsabilité

Lorsque les machines ont commencé à calculer plus vite que nous, à analyser plus large que nous, à exécuter sans fatigue ni erreur, une inquiétude légitime a traversé les esprits : que resterait-il à l'homme, une fois dépouillé de ses anciens privilèges techniques ? La France de 2050 a répondu non par le déni, mais par la lucidité, en affirmant que ce qui fait la grandeur humaine n'a jamais résidé dans la vitesse d'exécution, mais dans la **qualité de la conscience**. Là où la machine traite, l'homme comprend ; là où la machine optimise, l'homme juge ; là où la machine applique, l'homme **assume**.[152]

L'intelligence humaine, ainsi redécouverte, ne se réduit pas à la capacité de résoudre des problèmes, mais à celle de **donner un sens aux questions**. Elle relie, hiérarchise, contextualise, doute, invente.

[151] Emmanuel Kant, Fondements de la métaphysique des mœurs, 1785, sur l'homme comme fin en soi et jamais seulement comme moyen ; Hannah Arendt, Condition de l'homme moderne, 1958.
[152] Martha Nussbaum, Les Émotions démocratiques, 2010, traduction française Climats, 2011 ; Frans de Waal, L'Âge de l'empathie, 2009, traduction française Les Liens qui libèrent, 2010, qui établit par la primatologie l'ancienneté biologique de l'empathie.

Elle sait que toute solution est inscrite dans une histoire, dans une culture, dans un tissu de relations vivantes que nul algorithme ne peut pleinement embrasser. L'intelligence humaine ne vise pas seulement l'efficacité, elle cherche la justesse, cette adéquation subtile entre ce qui est possible, ce qui est souhaitable et ce qui est moralement soutenable.

L'empathie, quant à elle, demeure une frontière infranchissable pour la machine, non parce qu'elle serait techniquement inaccessible, mais parce qu'elle ne se simule pas sans se vider de son essence. Ressentir l'autre, accueillir sa fragilité, reconnaître sa souffrance sans la mesurer, voilà ce qui fonde la **communauté humaine**. Dans cette France-là, cette capacité relationnelle est pleinement reconnue comme une richesse sociale majeure, car une société sans empathie peut être performante, mais elle ne peut jamais être juste ni durable.

La sagesse, elle, naît du temps vécu, de l'expérience traversée, des erreurs reconnues et intégrées. Elle n'est ni accumulation de données ni calcul prédictif, mais discernement patient, capacité à ralentir lorsque tout pousse à accélérer, à renoncer lorsque l'orgueil voudrait persister. Là où la machine ne connaît que l'objectif assigné, l'homme sage sait interroger la **finalité** elle-même. Il comprend que tout ce qui est possible n'est pas nécessaire, et que tout ce qui est rentable n'est pas légitime.

Enfin, la responsabilité demeure le cœur battant de l'humanité. La machine peut agir, mais elle ne répond de rien. Elle n'éprouve ni culpabilité ni devoir, ni remords ni engagement. L'homme, lui, sait qu'agir, c'est répondre de ses actes devant les autres, devant le temps, parfois devant sa propre conscience. Cette capacité à porter le poids moral de la décision est ce qui fait de l'humain non un simple agent, mais un **sujet**, capable de dire « je », capable d'assumer les conséquences de ses choix.

À l'ère des machines, l'humanité n'a pas été diminuée : elle a été révélée. En redonnant toute leur centralité à l'intelligence compréhensive, à l'empathie vivante, à la sagesse patiente et à la responsabilité assumée, la France a fait un choix décisif : elle a refusé de mesurer l'homme à ce qu'il fait mieux que la machine, pour le reconnaître enfin dans ce qu'il est **seul à pouvoir être**.

Le progrès technologique comme allié du progrès spirituel

Nous avons opposé la machine à l'âme, la technique à l'esprit, le progrès matériel à l'élévation intérieure, comme si l'un devait nécessairement dévorer l'autre, comme si chaque avancée de l'ingéniosité humaine ne pouvait se payer que d'un recul de la conscience. Cette opposition, profondément ancrée dans les peurs modernes, a longtemps empêché de penser l'avenir autrement que comme une alternative tragique : ou bien la puissance, ou bien le sens. La France de 2050 a refusé ce faux dilemme, en affirmant une vérité plus haute, plus exigeante : **le progrès technologique peut devenir l'allié du progrès spirituel**, à condition d'être orienté, habité, assumé par une vision humaine claire.[153]

Car la technique, en elle-même, n'est ni profane ni sacrée ; elle est une amplification. Elle amplifie ce que l'homme choisit d'y mettre. Lorsqu'elle est livrée à la seule logique de domination, elle accélère l'avidité, l'aliénation, l'oubli de soi. Mais lorsqu'elle est inscrite dans un projet de civilisation, lorsqu'elle libère du temps, de la pénibilité, de la survie nue, elle ouvre un espace inédit pour la vie

[153] Henri Bergson, Les Deux Sources de la morale et de la religion, 1932 : « le corps agrandi attend un supplément d'âme ».

intérieure, pour la contemplation, pour la quête de sens. Libéré de l'obsession de produire pour subsister, l'homme peut enfin se tourner vers des questions plus vastes : *qui suis-je ? que fais-je de ma liberté ? à quoi suis-je appelé ?*

Dans cette France nouvelle, la technologie ne remplit plus chaque interstice de l'existence ; elle **désencombre**. Elle rend du silence, du temps long, de l'attention. Elle permet à l'éducation de s'approfondir, au soin de se personnaliser, à la démocratie de se vivifier, au travail de se spiritualiser, non au sens religieux étroit, mais au sens le plus large : celui d'une vie reliée à quelque chose de plus grand que l'instant et que l'intérêt immédiat. La machine fait ce qu'elle sait faire, et l'homme, enfin dégagé de la lutte permanente contre la nécessité, peut se consacrer à ce qu'il a trop longtemps différé : devenir pleinement humain.

Ce progrès spirituel n'est pas une fuite hors du monde, mais une **présence accrue** au réel. Il ne détourne pas de l'action, il l'éclaire. L'homme qui comprend mieux ce qu'il est agit avec plus de justesse, celui qui cultive son intériorité décide avec plus de discernement, celui qui reconnaît sa finitude respecte davantage le vivant et les générations à venir. La technologie, loin d'écraser cette profondeur, la rend possible en créant les conditions matérielles d'une vie plus consciente, plus responsable, plus libre.

En mettant le progrès technologique au service du progrès spirituel, la France a accompli l'un des gestes les plus audacieux de son histoire. Elle a cessé de craindre la puissance pour lui donner une direction, cessé de fuir l'avenir pour l'habiter, cessé d'opposer l'outil et l'âme pour les unir dans une même œuvre. Elle a rappelé au monde que la véritable grandeur d'une civilisation ne réside pas dans ce qu'elle peut faire, mais dans ce qu'elle **choisit de devenir**, et que lorsque la technique sert la conscience, le progrès cesse d'être une course aveugle pour devenir une élévation partagée, à la fois humaine, morale et spirituelle.

PARTIE V – LA DÉMOCRATIE COMME PRATIQUE QUOTIDIENNE

La fin de la politique comme métier

La politique rendue au peuple

Un jour, presque sans bruit, la politique a cessé d'appartenir à ceux qui la vivaient pour devenir l'affaire de ceux qui en vivaient. Elle s'est professionnalisée, technicisée, refermée sur elle-même, jusqu'à former un monde à part, avec ses codes, ses carrières, ses loyautés internes, ses calculs de survie, et le peuple, peu à peu, a été relégué au rôle d'électeur intermittent, convoqué pour valider des choix déjà faits ailleurs. Ce glissement, lent mais décisif, a vidé la démocratie de sa substance, car lorsque la politique devient un métier, elle cesse d'être un **service**.[154]

Rendre la politique au peuple n'a pas consisté à la simplifier à l'extrême ni à flatter les passions immédiates, mais à **désacraliser le pouvoir**, à le ramener à sa juste place : un outil temporaire au service du bien commun. Dans la France de 2050, on ne "fait plus carrière" en politique ; on y passe, on y sert, puis on s'en retire. Les mandats sont courts, non renouvelables ou strictement limités, et la rotation n'est pas perçue comme une instabilité, mais comme une garantie de fraîcheur, de probité et de fidélité au réel. Celui qui sait qu'il retournera à la vie ordinaire gouverne autrement que celui qui s'installe.

La politique, ainsi libérée de la logique de carrière, cesse d'attirer les mêmes profils fermés sur eux-mêmes pour redevenir accessible à des femmes et des hommes issus de tous les horizons, porteurs d'expériences vécues, de compétences réelles, de préoccupations concrètes. On n'y entre plus pour se protéger du monde, mais pour **l'améliorer**, et l'on y reste assez longtemps pour agir, jamais assez pour s'y perdre. Cette simplicité nouvelle n'appauvrit pas la décision ; elle la rend plus juste, plus ancrée, plus responsable.

Mais rendre la politique au peuple ne signifie pas seulement changer les règles du jeu institutionnel ; cela implique de transformer la relation même des citoyens à la décision publique. Dans cette démocratie vécue, chacun sait qu'il ne délègue pas sa souveraineté pour cinq ans, mais qu'il l'exerce en continu, à travers des mécanismes clairs de participation, de contrôle, de proposition. La politique redevient une **pratique quotidienne**, intégrée à la vie sociale, locale, professionnelle, et non un spectacle lointain confié à des spécialistes.

La fin de la politique comme métier n'a pas marqué l'affaiblissement de la démocratie, mais sa renaissance. En rendant au peuple la maîtrise de ses choix, en réinscrivant le pouvoir dans le temps court du service et dans le temps long de la responsabilité collective, la nation a rappelé une vérité oubliée : la politique n'est pas une profession, elle est l'expression organisée de la **volonté commune**, et elle n'appartient à personne d'autre qu'à celles et ceux qui vivent les conséquences de ses décisions.

Disparition des castes professionnelles du pouvoir

Il n'y a pas de démocratie vivante là où s'installent des castes, et il n'y a pas de liberté politique durable lorsque le pouvoir devient l'apanage d'un même groupe d'initiés, se cooptant, se

[154] Max Weber, Le Savant et le Politique, 1919, et sa distinction entre celui qui vit pour la politique et celui qui vit de la politique.

reproduisant, se protégeant au fil des décennies. La France de 2050 a regardé cette réalité en face : ce ne sont pas seulement les idées qui s'étaient figées, mais les **hommes eux-mêmes**, enfermés dans des trajectoires closes, coupés du réel qu'ils prétendaient gouverner. La disparition des castes professionnelles du pouvoir n'a pas été une vengeance, mais une **nécessité démocratique**.[155]

Car ces castes ne naissent jamais d'un complot spectaculaire ; elles émergent lentement, presque naturellement, lorsque la politique devient une carrière, lorsque l'on apprend très tôt à parler le langage du pouvoir avant d'avoir connu celui du travail, de la précarité, de l'effort ordinaire. Alors se forme un monde parallèle, où l'on circule de cabinet en cabinet, de mandat en mandat, de plateau en commission, sans jamais revenir à la vie commune, sans jamais payer personnellement le prix des décisions prises. Le pouvoir, privé de frottement avec le réel, se met à raisonner en abstraction, et l'abstraction gouverne toujours mal.

Mettre fin à ces castes n'a pas signifié exclure l'expérience ni mépriser la compétence ; cela a consisté à **refuser l'enfermement**. Les fonctions politiques sont redevenues temporaires, encadrées, incompatibles avec toute forme de rente de position. L'accès aux responsabilités n'est plus conditionné par l'appartenance à un réseau fermé, mais par la reconnaissance d'une compétence éprouvée dans la société réelle. Celui qui gouverne a travaillé, a vécu, a connu la contrainte comme la responsabilité, et sait qu'il y retournera. Cette certitude change tout : elle rend humble, elle rend attentif, elle rend juste.

La fin des castes professionnelles du pouvoir a aussi transformé le rapport au savoir. Les élus ne prétendent plus tout maîtriser ; ils **écoutent**, ils s'entourent, ils arbitrent. Le pouvoir cesse d'être confisqué par ceux qui savent manier les codes pour être exercé par ceux qui savent relier, comprendre, décider en conscience. L'autorité ne vient plus de la permanence dans les institutions, mais de la qualité du service rendu et de la clarté des décisions assumées.

En faisant disparaître les castes professionnelles du pouvoir, la France n'a pas affaibli l'État ; elle l'a **rendu poreux à la vie**, traversé par la diversité réelle du peuple qu'il sert. Elle a mis fin à la reproduction automatique des élites politiques pour redonner à la démocratie ce souffle sans lequel elle s'éteint toujours : la possibilité, pour chaque génération, de reprendre la main sur son destin collectif, sans avoir à demander la permission à ceux qui se seraient installés pour gouverner à sa place.

Gouverner comme un devoir temporaire, non une carrière

Gouverner n'a jamais été une récompense, encore moins une ascension personnelle ; c'est une charge, une responsabilité lourde, un temps de mise entre parenthèses de soi au service de tous. Lorsque cette vérité se perd, lorsque le pouvoir devient un horizon de vie plutôt qu'un moment de service, il se déforme, se durcit, se protège, et finit inévitablement par trahir ce qu'il prétend incarner. La France de 2050 a restauré cette évidence oubliée : **on gouverne comme on sert**, pour un temps donné, avec la conscience aiguë que ce temps n'appartient ni à l'ego ni à la carrière, mais à la communauté.[156]

[155] David Van Reybrouck, Contre les élections, 2013, traduction française Actes Sud, 2014 ; Bernard Manin, Principes du gouvernement représentatif, Calmann-Lévy, 1995.
[156] Aristote, Politique, livre VI, sur l'alternance du commandement et de l'obéissance. La figure romaine de Cincinnatus, dictateur retournant à sa charrue une fois sa mission accomplie, en offre l'illustration la plus célèbre.

Le pouvoir, ainsi compris, cesse d'être un lieu d'installation pour redevenir un **passage**. On y entre après avoir vécu, on en sort pour continuer à vivre parmi ceux que l'on a gouvernés. Cette perspective transforme radicalement l'exercice de l'autorité : celui qui sait qu'il retournera à la condition commune ne légifère pas à la légère, ne promet pas ce qu'il n'aura pas à assumer, ne décide pas sans mesurer les conséquences concrètes de ses choix. Le futur n'est plus une abstraction, puisqu'il est celui dans lequel il devra lui-même habiter.

Gouverner comme un devoir temporaire, c'est aussi accepter de ne pas tout résoudre, de ne pas tout contrôler, de transmettre plutôt que de s'accrocher. C'est reconnaître que l'œuvre politique est collective et continue, qu'elle se construit par relais, par ajustements successifs, par fidélité à des principes plutôt qu'à des ambitions personnelles. La grandeur n'est plus dans la longévité au sommet, mais dans la **justesse du temps passé** à servir.

Cette conception nouvelle a profondément pacifié la vie publique. La rivalité s'est atténuée là où la carrière n'était plus en jeu ; la violence verbale a reculé là où l'enjeu n'était plus l'occupation durable du pouvoir. La politique a retrouvé une tonalité plus sobre, plus grave, presque humble, car chacun sait que le mandat n'est qu'un moment prêté par le peuple, jamais une propriété.

En choisissant de gouverner comme un devoir temporaire, la France a renoué avec une sagesse ancienne, celle qui rappelle que le pouvoir n'élève que celui qui accepte de le quitter. Elle a rendu au gouvernement sa noblesse véritable : non pas celle des titres ou des honneurs, mais celle du **service accompli puis rendu**, dans la continuité tranquille d'un peuple qui se gouverne lui-même, sans idoles, sans castes, sans carrières, mais avec responsabilité, mesure et dignité.

Une démocratie directe, participative, augmentée par la technologie

Une démocratie directe, participative, augmentée par la technologie

Chaque citoyen contributeur des décisions collectives

La démocratie ne s'est pas effondrée faute de principes, mais faute de **pratique**. Elle s'est figée dans des rituels espacés, réduite à un geste rare — voter — alors qu'elle aurait dû demeurer un mouvement vivant, continu, incarné dans le quotidien des citoyens. À force d'être intermittente, elle est devenue lointaine ; à force d'être confisquée, elle a perdu sa légitimité. La France de 2050 a rompu avec cette inertie en réinventant la démocratie non comme un événement, mais comme une **fonction vitale** de la société, exercée par chacun, soutenue par la technologie, éclairée par le sens commun.[157]

Dans cette démocratie renouvelée, le citoyen n'est plus un spectateur convoqué à intervalles réguliers, mais un **contributeur permanent**. Non pas sommé de tout décider seul, ni noyé sous une avalanche de choix techniques, mais invité à participer là où son expérience, son jugement et son enracinement ont du sens. La technologie n'a pas remplacé la démocratie ; elle l'a **rendue praticable**, en supprimant les lourdeurs, les distances, les opacités qui en entravaient l'exercice. Elle a transformé la participation politique en un acte simple, accessible, intégré à la vie ordinaire.

Les outils numériques publics, souverains et transparents, permettent à chaque citoyen de s'informer, de débattre, de proposer, de voter, de contrôler. Les décisions locales, territoriales et nationales s'articulent dans un mouvement ascendant, où la parole ne disparaît plus dans des couloirs institutionnels, mais circule, se confronte, se précise. La démocratie directe n'est plus une abstraction héroïque réservée aux crises exceptionnelles ; elle devient une **méthode régulière**, encadrée, fiable, respectueuse du temps et de l'intelligence collective.

Mais cette démocratie augmentée n'est pas une tyrannie de l'instant ni une dictature de l'émotion. Elle est structurée, hiérarchisée, tempérée par des temps de délibération, d'expertise, de recul. La technologie n'accélère pas tout ; elle permet de **choisir quand ralentir**. Les citoyens disposent d'informations claires, contradictoires, contextualisées. Les débats sont ouverts, mais modérés ; les décisions sont prises, mais réversibles. La participation devient un apprentissage collectif, une école de responsabilité partagée.

Ce modèle transforme profondément la relation au pouvoir. Celui-ci n'est plus concentré, mais distribué ; plus imposé, mais co-construit. L'autorité politique ne disparaît pas, elle change de nature : elle coordonne, garantit, arbitre, sans confisquer. Les élus ne parlent plus *au nom* du peuple sans

[157] Pour des dispositifs en fonctionnement : la plateforme vTaiwan et l'outil Pol.is, déployés à Taïwan depuis 2015, et Decidim, développé par la ville de Barcelone depuis 2016.

lui, mais *avec* lui, dans un dialogue permanent où la légitimité se nourrit de l'écoute et de la reddition de comptes.

En faisant de chaque citoyen un contributeur des décisions collectives, la France a redonné à la démocratie sa **dignité active**. Elle a cessé de demander au peuple sa confiance aveugle pour lui offrir sa place pleine et entière. La technologie, loin d'être un instrument de contrôle, est devenue un levier d'émancipation civique, permettant à la volonté commune de s'exprimer sans intermédiaires opaques, sans lenteurs paralysantes, sans confiscation silencieuse.

Ainsi s'est installée une démocratie vivante, exigeante, quotidienne, où la souveraineté n'est plus un mot gravé dans les textes, mais une pratique partagée, incarnée, assumée. Une démocratie où chacun sait que décider, c'est participer, et que participer, c'est **prendre part au destin commun**, non comme un droit abstrait, mais comme une responsabilité pleinement vécue.

Technologies au service de la clarté, de la rapidité et de la transparence

Voir clair. Voilà ce que le citoyen réclamait depuis des décennies, sans toujours trouver les mots pour l'exprimer. Voir clair dans les décisions, dans les responsabilités, dans les flux d'argent, dans les raisons véritables qui président aux choix collectifs. La technologie, longtemps perçue comme un instrument de surveillance ou de manipulation, a changé de rôle lorsque la société a cessé de la laisser aux mains de quelques-uns. En France, à l'horizon 2050, elle est devenue un **outil de lisibilité démocratique**, un moyen de rendre visible ce qui était volontairement obscurci.[158]

La clarté n'est pas une vertu abstraite ; elle est une condition de la confiance. Lorsque les données publiques sont accessibles, compréhensibles, contextualisées, le citoyen cesse d'être dépendant des interprétations partisanes ou médiatiques. Les budgets, les lois en préparation, les engagements pris, les votes exprimés, les résultats obtenus apparaissent dans un langage intelligible, débarrassé du jargon qui servait autrefois à masquer l'essentiel. La technologie ne remplace pas le jugement ; elle lui fournit enfin une **matière honnête** sur laquelle s'exercer.

La rapidité, ensuite, n'est plus synonyme de précipitation. Elle devient la capacité de répondre sans inertie aux besoins réels. Là où les décisions mettaient autrefois des mois à remonter des territoires vers le sommet, les outils numériques permettent désormais une circulation fluide de l'information et des propositions. Les consultations citoyennes ne s'enlisent plus dans des procédures interminables ; elles s'inscrivent dans des calendriers clairs, avec des seuils, des délais, des réponses obligatoires. La démocratie gagne en réactivité sans perdre en profondeur, car la vitesse est **organisée**, non subie.

Quant à la transparence, elle cesse d'être un slogan pour devenir une architecture. Les algorithmes utilisés par les plateformes publiques sont ouverts, audités, compréhensibles. Les processus de décision sont traçables, les conflits d'intérêts visibles, les responsabilités clairement attribuées. Cette exposition n'a pas fragilisé l'action publique ; elle l'a assainie. Là où tout peut être vu, expliqué,

[158] Le programme e-Estonia, engagé depuis 2001, et la plateforme Better Reykjavík, ouverte en 2010, montrent qu'une administration entièrement numérique peut être conçue sans sacrifier la vie privée.

interrogé, la tentation de la dissimulation recule naturellement. Le pouvoir, sachant qu'il est regardé, se redresse.

La technologie, ainsi réorientée, ne gouverne pas à la place des humains ; elle **éclaire leur gouvernance**. Elle ne décide pas, elle révèle. Elle ne commande pas, elle rend compte. Elle ne confisque pas, elle restitue. En mettant la clarté, la rapidité et la transparence au cœur de la vie démocratique, le pays a transformé un outil longtemps ambigu en un allié civique, capable de soutenir une démocratie exigeante, adulte, confiante dans l'intelligence de ses citoyens.

Ce n'est pas la technologie qui sauve la démocratie, mais une démocratie qui sait se doter des technologies à la hauteur de ses principes. Là où l'ombre entretenait la défiance, la lumière rétablit le lien. Là où la lenteur nourrissait l'impuissance, la fluidité redonne prise. Et dans cet espace redevenu lisible, le citoyen retrouve ce qu'il n'aurait jamais dû perdre : la capacité de comprendre, donc de participer, donc de **se gouverner lui-même**.

Intelligence collective amplifiée, non confisquée

L'intelligence collective a toujours existé. Elle a bâti des villages, traversé des crises, inventé des savoirs transmis de génération en génération bien avant que le mot ne soit théorisé. Mais elle a souvent été **capturée**, filtrée, instrumentalisée par des structures de pouvoir qui prétendaient parler au nom de tous tout en écoutant peu. La France de 2050 a rompu avec cette confiscation silencieuse en faisant un choix clair : l'intelligence collective ne devait plus être exploitée, mais **amplifiée**, sans jamais être dépossédée de ceux qui la produisent.[159]

Amplifier ne signifie pas uniformiser. Il ne s'agit pas de faire disparaître les désaccords, les tensions, les divergences de points de vue, mais de leur offrir un espace structuré où ils peuvent se confronter sans se détruire. La technologie, lorsqu'elle est pensée comme un bien commun, permet précisément cela : faire remonter les idées, croiser les expériences, révéler les convergences invisibles, sans écraser les singularités. L'intelligence collective cesse alors d'être une somme confuse d'opinions pour devenir une **force organisée**, capable d'éclairer la décision publique.

Dans cette démocratie augmentée, aucun algorithme ne décide à la place des citoyens. Les outils numériques ne hiérarchisent pas les idées selon leur rentabilité émotionnelle ou leur capacité à polariser, mais selon leur pertinence, leur faisabilité, leur impact réel. Loin de créer des foules manipulables, ils rendent visibles les raisonnements, les arguments, les objections, permettant à chacun de comprendre non seulement *ce qui est proposé*, mais *pourquoi* cela l'est. L'intelligence collective n'est plus exploitée comme une ressource brute ; elle est **respectée comme un processus vivant**.

Ce refus de la confiscation est fondamental. Il marque la différence entre une démocratie de façade, qui consulte pour mieux légitimer des décisions déjà prises, et une démocratie réelle, qui accepte de se transformer au contact de ce qu'elle entend. En France, l'intelligence collective ne sert pas à valider le pouvoir ; elle **le contraint**, l'oblige à s'expliquer, à justifier, à ajuster. Elle devient une boussole plus qu'un décor, une exigence permanente plutôt qu'un alibi.

[159] Pierre Lévy, L'Intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberespace, La Découverte, 1994 ; James Surowiecki, La Sagesse des foules, 2004, traduction française JC Lattès, 2008.

L'intelligence collective amplifiée n'est ni une foule indistincte ni un esprit artificiel surplombant. Elle est le reflet organisé d'un peuple conscient de sa diversité et de sa responsabilité. En refusant de la confisquer, la France a reconnu que la démocratie n'est jamais plus forte que lorsqu'elle fait confiance à l'intelligence de ceux qui la composent, et que la véritable modernité politique ne consiste pas à gouverner *malgré* le peuple, mais **avec lui, par lui, pour lui**.

Décider ensemble, à toutes les échelles

Local, régional, national : un continuum démocratique

La décision politique a trop longtemps été pensée comme un mouvement descendant, venu d'en haut, s'imposant aux territoires comme une pluie froide, uniforme, indifférente aux reliefs humains qu'elle traverse. Cette verticalité rigide a produit de la défiance, puis de l'abandon, car nul ne se reconnaît durablement dans des choix qu'il ne comprend pas et auxquels il n'a pas pris part. La France de 2050 a rompu avec cette logique en redonnant à la décision publique sa **géographie naturelle** : celle d'un continuum vivant, où le local, le régional et le national ne s'opposent plus, mais se répondent.[160]

Tout commence au plus près de la vie réelle. Le local n'est plus un simple échelon d'exécution, mais le **socle** de la décision démocratique. C'est là que les problèmes se voient, que les besoins se formulent, que les conséquences se mesurent. Les citoyens y décident de ce qui touche à leur quotidien, non par idéologie, mais par expérience. Cette proximité ne réduit pas la portée de la décision ; elle en garantit la pertinence. Une démocratie qui commence par le réel évite les abstractions dangereuses.

L'échelle régionale, elle, n'est plus un intermédiaire administratif flou, mais un espace de **mise en cohérence**. Elle relie les communes, mutualise les ressources, arbitre les intérêts parfois divergents, sans effacer les spécificités locales. Là se construisent des politiques adaptées aux bassins de vie, aux réalités économiques et écologiques, à l'histoire des territoires. La région devient un lieu de synthèse, où la diversité s'organise sans se dissoudre.

Quant au niveau national, il retrouve sa fonction essentielle : donner une **direction commune**, poser des principes, garantir l'égalité, protéger ce qui dépasse les intérêts locaux sans jamais les écraser. Le national n'impose plus sans écouter ; il s'appuie sur ce qui remonte des territoires pour décider avec une légitimité renouvelée. L'unité ne naît plus de l'uniformité, mais de l'accord conscient sur des règles partagées.

Ce continuum démocratique transforme la manière même de décider. Une décision nationale n'est plus un acte isolé, mais l'aboutissement d'un cheminement collectif. Les citoyens savent d'où viennent les choix, comment ils ont été élaborés, à quels niveaux ils ont été discutés. La responsabilité est distribuée, la compréhension partagée. Décider ensemble ne signifie pas tous décider de tout, mais **décider chacun là où sa voix a du sens**, dans une architecture claire et lisible.

La France a ainsi tenu ensemble l'enracinement et l'unité, la proximité et la vision d'ensemble. En faisant de la démocratie un continuum plutôt qu'une pyramide, elle a redonné à chaque citoyen la

[160] Elinor Ostrom, Understanding Institutional Diversity, Princeton University Press, 2005, qui désigne sous le terme de gouvernance polycentrique l'articulation de niveaux de décision autonomes et coordonnés.

sensation décisive d'être à la fois acteur de son territoire et partie prenante d'un destin national. Décider ensemble, à toutes les échelles, n'est plus un slogan : c'est la respiration même d'une démocratie enfin habitée.

La responsabilité partagée comme fondement de la paix sociale

La paix sociale ne naît ni du silence imposé, ni de l'oubli organisé des tensions, encore moins de la résignation. Elle naît d'un sentiment plus profond, plus exigeant, souvent négligé : celui de **responsabilité partagée**. Là où chacun se sait acteur, là où nul ne peut entièrement se défausser sur un autre, la colère se transforme en exigence, et l'exigence en construction. La France de 2050 a compris que les sociétés se déchirent moins par excès de conflits que par **désertion de la responsabilité**.[161]

Lorsque le pouvoir est concentré, la frustration se concentre avec lui. Le citoyen, réduit à subir, finit par se sentir étranger à un système qui décide sans lui et pour lequel il ne se reconnaît aucune dette morale. De cette dépossession naissent la défiance, le ressentiment, puis la violence symbolique ou réelle. À l'inverse, lorsque la décision est partagée, lorsque chacun participe selon son niveau et ses compétences, la responsabilité cesse d'être un fardeau imposé pour devenir une **appartenance assumée**. On ne combat pas ce que l'on contribue à construire.

La responsabilité partagée ne signifie pas l'effacement des désaccords ; elle leur donne un cadre. Elle oblige à mesurer les conséquences de ses positions, à entendre celles des autres, à accepter que toute décision collective comporte des compromis. Cette maturité démocratique apaise, non parce qu'elle supprime les conflits, mais parce qu'elle les **civilise**. Le débat cesse d'être une guerre de camps pour devenir un travail commun sur le réel.

Dans cette France nouvelle, chacun sait que les droits qu'il revendique sont indissociables des responsabilités qu'il accepte. La liberté n'est plus un refuge individuel, mais un engagement collectif. La justice sociale ne repose plus uniquement sur la redistribution, mais sur la **co-participation** aux choix qui produisent la richesse et organisent la vie commune. Cette réciprocité fonde un lien social plus solide que n'importe quel dispositif coercitif.

Ainsi, la paix sociale ne repose plus sur la peur du désordre, mais sur la conscience d'un destin partagé. Lorsque les citoyens se reconnaissent mutuellement comme responsables, lorsque l'État cesse d'être perçu comme un adversaire ou un parent distant, la société retrouve une stabilité vivante, active, évolutive. La responsabilité partagée devient alors ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : **le socle invisible mais puissant d'une paix durable**, née non de la contrainte, mais de la participation éclairée de tous.

La politique réintégrée dans la vie quotidienne

[161] Paul Ricœur, Le Juste, Esprit, 1995 ; Hans Jonas, Le Principe responsabilité, 1979, traduction française Cerf, 1990.

La politique n'a pas disparu des sociétés modernes ; elle s'est **retirée**. Elle s'est éloignée des corps, des gestes ordinaires, des conversations simples, pour se réfugier dans des lieux fermés, des langages techniques, des calendriers abstraits. Ce retrait a créé une illusion dangereuse : celle selon laquelle la politique serait une affaire à part, réservée à d'autres, traitée ailleurs, pendant que la vie réelle suivrait son cours. La France de 2050 a mis fin à cette séparation artificielle en ramenant la politique là où elle n'aurait jamais dû cesser d'être : **au cœur de la vie quotidienne**.[162]

Réintégrer la politique dans la vie de tous les jours n'a pas signifié politiser chaque instant ni transformer l'existence en débat permanent. Cela a consisté à redonner au mot *politique* son sens premier : l'organisation consciente de la vie commune. Lorsque l'on décide de l'aménagement d'un quartier, de l'usage de l'eau, de l'énergie partagée, de l'école locale, de l'accueil des anciens, on fait de la politique sans le savoir. La France nouvelle a simplement cessé de masquer cette réalité, permettant à chacun de reconnaître dans ses choix quotidiens une **dimension civique assumée**.

Dans cette société, la politique se vit dans les lieux familiers : à l'école, dans les communes, au travail, dans les associations, au sein des familles mêmes, lorsqu'on discute d'un projet collectif, d'une orientation budgétaire, d'une décision locale. Les outils démocratiques, discrets mais présents, permettent de prolonger ces échanges en décisions concrètes, sans rupture brutale entre la parole et l'acte. La citoyenneté cesse d'être un statut passif pour redevenir une **pratique vivante**, inscrite dans le rythme ordinaire de l'existence.

Ce retour du politique dans le quotidien a profondément transformé le rapport au pouvoir. Celui-ci n'est plus perçu comme une entité lointaine, impersonnelle, mais comme un prolongement des choix collectifs. La défiance recule là où la compréhension progresse, et la résignation se dissipe lorsque chacun sait qu'il a prise sur le réel. La politique retrouve alors sa fonction la plus noble : non pas gouverner à la place des individus, mais **leur permettre de se gouverner ensemble**.

En réintégrant la politique dans la vie quotidienne, la France a réparé une fracture ancienne. Elle a rappelé que la démocratie ne se limite pas aux urnes ni aux institutions, mais qu'elle se tisse jour après jour, dans les décisions modestes comme dans les orientations majeures. Là où la politique redevient proche, compréhensible et praticable, le citoyen ne se sent plus spectateur de son propre destin. Il redevient ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : **un acteur conscient de la cité qu'il habite**.

[162] Robert Putnam, Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community, Simon and Schuster, 2000, qui mesure l'effondrement du lien civique ; Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, 1835-1840, sur le rôle des associations.

PARTIE VI – 2050 : UNE SOCIÉTÉ ALIGNÉE

Une France apaisée, enracinée, souveraine

Moins de bruit, moins de peur, plus de cohérence

Le silence n'est plus un vide, il est devenu un signe. Dans la France de 2050, quelque chose s'est calmé, non parce que les tensions auraient disparu, mais parce qu'elles ont cessé d'être niées, comprimées, détournées. Le vacarme permanent qui autrefois saturait l'espace public — flux d'informations contradictoires, injonctions anxiogènes, conflits artificiels — s'est dissipé peu à peu, remplacé par une parole plus rare, plus posée, plus responsable. Cette société n'est pas immobile : elle est **alignée**, et c'est précisément cet alignement qui produit l'apaisement.

Moins de bruit, parce que la clarté a remplacé la confusion. Les citoyens savent où ils vont, pourquoi ils y vont, et par quels moyens. Les décisions ne tombent plus comme des ordres incompréhensibles, elles émergent d'un processus lisible, partagé, assumé. L'angoisse collective, autrefois entretenue par l'imprévisibilité et la dépossession, s'estompe lorsque le réel devient intelligible. La peur recule quand l'on comprend, quand l'on participe, quand l'on peut agir.

Moins de peur aussi, parce que la France a retrouvé son **ancrage**. En renouant avec ses territoires, ses paysages, ses saisons, ses communautés humaines, elle a cessé de vivre hors-sol, suspendue à des décisions lointaines et à des dépendances invisibles. L'enracinement n'est pas un repli : c'est une stabilité intérieure. Un peuple enraciné sait d'où il vient, ce qui le nourrit, ce qu'il protège. Il n'a plus besoin de s'agiter pour se prouver qu'il existe.

La souveraineté, dans cette France apaisée, n'est plus un slogan crié contre les autres, mais une **capacité tranquille** à décider pour soi. Produire ce qui est vital, transmettre ce qui est essentiel, protéger ce qui est fragile, choisir ce qui engage l'avenir : voilà ce que signifie être souverain. Cette souveraineté vécue, concrète, quotidienne, a rendu inutile la posture de la force, car la confiance en soi collective remplace l'obsession de la domination.

Plus de cohérence enfin, parce que les grandes lignes de la société cessent de se contredire. L'économie sert la vie, la technologie soutient la démocratie, le travail nourrit le sens, l'éducation prépare l'avenir humain, la politique s'inscrit dans le quotidien. Les pièces du puzzle, longtemps disjointes, se sont ajustées. Cette cohérence ne supprime pas les débats, elle leur donne un cadre stable. Elle n'abolit pas les désaccords, elle les rend féconds.

Voilà une France qui n'a pas cherché la perfection, mais l'accord. Accord entre l'homme et la terre, entre l'individu et le collectif, entre la puissance et la responsabilité. Une France qui ne crie plus pour se faire entendre, qui ne tremble plus pour exister, parce qu'elle a retrouvé ce qui fonde toute civilisation durable : une direction commune, incarnée, choisie. Dans ce monde moins bruyant et moins apeuré, la cohérence devient une force silencieuse, mais irrésistible — celle d'un peuple enfin réconcilié avec lui-même.

Une nation adulte, consciente de ses choix

La maturité d'une nation ne se mesure ni à la taille de son économie, ni à l'ampleur de ses discours, mais à sa capacité à regarder le réel sans fuir, à décider sans se mentir, à assumer sans se défausser. La France de 2050 est devenue adulte au moment précis où elle a cessé de chercher des responsables extérieurs à ses propres contradictions, et où elle a accepté cette vérité exigeante : **chaque choix engage, chaque renoncement aussi**. Rien n'est neutre, rien n'est gratuit, rien ne peut être obtenu sans contrepartie.[163]

Cette conscience nouvelle n'a pas conduit à la culpabilité permanente, mais à la lucidité sereine. Une nation adulte ne s'illusionne plus sur les promesses sans coût, ni sur les solutions miracles. Elle comprend que toute orientation collective implique des priorités claires, des arbitrages assumés, parfois des sacrifices consentis, mais jamais imposés en silence. Là où l'infantilisation politique entretenait la colère, la responsabilité partagée a fait naître un **respect mutuel** entre gouvernants et citoyens.

Consciente de ses choix, la France ne délègue plus sa souveraineté à des abstractions ou à des automatismes. Elle sait pourquoi elle produit ainsi, pourquoi elle consomme autrement, pourquoi elle protège certains biens communs, pourquoi elle limite certaines puissances. Cette conscience transforme la contrainte en décision, l'obligation en engagement. Le citoyen n'obéit plus à des règles incomprises ; il participe à leur élaboration et reconnaît leur nécessité.

Être une nation adulte, c'est aussi accepter l'incertitude sans panique, le débat sans hystérie, le désaccord sans rupture. C'est comprendre que la démocratie n'est pas l'art d'éviter les tensions, mais celui de les traverser sans se détruire. La France de 2050 a gagné cette stabilité intérieure qui permet de changer sans se perdre, de s'adapter sans se renier, de progresser sans s'excuser d'exister.

Consciente de ses choix, la nation ne se rêve plus innocente ni toute-puissante. Elle se sait **responsable**, et c'est précisément cette responsabilité assumée qui lui donne sa dignité nouvelle. Non celle d'un peuple soumis ou exalté, mais celle d'une communauté humaine qui a appris à se gouverner elle-même, en connaissance de cause, avec mesure, courage et fidélité à ce qu'elle a décidé d'être.

Le bonheur comme boussole collective

Non plus la jouissance, mais l'accomplissement

Il aura fallu parcourir tout ce chemin — du sens perdu à la démocratie retrouvée, de la terre réhabitée à la technologie apprivoisée, du travail libéré à la souveraineté assumée — pour que s'impose enfin, avec une évidence presque simple, la question que ce livre n'a cessé de poser sans toujours la nommer frontalement : **vers quoi voulons-nous aller ensemble ?** Toute société avance, même lorsqu'elle prétend stagner ; toute civilisation obéit à une direction, même lorsqu'elle affirme n'en avoir aucune. La véritable question n'est donc pas de savoir si nous avons une boussole, mais laquelle nous avons choisie.[164]

[163] Marcel Gauchet, L'Avènement de la démocratie, Gallimard, 2007-2017.
[164] Aristote, Éthique à Nicomaque, livres I et X, sur l'eudaimonia distinguée du simple plaisir ; Richard Layard, Le Prix du bonheur, 2005, traduction française Armand Colin, 2007. Pour une application à l'échelle d'un État : le bonheur national brut, doctrine du Bhoutan depuis 1972, inscrite dans sa Constitution de 2008, et le World Happiness Report publié chaque année depuis 2012 sous l'égide des Nations unies.

Pendant trop longtemps, la jouissance a tenu lieu d'horizon. Jouissance immédiate, individuelle, fragmentée, entretenue par la consommation, la distraction permanente, la promesse d'un plaisir sans effort et sans lendemain. Cette jouissance n'était pas un excès accidentel ; elle était devenue un **système**, une organisation complète du désir humain, parfaitement compatible avec un monde marchandisé, financiarisé, déraciné. Mais à mesure qu'elle s'imposait comme norme, une fatigue sourde gagnait les corps et les esprits. Car la jouissance épuise sans combler, elle stimule sans accomplir, elle occupe sans donner de direction.

Ce livre a proposé autre chose, pas comme une morale imposée, mais comme une **redécouverte**. Il a rappelé que le bonheur n'est pas une sensation passagère, mais une cohérence durable entre ce que l'on est, ce que l'on fait et ce que l'on partage. Qu'il ne se mesure ni en accumulation ni en intensité, mais en justesse. Qu'il naît de l'effort consenti, du sens trouvé, de l'utilité reconnue, du lien vécu. L'accomplissement n'est pas l'ennemi du plaisir ; il en est la profondeur. Là où la jouissance disperse, l'accomplissement rassemble.

En faisant du bonheur une boussole collective, la France de 2050 n'a pas prétendu rendre chacun heureux à sa place ; elle a créé les **conditions** pour que chacun puisse chercher son propre chemin sans être broyé par le système. Elle a cessé de confondre prospérité et agitation, croissance et progrès, liberté et dérégulation. Elle a compris que l'économie, la politique, la technologie, l'éducation ne sont pas des fins autonomes, mais des instruments au service d'une vie humaine digne d'être vécue.

Cette boussole a transformé les choix collectifs. Elle a orienté la réindustrialisation vers l'utilité réelle plutôt que la rentabilité abstraite, l'écologie vers l'alliance avec le vivant plutôt que la punition, la démocratie vers la participation plutôt que la délégation, le travail vers la contribution plutôt que l'aliénation, la technologie vers la libération plutôt que la domination. À chaque carrefour, une question simple a remplacé les calculs cyniques : **cela nous rend-il plus humains, plus responsables, plus reliés ?**

Ce bonheur-là n'est ni fragile ni naïf. Il accepte la complexité, la difficulté, l'effort, le conflit même, parce qu'il s'inscrit dans une vision longue. Il n'exige pas l'absence de souffrance, mais la possibilité de lui donner un sens. Il ne promet pas le confort permanent, mais la dignité durable. Il ne nie pas l'individu, mais l'inscrit dans une communauté consciente de son destin partagé.

Ce livre se referme comme il s'est ouvert : non par une certitude arrogante, mais par une **invitation**. Celle de quitter les mirages de la jouissance sans lendemain pour entrer dans l'exigence joyeuse de l'accomplissement. Celle de faire du bonheur non plus un argument publicitaire ou une promesse électorale, mais une responsabilité collective, une direction assumée, une œuvre commune.

Car une société qui choisit le bonheur comme boussole ne se perd pas. Elle peut hésiter, corriger, débattre, mais elle sait pourquoi elle avance. Et lorsqu'un peuple sait pourquoi il marche, alors, même lentement, **il va loin**.

Le sens comme fondement du lien social

Il existe un lien plus profond que l'intérêt, plus durable que la contrainte, plus puissant que la peur : le **sens partagé**. Là où il fait défaut, les sociétés se fragmentent, s'agrègent artificiellement autour de règles, de contrats, de calculs, mais se désagrègent intérieurement. Les individus cohabitent sans

se reconnaître, coopèrent sans se comprendre, obéissent sans adhérer. La France que ce livre appelle de ses vœux a compris que le lien social ne se décrète pas ; il **émerge** lorsque les existences humaines se savent orientées vers quelque chose qui les dépasse.[165]

Le sens est ce qui transforme la simple juxtaposition d'individus en communauté vivante. Il donne une raison d'agir ensemble au-delà de l'urgence, une direction commune au-delà des intérêts immédiats. Sans lui, la société devient un marché, un rapport de forces, une négociation permanente entre désirs concurrents. Avec lui, elle redevient un projet, une histoire en mouvement, une responsabilité partagée. Le sens n'abolit pas les divergences, il leur donne un **cadre intelligible** ; il n'efface pas les conflits, il les inscrit dans un horizon où la destruction mutuelle cesse d'être une option.

Lorsque le sens disparaît, le lien social se replie sur des substituts fragiles : l'identité fermée, la consommation, la peur de l'autre, la nostalgie ou la colère. Ces béquilles tiennent un temps, puis cèdent. À l'inverse, une société qui ose poser la question du *pourquoi* — pourquoi produire, pourquoi transmettre, pourquoi décider ensemble — crée un espace où chacun peut trouver sa place sans se nier. Le sens devient alors une **force d'unification souple**, capable d'accueillir la diversité sans la dissoudre.

Dans cette France de 2050, le lien social ne repose plus uniquement sur des mécanismes redistributifs ou juridiques, aussi nécessaires soient-ils, mais sur une compréhension commune de ce qui vaut d'être défendu, protégé, transmis. Les citoyens ne sont plus liés seulement parce qu'ils partagent un territoire ou des lois, mais parce qu'ils reconnaissent participer à une œuvre collective orientée vers l'accomplissement humain. Cette reconnaissance mutuelle transforme profondément les rapports sociaux : la méfiance recule lorsque chacun perçoit que l'autre n'est pas seulement un concurrent, mais un **compagnon de route**.

Le sens, ainsi placé au fondement du lien social, agit comme une boussole invisible. Il oriente les choix individuels sans les contraindre, inspire les décisions collectives sans les figer. Il permet à la solidarité de ne plus être vécue comme une obligation imposée, mais comme une conséquence naturelle de l'appartenance. On aide non par culpabilité, mais par fidélité à ce que l'on a choisi d'être ensemble.

En réaffirmant le sens comme fondement du lien social, ce livre ne propose pas une utopie abstraite, mais une nécessité anthropologique. Une société sans sens peut fonctionner un temps ; elle ne peut pas durer. Une société qui assume une direction, même discutée, même imparfaite, se donne au contraire la possibilité de traverser les crises sans se dissoudre. Là où le sens circule, le lien tient. Là où le lien tient, la civilisation demeure.

Cette vision comme appel à l'action

Rien n'est écrit, tout est à construire

Rien, absolument rien, n'est déjà joué. L'avenir n'est pas un rouleau compresseur lancé à pleine vitesse, ni une ligne droite tracée par d'autres, ailleurs, au-dessus de nos têtes. Il est une **matière**

[165] Viktor Frankl, Découvrir un sens à sa vie, 1946, traduction française Les Éditions de l'Homme, 1988, écrit au retour des camps ; Émile Durkheim, Le Suicide, 1897, sur l'anomie.

ouverte, résistante, exigeante, qui ne se laisse façonner que par celles et ceux qui acceptent d'y engager leur volonté. Si cette vision a été déployée, chapitre après chapitre, ce n'est pas pour offrir un refuge imaginaire, mais pour rappeler une vérité souvent oubliée : ce qui adviendra dépend moins des forces qui nous dépassent que du **courage que nous mobilisons**.[166]

Cette France de 2050 n'est ni une promesse électorale ni une prophétie mystique. Elle est une **possibilité conditionnelle**. Elle n'existera pas parce qu'elle est souhaitable, mais parce que des femmes et des hommes décideront de la rendre réelle. Chaque idée ici posée appelle un prolongement concret, chaque principe exige des choix, chaque orientation suppose des renoncements autant que des engagements. Rien n'est magique, tout est politique au sens le plus noble : un art de décider ensemble ce que nous faisons de notre temps, de notre travail, de notre puissance.

L'appel à l'action ne s'adresse pas à un héros providentiel ni à une élite éclairée chargée de sauver le peuple malgré lui. Il s'adresse à **chacun**, là où il se trouve. Agir, ce n'est pas nécessairement conquérir le pouvoir ; c'est refuser l'indifférence, sortir de la passivité, reprendre sa part de responsabilité. C'est discuter autrement, consommer autrement, travailler autrement, transmettre autrement. C'est participer, proposer, contrôler, construire, parfois désobéir à ce qui nie le sens, toujours résister à la facilité du renoncement.

Car le danger n'est pas l'échec ; le danger est l'abandon intérieur. Une société se défait bien avant de s'effondrer, au moment où ses membres cessent de croire que leur action compte. Cette vision est là pour combattre cette fatigue morale, pour rappeler que l'histoire n'est jamais écrite par les spectateurs, mais par ceux qui acceptent d'entrer sur la scène sans garantie de succès. Il n'y a pas de futur juste sans effort collectif, pas de bonheur partagé sans responsabilité assumée, pas de liberté durable sans implication quotidienne.

Construire cet avenir demande du temps, de la patience, de la conflictualité parfois. Il faudra convaincre, expérimenter, corriger, recommencer. Il faudra accepter l'imperfection sans renoncer à l'exigence. Mais c'est précisément dans ce chemin imparfait que se forge la dignité collective. Une société qui agit, même maladroitement, vaut toujours plus qu'une société brillante en discours mais immobile dans les faits.

Cet appel n'est donc pas un mot de la fin, mais un **point de départ**. Il ne dit pas : "voici ce qui sera", mais "voici ce qui peut être, si nous le voulons". À celles et ceux qui liront ces pages, une seule question demeure, simple et redoutable : *que ferez-vous de cette possibilité ?* Car rien n'est écrit, en effet. Tout reste à construire. Et c'est précisément pour cela que cette vision mérite d'être portée, discutée, incarnée — non demain, non par d'autres, mais **maintenant, par nous**.

2050 commence aujourd'hui

Il n'y a pas de seuil invisible à franchir, pas de jour sacré où l'avenir commencerait enfin, libéré du poids du présent. **2050 ne nous attend pas** : il se forme déjà, silencieusement, dans chacun de nos gestes, dans nos renoncements comme dans nos engagements. Chaque choix quotidien trace une ligne, chaque inertie creuse une direction, chaque courage esquissé façonne un peu du monde à

[166] Robert K. Merton, « The Self-Fulfilling Prophecy », The Antioch Review, 1948.

venir. Croire que l'avenir commencera plus tard est la dernière illusion d'une époque qui se croyait encore dispensée d'agir.

Ce livre n'a jamais parlé de demain comme d'un refuge lointain. Il a parlé d'aujourd'hui, de maintenant, de ce point précis où la responsabilité cesse d'être abstraite. Car une vision n'est pas un rêve tant qu'elle n'est pas incarnée ; elle n'existe qu'à travers ceux qui décident de lui donner corps. 2050 commence lorsque l'on cesse d'attendre que le système change pour **changer sa manière d'habiter le système**. Il commence lorsque l'on refuse la facilité du cynisme, lorsque l'on choisit le sens plutôt que la jouissance, la participation plutôt que la délégation, l'effort juste plutôt que l'abandon confortable.

Chaque territoire peut devenir un laboratoire du futur. Chaque école, chaque entreprise, chaque commune, chaque foyer peut être un point d'ancrage de cette transformation. Il ne s'agit pas d'adhérer à un programme figé, mais de reconnaître une direction commune et d'y contribuer selon ses forces. La France de 2050 ne naîtra pas d'un décret, mais d'une **multitude d'actes cohérents**, répétés, assumés, reliés entre eux par une même exigence de sens.

Cet appel n'est ni solennel ni spectaculaire. Il est exigeant parce qu'il est simple : faire dès aujourd'hui ce que l'on prétend vouloir pour demain. Vivre déjà selon les valeurs que l'on revendique. Refuser l'excuse de l'impuissance. Accepter la part d'inconfort que toute construction véritable implique. Car l'avenir ne se prépare pas dans la peur ou l'attente, mais dans l'action consciente.

2050 commence aujourd'hui parce que le temps n'est pas une promesse, mais une **responsabilité continue**. Et si cette vision doit advenir, ce ne sera ni par miracle ni par contrainte, mais parce qu'un peuple aura décidé de se tenir debout dans le présent, les yeux ouverts, le cœur engagé, la main tendue vers ce qu'il choisit de devenir.

Chacun est responsable de la prophétie qu'il choisit d'habiter

Il existe toujours plusieurs futurs possibles, et aucun ne s'impose sans la complicité silencieuse ou active de ceux qui y vivent. Les prophéties ne tombent pas du ciel ; elles se construisent, se nourrissent, s'entretiennent par les récits auxquels on croit, par les renoncements que l'on accepte, par les gestes que l'on répète. Dire que l'avenir est écrit, c'est déjà choisir de **ne pas l'écrire**. La France de demain, comme toute société humaine, sera la somme des visions que ses habitants auront décidé d'habiter plutôt que de subir.[167]

Habiter une prophétie, ce n'est pas croire aveuglément en un destin radieux ; c'est agir comme si ce que l'on souhaite était suffisamment important pour mériter des actes. C'est refuser les récits de déclin qui paralysent autant que les promesses creuses qui anesthésient. Chaque individu, par son engagement ou son retrait, donne du poids à une direction plutôt qu'à une autre. La prophétie de la peur s'accomplit toujours lorsque l'on cesse de lui résister ; celle du sens prend forme dès que l'on commence à la **servir**.

La responsabilité n'est pas ici un fardeau moral, mais une puissance retrouvée. Elle signifie que nul n'est trop petit pour influer, que nul n'est dispensé de choisir. Vivre comme si le monde devait s'effondrer prépare l'effondrement ; vivre comme s'il pouvait se reconstruire rend la reconstruction

[167] Ernst Bloch, Le Principe espérance, 1954-1959 ; Jean-Pierre Dupuy, Pour un catastrophisme éclairé, Seuil, 2002, qui montre que se représenter le pire est la condition pour l'éviter.

possible. Les sociétés ne meurent pas seulement de leurs crises, elles meurent de la prophétie qu'elles se racontent à elles-mêmes.

Ce livre n'impose aucune certitude ; il tend un miroir. Il demande simplement : *quelle histoire décidez-vous d'habiter ?* Celle de la résignation, de la jouissance courte, de la délégation permanente ? Ou celle de l'effort juste, du sens partagé, de la responsabilité assumée ? La réponse ne se donnera pas dans un discours, mais dans une manière de vivre, de travailler, de décider, de transmettre.

Chacun est responsable de la prophétie qu'il choisit d'habiter, non parce qu'il contrôle tout, mais parce qu'il **participe toujours**. Et lorsque suffisamment d'hommes et de femmes choisissent d'habiter une vision exigeante plutôt qu'un renoncement confortable, alors ce qui semblait n'être qu'un appel devient une réalité. L'avenir ne se prédit pas ; il se **mérite**.

Épilogue – Offrir un futur pour éviter le pire

Une vision pour aligner, non pour dominer

Il arrive un moment, dans l'histoire des peuples comme dans celle des individus, où le danger ne réside plus seulement dans ce que l'on fait mal, mais dans ce que l'on **refuse d'imaginer**. Les civilisations ne sombrent pas uniquement par effondrement brutal ; elles s'éteignent souvent par fatigue intérieure, par absence d'horizon, par incapacité à proposer autre chose que la gestion anxieuse du déclin. Ce livre est né de ce constat, non pour dramatiser davantage, mais pour opposer à la peur une force plus puissante encore : **une vision habitée**.

Offrir un futur n'est pas un acte d'orgueil. C'est un acte de responsabilité. Lorsque rien n'est proposé, tout devient possible, y compris le pire. Les peuples privés de perspective se replient, se radicalisent, cherchent des coupables plutôt que des directions. À l'inverse, une vision claire n'impose pas, elle **oriente**. Elle ne contraint pas, elle rassemble. Elle donne une ligne de cohérence à des millions de décisions individuelles qui, sans cela, partiraient dans des directions contradictoires.

Ce livre n'a jamais prétendu détenir la vérité absolue ni dessiner un avenir figé. Il a cherché autre chose, de plus rare et de plus nécessaire : une **mire commune**. Une direction suffisamment claire pour permettre l'alignement, suffisamment ouverte pour accueillir la diversité, suffisamment exigeante pour éviter la facilité des renoncements. L'alignement n'est pas l'uniformité ; c'est la capacité d'avancer ensemble sans nier les singularités, de coopérer sans s'effacer, de construire sans écraser.

Car dominer n'a jamais produit de société stable. La domination engendre la résistance, la peur, puis la violence. L'alignement, lui, produit la cohérence, la responsabilité, la durée. Une société alignée n'est pas une société sans conflits, mais une société capable de les traverser sans se détruire, parce qu'elle sait pourquoi elle avance. Elle n'a pas besoin d'ennemis permanents pour exister ; elle a une direction suffisamment forte pour ne pas se définir contre, mais **pour**.

Si ces pages ont insisté sur le sens, sur l'accomplissement, sur la démocratie vécue, sur la souveraineté humaine face à la machine, sur le bonheur comme boussole collective, ce n'est pas par idéalisme naïf. C'est parce que l'histoire montre, inlassablement, que lorsque ces piliers

s'effondrent, la brutalité revient toujours, sous des formes plus dures encore. Offrir un futur, c'est donc aussi **éviter le pire**, non par la peur, mais par la construction.

Il appartient désormais au lecteur de décider ce qu'il fera de cette vision. La refermer comme on referme un livre de plus, ou la laisser agir, déranger, interroger, transformer. Rien n'oblige à y adhérer entièrement ; mais tout invite à refuser l'indifférence. Une société ne se sauve pas par l'adhésion totale, mais par l'engagement progressif de ceux qui acceptent de faire un pas, puis un autre, vers ce qui leur semble juste.

Ainsi se clôt ce livre, non comme une conclusion définitive, mais comme une **transmission**. Une proposition tendue vers l'avenir, non pour le posséder, mais pour le rendre habitable. Une vision pour aligner des consciences, des efforts, des espérances. Car lorsqu'un peuple choisit de regarder ensemble dans la même direction, ce n'est pas le futur qui se soumet à lui — c'est le pire qui recule.

Une France qui éclaire, sans imposer

Il est des puissances qui dominent, et d'autres qui **irradient**. Les premières avancent par la contrainte, la peur, l'alignement forcé ; les secondes transforment sans conquérir, inspirent sans assujettir, modifient le cours des choses par la force tranquille de l'exemple. La France que dessine ce livre ne cherche ni à dicter ni à convertir. Elle ne brandit pas un modèle comme une arme, mais propose une **lumière**, offerte à qui veut s'en approcher. Éclairer, ici, n'est pas éblouir ; c'est rendre visible ce qui était confus, montrer qu'un autre chemin est praticable, sans jamais prétendre qu'il serait le seul.[168]

Cette posture est à rebours des réflexes impériaux et des messianismes fatigués. Elle repose sur une conviction simple et exigeante : on ne transforme durablement le monde qu'en **se transformant soi-même**, et l'exemplarité vaut toujours plus que l'injonction. Une France qui éclaire ne s'érige pas en juge des autres nations ; elle travaille d'abord à sa propre cohérence, sachant que ce sont les sociétés alignées qui deviennent naturellement attractives. Là où le discours cherche à convaincre, l'exemple, lui, **donne envie**.

Éclairer sans imposer, c'est accepter que chaque peuple ait son histoire, ses blessures, ses rythmes, ses choix. C'est refuser l'arrogance qui consiste à croire qu'une solution valable ici serait mécaniquement transposable ailleurs. Mais c'est aussi assumer que certaines expériences, lorsqu'elles sont menées avec sérieux, honnêteté et profondeur, peuvent devenir des **points de repère** pour d'autres. La France de 2050 ne dit pas : "faites comme nous", elle dit : "voici ce que nous avons tenté, voici ce que cela a changé, à vous d'en tirer ce que vous voulez".

Cette lumière n'est pas idéologique, elle est **civilisationnelle**. Elle naît d'une réconciliation entre progrès et sens, entre démocratie et responsabilité, entre technologie et humanité, entre liberté et limite. Elle montre qu'il est possible de réduire la peur sans nier les risques, d'augmenter la puissance sans perdre l'âme, de moderniser sans déraciner. Dans un monde saturé de modèles brutaux ou cyniques, cette cohérence devient en elle-même un message.

[168] Joseph Nye, Soft Power. The Means to Success in World Politics, Public Affairs, 2004. La formule qui donne son titre au présent ouvrage ouvre les Mémoires de guerre de Charles de Gaulle, Plon, 1954 : « Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. »

Éclairer sans imposer, c'est aussi une forme de respect. Respect pour l'intelligence des autres peuples, pour leur capacité à discerner, à adapter, à inventer. La France ne cherche pas à être suivie, elle accepte simplement d'être **regardée**, consciente que toute lumière véritable suppose aussi l'humilité de celui qui sait qu'il peut, à son tour, apprendre des autres.

Une influence d'un genre nouveau apparaît, silencieuse mais profonde. Non celle qui s'impose par la force ou la norme, mais celle qui s'exerce par la cohérence vécue. Une France qui éclaire sans imposer n'a pas besoin de dominer pour compter. Elle devient un **repère**, non parce qu'elle se proclame exemplaire, mais parce qu'elle a choisi d'aligner ses actes avec le sens qu'elle revendique. Et dans un monde en quête de direction, cette lumière-là suffit souvent à ouvrir des chemins.

Réapprendre à croire en l'humain

Assez de ce soupçon permanent qui ronge les consciences, assez de cette petite musique du mépris qui murmure que l'homme serait trop faible, trop égoïste, trop inconséquent pour mériter la confiance. Ce doute-là n'est pas de la lucidité, c'est une **capitulation**. Il justifie toutes les dominations, excuse toutes les confiscations, et finit toujours par produire ce qu'il prétend dénoncer. Réapprendre à croire en l'humain, ce n'est pas fermer les yeux sur ses failles ; c'est refuser de bâtir le monde sur le postulat de sa médiocrité.[169]

Croire en l'humain, c'est reconnaître qu'il peut se tromper sans être condamné, qu'il peut chuter sans être réduit, qu'il peut apprendre sans être infantilisée. C'est comprendre que la violence n'est pas sa nature, mais la conséquence de systèmes qui l'écrasent ou le dépossèdent. Là où l'on traite l'homme comme un risque à contrôler, il devient dangereux ; là où on le traite comme une **responsabilité à élever**, il grandit. La confiance n'est pas un pari naïf, c'est une force performative : elle fait advenir ce qu'elle ose supposer.

Ce cri n'est pas une invocation romantique, il est un **choix politique**. Il affirme que l'intelligence n'est pas l'apanage de quelques-uns, que la sagesse n'est pas réservée aux experts, que la bonté n'est pas une faiblesse mais une puissance sociale. Il rappelle que l'homme, lorsqu'on lui donne du sens, du temps et de la dignité, est capable d'efforts immenses, de solidarités profondes, de créations qui dépassent l'intérêt individuel. L'histoire n'est pas seulement une suite de catastrophes ; elle est aussi une archive de renaissances.

Réapprendre à croire en l'humain, c'est refuser la prophétie de l'effondrement comme horizon unique. C'est dire que l'avenir n'est pas condamné à être une guerre de tous contre tous, ni une gestion froide de ruines. C'est affirmer que la coopération est possible, que la démocratie peut être exigeante sans être fragile, que le progrès peut être puissant sans être inhumain. C'est choisir de parler à ce qu'il y a de **meilleur**, non pour nier le pire, mais pour l'empêcher de gouverner.

Que ce cri traverse les institutions, les écoles, les entreprises, les foyers. Qu'il rompe la résignation polie et le cynisme confortable. Qu'il rappelle à chacun que croire en l'humain, c'est aussi accepter de **se montrer digne de cette croyance**. Rien n'est garanti, tout est à construire — mais l'homme n'est pas le problème à éliminer. Il est la **solution à éveiller**.

[169] Rutger Bregman, Humanité. Une histoire optimiste, 2019, traduction française Seuil, 2020 ; Pierre Kropotkine, L'Entraide, un facteur de l'évolution, 1902.

Une lumiere dans le noir

La nuit n'est jamais totale. Même lorsqu'elle semble épaisse, compacte, saturée de peurs et de renoncements, il demeure toujours une fente imperceptible par laquelle la lumière insiste, fragile et obstinée. Cette lumière n'éblouit pas, elle **demeure**. Elle ne promet pas le salut immédiat, elle rappelle simplement que le noir n'a jamais eu le dernier mot. À travers les crises, les effondrements, les désillusions accumulées, quelque chose continue de veiller — une étincelle humaine qui refuse de s'éteindre.

La lumière dans le noir n'est pas un miracle tombé du ciel ; elle est une **décision intérieure**. Elle naît lorsque l'on choisit de ne pas céder à la facilité du désespoir, lorsque l'on refuse de confondre lucidité et cynisme, lorsque l'on ose encore imaginer que le monde peut être réparé, non par un geste héroïque isolé, mais par une somme de volontés tenaces. Elle apparaît là où l'on continue de parler de sens quand tout pousse à se taire, là où l'on continue de tendre la main quand la peur invite au repli.

Cette lumière éclaire sans aveugler. Elle ne nie ni la gravité des temps ni la profondeur des blessures, mais elle offre un **point fixe**, un repère vers lequel orienter la marche. Elle permet d'avancer pas à pas, de discerner ce qui mérite d'être sauvé, ce qui doit être abandonné, ce qui peut être transformé. Dans son halo discret, les visages se reconnaissent à nouveau, les liens se reforment, et la solitude recule.

Elle n'est pas réservée à quelques élus. Elle circule de regard en regard, de geste en geste, de décision en décision. Elle se transmet comme un feu ancien, fragile mais fidèle, qui ne demande qu'à être entretenu. Chaque fois qu'un homme choisit la responsabilité plutôt que l'abandon, chaque fois qu'une femme ose croire encore en la dignité humaine, la lumière gagne du terrain, silencieusement.

Ainsi, même au cœur de la nuit la plus dense, l'espoir ne se crie pas : il **rayonne**. Il n'annule pas l'ombre, mais il la traverse. Et tant qu'une lumière subsiste dans le noir, l'avenir demeure ouvert, offert à celles et ceux qui acceptent de marcher vers elle, non parce qu'ils sont certains d'arriver, mais parce qu'ils savent qu'avancer est déjà une forme de victoire.

Mot de la fin

Si j'ai écrit ce livre, ce n'est pas pour convaincre des foules ni pour graver mon nom quelque part. Je l'ai écrit pour **mes enfants**. Pour leurs visages d'aujourd'hui, et pour les adultes qu'ils deviendront demain. Je l'ai écrit parce qu'un jour, en les regardant grandir, j'ai compris que le monde que nous leur laissons n'est pas une abstraction politique, mais une **responsabilité intime**. Chaque renoncement d'aujourd'hui devient leur limite de demain. Chaque courage assumé devient leur point d'appui.

Je ne me bats pas contre un ennemi, je me bats **pour quelque chose**. Pour un avenir où ils n'auront pas à choisir entre réussir et rester humains. Pour un monde où le sens ne sera pas un luxe, où le bonheur ne sera pas confondu avec la fuite, où la peur ne sera plus la méthode de gouvernement. Je me bats pour qu'ils puissent aimer cette terre sans la détruire, participer à la cité sans s'y perdre, travailler sans s'y briser, croire sans être naïfs, espérer sans être ridicules.

Ce livre est né d'une inquiétude, mais il s'achève dans une promesse. La promesse que rien n'est figé. Que les trajectoires peuvent être infléchies. Que l'histoire n'est pas un mur, mais une **matière vivante**. Je ne sais pas si cette vision s'imposera, ni quand, ni sous quelle forme. Mais je sais une chose : je ne veux pas que mes enfants me demandent un jour pourquoi nous savions et n'avons rien fait.

Alors je me bats. Par les mots aujourd'hui, par les actes demain, par la cohérence autant que par la révolte quand elle est nécessaire. Je me bats pour mes enfants, oui — mais aussi pour les vôtres, pour ceux que je ne connaîtrai jamais, pour tous les enfants du monde qui méritent mieux que nos peurs, nos lâchetés et nos demi-mesures.

Si ce livre devait laisser une seule trace, j'aimerais que ce soit celle-ci : **un homme a osé croire que l'avenir pouvait être meilleur, et a refusé de s'excuser pour cette croyance**. J'aimerais que mes enfants sachent que leur père n'a pas tout réussi, mais qu'il n'a pas renoncé. Qu'il a choisi le sens plutôt que le confort, l'engagement plutôt que l'indifférence, l'amour plutôt que le cynisme.

À eux, et à tous les enfants, je veux dire ceci : le monde n'est pas terminé.

Il vous attend. Et tant qu'il y aura des femmes et des hommes pour se lever, pour penser, pour aimer et pour construire, **l'avenir restera ouvert**.

MERCI

Glossaire

Ce glossaire réunit d'abord les notions propres à cet ouvrage — celles que nous avons forgées ou infléchies, et dont nous fixons ici le sens —, puis les termes du débat public dont l'usage courant est souvent flottant. Il ne prétend pas à l'exhaustivité : il vise à ce que les mots employés dans ces pages veuillent dire la même chose du début à la fin, et hors de ces pages également.

Le lexique de cet ouvrage

Capitalisme chimiquement pur
Un capitalisme débarrassé de ses rentes, de ses prédations et de ses privilèges, dans lequel la valeur créée collectivement est partagée à la source plutôt que redistribuée après coup. Il ne s'agit ni de supprimer le profit ni de le moraliser par le discours, mais de faire de chaque citoyen un copropriétaire de la richesse produite.

Dividende citoyen
Revenu versé à chacun au titre de sa part dans les richesses communes — ressources naturelles, infrastructures, données, gains de la robotisation — et non au titre d'un besoin constaté. Il diffère de l'aide sociale par son fondement : on ne le reçoit pas parce que l'on manque, mais parce que l'on appartient.

Pouvoir d'exister
Ce que le pouvoir d'achat prétend offrir et ne donne pas : la capacité effective de conduire sa vie, de choisir son travail, son lieu, son rythme et ses engagements. Le déplacement du premier vers le second constitue la thèse centrale de cet essai.

Corruption au sens platonicien
Nous désignons par là non le délit mais la dénaturation lente de l'âme de celui qui gouverne, exposé trop longtemps à l'argent et au pouvoir. L'expression n'est pas de Platon ; elle nomme ce qu'il décrit dans le portrait de l'âme tyrannique et dans l'argument de l'anneau de Gygès.

La France assise sur les rives de Babylone
Image empruntée au psaume de l'exil pour désigner une nation matériellement puissante mais spirituellement dépossédée, qui a conservé ses moyens en perdant sa direction.

Réhabiter la terre
Politique de rééquilibrage du territoire consistant à désengorger les métropoles et à rendre les campagnes pleinement habitables, non par nostalgie rurale mais parce que les techniques contemporaines permettent enfin de vivre loin des centres sans être privé de rien.

Village augmenté
Commune de taille humaine dotée des services, des réseaux et de l'autonomie énergétique et alimentaire qui la rendent viable durablement. La technologie y est mise au service du lien local au lieu de le dissoudre.

Souveraineté à échelle humaine
Conception de la souveraineté mesurée non à la puissance du centre mais à la proximité entre la décision et celui qui la subit. Elle rejoint le principe de subsidiarité inscrit dans les traités européens.

Économie de la contribution
Organisation économique qui rémunère ce qui fait société — soigner, transmettre, réparer, créer — et non la seule valeur marchande. L'expression est de Bernard Stiegler ; nous en reprenons le principe et l'étendons à la politique publique.

Nation productive
La communauté nationale considérée comme une entreprise commune dont chaque citoyen est actionnaire de plein droit, et non comme un territoire administré où il serait usager ou assisté.

Stratégie de phare
Doctrine d'influence consistant à peser sur le monde par l'exemplarité plutôt que par la contrainte : éclairer sans imposer. Elle s'oppose autant au repli qu'au messianisme.

Société alignée
État d'une société dont les grandes fonctions — économie, éducation, travail, technologie, démocratie — cessent de se contredire et concourent à une même direction. L'alignement n'est pas l'unanimité : c'est la cohérence.

Syndrome du Titanic
Situation d'un peuple qui connaît la nature et l'imminence du danger et continue néanmoins de vivre comme si de rien n'était. L'expression est empruntée à Nicolas Hulot.

Impuissance apprise
Renoncement acquis par la répétition de l'échec : à force de constater que son vote ne change rien, le citoyen cesse d'essayer. Le concept est dû au psychologue Martin Seligman.

Le vocabulaire du débat public

Adaptation hédonique
Mécanisme psychologique par lequel une amélioration des conditions de vie cesse rapidement de procurer de la satisfaction, le niveau de bien-être revenant à son point de départ. Il explique pourquoi l'accumulation ne rend pas durablement heureux.

Article 49 alinéa 3
Disposition de la Constitution permettant au gouvernement de faire adopter un texte sans vote, sauf si une motion de censure est votée. Instrument d'efficacité pour ses défenseurs, de contournement du Parlement pour ses critiques.

Bonheur national brut
Indicateur composite adopté par le Bhoutan depuis 1972 et inscrit dans sa Constitution, qui mesure le développement d'un pays autrement que par la seule production marchande.

Budget participatif
Dispositif par lequel les habitants décident directement de l'affectation d'une part du budget de leur collectivité. Né à Porto Alegre en 1989, il est aujourd'hui pratiqué dans plusieurs centaines de communes françaises.

Capital humain
Notion économique traitant les compétences et la santé d'un individu comme un stock productif dont il faut mesurer le rendement. Nous l'employons pour en critiquer l'extension : elle transforme l'éducation en investissement et la personne en actif.

Entreprise à mission
Statut créé par la loi PACTE de 2019, qui permet à une société d'inscrire dans ses statuts une raison d'être et des objectifs sociaux ou environnementaux dont le respect est contrôlé.

Eudaimonia
Terme grec traduit approximativement par bonheur, et qui désigne chez Aristote l'accomplissement d'une vie conduite selon ce qu'il y a de meilleur en soi. Il s'oppose à l'hédonè, le plaisir immédiat.

Financement monétaire
Possibilité pour un État d'emprunter directement auprès de sa banque centrale. Interdite dans l'Union européenne par le traité de Maastricht, cette faculté est au cœur du débat sur la souveraineté budgétaire.

Gouvernance polycentrique
Organisation dans laquelle plusieurs niveaux de décision autonomes se coordonnent sans hiérarchie unique. Établie par les travaux d'Elinor Ostrom, elle constitue le modèle théorique de nos réseaux de communes coopérantes.

Inflation normative
Croissance continue du volume de règles en vigueur, mesurée en France par le nombre de mots du corpus juridique. Elle est distincte de l'inflation monétaire et pèse principalement sur les petites structures.

Obsolescence programmée
Conception délibérée d'un produit pour qu'il cesse de fonctionner ou devienne indésirable avant terme. Elle constitue un délit en droit français depuis la loi du 17 août 2015.

Pacte de stabilité et de croissance
Ensemble de règles européennes encadrant les déficits publics, en dessous de 3 % du produit intérieur brut, et la dette, en dessous de 60 %. Son cadre a été réformé en 2024.

Pantouflage et porte tournante
Passage d'un responsable public vers une entreprise privée qu'il régulait, et mouvement inverse. La circulation continue entre les deux sphères est ce que l'on nomme la porte tournante, ou revolving door.

Primauté du droit européen
Principe selon lequel le droit de l'Union prévaut sur le droit national. Il ne figure pas dans les traités fondateurs mais résulte de la jurisprudence de la Cour de justice, à partir de l'arrêt Costa contre ENEL de 1964.

RIC et RIP
Le référendum d'initiative citoyenne, revendication portée notamment par le mouvement des Gilets jaunes, permettrait à un nombre défini d'électeurs de provoquer directement un référendum. Le référendum d'initiative partagée, introduit en 2008, exige l'appui d'un cinquième des parlementaires et d'un dixième du corps électoral ; il n'a jamais abouti.

Soft power
Capacité d'un État à obtenir ce qu'il souhaite par l'attrait de sa culture, de ses valeurs et de son modèle, plutôt que par la contrainte militaire ou économique. Le concept est dû à Joseph Nye.

Subsidiarité
Principe selon lequel une décision doit être prise au niveau le plus proche possible de ceux qu'elle concerne, l'échelon supérieur n'intervenant que si l'échelon inférieur ne peut agir efficacement.

Tirage au sort
Mode de désignation par lequel étaient pourvues environ neuf magistratures athéniennes sur dix. Il est aujourd'hui réintroduit sous forme de conventions et d'assemblées citoyennes.

Troïka
Nom donné à l'attelage formé par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international pour négocier et surveiller les plans d'aide aux États en difficulté, notamment en Grèce à partir de 2010.

Bibliographie

Cette bibliographie rassemble les ouvrages, études et documents cités en note dans les trois piliers de cet essai. Les références sont données dans l'édition consultée. Les textes juridiques, décisions de justice et rapports publics figurent en fin de liste, classés par nature.

Philosophie et pensée politique

ARENDT Hannah, Condition de l'homme moderne, 1958, traduction française Calmann-Lévy, 1961.

ARENDT Hannah, La Crise de la culture, 1961, traduction française Gallimard, 1972.

ARISTOTE, Politique, livre VI.

ARISTOTE, Éthique à Nicomaque, livres I et X.

BALZAC Honoré de, Le Père Goriot, 1835.

BERGSON Henri, Les Deux Sources de la morale et de la religion, 1932.

BLOCH Ernst, Le Principe espérance, 1954-1959, traduction française Gallimard, 1976-1991.

CASTORIADIS Cornelius, La Montée de l'insignifiance, Seuil, 1996.

CLOUSCARD Michel, Le Capitalisme de la séduction. Critique de la social-démocratie libertaire, Éditions sociales, 1981.

CONDORCET, Cinq mémoires sur l'instruction publique, 1791.

DEBORD Guy, La Société du spectacle, Buchet/Chastel, 1967.

DUPUY Jean-Pierre, Pour un catastrophisme éclairé, Seuil, 2002.

ELLUL Jacques, La Technique ou l'Enjeu du siècle, Armand Colin, 1954.

FISHER Mark, Le Réalisme capitaliste. N'y a-t-il aucune alternative ?, 2009, traduction française Entremonde, 2018.

FROMM Erich, Avoir ou être ?, 1976, traduction française Robert Laffont, 1978.

GAUCHET Marcel, L'Avènement de la démocratie, Gallimard, 2007-2017.

HONNETH Axel, La Lutte pour la reconnaissance, 1992, traduction française Cerf, 2000.

ILLICH Ivan, La Convivialité, Seuil, 1973.

ILLICH Ivan, Une société sans école, Seuil, 1971.

JONAS Hans, Le Principe responsabilité, 1979, traduction française Cerf, 1990.

KANT Emmanuel, Fondements de la métaphysique des mœurs, 1785.

KROPOTKINE Pierre, Champs, usines et ateliers, 1899.

KROPOTKINE Pierre, L'Entraide, un facteur de l'évolution, 1902.

LA BOÉTIE Étienne de, Discours de la servitude volontaire, 1576.

LATOUR Bruno, Où atterrir ? Comment s'orienter en politique, La Découverte, 2017.

LEOPOLD Aldo, Almanach d'un comté des sables, 1949, traduction française Flammarion, 2000.

MANIN Bernard, Principes du gouvernement représentatif, Calmann-Lévy, 1995.

MARCEL Gabriel, Être et avoir, Aubier, 1935.

MARX Karl, Le Capital, livres I et III, 1867 et suivants, traduction française Éditions sociales, 1976.

MUMFORD Lewis, La Cité à travers l'histoire, 1961, traduction française Seuil, 1964.

PAINE Thomas, La Justice agraire, 1797.

PLATON, Gorgias.

PLATON, La République, traduction de Georges Leroux, GF-Flammarion, 2002.

PROUDHON Pierre-Joseph, Du principe fédératif, 1863.

RANCIÈRE Jacques, La Haine de la démocratie, La Fabrique, 2005.

RICŒUR Paul, Le Juste, Esprit, 1995.

ROSANVALLON Pierre, La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance, Seuil, 2006.

ROUSSEAU Jean-Jacques, Du contrat social, 1762.

ROUSSEAU Jean-Jacques, Émile ou De l'éducation, 1762.

SAINT-EXUPÉRY Antoine de, Le Petit Prince, Gallimard, 1943.

SIMONDON Gilbert, Du mode d'existence des objets techniques, Aubier, 1958.

TOCQUEVILLE Alexis de, De la démocratie en Amérique, 1835-1840.

VAN REYBROUCK David, Contre les élections, 2013, traduction française Actes Sud, 2014.

VANEIGEM Raoul, Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, Gallimard, 1967.

WEBER Max, Le Savant et le Politique, 1919.

WEIL Simone, Note sur la suppression générale des partis politiques, 1943, publiée en 1950, réédition Climats, 2006.

ÉPICURE, Lettre à Ménécée, vers 306 av. J.-C.

Économie, société, consommation

ANDERS Günther, L'Obsolescence de l'homme, 1956, traduction française L'Encyclopédie des Nuisances, 2002.

BARBER Benjamin, Comment le capitalisme nous infantilise, Fayard, 2007.

BAUDRILLARD Jean, La Société de consommation, Denoël, 1970.

BAUDRILLARD Jean, Le Système des objets, Gallimard, 1968.

BAUMAN Zygmunt, S'acheter une vie, 2008, traduction française Jacqueline Chambon, 2009.

BEAUVOIR Simone de, La Vieillesse, Gallimard, 1970.

BERNAYS Edward, Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie, 1928, traduction française Zones / La Découverte, 2007.

BREGMAN Rutger, Humanité. Une histoire optimiste, 2019, traduction française Seuil, 2020.

BRUCKNER Pascal, L'Euphorie perpétuelle. Essai sur le devoir de bonheur, Grasset, 2000.

BRYNJOLFSSON Erik et McAFEE Andrew, Le Deuxième Âge de la machine, 2014, traduction française Odile Jacob, 2015.

CRAWFORD Matthew, Éloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail, 2009, traduction française La Découverte, 2010.

DUFLO Esther et BANERJEE Abhijit, Économie utile pour des temps difficiles, Seuil, 2020.

EWEN Stuart, Captains of Consciousness. Advertising and the Social Roots of the Consumer Culture, McGraw-Hill, 1976.

FOURASTIÉ Jean, Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975, Fayard, 1979.

GORZ André, Misères du présent, richesse du possible, Galilée, 1997.

GORZ André, Métamorphoses du travail, Galilée, 1988.

GRAEBER David, Bullshit Jobs, 2018, traduction française Les Liens qui libèrent, 2018.

GRAVIER Jean-François, Paris et le désert français, Le Portulan, 1947.

HARVEY David, Brève histoire du néolibéralisme, 2005, traduction française Les Prairies ordinaires, 2014.

HOPKINS Rob, Manuel de transition, 2008, traduction française Écosociété, 2010.

HOWARD Ebenezer, Garden Cities of To-morrow, 1902.

KEYNES John Maynard, « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », 1930, dans Essais de persuasion.

KLEIN Naomi, La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre, 2007, traduction française Actes Sud, 2008.

LAFARGUE Paul, Le Droit à la paresse, 1880.

LATOUCHE Serge, Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée, Les Liens qui libèrent, 2012.

LONDON Bernard, Ending the Depression Through Planned Obsolescence, 1932.

LORDON Frédéric, La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique, Les Liens qui libèrent, 2014.

MEADE James, Agathotopia, 1989.

MÉDA Dominique, Le Travail. Une valeur en voie de disparition ?, Aubier, 1995.

NYE Joseph, Soft Power. The Means to Success in World Politics, Public Affairs, 2004.

OSTROM Elinor, Gouvernance des biens communs, 1990, traduction française De Boeck, 2010.

OSTROM Elinor, Understanding Institutional Diversity, Princeton University Press, 2005.

PACKARD Vance, The Waste Makers, David McKay, 1960.

PEREC Georges, Les Choses. Une histoire des années soixante, Julliard, 1965.

PIERUCCI Frédéric et ARON Matthieu, Le Piège américain, JC Lattès, 2019.

POLANYI Karl, La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, 1944, traduction française Gallimard, 1983.

RAWORTH Kate, La Théorie du donut, 2017, traduction française Plon, 2018.

RIFKIN Jeremy, La Troisième Révolution industrielle, 2011, traduction française Les Liens qui libèrent, 2012.

SCHUMACHER Ernst Friedrich, Small is Beautiful. Une société à la mesure de l'homme, 1973, traduction française Seuil, 1978.

SCHUMPETER Joseph, Capitalisme, socialisme et démocratie, 1942, traduction française Payot, 1951.

SEN Amartya, Repenser l'inégalité, 1992, traduction française Seuil, 2000.

SENNETT Richard, Ce que sait la main. La culture de l'artisanat, 2008, traduction française Albin Michel, 2010.

SIMMEL Georg, Philosophie de l'argent, 1900, traduction française PUF, 1987.

STIEGLER Bernard, L'Emploi est mort, vive le travail !, Mille et une nuits, 2015.

STIGLITZ Joseph, La Grande Désillusion, Fayard, 2002.

VAN PARIJS Philippe et VANDERBORGHT Yannick, Le Revenu de base inconditionnel, 2017, traduction française La Découverte, 2019.

WEIL Simone, La Condition ouvrière, Gallimard, 1951.

ZUBOFF Shoshana, L'Âge du capitalisme de surveillance, 2019, traduction française Zulma, 2020.

Psychologie, santé, sciences du comportement

BABIAK Paul et HARE Robert D., Snakes in Suits. When Psychopaths Go to Work, HarperCollins, 2006.

BODDY Clive R., « The Corporate Psychopaths Theory of the Global Financial Crisis », Journal of Business Ethics, vol. 102, n° 2, 2011, p. 255-259.

BRICKMAN Philip, COATES Dan et JANOFF-BULMAN Ronnie, « Lottery Winners and Accident Victims: Is Happiness Relative? », Journal of Personality and Social Psychology, 1978.

CSÍKSZENTMIHÁLYI Mihály, Vivre. La psychologie du bonheur, 1990, traduction française Robert Laffont, 2004.

DE WAAL Frans, L'Âge de l'empathie, 2009, traduction française Les Liens qui libèrent, 2010.

DECI Edward et RYAN Richard, travaux sur la théorie de l'autodétermination, depuis 1985.

DELUGA Ronald J., « Relationship Among American Presidential Charismatic Leadership, Narcissism, and Rated Performance », The Leadership Quarterly, vol. 8, n° 1, 1997, p. 49-65.

DURKHEIM Émile, Le Suicide, 1897.

FRANKL Viktor, Découvrir un sens à sa vie, 1946, traduction française Les Éditions de l'Homme, 1988.

FREY Carl Benedikt et OSBORNE Michael, « The Future of Employment », Oxford Martin School, 2013.

HARE Robert D., Hare Psychopathy Checklist-Revised, 2e édition, Multi-Health Systems, 2003.

HARE Robert D., Without Conscience. The Disturbing World of the Psychopaths Among Us, Guilford Press, 1993.

KAHNEMAN Daniel et TVERSKY Amos, « Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk », Econometrica, vol. 47, n° 2, 1979.

KAHNEMAN Daniel, Système 1 / Système 2. Les deux vitesses de la pensée, Flammarion, 2012.

LASCH Christopher, La Culture du narcissisme, 1979, traduction française Climats, 2000.

LAYARD Richard, Le Prix du bonheur, 2005, traduction française Armand Colin, 2007.

LEMBKE Anna, Dopamine. La fabrique du bonheur, 2021, traduction française Trédaniel, 2022.

MASLOW Abraham, Vers une psychologie de l'être, 1962, traduction française Fayard, 1972.

MERTON Robert K., « The Self-Fulfilling Prophecy », The Antioch Review, 1948.

NUSSBAUM Martha, Les Émotions démocratiques, 2010, traduction française Climats, 2011.

POST Jerrold M., Narcissism and Politics. Dreams of Glory, Cambridge University Press, 2015.

PUTNAM Robert, Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community, Simon and Schuster, 2000.

SELIGMAN Martin, Helplessness. On Depression, Development and Death, Freeman, 1975.

STOUT Martha, The Sociopath Next Door, Broadway Books, 2005.

SUROWIECKI James, La Sagesse des foules, 2004, traduction française JC Lattès, 2008.

TWENGE Jean et CAMPBELL Keith, The Narcissism Epidemic, Free Press, 2009.

Histoire, démocratie, institutions

BERGER Gaston, Phénoménologie du temps et prospective, PUF, 1964.

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre et BIANCO Jean-Louis (dir.), François Mitterrand, les années du changement 1981-1984, Perrin, 2001.

CHOUARD Étienne, Notre cause commune. Instituer nous-mêmes la puissance des citoyens, Max Milo, 2019.

DELORS Jacques (dir.), L'éducation, un trésor est caché dedans, UNESCO, 1996.

FAURE Edgar (dir.), Apprendre à être, UNESCO, 1972.

FREINET Célestin, Pour l'école du peuple, Maspero, 1969.

FREIRE Paulo, Pédagogie des opprimés, 1968, traduction française Agone, 2021.

FUKUYAMA Francis, Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity, Free Press, 1995.

GAULLE Charles de, Mémoires de guerre, Plon, 1954.

GILLE Bertrand (dir.), Histoire des techniques, Gallimard, 1978.

HANSEN Mogens Herman, La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène, Les Belles Lettres, 1993.

HULOT Nicolas, Le Syndrome du Titanic, Calmann-Lévy, 2004.

JOUVENEL Bertrand de, L'Art de la conjecture, Éditions du Rocher, 1964.

LÉVY Pierre, L'Intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberespace, La Découverte, 1994.

MONTESSORI Maria, L'Enfant, 1936.

MORIN Edgar, Les Sept Savoirs nécessaires à l'éducation du futur, UNESCO, 1999.

Rapports publics, données et institutions

ACRIMED et LE MONDE DIPLOMATIQUE, Médias français : qui possède quoi ?, cartographie actualisée.

ALASKA PERMANENT FUND CORPORATION, rapports annuels, dividende versé depuis 1982.

ALDA et AUTONOMY, évaluation des expérimentations islandaises de réduction du temps de travail, 2021.

AMNESTY INTERNATIONAL, décompte des blessures graves survenues lors des manifestations des Gilets jaunes, arrêté au 18 novembre 2019.

ASSEMBLÉE NATIONALE, rapport d'information n° 4082 sur l'extraterritorialité de la législation américaine, 5 octobre 2016.

COMMISSION EUROPÉENNE, communication relative à l'Union pour l'épargne et l'investissement, mars 2025.

CONSEIL DE L'EUROPE, Commission européenne pour l'efficacité de la justice, European Judicial Systems, cycle d'évaluation 2024, données 2022, 16 octobre 2024.

CONSEIL D'ÉTAT, Simplification et qualité du droit, étude annuelle, 2016.

COUR DES COMPTES, Les relations entre l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes, rapport public thématique, juillet 2013.

DARES, Léger repli de la syndicalisation en France entre 2013 et 2019, février 2023.

DRAGHI Mario, The Future of European Competitiveness. A Competitiveness Strategy for Europe, Commission européenne, 9 septembre 2024.

DREES, Le nombre d'adolescentes et de jeunes femmes hospitalisées pour tentatives de suicide et automutilations progresse à nouveau en 2024, juin 2025.

INSEE, Dette publique au sens de Maastricht, Informations rapides, premier trimestre 2026.

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE, La mortalité par suicide au régime agricole dans le Système national des données de santé.

NATIONS UNIES, World Happiness Report, publié annuellement depuis 2012.

NÉGAWATT, scénario de transition énergétique pour la France, actualisé régulièrement.

OCDE, indicateurs de réglementation des marchés de produits, édition 2018.

SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, Prévalence des épisodes dépressifs en France chez les 18-85 ans : résultats du Baromètre santé 2021, Bulletin épidémiologique hebdomadaire, 2023.

SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, Suicides et tentatives de suicide, données actualisées 2025.

STIGLITZ Joseph, SEN Amartya et FITOUSSI Jean-Paul, Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, 2009.

SÉNAT, commission des finances, rapport sur le projet de loi de finances pour 2026, mission Engagements financiers de l'État.

SÉNAT, La sobriété normative pour renforcer la compétitivité des entreprises, rapport d'information n° 743 (2022-2023), 15 juin 2023.

SÉNAT, rapport d'information n° 451 (2020-2021) sur la détresse du monde agricole.

SÉNAT, À l'heure du numérique, la concentration des médias en question ?, rapport de commission d'enquête n° 593 (2021-2022), 29 mars 2022.

ÉOCHE-DUVAL Christophe, L'Inflation normative, Plon ; comptage du corpus normatif établi à partir de la base Légifrance, publié dans La Tribune, 26 avril 2026.

Textes juridiques et décisions de justice

Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act, 23 mars 2018.

Constitution du 4 octobre 1958, articles 11, 47-2, 55 et 65.

Constitution du Royaume du Bhoutan, 2008, article 9, consacrant le bonheur national brut.

Cour de justice des Communautés européennes, 15 juillet 1964, Flaminio Costa contre ENEL, affaire 6/64.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789.

Déclaration universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948.

Encyclique Quadragesimo anno, 1931, formulant le principe de subsidiarité ; article 5 du traité sur l'Union européenne.

Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République.

Loi n° 2008-1061 du 16 octobre 2008 de finances rectificative pour le financement de l'économie.

Loi n° 2013-669 du 25 juillet 2013 relative aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public.

Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques.

Loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement.

Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, créant le délit d'obsolescence programmée.

Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, dite loi El Khomri.

Loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée, étendue par la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite loi PACTE.

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France.

Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations.

Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique.

Loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative au financement des campagnes électorales.

Loi n° 93-980 du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France.

Loi organique n° 2013-1114 du 6 décembre 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution.

Ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises.

Traité de Lisbonne, 13 décembre 2007 ; traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, article 123.

Traité de l'Atlantique Nord, 4 avril 1949.

Traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992 ; accord d'Édimbourg des 11 et 12 décembre 1992.

USA PATRIOT Act, 26 octobre 2001.